

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/30338]

**13 OCTOBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques. — Addendum**

L'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 7 décembre 2022, à la page 89718, est complété par les annexes suivantes :

## Annexe 1<sup>ère</sup>

### **Règles de production, d'étiquetage et de communication et de contrôle relatives aux produits biologiques issus de la restauration**

Conformément à l'article 2 et en application de l'article 2, paragraphe 3 du Règlement (UE) 2018/848, la présente annexe établit des règles de production, d'étiquetage et de communication et de contrôle relatives aux produits biologiques issus de la restauration.

#### **Chapitre 1<sup>er</sup>. Champ d'application et définitions**

##### **1. Champ d'application**

1.1. La présente annexe s'applique aux produits couverts par le Règlement (UE) 2018/848, visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup> dudit Règlement, lorsqu'ils sont issus des opérations de restauration menées à titre professionnel.

1.2. La présente annexe s'applique aux opérateurs qui préparent des denrées alimentaires prêtes à être consommées par le consommateur final, sur place ou à emporter, et qui souhaitent faire référence au mode de production biologique pour tout ou partie des denrées alimentaires proposées.

Elle concerne tant la restauration collective à caractère social, en ce compris les cantines ou restaurants d'écoles, d'universités, d'entreprises, d'administrations, de prisons, d'hôpitaux, de maisons de soins ou de repos, de crèches, y compris les sociétés de catering fournissant ces établissements en repas, que la restauration à caractère commercial, soit les restaurants, traiteurs, cafétérias, hôtels.

Elles ne concernent pas les opérations de production, de préparation ou de distribution couvertes par le Règlement (UE) 2018/848.

##### **2. Définitions**

2.1. Pour l'application de la présente annexe, l'on entend par :

1° l'opérateur de restauration : la personne physique ou morale concernée par le champ d'application défini au point 1 ;

2° le plat : la combinaison définie de denrées alimentaires, proposée en tant que telle au consommateur final ;

3° le menu : l'ensemble de plats constituant un repas, incluant éventuellement des boissons ;

4° la carte : l'ensemble des supports faisant la liste des denrées alimentaires, plats et menus proposés au consommateur final ;

5° le système de restauration intégré : l'opérateur de restauration qui comprend, sous un même numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, plusieurs unités d'établissement qui sont desservies par une cuisine centrale commune ou qui partagent un service central commun d'achat et de référencement des fournisseurs et un référentiel commun de recettes et de procédures de préparation des denrées alimentaires auxquels elles ne dérogent pas.

#### **Chapitre 2. Règles de production**

##### **3. Systèmes de certification**

3.1. Les opérateurs de restauration peuvent choisir l'un ou plusieurs des systèmes de certification suivants :

- une certification « Ingrédient biologique », fondée sur l'utilisation exclusive de produits biologiques pour certains ingrédients définis ;

- une certification « Plat / Menu biologique », fondée sur l'offre de denrées alimentaires, plats ou menus définis élaborés à partir de produits biologiques pour au moins nonante cinq pour cent des ingrédients ;
- une certification « Restaurant biologique », fondée sur l'offre exclusive de denrées alimentaires, plats et menus élaborés à partir de produits biologiques pour au moins nonante cinq pour cent des ingrédients.

#### **4. Règles de production générales**

4.1. Pour les produits biologiques, les opérations de restauration :

- reposent sur les principes énumérés à l'article 7 du Règlement (UE) 2018/848 ;
- respectent les règles de production énumérées :
  - o aux articles 9, paragraphes 3, 4 et 6, 11, 24, paragraphes 2, 4 et 5, 25, 27, 28 et 29 du Règlement (UE) 2018/848, ainsi que dans les actes secondaires liés ;
  - o à l'annexe II, partie IV du règlement (UE) 2018/848, à l'exclusion du point 1.5.

4.2. L'opérateur de restauration s'assure que les produits biologiques qu'il utilise comme ingrédients ou qu'il sert directement au consommateur final sans transformation à son niveau portent une référence à la production biologique conforme aux dispositions du chapitre IV du Règlement (UE) 2018/848.

4.3. Les produits obtenus durant la période de conversion visée à l'article 10 du Règlement (UE) 2018/848 sont considérés comme des produits non biologiques.

4.4. Les produits de la chasse ou de la pêche sont considérés comme des produits non biologiques, même s'ils proviennent de denrées alimentaires transformées faisant référence, conformément à l'article 30, paragraphe 5, point c) du Règlement (UE) 2018/848, à la production biologique dans leur dénomination de vente ou leur liste d'ingrédients.

4.5. Les denrées alimentaires transformées utilisées comme ingrédients par un opérateur de restauration sont considérées comme des produits biologiques à part entière si elles répondent aux conditions de l'article 30, paragraphe 5, point a) du Règlement (UE) 2018/848.

4.6. Afin d'éviter tout mélange ou échange entre produits biologiques et non biologiques :

- a) les produits biologiques utilisés comme ingrédients sont stockés, avant et après les opérations de restauration, en les séparant physiquement ou dans le temps des produits non biologiques ;
- b) les produits biologiques utilisés comme ingrédients ou produits par l'opérateur de restauration sont en tout temps identifiables visuellement par le personnel, en recourant si nécessaire à des dispositifs d'identification adéquats tel que l'étiquetage ou la couleur des conteneurs ;
- c) en cas de transport entre opérateurs ou unités, les produits biologiques utilisés comme ingrédients ou produits par l'opérateur de restauration sont transportés dans des emballages, conteneurs ou véhicules fermés et sont accompagnés d'un document reprenant les informations suivantes :

- o nom et adresse du fournisseur ;
- o nom et adresse du destinataire ;
- o nature et quantité des produits biologiques transportés.

Il n'est pas obligatoire de fermer les emballages, conteneurs ou véhicules lorsque les conditions cumulatives suivantes sont rencontrées :

- o le transport s'effectue directement entre deux opérateurs ou unités soumis au régime de contrôle relatif à la production biologique ;
- o le transport comprend uniquement des produits biologiques.

A la réception des produits, le destinataire vérifie la bonne fermeture de l'emballage, du conteneur ou du véhicule, lorsque celle-ci est requise, ainsi que la correspondance entre les informations figurant sur le document d'accompagnement et les produits transportés. Le résultat de ces vérifications est explicitement mentionné dans un registre.

#### **5. Règles de production applicables à la certification « Ingrédient biologique »**

5.1. L'opérateur de restauration utilise exclusivement des produits biologiques pour un ou plusieurs ingrédients intervenant dans l'élaboration des plats et denrées alimentaires qu'il prépare. Il définit les ingrédients concernés.

Pour chacun de ceux-ci, la présente disposition s'applique sur une période minimale de douze mois.

5.2. Durant la période visée au point 5.1., aucun produit non biologique des mêmes ingrédients n'est détenu dans les lieux de stockage, de préparation et de vente.

## **6. Règles de production applicables à la certification « Plat / Menu biologique »**

6.1. L'opérateur de restauration utilise des produits biologiques pour au moins nonante cinq pour cent en poids des ingrédients intervenant dans l'élaboration d'un ou plusieurs plats ou denrées alimentaires qu'il prépare.

Il définit les plats et denrées alimentaires concernés.

Pour chacun de ceux-ci, la présente disposition s'applique sur une période minimale de douze mois.

6.2. Les produits non biologiques utilisés pour les plats et denrées alimentaires visés au point 6.1., à concurrence de maximum cinq pour cent en poids de l'ensemble des ingrédients, figurent dans la liste des produits et substances autorisées dans la production de denrées alimentaires biologiques transformées visée à l'article 24, paragraphe 2 du Règlement (UE) 2018/848 ou font l'objet d'une autorisation temporaire conformément à l'article 25 du même règlement.

6.3. L'eau et le sel de cuisine ne sont pas pris en considération pour l'application des dispositions des points 6.1. et 6.2.

6.4. Un menu est considéré comme biologique s'il est constitué exclusivement de plats et de denrées alimentaires qui répondent aux dispositions des points 6.1. à 6.3.

Le menu biologique peut également comprendre des denrées alimentaires préemballées directement présentées au consommateur dans leur conditionnement d'origine et portant les mentions de conformité au mode de production biologique.

Si le menu comprend des boissons, celles-ci répondent aux conditions des alinéas 1 et 2.

## **Règles de production applicables à la certification « Restaurant biologique »**

6.5. Tous les plats, denrées alimentaires et menus préparés par l'opérateur de restauration respectent les dispositions du point 6.

6.6. Toutes les denrées alimentaires servies directement au consommateur final sans transformation par l'opérateur de restauration, y compris les boissons, à l'exclusion de l'eau et du sel de cuisine, sont conformes au mode de production biologique.

6.7. Par dérogation au point 7.1., les produits de la chasse ou de la pêche peuvent constituer au maximum cinquante pour cent en valeur d'achat de l'ensemble des ingrédients utilisés par l'opérateur de restauration sur base annuelle.

6.8. Des produits non biologiques ne sont pas détenus dans les lieux de stockage, de préparation et de vente que dans des quantités conformes au respect des dispositions des points 7.1 à 7.3. Ceux-ci sont recensés dans un registre tenu à jour quotidiennement.

## **7. Règles de production exceptionnelles**

7.1. Par dérogation aux règles définies aux points 5. à 7., en cas de non-disponibilité exceptionnelle de produits biologiques pour un ingrédient concerné par la certification, l'opérateur de restauration peut temporairement utiliser un produit non biologique pour cet ingrédient.

Dans ce cas, l'opérateur de restauration :

- informe immédiatement son organisme de contrôle de cette non-disponibilité, par écrit, en précisant l'ingrédient et les quantités concernés, sa durée et son motif ; pour les systèmes de certification « Plat / Menu biologique » et « Restaurant biologique », l'information précise également les plats, denrées alimentaires et menus impactés ;

- informe en temps réel les consommateurs de cette non-disponibilité, par tout procédé approprié, en précisant l'ingrédient concerné ; un rectificatif est apposé sur tous les supports de communication utilisés faisant référence au caractère biologique de cet ingrédient, ainsi que des plats, denrées alimentaires et menus incluant cet ingrédient.

7.2. Sur base des informations communiquées, l'organisme de contrôle fixe la durée durant laquelle la dérogation est applicable. Celle-ci n'est en aucun cas supérieure à deux mois.

## **8. Activités de restauration lors d'événements ponctuels**

8.1. Les opérateurs de restauration peuvent adhérer temporairement au système de certification « Plat / Menu biologique » s'ils souhaitent faire référence au mode de production biologique pour tout ou partie des denrées alimentaires qu'ils préparent uniquement dans le cadre d'événements ponctuels, tels que des salons, foires ou manifestations sportives, à condition que le chiffre d'affaire issu de la vente, lors de ces événements, des denrées alimentaires visées par la certification biologique n'excède pas 15.000 euros par an.

8.2. Dans ce cas, la période, de douze mois, stipulée au point 6.1, alinéa 3 est remplacée par la durée des événements.

## **Chapitre 3. Règles d'étiquetage et de communication**

### **9. Communication**

9.1. Un opérateur de restauration peut uniquement communiquer sur une quelconque offre en produits biologiques que s'il fait l'objet d'un système de certification défini dans la présente annexe, sauf si cette offre ne concerne que des produits biologiques préemballés, portant les mentions de conformité au Règlement (UE) 2018/848 et servis directement au consommateur final.

En dehors des cas mentionnés au point 10.2., l'utilisation de termes, y compris dans les marques commerciales ou les dénominations sociales, ou de pratiques en matière d'étiquetage ou de publicité qui seraient de nature à induire le consommateur en erreur en suggérant qu'un produit ou ses ingrédients sont conformes au Règlement (UE) 2018/848 ou au présent arrêté est interdite.

Dans tous les cas, l'utilisation du logo de production biologique de l'Union européenne est interdite.

9.2. Dans le système de certification « Ingrédient biologique », l'opérateur de restauration peut faire référence à la production biologique uniquement pour les ingrédients faisant l'objet de la certification. En particulier, les termes énumérés à l'annexe IV du Règlement (UE) 2018/848, ainsi que leurs dérivés et diminutifs, sont utilisés uniquement en lien direct avec la mention des ingrédients concernés, sur quelque support que ce soit, en ce compris les cartes, les affiches, les prospectus, les vitrines ou les sites internet. Cette communication est adaptée en temps réel avec les ingrédients couverts par le certificat visé au point 12.

Dans le système de certification « Plat / Menu biologique », l'opérateur de restauration peut faire référence à la production biologique uniquement pour les plats, denrées alimentaires et menus faisant l'objet de la certification. En particulier, les termes énumérés à l'annexe IV du Règlement (UE) 2018/848, ainsi que leurs dérivés et diminutifs, sont uniquement utilisés en lien direct avec la mention des plats, denrées alimentaires ou menus concernés, sur quelque support que ce soit (cartes, menus, vitrines, affiches, prospectus, sites internet, etc.). Cette communication est adaptée en temps réel avec les plats, denrées alimentaires et menus couverts par le certificat visé au point 12.

Dans le système de certification « Restaurant biologique », l'opérateur de restauration peut faire référence à la production biologique pour tous ses plats, denrées alimentaires et menus, de manière générique ou ciblée, ainsi que dans sa dénomination sociale ou enseigne, y compris par l'utilisation des termes énumérés à l'annexe IV du Règlement (UE) 2018/848, ainsi que leurs dérivés et diminutifs. Les produits non biologiques utilisés par l'opérateur de restauration, conformément aux dispositions du point 7., sont explicitement portés à la connaissance des consommateurs, en temps réel, par tout moyen approprié en ce compris les cartes, les menus, les affiches, les prospectus, les vitrines ou les sites internet. En particulier, les consommateurs sont informés que les produits de la chasse et de la pêche ne sont pas couverts par le système de qualité relatif à la production biologique.



## Chapitre 4. Notification, certification et règles de contrôle

### 10. Notification

10.1. Avant de communiquer sur une offre biologique, en application de la présente annexe, les opérateurs de restauration notifient leur activité au Service.

Les dispositions de l'article 8 s'appliquent à cette notification.

10.2. Par dérogation au point 11.1., dans le cadre d'une certification portant uniquement sur des activités de restauration lors d'événements ponctuels, en application du point 9., les opérateurs de restauration notifient leur activité à l'organisme de contrôle qui vérifie que leur activité est conforme à la présente annexe et délivre le certificat visé au point 12.

Cette notification est réalisée au moins deux semaines avant la date de chaque événement.

### 11. Certification

11.1. Les opérateurs de restauration communiquent uniquement sur une offre biologique, en application de la présente annexe, s'ils sont en possession d'un certificat valide délivré par un organisme de contrôle repris à l'annexe 6 dont la délégation couvre les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine, soit la catégorie de produits D.

11.2. Les organismes de contrôle délivrent un certificat à tout opérateur de restauration qui a notifié son activité conformément au point 11. et qui se conforme aux dispositions de la présente annexe.

Ce certificat reprend :

- a) un numéro de document ;
- b) une identification de l'opérateur de restauration : numéro unique d'opérateur bio, numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et dénomination sociale ;
- c) une identification de l'organisme de contrôle : numéro de code et dénomination sociale ;
- d) la mention du ou des systèmes de certification pour lesquels l'opérateur de restauration est contrôlé, avec :
  - o pour le système de certification « Ingrédient biologique », la liste des ingrédients concernés ;
  - o pour le système de certification « Plat / Menu biologique », la liste des plats, denrées alimentaires et menus concernés ;
- e) l'adresse du lieu de consommation ou de vente à emporter des denrées alimentaires concernées ou, dans le cas d'un système de restauration intégré, l'adresse de tous les lieux de consommation ou de vente à emporter des denrées alimentaires concernées et, le cas échéant, de la cuisine centrale ou du service central d'achat et de référencement des fournisseurs ;
- f) une attestation du respect des dispositions de la présente annexe ;
- g) la période de validité du certificat.

11.3. Les unités d'établissement d'un opérateur de restauration qui ne relèvent pas d'un système de restauration intégré font l'objet d'une certification indépendante.

11.4. Un opérateur de restauration peut faire évoluer le champ de sa certification en adressant une demande en ce sens à son organisme de contrôle. Celui-ci délivre un nouveau certificat conformément au point 12.2.

11.5. Les opérateurs de restauration affichent sur le ou les lieux de vente de leurs produits, de manière visible pour le consommateur :

- soit leur certificat ;
- soit un extrait de leur certificat, reprenant au minimum les informations visées au point 12.2., paragraphe 2, points a), b), c) et g), le ou les systèmes de certification concernés et l'adresse du lieu de vente concerné, complété par l'adresse du site internet, visée au point 12.6., à laquelle le certificat est disponible.

11.6. Les organismes de contrôle publient sur leur site internet la liste à jour des certificats en cours de validité qu'ils ont délivrés.

## 12. Contrôles

12.1. Sauf dispositions contraires, les dispositions du chapitre VI du Règlement (UE) 2018/848, à l'exclusion de l'article 43, ainsi que des actes secondaires liés, et des articles 10 à 16 du présent arrêté s'appliquent *mutatis mutandis*.

12.2. Les contrôles annuels effectués dans le cadre des certifications portant uniquement sur des activités de restauration lors d'événements ponctuels, en application du point 9., comprennent une inspection physique effectuée sur place pour au minimum vingt-cinq pour cent des événements et vingt-cinq pour cent des opérateurs concernés.

12.3. Les contrôles effectués afin de vérifier la conformité avec la présente annexe ne sont pas pris en compte dans le calcul des pourcentages visés à l'article 38, paragraphe 4 du Règlement (UE) 2018/848 et au point 1.3° de l'annexe 5 du présent arrêté.

Ces contrôles comprennent, chaque année, au moins dix pour cent de contrôles par sondage, réalisés sans préavis, calculés sur base du nombre de contrôles annuels et s'ajoutant à ceux-ci.

12.4. Pour les systèmes de restauration intégrés, les contrôles ont lieu aux niveaux appropriés selon les points à contrôler, soit le service central, la cuisine centrale ou les unités d'établissement.

## 13. Registres

13.1. Les opérateurs de restauration tiennent à jour des registres permettant d'attester le respect de la présente annexe.

Ces registres contiennent :

- la liste de tous les ingrédients achetés, précisant s'il s'agit de produits biologiques ou non biologiques, les quantités et les dates d'achat ; accompagnée de pièces justificatives (factures, bons de livraison, etc.) ;
- les fiches recettes de tous les plats et denrées alimentaires préparés, précisant les quantités d'ingrédients requises par unité de plat ou denrée alimentaire ;
- la liste des plats et denrées alimentaires préparés, précisant s'ils sont visés par la certification biologique ou non, les quantités et les dates de préparation ; accompagnée de pièces justificatives (enregistrements de caisse, bons de commande, etc.) ;
- les cartes ;
- les informations relatives aux cas de non-disponibilité visés au point 8.;
- les documents relatifs aux transports des produits biologiques visés au point 4.6.c).

Les données de ces registres sont conservées sur une période minimale de deux ans.

13.2. Les opérateurs de restauration mettent les registres visés au point 14.1. à disposition de leur organisme de contrôle.

## 14. Redevances

14.1. Les opérateurs de restauration s'acquittent d'une redevance auprès de leur organisme de contrôle pour couvrir les coûts de contrôle liés à leur certification.

14.2. Chaque organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles et par événement dues par les opérateurs de restauration sur base des montants de référence suivants :

### ***Redevance annuelle de base :***

<b>Paramètres</b>	<b>Montant</b>
- Chiffre d'affaire annuel total relatif aux activités de restauration jusqu'à 348.540 euros	366 euros
- 1 à 10 ingrédients biologiques ou 1 à 2 plats biologiques ou restaurant biologique	

***Majorations de la redevance annuelle :***

<b>Paramètres</b>	<b>Montant</b>
- Par tranche supplémentaire de chiffre d'affaire annuel total relatif aux activités de restauration de 116.180 euros :	
○ comprise entre 348.501 et 697.080 euros	116 euros
○ comprise entre 697.081 et 23.236.000 euros	58 euros
○ au-delà de 23.236.000 euros	35 euros
- Par groupe de 1 à 10 ingrédients biologiques supplémentaires, avec un plafond au-delà de 30 ingrédients	174 euros
- Par groupe de 1 à 2 plats biologiques supplémentaires, avec un plafond au-delà de 6 plats	174 euros
- Par unité d'établissement supplémentaire (système de restauration intégré)	181 euros

***Redevance par événement ponctuel :***

<b>Paramètres</b>	<b>Montant</b>
- Par événement ponctuel	181 euros

14.3. Les montants hors TVA des redevances fixés par les organismes de contrôle peuvent s'écarter de plus ou moins quinze pour cent des montants de référence mentionnés au point 15.2., indexés selon les dispositions du point 15.4.

14.4. Les montants mentionnés au point 15.2., tant en ce qui concerne les redevances que les chiffres d'affaire, sont indexés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier sur base de l'index-santé du mois de septembre de l'année précédente, par rapport à celui du mois de septembre 2021.

14.5. Lorsqu'un opérateur de restauration combine plusieurs systèmes de certification prévus dans la présente annexe, il ne s'acquitte qu'une fois de la redevance annuelle de base et de la majoration de cette redevance liée au chiffre d'affaire annuel.

14.6. Les opérateurs certifiés pour une activité de production, de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation de produits biologiques, conformément au Règlement (UE) 2018/848, ne s'acquittent pas de la redevance liée à la certification d'activités de restauration lors d'événements ponctuels, visée au point 9., si le ou les événements concernés sont directement liés à l'activité principale et prennent place dans un lieu contrôlé dans le cadre de la certification de cette activité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS



## Annexe 2

## Règles détaillées applicables à la production d'espèces animales particulières ou groupes particuliers d'espèces animales

Conformément à l'article 20 du Règlement (UE) 2018/848, la présente annexe établit les règles détaillées relatives à la production d'espèces animales particulières ou groupes particuliers d'espèces animales.

### Chapitre 1<sup>er</sup>. Portée et dispositions générales

1.1° La présente section établit les règles de production pour les espèces et sous-espèces animales suivantes :

- a) les autruches et leurs produits ;
- b) les cailles et leurs produits ;
- c) les escargots des espèces et sous-espèces *Helix aspersa aspersa* soit l'escargot petit gris, *Helix aspersa maxima* soit l'escargot gros gris, *Helix pomatia* soit l'escargot de Bourgogne et leurs produits.

1.2° Sauf dispositions contraires de la présente annexe, les règles générales de production énoncées dans le règlement (UE) 2018/848, ses actes délégués et ses actes d'exécution s'appliquent aux espèces visées au point 1.1.

### Chapitre 2. Règles de production

#### 2.1° Conversion

2.1.1° La période de conversion visée au point 1.2.2, partie II, Annexe II du Règlement (UE) 2018/848 est fixée à huit mois pour les autruches et six semaines pour les cailles.

2.1.2° Pour que les escargots puissent être vendus en tant que produits biologiques, les animaux sont élevés conformément au mode de production biologique depuis l'éclosion.

#### 2.2° Origine des animaux

2.2.1° Pour l'application du point 1.3.4.4.1, partie II, Annexe II du Règlement (UE) 2018/848, l'âge maximal d'introduction dans une unité de production biologique d'animaux non élevés selon le mode de production biologique est fixé à trois jours pour les autruches et pour les cailles.

2.2.2° Pour l'application du point 1.3.4.4.2, partie II, Annexe II du Règlement (UE) 2018/848, le pourcentage maximum d'introduction de mâles adultes et de femelles n'ayant pas encore pondu est fixé à dix pour cent pour les autruches.

#### 2.3° Densité d'élevage et surface minimale des espaces intérieurs et extérieurs

2.3.1° Les surfaces minimales nettes suivantes, dont disposent les animaux dans les bâtiments et dans les espaces extérieurs de plein air, sont d'application :

Espèce	Age	Surface minimale de l'espace intérieur (m <sup>2</sup> /tête)	Surface minimale de l'espace extérieur (m <sup>2</sup> /tête)
Autruches	6 à 12 semaines	1,5	10
	12 semaines à 12 mois	2,5	125
	12 mois et plus	4	200

Cailles pondeuses		0,025	0,2
Cailles de chair		0,02	0,4
Escargots	Plus de 7 jours	-	Maximum 330 animaux/m <sup>2</sup> et 4 kg de poids vif/m <sup>2</sup>

2.3.2° La densité de peuplement totale, fixant le nombre d'animaux par hectare équivalant à 170 kg N/ha/an, est la suivante :

- cinquante autruches de moins de trois mois ;
- vingt autruches de trois à douze mois ;
- dix autruches de plus de douze mois.

2.4° *Caractéristiques des bâtiments, des espaces extérieurs et conditions d'élevage*

2.4.1° Cailles

2.4.1.1° Un bâtiment d'élevage de cailles est constitué de compartiments contenant au maximum trois-cents animaux. Chaque compartiment est équipé de bains de poussière de 0,4 m<sup>2</sup> minimum pour cent cailles.

2.4.1.2° La durée d'élevage des cailles de chair est au minimum de six semaines.

2.4.1.3° A partir de l'âge de quinze jours, les cailles ont accès aux espaces extérieurs.

2.4.1.4° Les espaces extérieurs peuvent être couverts d'un filet ou d'un grillage.

2.4.2° Escargots

2.4.2.1° A partir de l'âge de vingt jours et en dehors de la période d'hibernation pour les reproducteurs, les escargots sont élevés dans des parcs extérieurs enherbés, qui peuvent être couverts d'un filet et pourvus d'abris.

2.4.2.2° A la fin de chaque cycle d'engraissement, les parcs extérieurs restent vides pendant une durée minimale de trois mois.

2.4.3° Autruches

2.4.3.1° La durée d'élevage des autruches est au minimum de huit mois.

2.4.3.2° A partir de l'âge de six semaines, les autruches ont accès aux espaces extérieurs.

2.5° *Préparation des produits*

Après le retrait des escargots des parcs extérieurs, une période de mise à jeun durant cinq à dix jours est autorisée. L'échaudage des escargots est réalisé à l'eau bouillante, sans utilisation de vinaigre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe 3.

**Procédure de communication et contenu de la notification**

1.1. Pour notifier leurs activités en production biologique conformément à l'article 8, les opérateurs et groupes d'opérateurs soumettent au Service le formulaire de notification défini par ce dernier, dûment complété.

1.2. Le formulaire de notification contient les informations suivantes :

1° les données d'identification de l'opérateur ou du groupe d'opérateurs, à savoir : le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises, la dénomination de l'entreprise, la forme juridique de l'entreprise, l'adresse du siège de l'entreprise et, dans le cas d'un groupe d'opérateurs, la liste des membres ;

2° les coordonnées de la personne responsable de la production biologique au sein de l'entreprise, à savoir : le nom et le prénom, la fonction, le numéro de téléphone et l'adresse électronique ;

3° le ou les types d'activités en production biologique ;

4° une déclaration sur le transfert de responsabilité relative à la production biologique en cas de sous-traitance et, lorsque la responsabilité n'est pas transférée, le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et la dénomination des entreprises sous-traitantes concernées ;

5° en cas de reprise de moyens de production sous contrôle biologique, les données d'identification de l'opérateur ou du groupe d'opérateurs cédant, à savoir : le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et la dénomination de l'entreprise cédante ;

6° les données d'identification de l'organisme de contrôle agréé, à savoir : la dénomination de l'organisme de contrôle et la copie du contrat de service établi avec celui-ci ;

7° la date souhaitée d'entrée dans le système de contrôle et de certification biologique, si ultérieure à la date de réception de la notification complète et validée.

1.3. La soumission du formulaire de notification auprès du Service est réalisée soit via l'interface électronique des démarches en ligne « Mon Espace », soit par l'envoi d'un courrier, papier ou électronique, à l'adresse renseignée sur le portail internet de l'agriculture wallonne.

Les groupes d'opérateurs soumettent obligatoirement leur formulaire de notification via l'interface « Mon Espace ».

1.4. Après vérification de la complétude et de la validité d'une notification, le Service attribue à l'opérateur ou au groupe d'opérateurs un numéro d'identification unique et précise sa date d'entrée dans le système de contrôle et de certification biologique.

1.5. Pour l'identification des opérateurs et groupes d'opérateurs, ainsi que de leurs activités, le Service peut consulter les données qui les concernent enregistrées au niveau de la Banque-Carrefour des Entreprises, du système « SANITEL » ou du Système intégré de gestion et de contrôle « SIGeC ».

1.6. Pour informer le Service de toute modification des informations contenues dans leur notification ainsi que de leur retrait de la production biologique conformément à l'article 8, les opérateurs et les groupes d'opérateurs utilisent le formulaire de notification et la procédure de soumission visés aux points 1.1. à 1.3.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe 4.

**Barème des redevances perçues par les organismes de contrôle conformément aux articles 78 et 80 du règlement (UE) 2017/625**

Le présent barème fixe les limites inférieures et supérieures pour les redevances payées par les opérateurs aux organismes de contrôle, conformément à l'article 9.

**1° Producteurs**

1.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les producteurs au prorata du système de points suivant :

<b>Eléments pris en considération</b>	<b>Nombre de points</b>
Montant de base pour une unité de production	1 670
Par entreprise tierce à contrôler, sous-traitant à qui la responsabilité relative à la production biologique n'a pas été transférée	2 030
Par ha de zone naturelle, de forêt ou de surface agricole utilisée pour la récolte des espèces végétales sauvages qui y poussent spontanément	20,4
Par ha de réserve naturelle*	20,4
Par ha de sapins de Noël	280
Par ha de maraîchage diversifié, hors serre et tunnel	825
Par ha de culture de légume en plein champs	460
Par ha de grande culture	81
Par ha de prairie, engrais verts ou jachère	61
Par ha de culture fruitière basses tiges	410
Par ha de culture fruitière hautes tiges	280
Par ha de serre froide ou tunnel	2 460
Par ha de serre chauffée	4 950
Par m <sup>2</sup> consacré à la production de champignons	1,65
Par m <sup>2</sup> consacré à la production de graines germées, germes, pousses ou jeunes pousses	1,65
Par m <sup>2</sup> consacré à l'obtention d'endives, ou chicons	1,65
Par m <sup>2</sup> consacré à la culture de végétaux en pot pour la production de plantes ornementales ou de plantes aromatiques destinées à être vendues avec le pot au consommateur final	1,65
Par m <sup>2</sup> consacré à la culture en containers de plants à repiquer ou à transplanter	1,65
Par bovin de moins d'1 an	6,3
Par bovin d'1 à 2 ans	9,5
Par bovin de plus de 2 ans	12,4



<b>Eléments pris en considération</b>	<b>Nombre de points</b>
Par vache allaitante	21
Par vache laitière	30
Par porc commercialisé	4,7
Par truie ou verrat	30
Par agneau commercialisé	2
Par brebis allaitante	4,5
Par chèvre ou brebis laitière	7,7
Par jument allaitante / étalon	21
Par jument laitière	30
Par 10 poulets de chair commercialisés	3,4
Par 10 poules pondeuses	10,2
Par 10 dindes commercialisées	6,8
Par 10 canards commercialisés	6,8
Par 100 cailles commercialisées	1,2
Par 100 cailles pondeuses	3,6
Par 10 kilogrammes de poids vif de truite gagnés sur l'exploitation	1,7
Par autruche commercialisée	4,7
Par autruche reproductrice	15,1
Par lapine mère	6,1
Par daguet commercialisé	5
Par biche ou cerf	15,1
Par kg de poids vif d'escargots commercialisé	1

(\*) sites bénéficiant d'un statut de protection au sens de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature ou de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 juin 1989 relatif à la protection des zones humides d'intérêt biologique, à savoir : réserve naturelle agréée (RNA), réserve naturelle domaniale (RND), réserve forestière (RF), zone humide d'intérêt biologique (ZHIB).

1.2° En dehors des points associés aux contrôles d'entreprises tierces, le nombre minimal de points d'une exploitation est fixé à 2 500 points.

## **2° Groupes d'opérateurs**

2.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les groupes d'opérateurs, tels que visés à l'article 36 du Règlement (UE) 2018/848, au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base	1 790
Par membre du groupe, au-delà de 10	179
Par membre du groupe faisant l'objet d'un contrôle externe	Nombre de points obtenu par l'application du tableau visé au point 1.1° à l'ensemble des membres du groupe divisé par le nombre de membres

### 3° Entreprises de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation

3.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements et d'analyses, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les entreprises de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Montant de base pour un site d'activités :	
- utilisé exclusivement pour la production biologique	1 790
- utilisé pour la production biologique et une production non biologique	2 200
Par site d'activités supplémentaire :	
- utilisé exclusivement pour la production biologique	1 200
- utilisé pour la production biologique et une production non biologique	1 470
Par entreprise tierce à contrôler, sous-traitant à qui la responsabilité relative à la production biologique n'a pas été transférée	2 030
Par type d'ingrédient biologique utilisé - uniquement applicable aux activités de préparation, à l'exclusion de l'emballage et de l'étiquetage :	
- type d'ingrédient uniquement utilisé en qualité biologique	120
- type d'ingrédient utilisé en qualités biologique et non biologique	147
Par type de produit biologique préparé ou importé - uniquement applicable aux activités de préparation, y compris l'emballage et l'étiquetage, et d'importation :	
- type de produit uniquement détenu en qualité biologique	180
- type de produit détenu en qualités biologique et non biologique	220
Par tranche de 6 311,5 euros du CAB (*) :	
- jusqu'à 1 577 875 euros	115
- comprise entre 1 577 876 euros et 7 889 375 euros	57,5
- comprise entre 7 889 376 euros et 18 934 500 euros	34,5
- comprise entre 18 934 501 euros et 31 557 500 euros	20
- à partir de 31 557 501 euros	11,5

(\*) Par CAB, on entend le chiffre d'affaires annuel relatif aux activités dans le secteur biologique.

3.2° Pour les activités qui consistent à changer l'emballage de produits biologiques préemballés, soit le conditionnement, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à soixante-cinq pour cent de sa valeur.

Pour les activités qui consistent à commercialiser des produits biologiques dans des emballages non fermés ou en vrac sans en modifier le conditionnement ni l'étiquetage, soit la distribution de produits en vrac, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à cinquante pour cent de sa valeur.

Pour les activités qui consistent à étiqueter des produits biologiques préemballés sans en modifier le conditionnement, soit l'étiquetage, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à vingt-cinq pour cent de sa valeur.

Pour les activités qui consistent à commercialiser des produits biologiques préemballés sans en modifier le conditionnement ni l'étiquetage, soit la distribution de produits préemballés, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à quinze pour cent de sa valeur.

Pour les activités d'importation et d'exportation, le CAB utilisé pour le calcul des points est réduit à vingt-cinq pour cent de sa valeur.

3.3° Pour les activités de préparation, à l'exclusion de l'emballage et de l'étiquetage, le nombre de points obtenu sur base du nombre de types d'ingrédients biologiques utilisés et du nombre de types de produits biologiques préparés est limité à maximum cinquante pour cent du nombre de points obtenu sur base du CAB.

3.4° Le nombre minimal de points d'une entreprise est fixé à 6 000 points. Toutefois, ce seuil minimal peut être réduit dans les cas suivants :

- pour les entreprises qui débutent leurs activités en production biologique, ce seuil est ramené à 4 450 points pendant les deux premières années suivant la date de réception de la notification de leurs activités, complète et valide ;
- pour les entreprises de préparation, à l'exclusion de l'emballage et de l'étiquetage, dont le CAB est inférieur à 15 779 euros, ce seuil est ramené à 2 075 points ;
- pour les entreprises de distribution de produits préemballés dont le CAB est inférieur à 63 115 euros, ce seuil est ramené à 3 280 points à condition de respecter les conditions suivantes : l'entreprise a un seul site d'activités à contrôler et ne fait pas appel à plus de dix fournisseurs différents par an.

3.5° Lorsqu'une entreprise combine plusieurs types d'activités différents, de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation, le nombre total de points est égale à la somme des points obtenus pour chaque type d'activités en application des points 3.1° à 3.3° et en ne comptabilisant qu'une fois :

- le montant de base ;
- la majoration par site d'activités supplémentaire lorsque les différents types d'activités concernent les mêmes sites ;
- les majorations par type d'ingrédient biologique utilisé et par type de produit biologique préparé ou importé lorsque les différents types d'activités concernent les mêmes ingrédients et produits.

3.6° Un producteur agricole ou aquacole ne paie pas de redevance spécifique pour le contrôle d'une activité de préparation, lorsque cette activité respecte les conditions suivantes :

- seuls les types de produits agricoles ou aquacoles qui ne sont pas produits par l'exploitation peuvent être achetés ;
- au moins septante-cinq pour cent en poids des produits agricoles ou aquacoles utilisés sont produits par l'exploitation, à l'exclusion des solutions pour macérats.

#### 4° Points de vente

4.1° Pour couvrir les frais de contrôle, y compris les frais de déplacements, l'organisme de contrôle fixe la grille des redevances annuelles dues par les opérateurs qui vendent directement au consommateur ou à l'utilisateur final des produits biologiques non emballés au prorata du système de points repris ci-dessous :

Eléments pris en considération	Nombre de points
Chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non emballée :	
- inférieur à 18 935 euros :	
○ avec vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	2 000
○ sans vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	1 665
- compris entre 18 935 et 75 738 euros :	
○ avec vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	2 592
○ sans vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	2 163
- compris entre 75 739 et 126 230 euros :	
○ avec vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	3 313
○ sans vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	2 764
- supérieur à 126 230 euros :	
○ avec vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	4 034
○ sans vente de produits non biologiques non emballés similaires aux produits biologiques	3 364
Par point de vente supplémentaire, au-delà du premier	1 200

4.2° Un producteur ou une entreprise de préparation, de distribution, de stockage, d'importation ou d'exportation de produits biologiques ne paie pas de redevance spécifique pour le contrôle d'une activité de vente directe au consommateur ou à l'utilisateur final de produits biologiques non emballés si le chiffre annuel d'achat des produits biologiques destinés à être vendus sous une forme non emballée est inférieur à 6 312 euros.

Si cette condition n'est pas rencontrée, le montant de la redevance annuelle due pour l'activité de vente directe au consommateur ou à l'utilisateur final de produits biologiques non emballés est fixée par l'application du tableau visé au point 4.1°, en soustrayant 472 points au nombre total de points obtenu.

#### 5° Limites minimales et maximales de la redevance

La redevance hors TVA que l'organisme de contrôle applique aux opérateurs est égale au nombre de points obtenu, multiplié par un facteur compris entre les limites minimales et maximales suivantes :

- redevance minimale : facteur 0,153 euro ;
- redevance maximale : facteur 0,232 euro.

Ce facteur peut être fixé séparément pour les activités de :

- production ;
- préparation, distribution, stockage, importation et exportation ;
- vente directe au consommateur ou à l'utilisateur final.

### **6° Contrôles renforcés**

Les frais des contrôles renforcés, exécutés en application du catalogue commun de mesures repris en annexe 8 du présent arrêté, sont portés à charge de l'opérateur par les organismes de contrôle sur la base des limites minimales et maximales suivantes, hors frais d'analyses éventuelles :

Redevance (par 1/2 heure de contrôle)	Dans l'entreprise	En bureau
Minimale	37,9 euros	25,2 euros
Maximale	56,8 euros	37,9 euros

### **7° Indexation**

Les montants visés aux points 5° et 6°, ainsi que les montants de chiffres d'affaires annuels et de chiffres annuels d'achat des produits biologiques visés aux points 3° et 4°, sont indexés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier sur la base de l'index-santé du mois de septembre de l'année précédente par rapport à celui de septembre 2021.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS



## Annexe 5.

**Description détaillée des tâches de contrôle officiel et des tâches liées aux autres activités officielles faisant l'objet de la délégation aux organismes de contrôle**

Conformément à l'article 10 et en application de l'article 40(1)(a) du Règlement (UE) 2018/848, la présente annexe établit la description détaillée des tâches de contrôle officiel et des tâches liées aux autres activités officielles faisant l'objet de la délégation, y compris des obligations en matière de rapports et d'autres obligations spécifiques, ainsi que des conditions dans lesquelles l'organisme de contrôle peut les exécuter.

**Chapitre 1<sup>er</sup>. Planification et exécution des contrôles et des échantillonnages**

1.1° Lorsqu'il est informé de la notification d'un opérateur, l'organisme de contrôle exécute le contrôle initial au plus tard trente jours ouvrables après la date du début de la mise en œuvre du régime de contrôle, telle que définie à l'article 8.

L'organisme de contrôle prélève en outre, dans chaque unité de production en conversion, telle que définie à l'article 3, 11), du Règlement (UE) 2018/848, un échantillon de sol, de produit végétal ou de produit animal, et exécute une analyse pour détecter la présence éventuelle de produits ou substances dont l'utilisation en production biologique n'est pas autorisée en vertu de l'article 9, paragraphe 3, premier alinéa du Règlement (UE) 2018/848. Le prélèvement est exécuté entre douze et vingt-quatre mois après l'entrée en conversion de l'unité de production.

1.2° Les contrôles exécutés par les organismes de contrôle se répartissent en catégories comme suit :

- a) le contrôle initial : vérification initiale de la conformité d'un opérateur ou groupe d'opérateur, couvrant l'intégralité des activités de l'opérateur et exécutée conformément aux dispositions du point 1.1° ; il est comptabilisé parmi les contrôles annuels ;
- b) le contrôle annuel : vérification de la conformité exécutée au moins une fois par an, en une ou plusieurs visites et couvrant l'intégralité des activités de l'opérateur, chez tous les opérateurs et groupes d'opérateurs sous contrôle de l'organisme de contrôle, conformément aux dispositions de l'article 38, paragraphe 3, du Règlement (UE) 2018/848 ;
- c) le contrôle renforcé : effectué dans le cadre de l'application du catalogue commun de mesures établi à l'annexe 7, il n'est pas comptabilisé parmi les contrôles annuels ou les contrôles par sondage ;
- d) le contrôle par sondage, s'ajoutant à ceux visés au point a), conformément aux dispositions de l'article 38, paragraphe 4, point b), du Règlement (UE) 2018/848 ;
- e) le contrôle de suivi, destiné à vérifier la mise en œuvre de mesures correctives par l'opérateur concerné, à la suite d'un constat de non-conformité ; il n'est pas comptabilisé parmi les contrôles annuels ou les contrôles par sondage ;
- f) le contrôle croisé, consistant en l'échange et la comparaison d'informations entre différents organismes de contrôle, sur certains produits échangés entre opérateurs ;
- g) le contrôle externe, exécuté par l'organisme de contrôle chez un opérateur qui est membre d'un groupe d'opérateurs, conformément aux dispositions de l'article 38, paragraphe 4, point d), du Règlement (UE) 2018/848.

1.3° Les pourcentages minimaux repris à l'article 7 du Règlement d'exécution (UE) 2021/279 du 22 février 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contrôles et les autres mesures visant à garantir la traçabilité et la

conformité dans la production biologique, ainsi que l'étiquetage des produits biologiques, sont fixés comme suit pour leur mise en œuvre par les organismes de contrôle :

- a) chaque année, dix pour cent au moins de tous les contrôles officiels, visés au point 1.2°, b), d) et g), sont réalisés sans préavis ;
- b) chaque année, cinquante pour cent au moins de contrôles par sondage, s'ajoutant aux contrôles annuels, visés au point 1.2°, b), sont réalisés ; les contrôles par sondage peuvent être des contrôles partiels destinés à vérifier un nombre limité de points ; dans ce cas, l'organisme de contrôle cible la nature des contrôles en fonction des spécificités de l'opérateur et du contenu de son dossier ; les contrôles renforcés et les contrôles de suivi ne sont pas pris en compte pour le respect du pourcentage fixé ;
- c) chaque année, cinquante pour cent au moins du nombre d'opérateurs, à l'exclusion des opérateurs exemptés au titre de l'article 34, paragraphe 2, et de l'article 35, paragraphe 8, du Règlement (UE) 2018/848, font l'objet d'un échantillonnage conformément à l'article 14, point h), du Règlement (UE) 2017/625 ;
- d) chaque année, dix pour cent au moins des membres de chaque groupe d'opérateurs font l'objet d'un échantillonnage conformément à l'article 14, point h), du règlement (UE) 2017/625 ;
- e) chaque année, vingt pour cent au moins des opérateurs qui sont membres d'un groupe d'opérateurs, ce nombre ne pouvant cependant pas être inférieur à dix, font l'objet d'un contrôle externe. Lorsque le groupe d'opérateurs ne compte pas plus de dix membres, tous les membres sont contrôlés dans le cadre de la vérification de la conformité visée à l'article 38, paragraphe 3, du Règlement (UE) 2018/848.

En outre, cinq pour cent au moins des contrôles par sondage visés au point b), sont des contrôles croisés.

1.4° Aux fins de l'application de l'article 38, paragraphe 3, point b), du Règlement (UE) 2018/848, l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné est évalué comme présentant une faible probabilité de manquement quand il respecte les conditions suivantes :

- a) le type, la taille et la structure des opérateurs et des groupes d'opérateurs : l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné ne met sur le marché que des produits biologiques ou des produits en conversion ; le nombre de ses salariés n'est pas supérieur à trois ;
- b) la durée de la période durant laquelle les opérateurs et les groupes d'opérateurs ont exercé leurs activités dans le domaine de la production, de la préparation et de la distribution de produits biologiques : l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné a exercé ses activités pendant au moins cinq ans en respectant la condition reprise au point a) ci-dessus ;
- c) le type, la quantité et la valeur des produits et l'évolution de ces paramètres dans le temps : lorsque l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné exerce une activité de préparation, son chiffre d'affaires bio est inférieur à sept cent mille euros ;
- d) l'application de dérogations ou d'exemptions à l'application des règles par les opérateurs et les groupes d'opérateurs : aucune dérogation ou exception ne s'applique aux activités de l'opérateur ou du groupe d'opérateurs concerné ;
- e) les points critiques pouvant donner lieu à des manquements et la probabilité de manquement à chaque étape de la production, de la préparation et de la distribution : l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné ne fait l'objet d'aucune plainte de la part d'un tiers intéressé ; l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné ne fait pas appel à de la main d'œuvre temporaire ;
- f) les activités de sous-traitance : l'opérateur ou le groupe d'opérateurs concerné ne fait pas appel à la sous-traitance, pour aucune activité.

1.5° La procédure d'évaluation des risques, soumise par l'organisme de contrôle au Service pour approbation préalable, conformément aux dispositions de l'article 40, § 1, point a), i), du Règlement (UE) 2018/848 détermine :

- a) la planification des contrôles et des échantillonnages prévus au point 1.3° ;
- b) l'identification des opérateurs qui font l'objet des contrôles prévus au point 1.3° ;
- c) l'identification des opérateurs et des produits qui font l'objet des échantillonnages prévus au point 1.3°, ainsi que la nature des produits recherchés.

## **Chapitre 2. Exécution et interprétation des analyses.**

2.1° Les analyses exécutées dans les produits végétaux et animaux visent à contrôler l'utilisation illicite de produits non autorisés, y compris l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés ou de produits dérivés de ces organismes, ainsi que la présence éventuelle de résidus de pollutions environnementales suspectées.

2.2° Les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des producteurs portent notamment sur les herbicides, fongicides, insecticides, acaricides, molluscicides, bactéricides, rodenticides, répulsifs, substances inhibitrices de la germination, régulateurs de croissance, ralentisseurs et accélérateurs de mûrissement.

2.3° Outre les produits visés au point précédent, les analyses des produits végétaux échantillonnés auprès des préparateurs et importateurs portent également sur les additifs alimentaires, colorants, arômes, exhausteurs de goût, conservateurs, supports, solvants, et autres auxiliaires technologiques.

2.4° Les analyses des produits animaux portent notamment sur les médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse, les antibiotiques, les tranquillisants, les coccidiostatiques, les substances destinées à stimuler la croissance ou la production, les additifs, conservateurs et autres auxiliaires technologiques, tels les nitrates et les sorbates dans le lait, et les nitrites, nitrates, sulfites, phosphates et glutamates dans la viande et les produits de viande.

2.5° En application de l'article 29(1) du Règlement (UE) 2018/848, lorsqu'une analyse révèle la présence de produits ou substances dont l'utilisation en production biologique n'est pas autorisée en vertu de l'article 9, paragraphe 3, premier alinéa, du Règlement (UE) 2018/848, une enquête officielle est menée pour établir l'origine et la cause de cette présence. En outre, le produit concerné par la prise d'échantillon est provisoirement interdit de mise sur le marché ou d'utilisation dans la filière biologique, dans l'attente des résultats de l'enquête officielle.

Lorsqu'une analyse révèle la présence d'un pesticide dont l'utilisation en production biologique n'est pas autorisée en vertu de l'article 24, paragraphe 1, point a), du Règlement (UE) 2018/848, le produit concerné par la prise d'échantillon n'est pas commercialisé en tant que produit biologique ou en conversion lorsque :

- a) le produit concerné par la prise d'échantillon n'est pas obtenu conformément au Règlement (UE) 2018/848 en dehors du territoire de la Région wallonne, et ;
- b) la concentration de pesticide mesurée est supérieure à une fois et demi la limite de détermination telle que définie à l'article 3, §2 point f) du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil.

Pour l'application du point b), la limite de détermination à prendre en compte dépend du pesticide détecté et de la nature du produit concerné par la prise d'échantillon. La limite de détermination à prendre en compte est consultable via la base de données en ligne de la Commission européenne « *EU Pesticides Database* ». A défaut, la limite de 0,015 mg/kg s'applique.

En outre, si la concentration de pesticide mesurée est supérieure à la limite fixée au deuxième alinéa, l'organisme de contrôle applique une mesure déterminée conformément à l'annexe 8, à moins que l'opérateur ne démontre, à la satisfaction de l'organisme de contrôle, que les résidus retrouvés sont le résultat d'une contamination non-intentionnelle, non-systématique et résultant d'un facteur extérieur aux exigences inhérentes au mode de production biologique.

Si la concentration de pesticide mesurée est inférieure ou égale à la limite fixée au deuxième alinéa, une décision est prise par l'organisme de contrôle sur base des résultats de l'enquête, quant à la mise sur le marché ou l'utilisation du produit concerné et quant à la sanction de l'opérateur.

Le résultat d'analyses complémentaires menées en laboratoire constitue un moyen d'enquête en vue de juger le bien-fondé des arguments présentés. Ces cas sont examinés en détail par l'organisme de contrôle avec le Service.

### **Chapitre 3. Désignation des laboratoires officiels pour effectuer les analyses, les essais et les diagnostics sur les échantillons prélevés au cours des tâches de contrôle officiel liées à la mise en œuvre du Règlement (UE) 2018/848 et du présent arrêté**

3.1° Un laboratoire candidat qui souhaite être désigné conformément à l'article 10 soumet une demande écrite au Service, par courrier ou envoi électronique. Cette demande contient au moins les éléments suivants :

- a) le nom, l'adresse et une copie des statuts du laboratoire demandeur ;
- b) le nom, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail d'une personne physique responsable de tous les tests effectués ;
- c) dans le cas d'un laboratoire établi dans un autre État membre, la preuve que le laboratoire a été désigné par l'autorité compétente de cet État membre comme laboratoire officiel dans le cadre des compétences pour lesquelles la désignation est demandée ;
- d) Une description détaillée des tâches effectuées par le laboratoire en tant que laboratoire officiel et les procédures utilisées pour effectuer celles-ci ;
- e) le cas échéant, l'engagement écrit du laboratoire de tenir à disposition du Service les échantillons analysés, pendant un an et à conserver un enregistrement des échantillons analysés et de leurs résultats, pendant trois ans ;
- f) le certificat d'accréditation le plus récent pour la norme EN ISO / CEI 17025 ;
- g) une déclaration selon laquelle le laboratoire respecte toutes les conditions énoncées à l'article 37, paragraphe 4 du Règlement (UE) 2017/625.

Le Service communique la décision de désignation au demandeur après avoir effectué, le cas échéant, une visite des installations. La décision comprend une description écrite et détaillée des dispositions nécessaires pour assurer la coordination et la coopération efficaces et effectives entre le laboratoire et les autorités compétentes

Le Service publie la liste des laboratoires désignés sur le portail internet de l'agriculture wallonne. La désignation est accordée pour une durée indéterminée tant que les conditions énumérées ci-dessus sont respectées.

3.2° Lorsque le laboratoire ne remplit pas la condition reprise au point 3.1, f), une dérogation peut être accordée à cette exigence par le Service, si le laboratoire démontre qu'il remplit les conditions énoncées dans un des articles du Règlement (UE) 2017/625, à savoir l'article 40, §1, point b) et §2, l'article 41 ou l'article 42.

3.3° Pour conserver sa désignation, le laboratoire officiel remplit les conditions suivantes :

- a) il accepte et met en œuvre tous les types de demandes d'analyses pour lesquelles le laboratoire est désigné ;
- b) il utilise uniquement les informations communiquées par le Service dans le cadre de sa mission ;



- c) le cas échéant, à la demande du Service, il participe à des essais inter-laboratoires organisés au niveau national ou international ;
- d) il communique au Service toute modification des informations reprises dans la décision de désignation ;
- e) il garantit la qualité des prestations fournies.

3.4° Le Service organise les audits des laboratoires officiels, à moins qu'il n'estime que de tels audits font double emploi avec l'évaluation de l'accréditation visée à l'article 37, paragraphe 4, point e), du Règlement (UE) 2017/625.

Les laboratoires communiquent les rapports d'audit de l'organisme d'accréditation ou d'autres documents au Service s'il en fait la demande.

3.5° Le Service peut retirer immédiatement la désignation d'un laboratoire, entièrement ou pour certaines tâches :

- a) dans les cas visés à l'article 39, paragraphe 2, du Règlement (UE) 2017/625 ;
- b) si le laboratoire ne respecte pas les obligations qui lui incombent conformément au Règlement 2017/625, ainsi que ses Règlements d'exécution, ainsi qu'aux Règlements spécifiques qui lui sont applicables pour les matières pour lesquelles ils ont été désignés, notamment lorsque les frais liés à la désignation ne sont pas payés, que le laboratoire ne dispose plus d'un analyste en chef ou d'analystes de laboratoire officiellement agréées en nombre suffisant par rapport aux tâches à réaliser.

Le Service informe, par courrier ou envoi électronique, le laboratoire de son intention de retirer la désignation. Si ce dernier souhaite être entendu, il en informe le Service dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la date de la réception de la décision de retrait de la désignation. Le Service peut également retirer la désignation du laboratoire s'il en fait lui-même la demande.

Lors du retrait de la désignation, la liste des laboratoires officiels est immédiatement adaptée.

#### **Chapitre 4. Dispositions spécifiques pour l'exécution des contrôles officiels menés pour garantir la traçabilité à toutes les étapes de la production, de la préparation et de la distribution, ainsi que la conformité au Règlement (UE) 2018/848**

4.1° L'organisme de contrôle passe une convention avec l'organisme responsable de la gestion du système SANITEL d'identification et d'enregistrement des animaux, de manière à avoir un accès régulier aux informations concernant les troupeaux et animaux des opérateurs sous contrôle pour toutes les espèces pour lesquelles un système SANITEL est opérationnel.

4.2° L'organisme de contrôle prélève annuellement des échantillons de viande ou produits de viande sur une proportion minimale de cinq pour cent des bovins abattus en vue d'une commercialisation avec une référence à la production biologique, et de faire, par analyse ADN, un contrôle de concordance de ces échantillons avec le matériel biologique des animaux correspondants prélevés par les producteurs en application du présent arrêté.

4.3° Aux fins de l'application de l'article 15, paragraphe 1, point d) du Règlement (UE) 2017/625, dans les unités de préparation où des produits non biologiques sont également transformés, conditionnés ou stockés, l'opérateur fournit au moins trois jours à l'avance les plannings de production biologique à son organisme de contrôle.

4.4° Aux fins de l'application de l'article 36, paragraphe 1, point e) du Règlement (UE) 2018/848, le respect de la notion de proximité géographique requiert que les activités de production des membres du groupe d'opérateurs se déroulent sur le territoire de la Wallonie.



## Chapitre 5. Échanges d'information entre l'organisme de contrôle et le Service

### 5.1° Dossier technique

L'organisme candidat à la délégation des tâches de contrôle officiel visées à l'article 10 du présent arrêté soumet au Service, pour approbation préalable, les éléments listés au point a), de l'article 40, paragraphe 1, du Règlement (UE) 2018/848 ainsi que la grille des redevances applicables aux opérateurs, établie conformément à l'annexe 4.

L'organisme de contrôle informe le Service de toute modification ultérieure de ces éléments avant la date à laquelle ils entrent en vigueur.

### 5.2° Décisions particulières de l'autorité compétente

Conformément à l'article 21, l'organisme de contrôle de l'opérateur concerné par une décision de l'autorité compétente transmet au Service un dossier comprenant, outre une proposition de décision, les coordonnées de l'opérateur concerné, soit leur nom et numéro d'entreprise à la BCE, l'organisme de certification de l'opérateur et la date de la demande. Selon la disposition concernée, il comprend aussi l'information fixée comme suit :

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
D01	Règlement (UE) 2018/848, article 10, paragraphe 3	<p>Couverture actuelle des parcelles</p> <p>Type de production envisagée</p> <p>Identification des parcelles</p> <p>Superficie</p> <p>Date du début de la conversion</p> <p>Durée de la période à reconnaître rétroactivement comme période de conversion</p> <p>Justification :</p> <p>Cas d'un programme de développement rural, le règlement 1305/2013 garantissant qu'aucun produit non autorisé en bio n'a été utilisé ; à documenter.</p> <p>Cas d'une zone naturelle ou agricole non traitée avec des produits non autorisés en bio pendant au moins trois ans ; à documenter.</p>
D02	Règlement (UE) 2018/848, article 25	<p>Nom et description de l'ingrédient agricole non biologique concerné</p> <p>Utilisation prévue de l'ingrédient</p> <p>Justification de la non-disponibilité de l'ingrédient sous forme biologique</p> <p>Justification de l'impossibilité d'utiliser une alternative sous forme biologique</p> <p>Durée sollicitée, de maximum 6 mois</p> <p>S'agit-il d'une prolongation ? O/N</p>
D03	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie I, point 1.7.2.	<p>Description de la contamination, type, quantité</p> <p>Localisation de la contamination</p>

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
		<p>Explication des circonstances potentielles de la contamination</p> <p>Proposition étayée de prolongation de la durée de conversion</p>
D04	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie I, point 1.7.3.	<p>Produit/substance utilisé</p> <p>Type et étendue de la production traitée</p> <p>Identification des parcelles</p> <p>Dose et nombre d'applications</p> <p>Dates des traitements</p> <p>Justification détaillée, mesure de lutte obligatoire ou essai scientifique</p>
D05	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie I, point 1.8.5.1 d)	<p>Type de matériel de reproduction, semence, tubercule, plant, ou autre</p> <p>Espèce et variété</p> <p>Quantité et superficie concernée</p> <p>Contexte, recherche, essais à petite échelle sur le terrain, à des fins de conservation, développement de produits</p> <p>Justificatif du besoin</p>
D06	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie II, point 1.3.4.4.	<p><b>D06a Constitution initiale du troupeau</b></p> <p>Espèce</p> <p>Race</p> <p>Nombre de jeunes animaux à introduire, sexe et âge ou poids</p> <p>Justificatif de la non-disponibilité d'animaux biologiques</p> <p><b>D06b Renouvellement du troupeau</b></p> <p>Espèce</p> <p>Race du cheptel existant</p> <p>Taille actuelle du cheptel</p> <p>Race introduite</p> <p>Mâles adultes, nombre et âge</p> <p>Femelles nullipares, nombre et âge</p> <p>En cas de dépassement du seuil, dix pour cent bovins/équins ou vingt pour cent autres), justifiez :</p> <p>Extension importante de l'élevage ? Si oui, expliquez.</p> <p>Changement de race ? Si oui, expliquez.</p> <p>Nouvelle spécialisation ? Si oui, expliquez.</p> <p>Justificatif de la non-disponibilité d'animaux biologiques</p>
D07	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie II, point 1.7.8.	<p><b>D07a Coupe des queues (ovins)</b></p> <p>Race</p> <p>Nombre d'animaux, par sexe</p> <p>Âge moyen des animaux au moment de l'intervention</p>

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
		<p>Méthode d'intervention Justification détaillée du besoin, santé, bien-être, hygiène des animaux</p> <p><b>D07b Épointage du bec</b></p> <p>Espèce et souche Nombre d'animaux Âge des animaux au moment de l'intervention Méthode d'intervention Justification détaillée du besoin, santé, bien-être, hygiène des animaux</p> <p><b>D07c Écornage</b></p> <p>Espèce et race Nombre d'animaux Âge moyen des animaux au moment de l'intervention Méthode d'intervention Justification détaillée du besoin, santé, bien-être, hygiène des animaux, sécurité des travailleurs</p> <p><b>D07d Ablation des bourgeons de cornes</b></p> <p>Espèce et race Nombre d'animaux Âge moyen des animaux au moment de l'intervention Méthode d'intervention Justification détaillée du besoin, santé, bien-être, hygiène des animaux, sécurité des travailleurs</p>
D08	Règlement (UE) 2018/848, Annexe II, Partie III, point 3.1.2.1.	<p><b>D08a À des fins de reproduction</b></p> <p>Espèce et race Quantité Âge des animaux à introduire Justification détaillée du besoin, aucune race biologique disponible ou introduction d'un nouveau stock génétique Origine qui est soit sauvage, soit conventionnelle Si sauvage, présence sur la liste rouge des espèces menacées (UICN) ? O/N Si oui, existence d'un programme de conservation ? O/N + références</p> <p><b>D08b À des fins de grossissement</b></p> <p>Espèce et race Quantité Pourcentage à introduire (max cinquante pour cent) Âge des animaux à introduire Âge en fin de grossissement (min 2/3 du cycle en bio) Justification détaillée du besoin Espèce élevée dans l'UE au 01/01/2022 ? O/N</p>

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
D09	Règlement délégué (UE) 2020/2146 du 24 septembre 2020 complétant le règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles de production exceptionnelles applicables à la production biologique, article 2, paragraphe 1	<p>Dans tous les cas, il est nécessaire de décrire et documenter la catastrophe grâce à des informations produites par des tiers.</p> <p><b>D09a Utilisation de matériel de reproduction des végétaux non bio (pour production autre que matériel de reproduction)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Type de matériel de reproduction, semence, tubercule, plant, ...</li> <li>Espèce et variété</li> <li>Quantité et superficie concernée</li> <li>Liste des parcelles concernées</li> <li>Justification de l'impossibilité d'utiliser du matériel biologique</li> </ul> <p><b>D09b Introduction d'animaux non bio</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Localité de détention des animaux</li> <li>Superficie agricole utile</li> <li>Espèce</li> <li>Race du cheptel existant</li> <li>Taille du cheptel avant la catastrophe, par type d'animaux</li> <li>Nombre de morts dues à la catastrophe, par type d'animaux</li> <li>Race des animaux à introduire</li> <li>Nombre, âge et type d'animaux à introduire</li> <li>Date d'introduction prévue</li> <li>Justification du besoin, documentation à fournir en cas de mortalité importante</li> <li>Justificatif de la non-disponibilité d'animaux biologiques</li> </ul> <p><b>D09c Utilisation d'aliments non biologiques pour animaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espèce et race concernée</li> <li>Nombre d'animaux concernés, par type</li> <li>Quantité d'aliments biologiques et en conversion perdue à cause de la catastrophe, par type d'aliment</li> <li>Quantité restante d'aliments biologiques et en conversion, par type d'aliment</li> <li>Estimation des besoins, besoins individuels X nombre d'animaux X nombre de jours, par type d'aliment et d'animaux</li> <li>Quantité d'aliments non biologiques envisagée, par type d'aliment</li> <li>Justificatifs de la non-disponibilité d'aliments biologiques et en conversion à l'achat</li> <li>Durée de la dérogation sollicitée</li> <li>Justificatifs, par exemple PV de constat de dégâts aux cultures</li> </ul> <p><b>D09d Pâturage de terres biologiques, densité et surface intérieure/extérieure par animal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Espèce et race concernées</li> <li>Nombre d'animaux concernés, par type</li> </ul>

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
		<p>Localité de détention/pâturage des animaux Pâturage, superficie/animal ou densité sollicitée Durée de la dérogation sollicitée Justification détaillée du besoin</p> <p><b>D09e Pourcentage de fourrages grossiers dans la ration</b></p> <p>Espèce et race concernées Nombre d'animaux concernés, par type Quantité de fourrages grossiers biologiques et en conversion perdue à cause de la catastrophe, par type de fourrage Localité des pertes Quantité restante de fourrages biologiques et en conversion, par type de fourrage Estimation des besoins , besoins individuels X nombre d'animaux X nombre de jours, par type de fourrage et d'animaux Justificatifs de la non-disponibilité de fourrages biologiques et en conversion à l'achat Pourcentage de fourrage grossier dans la ration sollicité Durée de la dérogation sollicitée Justificatifs par exemple : le PV de constat de dégâts aux cultures</p> <p><b>D09f Utilisation de miel, de pollen, de sirops de sucre ou de sucre biologiques pour nourrir des colonies d'abeilles</b></p> <p>Localité des colonies concernées Nombre de colonies concernées Justification de la menace à la survie des colonies, autre que climatique Type et quantité de miel, pollen, sirop ou sucre sollicités Durée de la dérogation sollicitée</p> <p><b>D09g Déplacement de colonies d'abeilles vers une zone ne respectant pas le règlement</b></p> <p>Justification de la menace à la survie des colonies, à documenter Localité initiale Localité de destination Nombre de colonies concernées Description des conditions locales à destination Durée du déplacement sollicité</p> <p><b>D09h Introduction d'animaux non bio en aquaculture</b></p> <p>Localité de détention des animaux Espèce Quantité d'animaux avant la catastrophe naturelle Quantité d'animaux perdus à cause de la catastrophe Nombre et description des animaux à introduire Date d'introduction prévue</p>

Code	Dispositions concernées	Le dossier transmis par l'organisme de contrôle contient l'information suivante
		Justification du besoin, documentation à fournir en cas de mortalité importante Justificatif de la non-disponibilité d'animaux biologiques <b>D09i Utilisation de dioxyde de soufre dans la fabrication de produits vitivinicoles jusqu'à la teneur conventionnelle</b> Localité de la production viticole Type et quantité de produits vitivinicoles concernés Substance et dose envisagées Justification du besoin + documentation éventuelle
D10	Règlement d'exécution (UE) 2021/1165 de la Commission autorisant l'utilisation de certains produits et substances dans la production biologique et établissant la liste de ces produits et substances, Annexe V, Partie A, Section A1, points E250 et E252	Substance (E250 ou E252) Dose d'incorporation de la substance Type, description et quantité des produits dans lesquels sera ajouté la substance Justification du besoin Justification de l'impossibilité d'utiliser une alternative Durée d'autorisation sollicitée

### 5.3° Liste des opérateurs et groupes d'opérateurs

5.3.1° En application l'article 34, paragraphe 6, du Règlement (UE) 2018/848, les organismes de contrôle transmettent mensuellement au Service, sous forme numérique, un fichier reprenant la liste à jour des opérateurs et des groupes d'opérateurs ayant un ou plusieurs sites d'activités en production biologique situés sur le territoire de la Région wallonne qui sont sous leur contrôle.

Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concerné, cette liste, présentée sous forme de tableau, reprend les données suivantes :

- a) le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- b) le numéro unique d'opérateur bio ;
- c) la dénomination de l'entreprise ;
- d) la forme juridique de l'entreprise ;
- e) l'adresse du siège de l'entreprise ;
- f) le type d'opérateur, qui est soit un opérateur individuel, soit un groupe d'opérateurs ;
- g) la date d'entrée dans le système de contrôle et de certification biologique ;
- h) le ou les types d'activités en production biologique ;
- i) la mixité des activités, qui sont soit intégralement biologique, soit biologique et non biologique ;
- j) la ou les catégories de produits ;
- k) le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- l) le lien, adresse internet, vers le certificat délivré.

5.3.2° Les organismes de contrôle rendent publics, sur leur site internet, les certificats des opérateurs et des groupes d'opérateurs qui sont sous leur contrôle.

5.3.3° Le Service fixe les exigences de format à respecter pour le tableau et les données visés au point 5.3.1°, ainsi que les exigences techniques à respecter pour la transmission du fichier.



Il détermine les rubriques à considérer et les codes associés pour les données visées aux points 5.3.1°, h) et j).

#### 5.4° *Rapport annuel*

5.4.1° Les rapports annuels transmis par les organismes de contrôle permettent au Service :

- a) d'assurer une supervision appropriée des organismes de contrôle, y compris pour vérifier que les tâches déléguées sont réalisées efficacement, indépendamment et objectivement, en application de l'article 40 du Règlement (UE) 2018/848 ;
- b) d'exécuter ses obligations de communication d'informations à la Commission européenne, conformément aux articles 51, §1 et 53, §6 du Règlement (UE) 2018/848 ;
- c) de suivre le développement de la production biologique en Wallonie et d'ainsi exercer son rôle de coordinateur du Plan de développement de la production biologique en Wallonie à l'horizon 2030, adopté par le Gouvernement wallon le 3 juin 2021.

5.4.2° Les organismes de contrôle transmettent annuellement au Service, sous forme numérique, les fichiers et tableaux de données suivants :

- a) un fichier dénommé « Rapport annuel – Opérateurs et moyens de production » qui comprend les tableaux de données suivants :
  - 1° opérateurs et activités ;
  - 2° production primaire animale MP ;
  - 3° production primaire végétale MP ;
  - 4° autres activités en production biologique MP ;
- b) un fichier dénommé « Rapport annuel – Volumes de production » qui comprend les tableaux de données suivants :
  - 1° production primaire VP ;
  - 2° autres activités en production biologique CA ;
- c) un fichier dénommé « Rapport annuel – Conformité » qui comprend les tableaux de données suivants :
  - 1° contrôles ;
  - 2° mesures ;
  - 3° analyses ;
  - 4° dérogations.

Les fichiers « Rapport annuel – Opérateurs et moyens de production » et « Rapport annuel – Conformité » sont transmis au plus tard le 31 janvier de chaque année avec les données portant sur l'année calendrier précédente.

Le fichier « Rapport annuel – Volumes de production » est transmis au plus tard le 30 septembre de chaque année avec les données portant sur l'année calendrier précédente.

5.4.3° Le tableau « Opérateurs et activités », visé au point 5.4.2°, a), 1°, liste les opérateurs et groupes d'opérateurs qui ont été sous contrôle de l'organisme de contrôle au cours de l'année considérée et précise les activités en production biologique qui ont été menées par ceux-ci sur le territoire de la Région wallonne au cours de cette année.

Les données relatives à un même opérateur ou groupe d'opérateurs sont uniquement reprises dans le rapport annuel d'un seul organisme de contrôle. Les données relatives à un opérateur ou groupe d'opérateurs qui a changé d'organisme de contrôle en cours d'année sont uniquement reprises dans le rapport annuel du nouvel organisme de contrôle. Celui-ci recueille les données requises auprès du premier organisme de contrôle pour la partie de l'année durant laquelle l'opérateur ou le groupe d'opérateurs était sous le contrôle de ce dernier.

Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs, le tableau reprend les données suivantes :

- 1° le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le numéro unique d'opérateur bio ;

- 3° le numéro d'agriculteur auprès du SIGeC, si activité de production primaire et si attribué ;
- 4° la dénomination de l'entreprise ;
- 5° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 6° le nombre de membres, si groupe d'opérateurs ;
- 7° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 8° les catégories de produits concernées par la production biologique ;
- 9° les types d'activités en production biologique ;
- 10° la mixité des activités, soit intégralement biologique, soit biologique et non biologique, pour chaque type d'activités ;
- 11° la date de début de mise en œuvre du régime de contrôle, pour chaque type d'activités ;
- 12° la date de cessation de l'activité, pour chaque type d'activités, si d'application au cours de l'année considérée ;
- 13° le retrait total de la production biologique, si d'application au cours de l'année considérée ;
- 14° le nombre de sites d'activités.

5.4.4° Le tableau « Production primaire animale MP », visé au point 5.4.2°, a), 2°, précise les activités de production primaire dans le secteur animal menées sur le territoire de la Région wallonne au cours de l'année considérée par les opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.3°. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés par de telles activités, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° les types de production animale ;
- 3° le numéro de troupeau auprès de SANITEL, pour chaque type de production animale, si d'application ;
- 4° le nombre d'animaux présents, le cheptel, pour chaque type de production animale ;
- 5° la date de début de conversion des animaux pour chaque type de production animale ;
- 6° la date de certification biologique des animaux pour chaque type de production animale ;
- 7° la localisation des sites d'activités pour chaque type de production animale ;
- 8° la date de cessation de l'activité pour chaque type de production animale, si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.5° Le tableau « Production primaire végétale MP », visé au point 5.4.2°, a), 3°, précise les activités de production primaire dans le secteur végétal menées sur le territoire de la Région wallonne ou liées à un site d'activités situé sur le territoire de la Région wallonne au cours de l'année considérée par les opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.3°. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés par de telles activités, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 3° la surface agricole utile totale de l'exploitation ;
- 4° les types de production végétale ;
- 5° le rang de la production végétale, principale ou secondaire, pour chaque type de production végétale ;
- 6° le numéro des parcelles pour chaque type de production végétale ;
- 7° la superficie des parcelles pour chaque type de production végétale ;
- 8° la région de Belgique ou le pays de localisation des parcelles ;
- 9° la date de début de conversion des parcelles ;
- 10° la date de certification biologique des parcelles ;
- 11° le statut de conversion des parcelles, en première, deuxième, troisième année de conversion ou certifiées biologique ;
- 12° la localisation des sites d'activités ;
- 13° la date de cessation de l'activité si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.6° Le tableau « Autres activités en production biologique MP », visé au point 5.4.2°, a), 4°, précise les activités de préparation, distribution et vente au consommateur final, stockage, importation, exportation et restauration en production biologique menées sur le territoire de la Région wallonne au cours de l'année considérée par les opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point

5.4.3°. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés par de telles activités, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 3° les types d'activités en production biologique ;
- 4° les types de production pour chaque type d'activités ;
- 5° la date de certification biologique de la production pour chaque type de production ;
- 6° la localisation des sites d'activités pour chaque type de production ;
- 7° la date de cessation de l'activité pour chaque type de production, si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.7° Le tableau « Production primaire VP », visé au point 5.4.2°, b), 1°, indique les quantités de produits biologiques ou en conversion produites sur le territoire de la Région wallonne ou liées à un site d'activités situé sur le territoire de la Région wallonne au cours de l'année considérée par les opérateurs et groupes d'opérateurs visés aux points 5.4.4° et 5.4.5°. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 3° les types de production, animale et végétale ;
- 4° les moyens de production pour chaque type de productions animale et végétale ;
- 5° les quantités de produits en conversion produites pour chaque type de production végétale ;
- 6° la quantité de produits biologiques produites pour chaque type de productions animale et végétale.

5.4.8° Le tableau « Autres activités en production biologique CA », visé au point 5.4.2°, b), 2°, indique le chiffre d'affaires annuel issu des activités de préparation, distribution et vente au consommateur final, stockage, importation, exportation et restauration en production biologique, menées sur le territoire de la Région wallonne au cours de l'année considérée, engrangé par les opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.6°. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la dénomination sociale de l'entreprise ;
- 3° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 4° les types d'activités en production biologique ;
- 5° le chiffre d'affaires annuel pour chaque type d'activités ;
- 6° l'activité réalisée en compte propre ou en sous-traitance pour chaque type d'activités.

5.4.9° Le tableau « Contrôles », visé au point 5.4.2°, c), 1°, indique les contrôles effectués par l'organisme de contrôle au cours de l'année considérée auprès des opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.3°, en ce qui concerne leurs activités menées sur le territoire de la Région wallonne. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 3° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 4° le type d'activités principal de l'opérateur ;
- 5° les types de contrôle ;
- 6° la date du contrôle pour chaque type de contrôle ;
- 7° le nom et prénom du contrôleur pour chaque type de contrôle ;
- 8° le contrôle avec ou sans préavis pour chaque type de contrôle ;
- 9° le contrôle avec ou sans inspection physique pour chaque type de contrôle ;
- 10° le contrôle croisé ou non croisé pour chaque type de contrôle ;
- 11° le retrait total de la production biologique, si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.10° Le tableau « Mesures », visé au point 5.4.2°, c), 2°, précise les mesures imposées par l'organisme de contrôle au cours de l'année considérée aux opérateurs et groupes d'opérateurs visés

au point 5.4.3°, en ce qui concerne leurs activités menées sur le territoire de la Région wallonne. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 3° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 4° le type d'activités principal de l'opérateur ;
- 5° les types de manquements constatés ;
- 6° les types de mesures imposées pour chaque type de manquement ;
- 7° la date du contrôle ayant conduit à la mesure pour chaque type de mesure ;
- 8° la date de début d'application de la mesure pour chaque type de mesure ;
- 9° la date de fin d'application de la mesure ou du délai autorisé pour la mise en œuvre des corrections ou actions correctives pour chaque type de mesure, si d'application ;
- 10° la date du contrôle de suivi ou du contrôle renforcé de vérification de la mise en œuvre des corrections ou actions correctives pour chaque type de mesure, si d'application ;
- 11° le retrait total de la production biologique si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.11° Le tableau « Analyses », visé au point 5.4.2°, c), 3°, précise les analyses effectuées au cours de l'année considérée dans le cadre des contrôles officiels auprès des opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.3°, en ce qui concerne leurs activités menées sur le territoire de la Région wallonne. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 3° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 4° le type d'activités principal de l'opérateur ;
- 5° les numéros d'échantillons ;
- 6° la date d'échantillonnage pour chaque échantillon ;
- 7° le matériel ayant fait l'objet de l'échantillonnage pour chaque échantillon ;
- 8° le type d'analyse, première analyse ou contre-analyse, pour chaque analyse ;
- 9° le nom du laboratoire qui a effectué l'analyse pour chaque analyse ;
- 10° le nom des produits détectés pour chaque analyse, si d'application ;
- 11° la teneur des produits détectés pour chaque analyse, si d'application ;
- 12° la conformité relative à la présence et à la teneur des produits pour chaque analyse et produit ;
- 13° la technique d'analyse pour chaque analyse ;
- 14° le retrait total de la production biologique si d'application au cours de l'année considérée.

5.4.12° Le tableau « Dérogations », visé au point 5.4.2°, c), 4°, indique les dérogations qui ont été octroyées au cours de l'année considérée aux opérateurs et groupes d'opérateurs visés au point 5.4.3°, en ce qui concerne leurs activités menées sur le territoire de la Région wallonne, à l'exclusion des dérogations relatives à l'utilisation de matériel de reproduction des végétaux qui n'a pas été obtenu selon le mode de production biologique. Pour chaque opérateur et groupe d'opérateurs concernés, il reprend les données suivantes :

- 1° le numéro unique d'opérateur bio ;
- 2° la région de Belgique ou le pays de localisation du siège de l'entreprise ;
- 3° le numéro de code de l'organisme de contrôle ;
- 4° les types de dérogation ;
- 5° les quantités concernées pour chaque type de dérogation ;
- 6° la date d'octroi de la dérogation pour chaque type de dérogation ;
- 7° la date d'échéance de la dérogation pour chaque type de dérogation, si d'application.

5.4.13° Le Service précise les exigences de format à respecter pour les tableaux et les données visés aux points 5.4.2° à 5.4.12°, ainsi que les exigences techniques à respecter pour la transmission des fichiers.

Il détermine les rubriques à considérer et, le cas échéant, les codes associés pour les données visées aux points 5.4.3°, 8° et 9°, 5.4.4°, 2° et 4°, 5.4.5°, 4°, 5.4.6°, 3° et 4°, 5.4.7°, 5° et 6°, 5.4.8°, 4°, 5.4.9°, 4° et 5°, 5.4.10°, 4°, 5° et 6°, 5.4.11°, 4° et 13°, et 5.4.12°, 4° et 5°.

*5.5° Information à transmettre immédiatement*

Lorsqu'en application de l'article 43, paragraphe 2, du Règlement (UE) 2018/848, l'organisme de contrôle informe immédiatement d'autres autorités de contrôle ou organismes de contrôle en cas de soupçon de manquement ou de manquement avéré concernant des produits soumis au contrôle de ces autres autorités de contrôle ou organismes de contrôle, il en informe le Service de la même façon.

Lorsque l'organisme de contrôle prend des mesures en application de l'article 42 du Règlement (UE) 2018/848, il en informe immédiatement le Service.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS



## Annexe 6.

**Liste des organismes de contrôle délégataires des tâches de contrôle officiel visées à l'article 10**

N° code : BE-BIO-01  
Date de la délégation : 11 août 1992  
Nom : CERTISYS  
Numéro d'entreprise (BCE) : 0445.344.915  
Siège social : 35, Square de Meuûs  
1000 Bruxelles  
Siège opérationnel : Rue Joseph Bouché 57/3  
5310 Bolinne

## Catégories de produits couvertes par la délégation :

- A : les végétaux et les produits végétaux non transformés, y compris les semences et les autres matériels de reproduction des végétaux ;
- B : les animaux et les produits animaux non transformés ;
- C : les algues et les produits de l'aquaculture non transformés ;
- D : les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine ;
- E : les aliments pour animaux ;
- F : le vin ;
- G : les autres produits énumérés à l'annexe I du Règlement (UE) 2018/848.

N° code : BE-BIO-02  
Date de la délégation : 18 août 1992  
Nom : TÜV-NORD INTEGRA  
Numéro d'entreprise (BCE) : 0465.666.712  
Siège social : Statiestraat 164 A  
2600 Berchem  
Siège opérationnel : Rue Nanon 98  
5000 Namur

## Catégories de produits couvertes par la délégation :

- A : les végétaux et les produits végétaux non transformés, y compris les semences et les autres matériels de reproduction des végétaux ;
- B : les animaux et les produits animaux non transformés ;
- C : les algues et les produits de l'aquaculture non transformés ;



- D : les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine;  
E : les aliments pour animaux;  
F : le vin;  
G : les autres produits énumérés à l'annexe I du Règlement (UE) 2018/848.

N° code : BE-BIO-03

Date de la délégation : 24 juin 2009

Nom : INSCERT PARTNER

Numéro d'entreprise (BCE) : 0679.546.366

Siège social et opérationnel : Rue Hayeneux 62  
4040 Herstal

Catégories de produits couvertes par la délégation :

- A : les végétaux et les produits végétaux non transformés, y compris les semences et les autres matériels de reproduction des végétaux;  
B : les animaux et les produits animaux non transformés;  
C : les algues et les produits de l'aquaculture non transformés;  
D : les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine;  
E : les aliments pour animaux;  
F : le vin;  
G : les autres produits énumérés à l'annexe I du Règlement (UE) 2018/848.

N° code : BE-BIO-05

Date de la délégation : 25 juillet 2017

Nom : COMITÉ DU LAIT

Numéro d'entreprise (BCE) : 0429.937.652

Siège social et opérationnel : Route de Herve 104  
4651 Battice

Catégories de produits couvertes par la délégation :

- A : les végétaux et les produits végétaux non transformés, y compris les semences et les autres matériels de reproduction des végétaux;  
B : les animaux et les produits animaux non transformés;  
D : les produits agricoles transformés, y compris les produits de l'aquaculture, destinés à l'alimentation humaine;  
E : les aliments pour animaux.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe 7.

### **Procédures et dispositions requises pour assurer la supervision des organismes de contrôle**

#### **Chapitre 1<sup>er</sup>. Evaluation du rapport annuel**

1.1° Sur la base du rapport annuel que les organismes de contrôle adressent au Service en application du point 5.4° de l'Annexe 5, et à la lumière de toute autre information reçue, le Service assure une supervision appropriée des organismes de contrôle reconnus en soumettant leur reconnaissance à un réexamen régulier.

1.2° Aux fins de cette supervision, le Service peut demander des informations complémentaires aux organismes de contrôle, ainsi qu'à l'organisme responsable pour l'accréditation des organismes de contrôle.

#### **Chapitre 2. Audit annuel**

2.1° Le Service organise un audit, au moins une fois par an et en application de l'article 33, point a), du Règlement (UE) 2017/625, au siège de chacun des organismes de contrôle auxquels sont déléguées des tâches de contrôle officiel ou des tâches liées aux autres activités officielles conformément à l'article 10.

2.2° L'audit a pour objet de vérifier le maintien par les organismes de contrôle du respect de leurs conditions d'agrément, telles qu'elles sont fixées par le Règlement (UE) 2018/848 et par le présent arrêté.

2.3° Au cours de l'audit, au moins les éléments suivants font l'objet d'une évaluation :

1° les procédures internes des organismes de contrôle en ce qui concerne les contrôles ;

2° la gestion et l'examen des dossiers de contrôle à la lumière des obligations établies par le Règlement (UE) 2018/848 et par le présent arrêté ;

3° la vérification du traitement réservé aux situations de non-conformité et du traitement réservé aux appels et aux plaintes ;

4° la procédure d'analyse des risques, conçue de sorte que le résultat de l'analyse des risques fournisse la base permettant de déterminer la planification des activités de contrôle définies au point 1.2° de l'Annexe 5 et le respect des pourcentages minimaux fixés au point 1.3° de l'Annexe 5.

#### **Chapitre 3. Audit financier**

3.1° Au moins une fois par an, le Service vérifie :

1° la conformité du tarif appliqué par l'organisme de contrôle au regard du barème des redevances fixé à l'Annexe 4 ;

2° la conformité des modalités de facturation appliquées par l'organisme de contrôle, dans le respect du tarif vérifié au point a), par l'évaluation d'un échantillon de factures d'opérateurs,

représentatif de toutes les catégories de produits couvertes par la délégation octroyée à l'organisme de contrôle.

3.2° Lorsque l'organisme de contrôle décide d'une modification du tarif qu'il souhaite appliquer, il en informe le Service, conformément aux dispositions du point 5.1° de l'Annexe 5.

Le Service vérifie la conformité du tarif proposé par l'organisme de contrôle au regard du barème des redevances fixé à l'Annexe 4.

Le tarif est publié et entre en application uniquement après confirmation de sa conformité par le Service.

Les modifications de tarif résultant de l'application usuelle du mécanisme d'indexation prévu à l'Annexe 4 ne sont pas soumises à ce processus de vérification.

#### **Chapitre 4. Audit de terrain**

4.1° Le Service exécute les audits de terrain suivants :

1° observation d'activité (*witness audit*) : observation par un agent du Service d'une activité de contrôle exécutée par l'organisme de contrôle chez un opérateur ;

2° audit de vérification (*review audit*) : exécution par un agent du Service d'une activité de contrôle chez un opérateur, et comparaison du résultat avec le résultat du contrôle mené par l'organisme de contrôle chez le même opérateur ; le délai de contrôle par le Service est au maximum de quatre semaines à partir du jour où le Service est informé de la réalisation du contrôle par l'organisme de contrôle.

4.2° Préalablement à l'exécution d'un audit de terrain, l'agent du Service consulte le dossier de l'opérateur auprès de l'organisme de contrôle qui certifie les activités de ce dernier. La consultation vise à évaluer la conformité du dossier par rapports aux exigences réglementaires et à identifier les éventuels points d'attention à cibler lors de l'audit de terrain.

4.3° Un audit de terrain est réalisé, au moins une fois par an, chez un opérateur certifié pour chacune des catégories de produits couvertes par la délégation octroyée à l'organisme de contrôle. Si l'organisme de contrôle certifie moins de 10 opérateurs pour une catégorie de produits, un audit de terrain est réalisé chez un opérateur de cette catégorie au moins une fois tous les 5 ans. Les autres années, ou lorsque l'organisme de contrôle ne certifie aucun opérateur d'une catégorie de produits pour laquelle il est agréé, l'audit correspondant est effectué chez un opérateur certifié pour une autre catégorie de produits.

4.4° En plus des audits visés au point 4.3°, un audit de terrain supplémentaire est réalisé par tranche de cinq cents opérateurs certifiés par l'organisme de contrôle.

## Chapitre 5. Audit de l'organisme d'accréditation

5.1° Le Service peut désigner un de ses agents en vue d'accompagner les audits exécutés par l'organisme d'accréditation, au siège de l'organisme de contrôle ou sur le terrain.

5.2° Lorsqu'un agent du Service accompagne un audit visé au point 5.1°, l'audit peut être pris en compte dans le cadre des activités visées aux Chapitres 2 et 4.

## Chapitre 6. Audit de suivi

6.1° Lorsqu'une non-conformité est constatée au cours de l'exécution d'un audit, l'organisme de contrôle est tenu d'évaluer l'impact de cette non-conformité, d'en analyser les causes, et de proposer un plan d'action corrective assorti d'un délai de mise en œuvre.

6.2° Le Service évalue les éléments transmis par l'organisme de contrôle en application du point 6.1° et décide de la validation du plan d'action corrective.

6.3° Le Service peut organiser un audit de suivi, qui vise à vérifier l'application par l'organisme de contrôle du plan d'action corrective au terme du délai fixé pour sa mise en œuvre.

## Chapitre 7. Planification des audits

7.1° La sélection des dossiers de contrôle visés au point 2.3°, b), et des opérateurs faisant l'objet d'un audit de terrain visé au Chapitre 4 est opérée sur la base d'une évaluation du risque, qui est déterminée en tenant compte, outre les éléments visés à l'article 9 du Règlement (UE) 2017/625, en particulier des éléments listés au paragraphe 2 de l'article 38 du Règlement (UE) 2018/848.

7.2° La sélection des audits de terrain à réaliser en application du Chapitre 4 vise en outre, et dans la mesure du possible, à superviser l'activité de chacun des contrôleurs qualifiés par l'organisme de contrôle.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe 8.

**Catalogue commun des mesures à appliquer par les organismes de contrôle en cas de soupçon de manquement et de manquement avéré**

La présente annexe établit le catalogue commun des mesures à appliquer par les organismes de contrôle en cas de soupçon de manquement et de manquement avéré, conformément aux dispositions de l'article 41, paragraphe 4, du Règlement (UE) 2018/848.

En application du point a), iii), du paragraphe 1 de l'article 40 du Règlement (UE) 2018/848, les organismes de contrôle soumettent au Service, pour approbation, une liste de mesures qui sont conformes au présent catalogue commun.

En cas de soupçon de manquement ou de manquement avéré, l'organisme de contrôle prend les mesures conformes au présent catalogue commun à l'égard des opérateurs ou des groupes d'opérateurs concernés.

**Chapitre 1<sup>er</sup>. Modalités d'application**

1.1° L'organisme de contrôle applique au minimum les mesures prévues dans la liste approuvée en application du point a), iii), du paragraphe 1 de l'article 40 du Règlement (UE) 2018/848.

1.2° En fonction de chaque cas concret auquel il est confronté, l'organisme de contrôle applique une mesure plus stricte que celle théoriquement prévue s'il estime que le manquement ou le cumul de plusieurs manquements le justifie.

1.3° Dans le cas où un contexte exceptionnel pourrait justifier l'application d'une mesure moins stricte que celle prévue dans la liste approuvée en application du point a), iii), du paragraphe 1 de l'article 40 du Règlement (UE) 2018/848, l'organisme de contrôle transmet au Service les éléments justifiant une exception à la règle, ainsi qu'une proposition alternative de mesure à appliquer.

1.4° Les mesures sont prononcées de manière graduée, dans l'ordre chronologique des constats successifs d'un même manquement. Lorsqu'un premier constat de manquement est suivi de l'amélioration nécessaire de la part de l'opérateur dans les délais fixés par l'organisme de contrôle, ce manquement n'est plus pris en compte dans la gradation des mesures si un manquement similaire n'a pas été à nouveau constaté dans un délai de vingt-quatre mois.

1.5° Dans les cas non décrits, l'organisme de contrôle applique une mesure appropriée respectant l'esprit du catalogue commun de mesures.

1.6° Lorsqu'un manquement est constaté, l'existence de circonstances atténuantes peut être prise en compte dans les cas prévus dans la grille de sanctions, lorsque l'opérateur est clairement de bonne foi, ou lorsqu'il n'est pas responsable de l'infraction, provoquée par l'action d'un tiers.



1.6° Les mesures à appliquer sont définies comme suit :

N°	Mesure	Abréviation	Définition
1°	Remarque simple	RS	La remarque simple est utilisée en cas d'irrégularité mineure ou de manquement de toute évidence involontaire dans le chef de l'opérateur. L'opérateur corrige la non-conformité. La mise en œuvre des actions correctives est vérifiée par l'organisme de contrôle au plus tard lors de la prochaine inspection annuelle.
2°	Demande d'amélioration	DAM	La demande d'amélioration précise l'irrégularité constatée, les corrections ou actions correctives attendues et le délai dans lequel elles sont appliquées. Un contrôle de suivi est exécuté par l'organisme de contrôle au terme du délai fixé. S'il est constaté que les actions correctives ne sont pas mises en application dans le délai imparti, l'organisme de contrôle applique un avertissement, tel que visé au point 3°.
3°	Avertissement	A	L'avertissement précise l'irrégularité constatée, les corrections ou actions correctives attendues, le délai dans lequel elles sont appliquées et la mesure qui sera appliquée en cas de non-respect du plan de correction ou d'action corrective. Un avertissement est systématiquement suivi d'un contrôle renforcé, exécuté au terme du délai fixé. S'il est constaté que les actions correctives ne sont pas mises en application dans le délai imparti, une des mesures définies aux points 5° à 10° est appliquée.
4°	Contrôle renforcé	CR	Les frais du contrôle renforcé sont portés à charge de l'opérateur.
5°	Déclassement de parcelle	DPA	Déclassement ou non-certification d'une parcelle ou partie de parcelle donnée. Les produits issus de la parcelle ne sont pas commercialisés avec une référence au mode de production biologique. La parcelle commence une nouvelle période de conversion.
6°	Déclassement de lot	DL	Déclassement définitif ou non-certification d'une partie de production donnée. Toute référence au mode de production biologique est supprimée des produits en question.

7°	Déclassement d'animal	DAN	Les produits issus de l'animal concerné ne sont pas commercialisés avec une référence au mode de production biologique. L'animal concerné commence une nouvelle période de conversion.
8°	Suspension ou non-certification de produit	SP	Interdiction faite à l'opérateur, pendant une période déterminée, de mettre un type de produits sur le marché avec des indications se référant au mode de production biologique ou d'utiliser son certificat pour ce produit. L'opérateur applique des actions correctives dès que possible pour résoudre les cas de non-conformité constatés et des mesures de précaution pour prévenir la répétition de ces non-conformités à l'avenir. Les non-conformités constatées sont résolues au plus tard à la fin de la période de suspension. L'organisme de contrôle effectue un contrôle renforcé, tel que visé au point 4°, au plus tard à la fin de cette période. S'il est constaté que les actions correctives ne sont pas mises en application dans le délai imparti, la suspension est prolongée.
9°	Suspension ou non-certification totale	ST	Interdiction faite à l'opérateur, pendant une période déterminée, de mettre tous types de produits sur le marché avec des indications se référant au mode de production biologique ou d'utiliser son certificat pour toute activité. L'opérateur applique des actions correctives dès que possible pour résoudre les cas de non-conformité constatés et des mesures de précaution pour prévenir la répétition de ces non-conformités à l'avenir. Les non-conformités constatées sont résolues au plus tard à la fin de la période de suspension. L'organisme de contrôle effectue un contrôle renforcé, tel que visé au point 4°, au plus tard à la fin de cette période. S'il est constaté que les actions correctives ne sont pas mises en application dans le délai imparti, la suspension est prolongée.
10°	Recommencement ou prolongation de la période de conversion	PC	Recommencement ou prolongation de la période de conversion des animaux et des parcelles.

## Chapitre 3 – Liste des manquements

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
<b>1. INFRACTIONS GENERALES</b>		
1000	Refus de contrôle	ST
1005	Refus de contresigner le rapport de contrôle, ou autre document	DAM / A / ST
1010	Refus d'accès à la comptabilité matière ou financière	ST
1020	Refus de prélèvement en vue d'analyse	ST
1025	Comptabilité, comptabilité matière ou autres éléments non disponibles	DAM / A / ST
1030	Comptabilité, comptabilité matière ou autres éléments non contrôlables	
1030a	a) auprès d'un préparateur, exportateur, stockeur ou importateur	A / ST
1030b	b) auprès d'un producteur	DAM / A / ST
1040	Balance entrée / sortie irréalisable	DAM / A / ST
1050	Séparation insuffisante entre unités de production biologiques, en conversion et non biologiques	DAM / A / SP / ST
1055	Présence de résidus de pesticides	
1055a	a) Concentration < 1,5 x limite de détermination	RS
1055b	b) Concentration > ou = 1,5 x limite de détermination	DL
1060	Utilisation d'OGM ou de produits obtenus à partir d'OGM ou par des OGM	A + DL / SP + DL / ST
1065a	Présence d'OGM à une concentration inférieure à la limite d'étiquetage	RS

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
1065b	Présence d'OGM à une concentration supérieure à la limite d'étiquetage	DL
1070	Absence d'attestation du fournisseur confirmant que des produits autres que des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux ne sont pas obtenus à partir d'OGM ou par des OGM	DAM / A / SP / ST
1080	Non-respect des mesures concrètes convenues avec l'organisme de contrôle pour assurer le respect des normes légales	DAM / A / SP
1085	Absence de registre des plaintes	RS / RS / DAM / A / SP
1090	Procédure de réception des ingrédients, produits ou animaux non respectée	RS / DAM / A / SP
1090a	a) Prouvés biologiques a posteriori	DAM / A / SP
1090b	b) Non prouvés biologiques a posteriori	DAM / A / SP
1095	Un des fournisseurs de l'opérateur n'est pas certifié	DAM / DAM / A / SP
1095a	a) Le produit fourni est préemballé	DAM / A / SP
1095b	b) Le produit fourni n'est pas préemballé	DAM / A / SP
1096	Un des sous-traitants de l'opérateur n'est pas certifié ou l'opérateur n'a pas déclaré que la responsabilité relative à la production biologique lui incombe toujours et n'est pas transférée au sous-traitant	A
1100	Plus de trois DAM prononcées simultanément pour un même opérateur	CR
1105	Communication tardive ou absence de communication concernant un produit suspecté de ne pas répondre aux exigences du Règlement (UE) 2018/48 et de ses règlements d'application, ou du présent arrêté	DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
1110	Communication hors-délai ou pas de communication aux organismes de contrôle de données essentielles au système de contrôle	DAM / A / A / ST
1115	Blocage tardif ou absence de blocage d'un produit suspecté de ne pas répondre aux exigences du Règlement (UE) 2018/48 et de ses règlements d'application, ou du présent arrêté	A / SP / ST
1120	La traçabilité / l'origine d'un produit n'est pas être suffisamment démontrée	DAM / A + DL / SP / ST
1125	Absence de mesures de précaution prises pour réduire le risque de contamination par des produits ou substances non autorisés	RS / DAM / A / SP
1130	L'opérateur ne respecte pas l'obligation d'enregistrement auprès de l'AFSCA	DAM / SP
1140	L'opérateur n'a pas ou plus de numéro d'entreprise	DAM / A / ST
1150	L'opérateur n'a pas notifié la modification de la description ou des activités visées à l'article 39, paragraphe 1, point d), du règlement 2018/848 à l'organisme de contrôle	DAM / A / ST
<b>2. PRODUCTIONS VEGETALES</b>		
2000	Production dans une même exploitation de variétés identiques ou de variétés différentes non-facilement distinguables en biologique ou en conversion et en non-biologique. Cas des cultures non pérennes :	
2000a	a) avec preuve de séparation des unités de production	A / SP / ST
2000b	b) sans preuve de séparation des unités de production	A + DL / SP / ST
2000c	c) cas particulier de la première année de conversion	RS / A
2005	Production dans une même exploitation de variétés identiques ou de variétés différentes non-facilement distinguables en biologique ou en conversion et en non-biologique. Cas des cultures pérennes :	

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
2005a	a) sans plan de conversion approuvé mais avec preuve de séparation des unités de production b) sans plan de conversion approuvé et sans preuve de séparation des unités de production c) après le délai fixé dans le plan de conversion approuvé et au plus tard après un délai de cinq ans	A / SP [/ ST]
2005b		A + DL / SP [/ ST]
2005c		SP + PC
2010	Problème de tenue du parcellaire	A / ST
2010a	a) Parcellaire incomplet	ST
2010b	b) Absence de parcellaire	DP
2010c	c) Défaut de notification de l'introduction d'une nouvelle parcelle dans l'exploitation	DP
2011	Formulaire de pré-enquête non renvoyé dans les délais	DAM / A / DP / ST
2012	Défaut de notification de changement de culture sur une parcelle	RS / DAM / A
2020	Carnet de culture	DAM / SP
2020a	a) inexistant	DAM / SP
2020b	b) incomplet, éléments mineurs	DAM / DAM / A / DP
2020c	c) incomplet, éléments majeurs	DAM / A / SP
2030	Rotation insuffisante des cultures en plein air	DAM / A / DP
2035	Absence de légumineuse dans le cycle de rotation pluriannuelle des cultures	DAM / A / DP
2040	Utilisation de matériel de reproduction non-biologique et non-traité sans autorisation :	RS / DAM / A / DL
2040a	a) il s'agit de matériel de reproduction pouvant bénéficier d'une autorisation générale de niveau 3: le registre n'est pas complet	RS / DAM / A / DL
2040b	b) il s'agit de matériel de reproduction pouvant faire droit à une demande motivée d'autorisation de niveau 2	DAM / A / DL
2040c		DAM / A / DL



N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
	c) il s'agit de matériel de reproduction qui ne bénéficie pas d'une exception, approvisionnement biologique suffisant de niveau 1	A / DL
2042	Utilisation de matériel de reproduction des végétaux en conversion, alors que les besoins qualitatifs ou quantitatifs de l'opérateur en ce qui concerne le matériel biologique peuvent être satisfaits	RS / DAM / A / DL
2045	Utilisation d'une variété autre que celle pour laquelle la dérogation a été initialement octroyée	RS / DAM / A / DL
2050	Utilisation de matériel de reproduction traité	DAM + DL / DP / DP + SP
2055	Utilisation de plants conventionnels	DL / DL + CR / SP
2060	Utilisation d'un engrais / amendement du sol autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution, sans justification de la nécessité de recourir à ce produit	RS / DAM / A / SP
2070	Utilisation d'un engrais / amendement du sol non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	
2070a	a) circonstances atténuantes	A / DP + CR / ST
2070b	b) absence de circonstance atténuante	DP + CR / ST
2080	Utilisation d'effluents d'élevage sur l'exploitation supérieure à 170 kg d'azote par ha et par an :	
2080a	a) faible dépassement, inférieur à dix pour cent	DAM / A / SP
2080b	b) fort dépassement, supérieur à dix pour cent	A / SP
2100	Utilisation d'un pesticide autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution :	
2100a	a) sans justification attestant la nécessité d'y recourir	RS / DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
2100b	b) utilisation à des fins autres que la destination spécifique pour laquelle le produit phytopharmaceutique peut être utilisé, ou les conditions d'utilisation ne sont pas respectées :	RS / DAM / A / SP
2100b1	1) cas mineur	Application de la mesure 2110
2100b2	2) cas grave	DAM / A / SP / DP
2100c	c) utilisation de cuivre en quantités supérieures à ce qui est autorisé	DAM / A / SP
2100d	d) non-respect des dispositions spécifiques de la législation sur les produits phytosanitaires applicable en Belgique	DAM / A / SP
2110	Utilisation d'un pesticide non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution :	
2110a	a) Utilisation à petite échelle	DL / DP / ST
2110a1	1) Utilisation d'un produit naturel	DL + CR / DP + CR / ST
2110a2	2) Utilisation d'un pesticide chimique de synthèse avec des circonstances atténuantes	DP + CR / ST
2110a3	3) Utilisation d'un pesticide chimique de synthèse	
2110b	b) Utilisation à grande échelle	DL + CR / DP + CR / ST
2110b1	1) Utilisation d'un produit naturel	DP + CR / ST
2110b2	2) Utilisation d'un pesticide chimique de synthèse avec des circonstances atténuantes	ST > 2 an
2110b3	3) Utilisation d'un pesticide chimique de synthèse	DAM / A
2110d	d) Utilisation limitée à des surfaces situées au sein de l'unité de production, mais n'intervenant pas dans le processus de production, allées, cour intérieure, ou autre	
2120	Utilisation de substrats non autorisés pour la production de champignons	
2120a	a) cas mineur	A / DL

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
2120b	b) cas grave	DL
2125	Cueillette de végétaux sauvages sans garantie de l'absence de traitement par des produits non autorisés dans les trois dernières années avant la notification de la zone. a) cas mineur b) cas grave	DA / A / DL DL
2130	Présence dans l'unité de production de produits interdits ou absence d'enregistrement de tels produits dans les unités de production non-biologiques situées dans la même zone	DAM / A / ST
2140	Culture non autorisée de végétaux hors sol	DL / DL + CR / SP
<b>3. PRODUCTIONS ANIMALES</b>		
<b>3.1. Principes généraux et exigences de contrôle et de traçabilité</b>		
3100	Présence dans une même exploitation d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux de la même espèce non élevés selon ce mode de production :	
3100a	a) avec preuve de séparation des unités de production	A / SP
3100b	b) sans preuve de séparation des unités de production	A + DL / SP
3110	Présence dans une même exploitation d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux d'une autre espèce non élevés selon ce mode de production sans séparation claire et effective des unités de production, sauf les cas visés au code 3115	A / SP
3115	Présence sur un même pâturage d'animaux élevés selon le mode de production biologique et d'animaux d'une autre espèce non élevés selon ce mode de production	
3115a	a) présence simultanée	DAM / A / DL
3115b	b) présence non simultanée, mais non documentée	DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3120	Carnet d'élevage de l'exploitation	DAM / DAM / A / SP
3120a	a) incomplet ou non-tenu à jour, pour des éléments secondaires	DAM / A / SP
3120b	b) incomplet ou non tenu à jour, pour des éléments importants tels que les entrées et sorties d'animaux	SP
3120c	c) inexistant	ST
3130	Refus d'accès par l'éleveur aux données Sanitel du troupeau	
3140	Absence de prélèvement d'un échantillon de matériel biologique d'un bovin à la naissance ou absence de transmission de cet échantillon à l'Association régionale de Santé et d'Identification animales :	RS / DAM / A / SP
3140a	a) accidentelle	A / SP
3140b	b) systématique	DAM / A / SP
3140c	c) cas particulier de la première année de conversion	
<b>3.2. Conversion</b>		
3200	Non-respect de la durée de la période de conversion	A + DL / SP
3200a	a) cas général	A / DL / SP
3200b	b) cas particulier d'un parcours pour espèce non-herbivore	
<b>3.3. Origine des animaux</b>		
3300	Nombre de césariennes supérieur au pourcentage maximal toléré sur l'année	DAM / A / SP
3300a	a) dépassement léger, inférieur à dix pour cent	A / SP
3300b	b) dépassement important, supérieur à dix pour cent	
3310	Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologiques pour une espèce non disponible en bio	

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3310a	a) Sans autorisation préalable du Service	DAM / A / SP
3310b	b) Sans justification documentaire	RS / DAM / A / SP
3330	Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologiques alors que des animaux biologiques sont disponibles	A / DL ou DAN / SP
3330a	a) cas général	PC
3330b	b) cas particulier de la première année de conversion	
3340	Introduction d'animaux provenant d'élevages non biologique ayant dépassé l'âge maximal ou après sevrage	
3340a	a) faible dépassement d'âge	DAM / A / DL / SP
3340b	b) dépassement d'âge important	A + DL ou DAN / SP
3350	Introduction de femelles non nullipares provenant d'élevages non biologiques	
3350a	a) cas général	A + DL ou DAN / SP
3350b	b) cas particulier de la première année de conversion	PC
3360	Introduction excessive d'animaux provenant d'élevages non biologiques	
3360a	a) cas général	A + DL ou DAN / SP
3360b	b) cas particulier de la première année de conversion	PC
3370	Utilisation d'escargots n'appartenant pas aux espèces autorisées	A + DL / SP
	<b>3.4. Alimentation</b>	
3400	Utilisation de pratiques d'engraissement non réversibles, soit le gavage	SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3401	Le pourcentage d'aliments provenant de l'unité de production même ou produits en coopération avec d'autres exploitations bio principalement situées dans la même région est inférieur au minimum fixé par le Règlement (UE) 2018	A / DL ou DAN / SP
3405	Incorporation dans l'alimentation des animaux d'aliments en conversion ne provenant pas de l'unité de production même dans une proportion non autorisée	DAM / A / DL ou DAN / SP
3410	Incorporation dans l'alimentation animale de fourrages issus de parcelles en première année de conversion	DAM / A / DL ou DAN / SP
3415	Non-respect de la durée minimale d'alimentation des jeunes mammifères au lait naturel	DAM / A / DL ou DAN / SP
3417	Utilisation d'aliments d'allaitement de remplacement contenant des composants chimiques de synthèse ou des composants d'origine végétale	DAM / A / DL ou DAN / SP
3420	Système d'élevage ne reposant pas sur une utilisation maximale des pâturages pour des herbivores	DAM / A / SP
3425	Non-respect du pourcentage minimal de fourrages grossiers dans la ration journalière des herbivores	DAM / A / DL ou DAN / SP
3430	Présence ou utilisation d'aliments conventionnels non autorisés	
3430a	a) cas sans gravité, par exemple en présence d'animaux non biologiques d'une autre espèce	DAM / A / DL ou DAN / SP
3430b	b) cas grave	A / DL ou DAN / SP
3430c	c) cas particulier de la première année de conversion	PC
3435	Utilisation de matières premières conventionnelles produites ou élaborées avec utilisation de solvants chimiques	A / DL ou DAN / SP



N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3440	Utilisation d'une proportion d'aliments conventionnels sur une période de 12 mois :	A / DL ou PC / SP
3440a	a) trop élevée avec un écart léger, inférieur à dix pour cent de la valeur autorisée	DL ou PC / SP
3440b	b) trop élevée avec un écart important, supérieur à dix pour cent de la valeur autorisée	DAM / A / DL ou DAN
3440c	c) utilisation non documentée	/ SP
3450	Introduction dans la filière biologique de mélanges de matières premières conventionnelles autorisées	RS / DAM / A / DL
3455	Utilisation de matières premières d'origine animale autres que celles autorisées	
3455a	a) dans des aliments complémentaires	A / DL ou DAN / SP
3455b	b) comme matières premières ou dans des aliments complets	DL ou DAN / SP
3465	Absence de fourrage grossier dans la ration journalière des porcs ou des volailles	RS / DAM / A / DL ou DAN / SP
3470	Utilisation d'agents conservateurs ou de substances de fabrication non autorisés dans l'ensilage	DAM / A / DL ou DAN / SP
3475	Utilisation d'additifs pour l'alimentation animale, d'auxiliaires technologiques et d'autres substances et ingrédients non autorisés en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	DAM / A / DL ou DAN / SP
	<b>3.5. Prophylaxie et soins vétérinaires</b>	
3500	Utilisation d'une substance destinée à stimuler la croissance ou la production dans l'alimentation des animaux ou comme traitement vétérinaire	DL + DAN / SP
3510	Utilisation de médicaments allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques sans prescription préalable par un vétérinaire	DAM / A / DL ou DAN

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3520	Utilisation de médicaments allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques en traitement préventif	A / DL ou DAN
3530	Utilisation d'hormones ou autres substances analogues en vue de maîtriser la reproduction	A + DL ou DAN / SP
3540	Utilisation de médicaments vétérinaires sans avoir noté les informations requises ou sans avoir clairement identifié les animaux ou lots d'animaux traités	DAM / A / SP
3545	Non communication à l'OC des informations concernant les traitements vétérinaires réalisés avant commercialisation d'animaux ou de produits animaux sous le label biologique	RS / RS / RS / DAM / A / DL ou DAN
3550	Non-respect du délai d'attente fixé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution, entre la dernière administration de médicaments allopathiques et la production de produits biologiques a) avec respect du délai d'attente fixé en application de la réglementation horizontale b) sans respect du délai d'attente fixé en application de la réglementation horizontale	DAM / A / SP SP
3560	Non-respect de la durée de la période de conversion pour les animaux ayant atteint ou dépassé le nombre de traitements allopathiques chimiques de synthèse maximal	A / SP
3570	Présence sur l'exploitation de médicaments allopathiques vétérinaires ou d'antibiotiques sans qu'ils aient été prescrits par un vétérinaire dans le respect des règles de production biologique ou sans qu'ils aient été inscrits dans le registre de l'exploitation	DAM / A / SP
<b>3.6. Gestion, transport, identification</b>		
3600	Recours au transfert d'embryon ou à des clones en vue de la reproduction	A + DL ou DAN / SP
3602	Opération non-autorisée sur animaux	DAM / A + DL ou DAN / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3605	Coupe de queue des ovins, époinçage, écornage ou ablation des bourgeons sans autorisation du Service	DAM / A / DL ou DAN
3610	Castration ou autre opération autorisée sur les animaux, réalisée à un âge inapproprié ou par du personnel non qualifié, ou par des moyens non autorisés.	DAM / A / DL ou DAN
3615	Maintien non autorisé d'animaux à l'attache	RS/DAM/A/A / DL ou DAN / SP
3620	Absence de pratique régulière d'exercice ou d'accès à des pâturages, parcours ou aires d'exercices extérieurs pour des animaux maintenus à l'attache	DAM / DAM / A / DL ou DAN
3625	Détention d'animaux dans un groupe de taille inadaptée au stade de développement ou aux besoins comportementaux	DAM / A / DL ou DAN / SP
3630	Maintien d'animaux à un régime risquant de favoriser l'anémie	DAM / A / DL ou DAN / SP
3635	Non-respect de l'âge minimal d'abattage des volailles ou utilisation d'une race de volaille non reconnue comme race à croissance lente	A / DL / SP
3640	Transport d'animaux inadapté pour limiter le stress ou utilisation de stimulation électrique pour l'embarquement ou le débarquement des animaux	DAM / A / DL ou DAN / SP
3645	Utilisation de calmants allopathiques avant et pendant le transport d'animaux	DL ou DAN / SP
3650	Abattage inadapté pour réduire le stress ou toute souffrance	DAM / A / DL / SP
3655	Mise à jeun des escargots d'une durée supérieure à dix jours	A / DL / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3665	Animaux, lots d'animaux ou produits animaux non identifiés ou portant une identification erronée ou inadéquate	DAM / A / DL ou DAN / SP
3665a	a) avec garantie sur la qualité biologique	
3665b	b) sans garantie sur la qualité biologique	DL ou DAN / SP
<b>3.7. Effluents d'élevage</b>		
3700	Densité annuelle de peuplement excessive ou importation d'effluents provoquant une utilisation d'effluents sur l'exploitation ou sur l'ensemble des exploitations contractantes à cet effet, supérieure à 170 kg d'azote / ha/ an	
3700a	a) dépassement léger, inférieur à dix pour cent	DAM / A / SP
3700b	b) dépassement important, supérieur à dix pour cent	A / SP
<b>3.8. Espaces en plein air et bâtiments d'élevage</b>		
3800	Bâtiment d'élevage inadapté, soit par rapport aux besoins physiologiques et éthologiques des animaux, soit en matière de chauffage, d'isolation, de ventilation, d'aération, ou d'éclairage naturel	
3800a	a) cas mineur	DAM / A / SP
3800b	b) cas grave	A / SP / ST
3802	Animaux ne disposant pas d'un accès aisé à l'alimentation ou à la distribution d'eau	DAM / A / SP
3804	Absence de protections suffisantes contre la pluie, le vent, le soleil ou les températures dans les espaces en plein air	DAM / A / SP
3806	Densité excessive de peuplement dans les bâtiments	
3806a		RS / DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3806b 3806c 3806d	a) écart par rapport à la densité maximale autorisée inférieur à cinq pour cent et circonstances atténuantes b) écart par rapport à la densité maximale autorisée inférieur à dix pour cent et circonstances atténuantes c) autres cas, dans le cas particulier de la première année de conversion d) autres cas	DAM / A / SP DAM / A / SP A / SP
3808 3808a 3808b 3808c	Parcours extérieur a) trop petit b) inaccessible momentanément ou avec circonstances atténuantes c) absent ou inaccessible en permanence	DAM / A / SP DAM / A / SP A / SP
3810 3810a 3810b 3810c	Charge animale, toutes espèces herbivores confondues, rapportée à la superficie pâturée au moins une fois au cours de la saison de pâturage, supérieure à six UGB par hectare a) cas mineur b) cas particulier de la première année de conversion c) autres cas	DAM / A / SP DAM / A / SP A / SP
3812	Mauvais nettoyage ou désinfection des locaux, des enclos, des équipements ou ustensiles	DAM / DAM / A / SP
3814	Utilisation de produits non autorisés en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution pour le nettoyage ou la désinfection des bâtiments et installations	DAM / A / SP
3816	Utilisation de produits non autorisés en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution pour l'élimination des insectes ou autres organismes nuisibles	A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3818	Mammifères non-herbivores détenus sans accès à l'extérieur alors que les conditions le permettent et qu'aucune des dérogations prévues n'est applicable	A / DL / SP
3820	Herbivores détenus sans accès aux pâturages alors que les conditions le permettent	A / SP
3822	Couverture trop importante des aires d'exercice extérieures	DAM / A / SP
3824	Sol trop peu lisse ou trop glissant dans un bâtiment d'élevage	DAM / A / SP
3826	Caillebotis ou grilles dépassant la moitié, pour les mammifères ou deux-tiers pour les volailles, de la surface du sol d'un bâtiment d'élevage	DAM / A / PC
3826a	a) cas particulier de la première année de conversion	A / SP
3826b	b) autres cas	DAM / A / SP
3828	Aire de couchage des animaux non conforme, taille insuffisante ou composition inadaptée	DAM / A / SP
3830	Veaux âgés de plus d'une semaine, détenus en box individuel, à l'exception des animaux malades maintenus en quarantaine	DAM / A + DAN / SP
3830a	a) veaux âgés de moins de trois semaines	A + DAN / SP
3830b	b) veaux âgés de trois semaines ou plus	DAM / A / SP
3832	Porcins détenus sans substrat permettant de fouir	DAM / A / SP
3834	Truies détenues en isolement à l'intérieur des bâtiments en-dehors de la période autorisée pour la mise-bas et l'allaitement, à l'exception des animaux malades maintenus en quarantaine	A / SP
3842	Oiseaux aquatiques détenus sans accès à une surface aquatique	A / SP
3844	Absence ou insuffisance de perchoirs dans les bâtiments pour poules pondeuses ou pour pintades	DAM / A / SP



N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3846	Absence ou insuffisance de nichoirs dans les bâtiments pour poules pondeuses	DAM / A / SP
3848	Dimension ou longueur insuffisante des trappes de sortie des bâtiments pour volailles	DAM / A / SP
3850	Nombre de volailles par compartiment de bâtiment avicole supérieur aux normes admises	DAM / A / SP
3850a	a) écart par rapport au nombre maximal autorisé inférieur à dix pour cent	DAM / A / SP
3850b	b) écart par rapport au nombre maximal autorisé égal ou supérieur à dix pour cent	A / SP
3852	Surface utilisable des bâtiments pour volaille de chair supérieure à la surface maximale autorisée par unité de production	A / SP
3854	Période de repos nocturne en continu inférieure à huit heures pour les volailles	DAM / A / SP
3855	Absence de fourrages grossiers / matériau adapté aux besoins éthologiques des volailles confinées à l'intérieur pour des raisons sanitaires.	DAM / A / SP
3856	Volailles détenues sans accès à un parcours extérieur enherbé alors que les conditions le permettent	DAM / A / SP
3856a	a) situation momentanée ou circonstances atténuantes	DAM / A / SP
3856b	b) situation permanente ou prolongée	A / SP
3858	Volailles détenues pendant plus d'un tiers de leur vie sans accès à un parcours extérieur : a) cas réparable b) cas irréparable	A / DL / SP DL
3862	Les parcours extérieurs pour volailles ne restent pas vides pendant une période de six semaines pour que la végétation puisse repousser entre deux cycles d'élevage de volailles	RS / DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
3864	Lapins détenus à l'intérieur sans accès à un front ouvert ou avec un front ouvert insuffisant ou avec un front ouvert fermé alors que les conditions météorologiques ne sont pas défavorables	A / SP
3866	Lapins ou volailles non élevées au sol ou détenus en cage	A + DL ou DAN / SP
3868	Lapins détenus isolément ou dans des groupes de taille inappropriée	DAM / A / SP
3870	Escargots de plus de vingt jours élevés autrement que dans un parc extérieur enherbé	A / SP
3872	Pas de vide sanitaire d'au moins trois mois pour des parcs extérieurs pour escargots	RS / DAM / A / SP
<b>3.9. Apiculture</b>		
3900	(pour mémoire)	
<b>4. PREPARATEURS ET TRANSFORMATEURS</b>		
4000	Utilisation d'un ingrédient d'origine agricole non biologique et non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	
4000a	a) Ingrédient manifestement non disponible en qualité biologique	DAM / A / SP
4000b	b) Ingrédient disponible en qualité biologique	
4000b1	1) utilisation en faible quantité, inférieure à cinq pour cent, circonstances atténuantes	A + DL / SP + CR / ST
4000b2	2) utilisation en forte quantité, supérieure à cinq pour cent, circonstances atténuantes	SP + CR / ST
4000b3	3) circonstances aggravantes	ST
4020	Utilisation d'un ingrédient d'origine non agricole non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	A + DL / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
4030	Utilisation de ou contamination par un auxiliaire technologique ou un autre produit utilisé pour la transformation, non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	A + DL / SP
4035	Utilisation d'arômes ne répondant pas aux conditions d'utilisation en production biologique :	DA / A + DL / SP
4035a	a) utilisation d'arôme naturel non conforme au point 2.2.2., b), de la Partie IV de l'Annexe II du Règlement (UE) 2018/848	A + DL / SP
4035b	b) utilisation d'arôme synthétique	A + DL / SP
4040	Traitement d'un produit ou utilisation d'un ingrédient traité aux rayons ionisants	A / SP
4050	Utilisation d'un même ingrédient en qualité biologique :	DAM / A / SP
4050a	a) et non biologique	DAM / A / SP
4050b	b) et en conversion	DAM / A / SP
4060	Transport d'un produit à emballer ou sceller sans emballage ou conteneur fermé	DAM / A / SP
4065	Transport de produits en emballages, conteneurs ou véhicules non fermés, alors que le transport ne comprend pas uniquement des produits biologiques ou uniquement des produits en conversion	DAM / A / SP
4070	Modification des recettes, des procédés de fabrication, des procédures de réception, de séparation, de stockage, ou d'autres mesures concrètes convenues avec l'organisme de contrôle pour assurer le respect des normes légales, sans avertissement préalable de l'organisme de contrôle	RS / DAM / A / SP
4071	Absence de procédure ou procédure incomplète pour la préparation ou pour le nettoyage dans une unité produisant des produits bio et non bio	DAM / A / SP
4072	Absence d'enregistrement ou enregistrement incomplet pour les opérations de production ou pour le nettoyage dans une unité produisant des produits bio et non bio	DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
4080	Dans une unité ou des produits biologiques et non biologiques sont transformés ou stockés :	DAM / A / SP
4080a	a) séparation insuffisante des lieux de stockage	DAM / A / SP
4080b	b) identification insuffisante des lieux de stockage	DAM / A / SP
4080c	c) séparation insuffisante des opérations, dans l'espace ou dans le temps	DAM / A / SP
4080d	d) absence d'annonce du planning des opérations ou non-respect de ce planning	DAM / A / SP
4080e	e) identification insuffisante des lots	DL / SP
4080f	f) présence de produits bio dans la zone non bio	DAM / A / SP
4080g	g) présence de produits non bio dans la zone bio	DAM / A / SP
4110	Absence d'un système d'attribution par l'acheteur de lait de deux identifications distinctes pour le lait biologique et le lait non biologique à ses fournisseurs, ou système d'identification inexistant ou incomplet en la matière	A / SP
4120	Absence d'attribution par l'acheteur de lait de la double identification à un fournisseur	DAM / A / DL
4130	Collecte de laits biologiques et non biologiques par une laiterie sans système de pompage séparé réservé exclusivement au lait biologique	A / DL
4150	Absence de système d'identification et d'enregistrement permettant de retracer les produits à tous les stades de la production, de la préparation et de la distribution	DAM / A / SP
<b>5. FABRICANTS D'ALIMENTS POUR ANIMAUX</b>		
5000	Utilisation d'un procédé de fabrication non autorisé en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	A + DL / SP
5010	Absence des noms spécifiques dans la liste des matières premières	DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
5020	Utilisation d'ingrédients conventionnels non autorisés en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	A / SP + CR / ST
5020a	a) utilisation en faible quantité, inférieure à dix pour cent	A / SP + CR / ST
5020b	b) utilisation en forte quantité, supérieure à dix pour cent, ou matière première produite ou élaborée avec utilisation de solvants chimiques	SP + CR / ST
5020c	c) circonstances aggravantes	ST
5030	Utilisation de matières premières d'origine animale non autorisées en application du Règlement (UE) 2018/848 et de ses règlements délégués et d'exécution	DL / SP
5040	Utilisation de produits non autorisés à l'annexe III du Règlement d'exécution (UE) 2021/1165 de la Commission autorisant l'utilisation de certains produits et substances dans la production biologique et établissant la liste de ces produits et substances	A + DL / SP
5050	Utilisation du même ingrédient sous forme biologique ou en conversion, et sous forme non biologique	A / SP
5060	Étiquetage ou commercialisation d'un produit avec référence au mode de production biologique alors que moins de nonante-cinq pour cent de la matière sèche du produit est biologique	A / SP
<b>6. ÉTIQUETAGE – COMMERCIALISATION</b>		
6000	Étiquetage ou commercialisation d'un produit conventionnel ou d'un produit inférieur à nonante cinq pour cent avec référence au mode de production biologique dans la dénomination de vente	CR + DL / ST
6000a	a) circonstances atténuantes	ST
6000b	b) circonstances aggravantes	DAM / A / SP
6000c	c) référence au bio sur des documents commerciaux sans lien avec les produits bio dans une unité commercialisant à la fois des produits bio et non bio	DAM / A / SP

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
6010	Etiquetage et commercialisation d'un produit contenant moins de nonante cinq pour cent avec référence induite au mode de production biologique dans la liste des ingrédients	A + DL / SP
6011	Pourcentage d'ingrédients biologiques non conforme à l'étiquetage	A / SP / ST
6011a	a) écart léger, moins de cinq pour cent	SP / ST
6011b	b) écart important, plus de cinq pour cent	
6015	Référence au mode de production biologique dans la liste des ingrédients et dans le même champ visuel de la dénomination de vente alors qu'au moins une des conditions visées à l'article 30, paragraphe 5, point c), du Règlement (UE) 2018/848 n'est pas rencontrée	A+DL / SP
6020	Etiquetage ou commercialisation d'un produit végétal issu de conversion avec référence au mode de production biologique	A + DL / SP
6030	Etiquetage ou commercialisation d'un produit en conversion sous forme de produit multi-ingrédient	DAM / A / A + DL / SP
6030a	a) petite quantité	A / A + DL / SP
6030b	b) grande quantité	
6040	Etiquetage ou commercialisation d'un produit déclassé avec référence au mode de production biologique	DL
6040a	a) produit déclassé en amont	SP
6040a1	1) circonstances atténuantes	SP / ST
6040a2	2) circonstances aggravantes	
6040b	b) produit déclassé chez l'opérateur	ST
6040b1	1) circonstances atténuantes	
6040b2	2) circonstances aggravantes	



N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
6050	Étiquetage ou commercialisation d'un produit sans certification, avec référence au mode de production biologique	DAM / A / ST
6050a	a) produit respectant le mode de production biologique	A / ST
6050b	b) produit non conforme : application de la sanction correspondante	RS / DAM / A / DL / SP
6060	Étiquetage ou commercialisation sans mention de l'organisme de contrôle sur l'étiquetage ou avec une mention fautive	DAM / A / SP
6070	Commercialisation d'un produit biologique comme produit biologique sans référence ou avec une référence non conforme à la production biologique dans l'étiquetage ou les documents commerciaux	DAM / A / SP
6090	Commercialisation d'un produit biologique avec un étiquetage ne correspondant pas ou plus à la recette	DAM / A / SP
6100	Utilisation du logo communautaire sur un produit en conversion, ou sur un produit contenant moins de nonante cinq pour cent des ingrédients agricoles sous forme biologique	DAM / A / DL / SP
6110	Commercialisation d'un animal avec la référence au mode de production biologique	DAM / A / SP
6110a	a) sans fiche de transaction numérotée délivrée par l'organisme de contrôle	RS / DAM / A / SP
6110b	b) avec une fiche de transaction incomplète	RS / DAM / A / SP
6115	Communication tardive ou non communication de la fiche de transaction par un abattoir	RS / DAM / A / SP
6120	Commercialisation de viandes ou produits de viande non emballés au consommateur final en qualité biologique et non biologique de la même espèce	A / SP
<b>7. IMPORTATIONS DE PAYS TIERS</b>		
7000	Vente ou dédouanement comme produits biologiques de produits importés sans information à l'OC	DAM / A / SP / ST

N° CODE	DESCRIPTION DU MANQUEMENT	MESURE
7100	Le premier destinataire, l'entrepôt douanier ou l'entrepôt temporaire n'est pas sous contrôle, sanction pour l'importateur:	
7100a	a) cas mineur	DAM / A / SP
7100b	b) cas grave	A + DL / SP
7200	Importation de produits sans certificat d'inspection, correctement rempli :	
7200a	a) certificat d'inspection non complété dans son intégralité	DAM / A / DL / SP
7200b	b) importation sans certificat d'inspection	DL / SP
7300	Vérification incomplète de la réception par le premier destinataire :	
7300a	a) le certificat d'inspection est signé pour réception, sans contrôle physique de la marchandise, mais avec un contrôle administratif.	DAM / A / SP
7300b	b) le certificat d'inspection est signé pour réception, sans aucun contrôle physique ou administratif de la marchandise	A / SP
<b>8. POINTS DE VENTE</b>		
8000	Commercialisation de produits conventionnels présentés avec référence « bio »	
8000a	a) produits préemballés	DAM / A / A
8000b	b) produits en vrac	A / SP / ST
8100	Pas de formalisation de la réception des produits bio, par exemple sur les bons de livraison	RS / DAM / A
8200	Identification confuse pour le consommateur entre le bio et le non-bio	DAM / A / ST

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## Annexe 9.

**Modalités d'application des règles de production fixées par la Règlementation européenne****Chapitre 1<sup>er</sup>. Règles applicables à la production végétale**

1.1° La diminution de la période de conversion visée au point 1.7.5, b), de l'annexe II, partie I, du Règlement (UE) 2018/848, est subordonnée à l'accord de l'organisme de contrôle qui effectue une analyse préalable de la végétation ou du sol démontrant l'absence de produit ou substance dont l'utilisation n'est pas autorisée en production biologique.

1.2° En application de l'Annexe II du Règlement d'exécution (UE) 2021/1165 de la Commission autorisant l'utilisation de certains produits et substances dans la production biologique et établissant la liste de ces produits et substances, l'utilisation des matières fertilisantes en provenance d'élevages industriels est interdite.

Les matières fertilisantes suivantes ne sont pas concernées par cette interdiction :

- a) Les effluents issus d'animaux ayant accès à un parcours extérieur ;
- b) Les effluents issus de porcs ou de volailles élevés selon un cahier des charges agréé par le Service au titre du système régional de qualité différenciée ;
- c) Les fumiers de bovins, à l'exclusion de ceux provenant d'ateliers d'engraissement.

*1.3° Structure de la base de données visée à l'article 6, 1°*

1.3.1° Les espèces végétales sont subdivisées en groupes de variétés, appelés ci-après « sous-groupes », qui constituent le canevas de fonctionnement de la base de données. Les variétés disponibles sous forme biologique et en conversion sont enregistrées et consultables dans la base de données à l'échelle du sous-groupe.

1.3.2 ° Pour l'application de l'annexe II, partie I, point 1.8.5, du Règlement (UE) 2018/848, le Service définit, en concertation avec l'autorité compétente des autres Régions, les sous-groupes d'espèces végétales ainsi que le degré de disponibilité sous forme biologique et en conversion du matériel de reproduction des végétaux selon la classification définie au point 1.3.3° de la présente annexe.

1.3.3° Les sous-groupes d'espèces végétales sont répartis dans trois niveaux, définis selon le degré de disponibilité sous forme biologique et en conversion du matériel de reproduction des végétaux :

a) niveau 1 : le matériel de reproduction des sous-groupes d'espèces recensés dans ce niveau est disponible sous forme biologique et en conversion en quantité et qualité jugées suffisantes sur le territoire national. Aucune dérogation, autre que celle justifiée par un des objectifs fixé à l'annexe II, partie I, point 1.8.5.1, d), du Règlement (UE) 2018/848, n'est octroyée pour les sous-groupes d'espèces concernées.

b) niveau 2 : la disponibilité en matériel de reproduction biologique et en conversion des variétés appartenant aux sous-groupes d'espèces classés dans ce niveau est insuffisante. Toute utilisation de matériel de reproduction non biologique fait l'objet d'une demande individuelle d'autorisation préalable, selon les modalités définies aux point 1.4°, 1.5° et 1.6°.

c) niveau 3 : ce niveau recense les sous-groupes d'espèce pour lesquels il n'existe pas de matériel de reproduction des végétaux sous forme biologique et en conversion sur le territoire national ; les variétés concernées font l'objet d'une notification selon les modalités définies au point 1.6°.

1.3.4° L'information sur les variétés et leur disponibilité est mise en ligne dans la base de données visée à l'article 6, 1°, et tenue à jour par les fournisseurs.

L'organisme de contrôle répond aux demandes d'informations ponctuelles relatives aux disponibilités qu'il reçoit des opérateurs sous son contrôle.

#### *1.4° Modalités de traitement des demandes d'autorisation individuelle*

1.4.1° En application de l'article 21, l'organisme de contrôle analyse la demande d'autorisation d'utilisation de matériel non biologique de reproduction des végétaux qu'il reçoit à l'échelle du sous-groupe auquel la variété concernée appartient, en tenant compte de l'information disponible dans la base de données visée au point 1.3°.

1.4.2° Conformément à l'annexe II, partie I, points 1.8.5.4 et 1.8.5.5, du Règlement (UE) 2018/848, l'autorisation individuelle est demandée et octroyée pour une saison à la fois, avant les semis ou la plantation de la culture, et :

- à partir du 1<sup>er</sup> décembre pour les variétés de printemps ou d'été de l'année suivante ;
- à partir du 1<sup>er</sup> septembre pour les variétés d'automne ou d'hiver ;
- à partir du 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédente pour les variétés semées ou plantées toute l'année.

#### *1.5° Justification des demandes d'autorisation*

1.5.1° Pour l'application de l'annexe II, partie I, point 1.8.5.1, du Règlement (UE) 2018/848, l'organisme de contrôle octroie l'autorisation individuelle d'utiliser du matériel non biologique de reproduction des végétaux pour des variétés appartenant à un sous-groupe classé dans le niveau 2 de disponibilité, et pour lequel le recours à du matériel non biologique de reproduction des végétaux se justifie par une des raisons suivantes :

Code	Dérégation prévue par l'annexe II, partie I, point 1.8.5.1, du Règlement (UE) 2018/848	Justification évoquée	Documentation nécessaire
A	Aucune des variétés de l'espèce ou du sous-groupe d'espèce que l'utilisateur veut obtenir n'est enregistrée dans la base de données.		
B	Aucun fournisseur n'est en mesure de livrer le matériel biologique ou en conversion de reproduction des végétaux à temps aux fins de l'ensemencement ou de la plantation, dans les cas où l'utilisateur a commandé le matériel de reproduction des végétaux dans un délai raisonnable pour permettre la préparation et la fourniture de matériel biologique ou en conversion de reproduction des végétaux.	L'utilisateur a contacté, en temps utile, tous les fournisseurs enregistrés dans la base de données proposant la variété recherchée mais aucun d'eux n'est capable de communiquer dans une langue connue de l'utilisateur ou de livrer, en quantité ou en qualité, le matériel de reproduction biologique ou en conversion avant l'ensemencement ou la plantation dans les quantités demandées.	L'utilisateur joint les preuves de sa commande et des raisons pour lesquelles il n'a pas été livré en temps utile à sa demande d'autorisation individuelle.
C.1	La variété que l'utilisateur veut obtenir n'est pas enregistrée en tant que matériel biologique ou en conversion de reproduction des végétaux dans la base de données. L'utilisateur est en mesure de démontrer qu'aucune variété enregistrée dans le même sous-groupe d'espèce n'est appropriée et que l'autorisation est très importante pour sa production.	La variété est demandée par un client de l'utilisateur	L'utilisateur dispose d'une copie du contrat de production ou, à défaut, une attestation du client, qu'il joint à sa demande d'autorisation individuelle.
C.2		La variété demandée présente une caractéristique technique, telle qu'une plus grande résistance ou tolérance à une maladie, ou technologique particulière.	La demande d'autorisation individuelle précise la caractéristique recherchée, le cas échéant en précisant la maladie concernée, et la raison du choix de cette caractéristique.
C.3		L'utilisateur veut répartir les risques économiques ou agronomiques	L'utilisateur répartit de façon proportionnée l'utilisation de variétés sous forme biologique et non biologique pour l'espèce demandée et utilise au moins une variété sous forme biologique.



Code	Dérrogation prévue par l'annexe II, partie I, point 1.8.5.1, du Règlement (UE) 2018/848	Justification évoquée	Documentation nécessaire
C.4		La variété demandée est adaptée à la région et les variétés disponibles dans la base de données sont insuffisamment connues.	La demande d'autorisation individuelle précise la particularité d'adaptation à la région concernée.
D	La variété demandée est utilisée pour la recherche, dans des essais à petite échelle sur le terrain, à des fins de conservation des variétés ou en vue du développement de produits et l'utilisation est approuvée par le Service.		Seules les demandes d'autorisation individuelle concernant des activités réalisées par ou pour le compte de centres de recherche officiels sont recevables.

1.5.2° Lorsqu'une demande d'autorisation individuelle est justifiée au moyen du code D établi dans le tableau fixé au point 1.5.1°, le Service prend une décision sur base d'un dossier transmis par l'organisme de contrôle.

*1.6° Modalités de notification de l'utilisation de matériel non biologique de reproduction des végétaux*

1.6.1° L'utilisation de matériel non biologique de reproduction des végétaux de variétés appartenant à un sous-groupe d'espèce classé dans le niveau 3 de disponibilité, fait l'objet d'une notification.

1.6.2° Une notification est une information, destinée à l'organisme de contrôle, de l'intention de l'opérateur d'utiliser du matériel de reproduction des végétaux sous forme non biologique.

1.6.3° Une notification introduite auprès de l'organisme de contrôle est valable pour autant que les délais d'introduction visés au point 1.4.2° soient respectés et que la variété demandée ne soit pas disponible sous forme biologique, dans la base de données visée à l'article 6, 1°, au moment de l'introduction de la notification.

Chaque notification fait l'objet d'un accusé de réception de la part de l'organisme de contrôle. Ce dernier vérifie la non-disponibilité de la variété sous forme biologique.

Si la variété est effectivement disponible sous forme biologique ou en conversion, l'organisme de contrôle en informe sans délai le demandeur en lui précisant les conséquences qui en découlent

1.6.4° La notification, une fois introduite et confirmée par l'organisme de contrôle, est valable pour une saison à la fois et est conditionnée au respect de l'annexe II, partie I, point 1.8.5.3, du Règlement (UE) 2018/848.

*1.7° Cas particulier des mélanges fourragers*

1.7.1° Un mélange de semences de plantes fourragères contenant des variétés sous forme non biologiques est uniquement utilisé si le producteur a obtenu les autorisations nécessaires pour chacune des variétés non biologiques selon les modalités décrites dans la présente annexe.

1.7.2° Le Service établit une liste de noms commerciaux de mélanges pouvant bénéficier d'une dérogation générale pour une saison donnée. Seuls les mélanges contenant au moins une variété sous forme biologique sont pris en considération.

L'utilisation d'un mélange de semences de plantes fourragères ainsi reconnu fait l'objet d'une notification préalable selon la procédure décrite au point 1.6°.

*1.8° Cas particulier de la production fruitière à partir de matériel de reproduction des végétaux non biologique*

Outre les conditions fixées à l'annexe II, partie I, du Règlement (UE) 2018/848, l'utilisation de matériel de reproduction des végétaux non biologique en vue de la production de fruits biologiques est autorisée uniquement si un cycle de végétation complet, incluant la formation de bourgeons floraux, a lieu après la plantation en pleine terre.

## Chapitre 2. Règles applicables à la production animale

### 2.1° Origine des animaux

2.1.1° La disposition du point 1.3.2, d), de l'annexe II, partie II, du Règlement (UE) 2018/848 relative au choix des races est considérée comme respectée pour le troupeau de type viandeux d'un élevage donné si cinq ans après l'entrée en conversion, le nombre de naissances naturelles est et reste supérieur à quatre-vingts pour cent du nombre total de naissances de l'année. En outre, un pourcentage de trente pour cent de naissances naturelles est déjà au moins atteint trois ans après l'entrée en conversion.

2.1.2° En application du point 1.3.4.3 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848 et dans le respect de ces dispositions, l'introduction de volailles non issues de l'élevage biologique dans l'unité d'élevage biologique est autorisée.

L'autorisation donnée au premier paragraphe est réexaminée avant le 31 décembre chaque année. Le réexamen tient compte de l'évolution de la disponibilité en volailles issues de l'élevage biologique et du degré de satisfaction des besoins qualitatifs et quantitatifs des agriculteurs.

2.1.3° Pour l'application du point 1.9.4.1 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, le Service dresse la liste des souches à croissance lente dont l'usage est autorisé en mode de production biologique moyennant une durée d'élevage supérieure à septante jours.

### 2.2° Alimentation

2.2.1° L'introduction de matières premières conventionnelles dans la filière de production biologique a uniquement lieu sous forme de mono-ingrédients auprès d'un opérateur soumis au contrôle.

2.2.2° Compte tenu de la difficulté, pour les ruminants issus de l'élevage biologique, d'obtenir les quantités nécessaires des vitamines A, D et E par l'intermédiaire de leur ration alimentaire, l'utilisation des vitamines synthétiques A, D et E identiques à celles provenant de produits agricoles est autorisée pour l'alimentation des ruminants, conformément aux dispositions du point 3, a), ex3a, de l'annexe III, Partie B, du Règlement d'exécution (UE) 2021/1165 de la Commission autorisant l'utilisation de certains produits et substances dans la production biologique et établissant la liste de ces produits et substances.

2.2.3° En application du point 1.4.1., a), de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, les aliments pour animaux proviennent principalement de l'exploitation agricole dans laquelle les animaux sont détenus ou d'unités de production biologique ou en conversion appartenant à d'autres exploitations de la même région. L'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848 fixe par ailleurs un pourcentage minimal lié à l'origine régionale des aliments pour chaque espèce animale couverte par le champ d'application.

Pour l'application de ces dispositions, la zone géographique considérée comme étant « de la même région » que les exploitations wallonnes est définie comme suit :

- a) l'ensemble du territoire de la Belgique ;
- b) l'ensemble du territoire du Grand-Duché du Luxembourg ;
- c) en France, les Régions Hauts-de-France, Normandie, Île-de-France et Grand-Est ;
- d) en Allemagne, les Länder Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Hessen, Saarland et Baden-Württemberg ; et

e) aux Pays-Bas, les Régions Zuid-Nederland, West-Nederland et Oost-Nederland.

2.2.4° Pour l'application du point 1.9.4.2, c), iii), de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, par le terme « jeunes volailles » il convient d'entendre des animaux de moins de dix-huit semaines.

### 2.3° Prophylaxie et soins vétérinaires

2.3.1° Pour l'application du point 1.5.1.3 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, l'utilisation des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou d'antibiotiques est considérée comme un traitement préventif dans les cas suivants :

- a) lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant que l'animal ne manifeste les symptômes de la maladie ;
- b) lorsque le traitement est appliqué sans que ou avant qu'un problème sanitaire ne soit diagnostiqué ;
- c) lorsque le traitement est appliqué de manière répétitive et collective sur une catégorie d'animaux du troupeau, sans préjudice des dispositions reprises au point 1.5.2.6 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848.

2.3.2° Pour l'application du point 1.5.2.2 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, le recours à des médicaments vétérinaires allopathiques chimiques de synthèse ou à des antibiotiques sous la responsabilité d'un vétérinaire suppose que chacun des traitements concernés a été préalablement prescrit par un médecin vétérinaire.

2.3.3° Pour l'application du point 1.5.2.4 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, on entend par « plans d'éradication obligatoires », des mesures mises en œuvre en application de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et de ses arrêtés d'exécution.

### 2.4° Effluents d'élevage

2.4.1° En application du point 1.6.7 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, le nombre d'unités de bétail équivalant à la limite visée au point 1.6.6 de la même annexe est fixé comme suit :

Classes ou espèces	Nombre maximal d'animaux par hectare (équivalent à 170 kg N/ha/an)
Vaches laitières	1,88
Vaches allaitantes	2,57
Vaches de réforme	2,57
Autres bovins de plus de 2 ans	2,57
Bovins de moins de six mois	17,00
Génisses de 6 à 12 mois	6,07
Génisses de 1 à 2 ans	3,54
Taurillons de 6 à 12 mois	6,80
Taurillons de 1 à 2 ans	4,25
Ovins et caprins de moins d'1 an	51,51
Ovins et caprins de plus d'1 an	25,75
Equins de plus de 600 kg	2,61
Equins entre 200 et 600 kg	3,40
Equins de moins de 200 kg	4,85
Cervidés de moins de 12 mois	12,00
Cervidés de plus de 12 mois	6,00

<b>Classes ou espèces</b>	<b>Nombre maximal de places par hectare (équivalent à 170 kg N/ha/an)</b>
Truies et truies gestantes	11,33
Verrats	11,33
Porcs à l'engrais et cochettes	21,79
Porcs à l'engrais et cochettes sur litière biomaîtrisée	37,77
Porcelets de 4 à 10 semaines	89,47
Poulets de chair	629
Poules pondeuses ou reproductrices	283
Poulettes	629
Coqs de reproduction	395
Canards	395
Oies	395
Dindes, dindons	209
Pintades	629
Lapines mères, naissage + engraissement	47,22
Lapins à l'engrais	531
Autruches et émeus	56,66
Cailles	4250

### 2.5° Gestion de l'élevage, bâtiments d'élevage et espaces en plein air

2.5.1° Pour l'application du point 1.6.5 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, la couverture partielle des espaces de plein air ne dépasse pas cinquante pour cent de la superficie de l'espace de plein air accessible aux animaux. Pour les porcins, cette proportion peut être portée à septante-cinq pour cent à condition qu'au moins septante-cinq pour cent du périmètre du parcours extérieur soit à front ouvert. La hauteur sous corniche du toit du parcours est supérieure ou égale à 2,5 mètres.

2.5.2° En application du point 1.7.5 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848 et dans le respect de ces dispositions, l'attache des bovins est autorisée dans les exploitations comportant un maximum de cinquante animaux, les jeunes bovins, à savoir ceux de moins de six mois, n'étant pas pris en compte.

Les autres dispositions du point 1.7.5 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, relatives à l'accès aux pâturages et aux espaces de plein air, sont d'application et leur mise en œuvre est contrôlée par l'organisme de contrôle.

Tout opérateur dont l'exploitation est réputée satisfaisante aux conditions définies au premier alinéa notifie cette information au Service par l'intermédiaire de son organisme de contrôle.

2.5.3° Pour l'application du point 1.9.3.2, d), de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, la durée maximale d'isolement des truies à l'intérieur du bâtiment en fin de gestation et pendant la période d'allaitement est fixée à vingt-huit jours.

2.5.4° En application du point 1.9.4.4, c), de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, à la fin de chaque cycle d'élevage d'un groupe de volailles, les parcours restent vides pendant une période de six semaines pour que la végétation puisse repousser.

2.5.5° Pour l'application du point 1.7.4 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, il convient qu'à tout moment, la charge animale, toutes espèces herbivores confondues, rapportée à la superficie pâturée au moins une fois au cours de la saison de pâturage, ne dépasse pas six UGB par

hectare, sans préjudice des autres dispositions fixées par la réglementation wallonne, fédérale et européenne.

2.5.6° En application de l'article 15, paragraphe 1, du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, les bâtiments avicoles sont construits de façon que tous les oiseaux puissent facilement accéder aux espaces de plein air. À cette fin et dans le cas d'un élevage de poules pondeuses, outre les règles fixées audit article, la distance maximale entre tout point accessible aux volailles à l'intérieur du bâtiment et les trappes donnant accès à l'espace de plein air ne dépasse pas quinze mètres.

2.5.7° En application de l'article 16 du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, les espaces de plein air sont attractifs pour les volailles et entièrement accessibles à tous.

Pour l'application du point 4 dudit article, l'exploration optimale du parcours repose sur la densité et la diversité des essences utilisées pour les aménagements. A cette fin, le parcours comprend au moins les éléments suivants :

- a) l'enherbement de l'intégralité du parcours, effectif avant l'installation des volailles, à l'exception d'une bande stabilisée de maximum trois mètres de large au niveau des trappes extérieures ;
- b) une zone de transition, qui se situe près de la sortie des trappes, constituée d'alignements de végétation basse guidant les volailles des trappes vers le reste du parcours ;
- c) une haie diversifiée sur au moins la moitié du périmètre du parcours.

La distance entre deux aménagements n'excède jamais vingt-cinq mètres. Une attention est portée à la protection contre le vent et à l'ombre apportées par les aménagements.

Pour l'application du point 6 dudit article, lorsque la longueur du parcours dépasse cent cinquante mètres, les aménagements supplémentaires sont constitués d'abris en matériau durable et résistant aux intempéries, chaque abri comptant une surface de minimum quatre m<sup>2</sup> et de hauteur sous toit de minimum cinquante cm.

2.5.8° Pour l'application du point 1.6.1 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, dans le cas d'un bâtiment avicole, ce dernier est conçu pour assurer en priorité une ventilation naturelle abondante, au moyen d'ouvertures latérales, éventuellement augmentées d'ouvertures faîtières. La circulation d'air intérieur peut être complétée par des ventilateurs ou des extracteurs d'air pour assurer le bien-être animal dans des conditions extrêmes, cas de fortes chaleurs, de ventilation naturelle déficiente suite à des conditions météorologiques défavorables à la circulation d'air extérieur, de confinement obligatoire.

Le bâtiment est conçu de telle sorte que la principale source d'éclairage soit la lumière naturelle.

2.5.9° En application de l'article 15, paragraphe 2, c), du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, une annexe extérieure de bâtiment avicole, couverte, isolée de manière que



les conditions qui y règnent ne soient pas celles du climat extérieur, peut être prise en compte pour le calcul de la densité d'élevage et de la surface minimale des espaces intérieurs. Pour être prise en compte, outre les conditions fixées audit article, cette annexe extérieure de bâtiment avicole est composée de quatre murs pleins.

2.5.10° En application de l'article 15, paragraphe 4, du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, les bâtiments avicoles peuvent être équipés de systèmes à étages. Lorsque ce système d'élevage est utilisé, outre les règles fixées audit article, la distance entre les niveaux ou zones intermédiaires ne dépasse pas un mètre et, dans le cas d'un élevage de poules pondeuses, la surface comptabilisée pour le système à étages ne dépasse pas la moitié de la surface au sol de l'intérieur du bâtiment.

2.5.11° L'usage de bâtiments avicoles mobiles pour l'élevage de poules pondeuses est admis pour autant que ceux-ci soient équipés de roues et soient déplacés tous les dix jours au moins, d'une distance au moins équivalente à deux fois la longueur du bâtiment. A des fins de contrôle, le producteur enregistre les dates et lieux des déplacements. En outre, chaque unité mobile a une superficie mesurée au sol de trente-six m<sup>2</sup> maximum et, à tout moment, chaque unité mobile dispose pour elle seule d'un parcours enherbé d'une superficie totale correspondant à 4 m<sup>2</sup> par animal.

Dans ce cas et par dérogation, les dispositions du point 2.5.7° ne s'appliquent pas.

Dans ce cas et par dérogation aux dispositions du point 2.5.10°, la norme de six animaux par m<sup>2</sup> s'applique à la totalité de la surface utilisable par les animaux, avec un maximum de deux niveaux, chacun étant inférieur ou égal à trente-six m<sup>2</sup> et disposant d'une hauteur d'au moins quarante-cinq cm, tandis que le sol sous le poulailler n'est pas pris en compte.

2.5.12° En application de l'annexe I, Partie IV, point 3, du Règlement d'exécution (UE) 2020/464 du 26 mars 2020 portant certaines modalités d'application du règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les documents nécessaires à la reconnaissance rétroactive des périodes de conversion, la production de produits biologiques et les informations communiquées par les États membres, le nombre maximal d'oiseaux par m<sup>2</sup> de surface utilisable de l'espace intérieur du bâtiment avicole est fixé à six. Aux fins de la vérification de cette règle, une surface large de moins de trente cm, ou inclinée de plus de quatorze pour cent, ou surmontée d'un espace libre de moins de quarante-cinq cm, n'est pas une surface utilisable. Les nids et perchoirs ne font pas partie de la surface utilisable.

2.5.13° En application du point 1.7.3 de l'Annexe II, Partie II, du Règlement (UE) 2018/848, les animaux d'élevage bénéficient d'un accès permanent à des espaces de plein air leur permettant de prendre de l'exercice, de préférence des pâturages, chaque fois que les conditions climatiques et saisonnières et l'état du sol le permettent, sauf si des restrictions et des obligations relatives à la protection de la santé humaine et animale sont imposées en vertu de la législation de l'Union. Aux fins de la vérification de cette règle, les précisions suivantes sont d'application :

- a) lorsque la température extérieure est supérieure à zéro degré, température extérieure mesurée au niveau de l'ouverture des trappes, toutes les poulettes, poules pondeuses et volailles d'engraissement ont obligatoirement accès au parcours extérieur dès l'âge de six semaines. Dans ce cas, les trappes de sortie sont ouvertes au plus tard à dix heures du matin, et jusqu'au crépuscule.
- b) lorsque la température extérieure est inférieure ou égale à zéro degré ou que le parcours est couvert de neige ou que le parcours est inondé, les trappes de sortie peuvent rester fermées. Dans ce cas, l'opérateur concerné enregistre le motif de la fermeture des trappes le jour



même, au plus tard à dix heures du matin.

- c) lorsqu'un élevage de volailles est situé dans une zone où un confinement résulte d'une interdiction permanente imposée par l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire, l'obligation de disposer d'un parcours extérieur reste d'application et l'accès à celui-ci est rendu possible par tout moyen de protection permettant le respect des mesures sanitaires prescrites.

### **Chapitre 3. Règles pour la traçabilité des animaux et des produits animaux**

#### *3.1° Principes généraux*

3.1.1° Outre les mesures de contrôle et de précaution fixées dans le Règlement (UE) 2018/848, en son Chapitre VI, et dans le Règlement délégué (UE) 2021/771 complétant le Règlement (UE) 2018/848 du Parlement européen et du Conseil en établissant des critères et conditions spécifiques applicables aux contrôles documentaires effectués dans le cadre des contrôles officiels de la production biologique et des contrôles officiels portant sur les groupes d'opérateurs, et sans préjudice des dispositions légales relatives à l'identification et l'enregistrement des animaux, les mesures supplémentaires fixées ci-dessous sont d'application, en exécution de l'article 39, 1, c), du Règlement (UE) 2018/848, pour assurer la traçabilité des produits animaux tout au long de la chaîne de production, de transformation et de préparation.

3.1.2° Pour les espèces pour lesquelles un système d'identification et d'enregistrement Sanitel est organisé, chaque producteur autorise les organismes de contrôle agréés à disposer des informations de la base de données concernant son troupeau. Il est en outre tenu de conserver en permanence au siège de l'exploitation, les relevés successifs du registre Sanitel de son troupeau, qui lui ont été transmis par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des animaux.

#### *3.2° Circuit de transformation de la viande*

3.2.1° Dans les quinze jours qui suivent la naissance d'un bovin dans le troupeau, le producteur prélève un échantillon de matériel biologique du veau, selon la méthode définie par l'association chargée de l'identification et de l'enregistrement des bovins, et de transmettre ces échantillons au lieu de stockage désigné.

3.2.2° Les animaux commercialisés avec une référence au mode de production biologique sont accompagnés d'une fiche de transaction numérotée délivrée par l'organisme de contrôle, dont le modèle est soumis à l'avis du Comité de concertation pour l'Agriculture biologique, et à l'approbation du Service.

La fiche de transaction accompagne successivement l'animal et la carcasse jusqu'au premier acheteur de la carcasse. Celui-ci renvoie la fiche de transaction originale à l'organisme de contrôle.

Chaque opérateur successif jusqu'au premier acheteur de la carcasse formalise son engagement à fournir un animal ou un produit obtenu conformément au mode de production biologique en complétant la partie de la fiche de transaction qui lui est destinée.

3.2.3° A toutes les étapes de commercialisation, de transport, d'abattage, de découpe et de préparation, les carcasses, les quartiers de carcasses, les morceaux de viande, les viandes hachées et les produits à base de viande hachée portent une référence au mode de production biologique et être identifiés de façon permanente et non équivoque, de manière à pouvoir retracer la provenance du produit en remontant la chaîne de transformation jusqu'aux producteurs concernés.

3.2.4° Pour la préparation de viande bovine hachée ou de produit à base de viande bovine hachée, le nombre de bovins dont sont issus les morceaux de viande entrant dans la composition d'un lot de produit n'excède pas douze.

A titre dérogatoire, si le mode de fonctionnement d'un opérateur ne lui permet pas de satisfaire à cette condition, ce dernier peut solliciter auprès de son organisme de contrôle une autorisation du Service en vue d'utiliser un plus grand nombre de bovins pour composer un lot de produit, sans jamais dépasser trente-six bovins. L'opérateur s'engage à prendre en charge les surcoûts liés au contrôle de concordance prévu au point 4.2° de l'annexe 5. Le Service prend sa décision sur la base d'un dossier transmis par l'organisme de contrôle concerné, établissant ces surcoûts.

Pour chaque lot de viande bovine hachée ou de produit à base de viande bovine hachée, les poids des produits entrants, des produits semi-finis et des produits sortants sont mesurés, enregistrés et tenus à disposition de l'organisme de contrôle.

### *3.3° Circuit de commercialisation de la viande*

3.3.1° L'opérateur qui vend des viandes ou produits de viande biologiques au consommateur final vend des viandes ou produits de viande non biologiques de la même espèce uniquement dans les cas suivants :

- les viandes ou produits de viande biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande non biologiques sont découpés et préemballés par un tiers ;
- les viandes ou produits de viande non biologiques sont vendus à la découpe et les viandes ou produits de viande biologiques sont découpés et préemballés, soit par un tiers, soit par lui-même, mais dans ce cas par série complète et séparée dans le temps.

Une dérogation à ce principe peut être accordée par l'organisme de contrôle sur demande motivée de l'opérateur, en vue de vendre sans référence au mode de production biologique des produits non certifiés issus de la transformation de viandes certifiées biologiques. Ces produits non certifiés ne sont pas vendus avec une référence au mode de production biologique. La dérogation précisera les produits concernés ainsi que sa durée d'application.

### *3.4° Circuit de commercialisation et de transformation du lait et des produits laitiers*

3.4.1° Pour l'application au secteur laitier du point 1 de l'Annexe III du Règlement (UE) 2018/848, l'acheteur attribue au producteur deux identifications distinctes, l'une pour la livraison de lait biologique, l'autre pour la livraison de lait ne respectant pas le mode de production biologique, à condition que le producteur soit en possession d'un certificat établi par l'organisme de contrôle attestant de la conformité de son unité de production au mode de production biologique pour la production de lait. L'identification pour le lait biologique est reprise sur un support qui porte une référence au mode de production biologique et à l'organisme de contrôle et est appliquée sur le tank à lait pour les livraisons de lait biologique. L'identification pour le lait ne respectant pas le mode de production biologique est reprise sur un support qui porte la mention « conventionnel » et est appliquée sur le tank à lait pour les livraisons de lait ne respectant pas le mode de production biologique.

3.4.2° Pour chaque livraison de lait, le producteur formalise son engagement à livrer du lait biologique en apposant sur le tank à lait le support qui fait référence au mode de production biologique. En cas de livraison de lait non certifié biologique, le producteur appose sur le tank à lait le support qui fait référence à la livraison de lait conventionnel. Il avertit également son acheteur par écrit du changement de type de production, comme indiqué dans l'engagement écrit qu'il a signé vis-à-vis de son acheteur.

3.4.3° L'acheteur organise de préférence des collectes exclusivement réservées au lait biologique. Si ce n'est pas le cas, un ou plusieurs compartiments munis d'un système de pompage séparé sont exclusivement réservés au lait biologique.

3.4.4° A toutes les étapes de production, de stockage, de transport et de transformation de lait biologique, les cuves, compartiments, citernes et autres tanks contenant du lait biologique sont identifiés avec une référence à la production biologique. Les contenants portant une référence au mode de production biologique ne contiennent pas de lait non-biologique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 octobre 2022 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 2010 concernant le mode de production et l'étiquetage des produits biologiques.

Namur, le 13 octobre 2022.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/30338]

13. OKTOBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die biologische Produktion und die Kennzeichnung von biologischen Erzeugnissen und zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die biologischen Produktionsmethoden und die Kennzeichnung der biologischen Erzeugnisse — Addendum

Der vorerwähnte Erlass, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 7. Dezember 2022 auf Seite 89723, wird durch die folgenden Anhänge ergänzt:

## Anhang 1:

### **Vorschriften für die Herstellung, Kennzeichnung, Kommunikation und Kontrolle von ökologischen/biologischen Erzeugnissen aus Verpflegungseinrichtungen**

Gemäß Artikel 2 und in Anwendung von Artikel 2 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2018/848 werden in diesem Anhang Vorschriften für die Erzeugung, Kennzeichnung, Kommunikation und Kontrolle von ökologischen/biologischen Erzeugnissen aus Verpflegungseinrichtungen festgelegt.

#### **Kapitel 1 Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen**

##### **1. Anwendungsbereich**

1.1. Dieser Anhang gilt für die unter die Verordnung (EU) 2018/848 fallenden und dort in Artikel 2 Absatz 1 aufgeführten Erzeugnisse, wenn sie aus gewerbsmäßigen Arbeitsvorgängen von Verpflegungseinrichtungen stammen.

1.2. Dieser Anhang gilt für Unternehmer, die Lebensmittel für den Verzehr durch den Endverbraucher an Ort und Stelle oder zum Mitnehmen aufbereiten und die für alle oder einige der angebotenen Lebensmittel auf deren ökologische/biologische Erzeugung hinweisen möchten.

Er betrifft sowohl die gemeinschaftlichen Verpflegungseinrichtungen mit sozialem Charakter, d. h. Kantinen oder Restaurants in Schulen, Universitäten, Unternehmen, Verwaltungen, Strafanstalten, Krankenhäusern, Pflege- oder Altersheimen, Kindertagesstätten, einschließlich der Cateringunternehmen, die diese Einrichtungen mit Mahlzeiten versorgen, als auch die Verpflegung mit kommerziellem Charakter, d. h. Restaurants, Cateringunternehmen, Cafeterias, Hotels.

Er betrifft nicht die unter die Verordnung (EU) 2018/848 fallenden Produktions-, Aufbereitungs- oder Vertriebsvorgänge.

##### **2. Begriffsbestimmungen**

2.1. Für die Anwendung dieses Anhangs gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verpflegungsbetreiber: natürliche oder juristische Person, für die der in Nummer 1 definierte Anwendungsbereich zutrifft;

2° Gericht: festgelegte Kombination von Lebensmitteln, die dem Endverbraucher angeboten wird;

3° Menü: Gesamtheit der Gerichte, aus denen eine Mahlzeit besteht, eventuell einschließlich Getränken;

4° Speisekarte: alle Medien, welche die dem Endverbraucher angebotenen Lebensmittel, Gerichte und Menüs auflisten;

5° integriertes Verpflegungssystem: der Verpflegungsbetreiber, der unter derselben Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen mehrere Betriebseinheiten umfasst, die von einer gemeinsamen Zentralküche versorgt werden oder die eine gemeinsame zentrale Stelle für den Einkauf und die Referenzierung von Lieferanten, sowie einen gemeinsamen Bezugsrahmen für Rezepte und Verfahren für die Aufbereitung von Lebensmitteln teilen, von denen sie nicht abweichen.

#### **Kapitel 2 Produktionsvorschriften**

##### **3. Zertifizierungssystem**

3.1. Die Verpflegungsbetreiber können eines oder mehrere der folgenden Zertifizierungssysteme wählen:

- Zertifizierung „ökologische/biologische Zutat“, die auf der ausschließlichen Verwendung biologischer Erzeugnisse für bestimmte festgelegte Zutaten beruht;

- Zertifizierung als „Bio-Gericht/Menü“, die auf dem Angebot von Lebensmitteln, Gerichten oder Menüs basiert, die zu mindestens 95 % aus ökologischen/biologischen Erzeugnissen hergestellt werden;
- Zertifizierung als „ökologisches/biologisches Restaurant“, beruhend auf dem ausschließlichen Angebot von Lebensmitteln, Gerichten und Menüs, bei denen mindestens 95 % der Zutaten aus ökologischen/biologischen Erzeugnissen hergestellt wurden.

#### 4. Allgemeine Produktionsvorschriften

- 4.1. Die Arbeitsvorgänge der Verpflegung für ökologische/biologische Erzeugnisse:
- beruhen auf den in Artikel 7 der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Grundsätzen;
  - halten sich an die aufgeführten Produktionsvorschriften:
    - o in Artikel 9 Absatz 3, 4 und 6, Artikel 11, Artikel 24 Absatz 2, 4 und 5, Artikel 25, 27, 28 und 29 der Verordnung (EU) 2018/848 sowie in den damit verbundenen untergeordneten Rechtsakten;
    - o in Anhang II Teil IV der Verordnung (EU) 2018/848, mit Ausnahme von Nummer 1.5.
- 4.2. Der Verpflegungsbetreiber stellt sicher, dass die ökologischen/biologischen Erzeugnisse, die er als Zutaten verwendet oder die er ohne Verarbeitung auf seiner Ebene direkt an den Endverbraucher ausgibt, einen Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion tragen, der den Bestimmungen aus Kapitel IV der Verordnung (EU) 2018/848 entspricht.
- 4.3. Erzeugnisse, die während der Umstellungsphase gemäß Artikel 10 der Verordnung (EU) 2018/848 aufbereitet werden, gelten als nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse.
- 4.4. Jagd- oder Fischereierzeugnisse gelten als nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse, auch wenn sie aus verarbeiteten Lebensmitteln stammen, die gemäß Artikel 30 Absatz 5 Buchstabe c) der Verordnung (EU) 2018/848 in ihrer Handelsbezeichnung oder ihrer Zutatenliste auf die ökologische/biologische Produktion verweisen.
- 4.5. Verarbeitete Lebensmittel, die von einem Verpflegungsbetreiber als Zutaten verwendet werden, gelten als vollwertige ökologische/biologische Erzeugnisse, wenn sie die Anforderungen von Artikel 30 Absatz 5 Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 erfüllen.
- 4.6. Um eine Vermischung oder einen Austausch zwischen ökologischen/biologischen und nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen zu vermeiden:
- a) sind ökologische/biologische Erzeugnisse, die als Zutaten verwendet werden, vor und nach den Arbeitsvorgängen von Verpflegungseinrichtungen physisch oder zeitlich getrennt von nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen zu lagern;
  - b) ökologische/biologische Erzeugnisse, die vom Verpflegungsbetreiber als Zutaten oder Erzeugnisse verwendet werden, müssen für das Personal jederzeit visuell erkennbar sein, gegebenenfalls durch eine geeignete Kennzeichnung wie Beschriftung oder Farbe der Behälter;
  - c) werden beim Transport zwischen Unternehmern oder Einheiten ökologische/biologische Erzeugnisse, die vom Verpflegungsbetreiber als Zutaten oder Erzeugnisse verwendet werden, in geschlossenen Verpackungen, Behältern oder Fahrzeugen transportiert und sind mit einem Begleitdokument ausgestattet, das folgende Informationen enthält:
    - o Name und Adresse des Lieferanten;
    - o Name und Adresse des Empfängers;
    - o Art und Menge der transportierten ökologischen/biologischen Erzeugnisse.
- Es ist nicht zwingend erforderlich, Verpackungen, Behälter oder Fahrzeuge zu verschließen, wenn die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllt sind:
- o Der Transport erfolgt direkt zwischen zwei Unternehmern oder Einheiten, die dem Kontrollsystem für die ökologische/biologische Produktion unterliegen.
  - o Der Transport umfasst ausschließlich ökologische/biologische Erzeugnisse.
- Bei der Entgegennahme der Ware überprüft der Empfänger den ordnungsgemäßen Verschluss der Verpackung, des Behälters oder des Fahrzeugs, sofern dieser erforderlich ist, sowie die Übereinstimmung zwischen den Angaben auf dem Begleitdokument und den beförderten Waren. Das Ergebnis dieser Überprüfungen wird klar und deutlich in einem Register vermerkt.



## **5. Produktionsvorschriften für die Zertifizierung „ökologische/biologische Zutat“**

5.1. Der Verpflegungsbetreiber darf für eine oder mehrere Zutaten, die bei der Herstellung der von ihm aufbereiteten Speisen und Lebensmittel eingesetzt werden, ausschließlich ökologische/biologische Erzeugnisse verwenden.

Er legt fest, um welche Zutaten es sich handelt.

Für jede dieser Zutaten gilt diese Vorschrift für einen Zeitraum von mindestens zwölf Monaten.

5.2. Während des in Nummer 5.1. genannten Zeitraums dürfen keine nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnisse der betreffenden Zutaten in den für Lagerung, Aufbereitung und Verkauf vorgesehenen Räumen aufbewahrt werden.

## **6. Produktionsvorschriften für die Zertifizierung „Biologisches Gericht/Menü“.**

6.1. Der Verpflegungsbetreiber muss für mindestens 95 Gewichtsprozent der Zutaten, die bei der Herstellung eines oder mehrerer Gerichte oder Lebensmittel, die er aufbereitet, eingesetzt werden, ökologische/biologische Erzeugnisse verwenden.

Er legt fest, um welche Gerichte und Lebensmittel es sich handelt.

Für jedes dieser Gerichte und Lebensmittel gilt diese Vorschrift für einen Zeitraum von mindestens zwölf Monaten.

6.2. Nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse, die für die in Nummer 6.1. genannten Gerichte und Lebensmittel verwendet werden, dürfen höchstens 5 Gewichtsprozent aller Zutaten ausmachen und sind in der Liste der für die Herstellung verarbeiteter ökologischer/biologischer Lebensmittel zugelassenen Erzeugnisse und Stoffe gemäß Artikel 24 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführt oder unterliegen einer befristeten Zulassung gemäß Artikel 25 der genannten Verordnung.

6.3. Auf Wasser und Kochsalz finden die Bestimmungen in Nummer 6.1. und 6.2. keine Anwendung.

6.4. Ein Menü gilt als ökologisch/biologisch, wenn es ausschließlich aus Gerichten und Lebensmitteln besteht, die die Vorschriften in Nummer 6.1. bis 6.3. erfüllen.

Das Bio-Menü kann auch vorverpackte Lebensmittel umfassen, die dem Verbraucher direkt in ihrer Originalverpackung anzubieten und mit dem Hinweis auf die Einhaltung der ökologischen/biologischen Produktion zu versehen sind.

Wenn das Menü Getränke umfasst, müssen diese die Bedingungen in Absatz 1 und 2 erfüllen.

## **Produktionsvorschriften für die Zertifizierung als „ökologisches/biologisches Restaurant“**

6.5. Alle vom Verpflegungsbetrieb aufbereiteten Gerichte, Lebensmittel und Menüs müssen die Bestimmungen in Nummer 6 erfüllen.

6.6. Alle Lebensmittel, die dem Endverbraucher direkt und ohne Verarbeitung durch den Verpflegungsbetreiber einschließlich der Getränke serviert werden, müssen, mit Ausnahme von Wasser und Kochsalz, der ökologischen/biologischen Produktion entsprechen.

6.7. Abweichend von Nummer 7.1. dürfen Jagd- oder Fischereierzeugnisse auf Jahresbasis höchstens 50 % des Einkaufswerts aller vom Verpflegungsbetrieb verwendeten Zutaten ausmachen.

6.8. Nicht ökologische//biologische Erzeugnisse dürfen in den für Lagerung, Aufbereitung und Verkauf vorgesehenen Räumen nur in Mengen aufbewahrt werden, die den Vorschriften in Nummer 7.1. bis 7.3. entsprechen. Diese müssen in einem Register erfasst werden, das täglich aktualisiert wird.

## **7. Ausnahmeregeln für die Produktion**

7.1. Abweichend zu den Vorschriften in Nummer 5. bis 7. kann der Verpflegungsbetreiber, wenn für eine von der Zertifizierung betroffene Zutat ausnahmsweise keine ökologischen/biologischen Erzeugnisse verfügbar sind, für diese Zutat vorübergehend ein nicht ökologisches/biologisches Erzeugnis verwenden.

In diesem Fall muss der Verpflegungsbetreiber:

- seiner Kontrollstelle unverzüglich schriftlich die Nichtverfügbarkeit mitteilen, unter Angabe der betroffenen Zutaten und Mengen, der Dauer und des Grundes; bei den Zertifizierungssystemen „ökologisches/biologisches Gericht/Menü“ und „ökologisches/biologisches Restaurant“ sind in der Mitteilung auch die betroffenen Gerichte, Lebensmittel und Menüs anzugeben;
- die Verbraucher in Echtzeit auf jede geeignete Weise unter Angabe der betroffenen Zutat über diese Nichtverfügbarkeit informieren; eine Berichtigung muss auf allen verwendeten Kommunikationsmedien angebracht werden, die auf die ökologische/biologische Beschaffenheit dieser Zutat, sowie auf die Gerichte, Lebensmittel und Menüs, die diese Zutat enthalten, hinweist.

7.2. Auf der Grundlage der übermittelten Informationen legt die Kontrollstelle die Dauer fest, für die die Ausnahme gilt. Diese beträgt in keinem Fall mehr als zwei Monate.

## **8. Verpflegung bei einmaligen Veranstaltungen**

8.1. Verpflegungsbetriebe können sich vorübergehend dem Zertifizierungssystem „ökologisches/biologisches Gericht/Menü“ anschließen, wenn sie für alle oder einen Teil der Lebensmittel, die sie ausschließlich für einzelne Veranstaltungen wie Messen, Ausstellungen oder Sportveranstaltungen aufbereiten, auf die ökologische/biologische Produktion verweisen wollen. Voraussetzung ist, dass der Umsatz aus dem Verkauf der Lebensmittel, für die die Bio-Zertifizierung gilt, bei diesen Veranstaltungen 15.000 Euro pro Jahr nicht übersteigt.

8.2. In diesem Fall wird der in Nummer 6.1 Absatz 3 festgelegte Zeitraum von zwölf Monaten durch die Dauer der Veranstaltung/en ersetzt.

## **Kapitel 3 Vorschriften für Kennzeichnung und Kommunikation**

### **9. Kommunikation**

9.1. Ein Verpflegungsbetreiber darf ausschließlich dann über ein Angebot an ökologischen/biologischen Erzeugnissen kommunizieren, wenn es einem in diesem Anhang definierten Zertifizierungssystem unterliegt, es sei denn, das Angebot betrifft nur verpackte ökologische/biologische Erzeugnisse, die mit den Angaben zur Konformität mit der Verordnung (EU) 2018/848 versehen sind und dem Endverbraucher direkt serviert werden.

Abgesehen von den in Nummer 10.2. genannten Fällen ist die Verwendung von Begriffen, auch in Handelsmarken oder Firmennamen, oder von Praktiken bei der Kennzeichnung oder Werbung verboten, die geeignet sind, den Verbraucher durch den Eindruck irrezuführen, dass ein Erzeugnis oder seine Zutaten mit der Verordnung (EU) 2018/848 oder mit diesem Erlass konform sind.

Die Verwendung des Logos der Europäischen Union für die ökologische/biologische Produktion ist in jedem Fall untersagt.

9.2. Im Zertifizierungssystem „ökologische/biologische Zutat“ darf der Verpflegungsbetreiber nur bei den Zutaten, die Gegenstand der Zertifizierung sind, auf die ökologische/biologische Erzeugung verweisen. Insbesondere dürfen die in Anhang IV der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Begriffe sowie ihre Ableitungen und Diminutive nur in direktem Zusammenhang mit der Erwähnung der betreffenden Zutaten in jeglichem Medium, einschließlich Speisekarten, Plakaten, Prospekten, Schaufenstern/-kästen oder Webseiten, verwendet werden. Diese Kommunikation muss in Echtzeit mit den Zutaten abgeglichen werden, die unter das in Nummer 12 genannte Zertifikat fallen.

Im Zertifizierungssystem „ökologisches/biologisches Gericht/Menü“ darf der Verpflegungsbetreiber nur bei den Gerichten, Lebensmitteln und Menüs, die Gegenstand der Zertifizierung sind, auf die ökologische/biologische Erzeugung verweisen. Insbesondere dürfen die in Anhang IV der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Begriffe sowie ihre Ableitungen und Diminutive nur in direktem Zusammenhang mit der Erwähnung der betreffenden Gerichte, Lebensmittel oder Menüs in jeglichem Medium (Speisekarten, Schaufenstern/-kästen, Plakate, Prospekte, Webseiten, etc.) verwendet werden. Diese Kommunikation muss in Echtzeit mit den Gerichten, Lebensmitteln und Menüs abgeglichen werden, die unter das in Nummer 12 genannte Zertifikat fallen.



Im Zertifizierungssystem „ökologisches/biologisches Restaurant“ kann der Verpflegungsbetreiber bei allen seinen Gerichten, Lebensmitteln und Menüs allgemein oder spezifisch sowie in seinem Firmennamen oder Firmenschild auf die ökologische/biologische Erzeugung hinweisen, auch durch die Verwendung der in Anhang IV der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Begriffe sowie deren Ableitungen und Diminutive. Nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse, die der Verpflegungsbetreiber gemäß Nummer 7. verwendet, müssen den Verbrauchern klar und deutlich und in Echtzeit durch jedes geeignete Medium, einschließlich Speisekarten, Plakaten, Prospekten, Schaufenstern/-kästen oder Webseiten, bekannt gemacht werden. Insbesondere sind die Verbraucher darüber zu informieren, dass Jagd- und Fischereierzeugnisse nicht unter das Qualitätssystem für die ökologische/biologische Erzeugung fallen.

## **Kapitel 4 Meldung, Zertifizierung und Kontrollvorschriften**

### **10. Meldung**

10.1. Bevor die Verpflegungsbetreiber in Anwendung dieses Anhangs über ein ökologisches/biologisches Angebot informieren, müssen sie ihre Tätigkeit der Dienststelle melden. Für diese Meldung gelten die Bestimmungen aus Artikel 8.

10.2. Abweichend von Nummer 11.1. müssen Verpflegungsbetreiber im Rahmen einer Zertifizierung, die sich nur auf die Verpflegung bei einmaligen Veranstaltungen gemäß Nummer 9 bezieht, ihre Tätigkeit der Kontrollstelle melden. Diese überprüft die Konformität der Tätigkeit mit diesem Anhang und stellt das Zertifikat gemäß Nummer 12 aus.

Diese Meldung hat spätestens zwei Wochen vor dem Termin der jeweiligen Veranstaltung zu erfolgen.

### **11. Zertifizierung**

11.1. Die Verpflegungsbetreiber dürfen in Anwendung dieses Anhangs über ein ökologisches/biologisches Angebot nur dann informieren, wenn sie im Besitz eines gültigen Zertifikats sind, das von einer in Anhang 6 aufgeführten Kontrollstelle ausgestellt wurde, die für verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, einschließlich Erzeugnisse der Aquakultur, für Zwecke der menschlichen Ernährung, d. h. die Erzeugniskategorie D, zuständig ist.

11.2. Die Kontrollstellen stellen jedem Verpflegungsbetrieb, der seine Tätigkeit gemäß Nummer 11. gemeldet hat und die Bestimmungen dieses Anhangs erfüllt, ein Zertifikat aus.

Dieses Zertifikat enthält:

- a) eine Dokumentnummer;
- b) eine Identifizierung des Verpflegungsbetreibers: eindeutige Nummer des Bio-Unternehmers, Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und Firmenname;
- c) eine Identifizierung der Kontrollstelle: Codenummer und Firmenname;
- d) Angabe des Zertifizierungssystems/der Zertifizierungssysteme, für das/die der Verpflegungsbetrieb geprüft wird, mit:
  - o der Liste der betreffenden Zutaten für das Zertifizierungssystem „Ökologische/biologische Zutaten“;
  - o der Liste der betreffenden Gerichte, Lebensmittel und Menüs für das Zertifizierungssystem „ökologisches/biologisches Gericht/Menü“;
- e) der Anschrift des Ortes, an dem die betreffenden Lebensmittel verzehrt oder zum Mitnehmen verkauft werden, oder im Falle eines integrierten Verpflegungssystems die Anschrift aller Orte, an denen die betreffenden Lebensmittel verzehrt oder zum Mitnehmen verkauft werden, und gegebenenfalls der Zentralküche oder der zentralen Stelle für den Einkauf und die Referenzierung der Lieferanten;
- f) eine Bescheinigung über die Konformität mit den Vorschriften dieses Anhangs;
- g) die Gültigkeitsdauer des Zertifikats.

11.3. Betriebseinheiten eines Verpflegungsbetreibers, die nicht Teil eines integrierten Verpflegungssystems sind, werden einer unabhängigen Zertifizierung unterzogen.

11.4. Ein Verpflegungsbetreiber kann den Umfang seiner Zertifizierung erweitern, indem er bei seiner Kontrollstelle einen entsprechenden Antrag einreicht. Diese stellt ein neues Zertifikat gemäß Nummer 12.2. aus.

11.5. Verpflegungsbetreiber müssen an dem Ort oder den Orten, an denen sie ihre Erzeugnisse verkaufen, für den Verbraucher sichtbar aushängen:

- entweder ihr Zertifikat,
- oder einen Auszug aus ihrem Zertifikat, der mindestens die in Nummer 12.2. Absatz 2 Buchstaben a, b, c und g genannten Informationen, das/die betreffende(n) Zertifizierungssystem(e) und die Anschrift der betreffenden Verkaufsstelle enthält, ergänzt durch die in Nummer 12.6. genannte Internetadresse, unter der die Bescheinigung abgerufen werden kann.

11.6. Die Kontrollstellen veröffentlichen auf ihrer Webseite eine aktuelle Liste der von ihnen ausgestellten gültigen Zertifikate.

## 12. Kontrollen

12.1. Vorbehaltlich anderer Regelungen gelten die Bestimmungen aus Kapitel VI der Verordnung (EU) 2018/848, mit Ausnahme von Artikel 43, die damit verbundenen untergeordneten Rechtsakte sowie Artikel 10 bis 16 dieses Erlasses *mutatis mutandis*.

12.2. Die jährlichen, im Rahmen der Zertifizierungen durchgeführten Prüfungen, die sich nur auf die Verpflegung bei einmaligen Veranstaltungen gemäß Nummer 9 beziehen, umfassen eine physische Inspektion vor Ort bei mindestens 25 % der Veranstaltungen und 25 % der betroffenen Unternehmer.

12.3. Die Kontrollen zur Überprüfung der Einhaltung dieses Anhangs werden bei der Berechnung der Prozentsätze gemäß Artikel 38 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2018/848 und Anhang 5 Nummer 1.3° dieses Erlasses nicht berücksichtigt.

Diese Kontrollen umfassen jedes Jahr mindestens 10 % unangekündigte Stichprobenkontrollen, die auf der Grundlage der Anzahl der jährlichen Kontrollen berechnet werden und zu diesen hinzukommen.

12.4. Bei integrierten Verpflegungssystemen finden die Kontrollen auf den jeweils geeigneten Ebenen statt, je nachdem, welche Bereiche kontrolliert werden sollen, also Zentraldienst, Zentralküche oder Betriebseinheiten.

## 13. Register

13.1. Die Verpflegungsbetriebe müssen Register führen, anhand derer die Einhaltung dieses Anhangs nachgewiesen werden kann.

Diese Register müssen enthalten:

- eine Liste aller gekauften Zutaten mit Angaben dazu, ob es sich um ökologische/biologische oder nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse handelt, sowie zu den gekauften Mengen und zum Kaufdatum; die Belege (Rechnungen, Lieferscheine, etc.) sind beigelegt;
- Rezeptblätter für alle aufbereiteten Gerichte und Lebensmittel mit Angabe der benötigten Zutatengrößen pro Einheit des Gerichts oder Lebensmittels;
- Liste der aufbereiteten Speisen und Lebensmittel mit Angabe, ob sie ökologisch/biologisch zertifiziert sind oder nicht, aufbereitete Mengen und Daten der Aufbereitung; die Belege (Kassenbons, Bestellscheine, etc.) sind beigelegt;
- Speisekarten;
- Informationen zu den in Nummer 8. genannten Fällen von Nichtverfügbarkeit;
- Dokumentation zum Transport der in Nummer 4.6. c) genannten biologischen Erzeugnisse.

Die Daten in diesen Registern sind mindestens zwei Jahre lang aufzubewahren.

13.2. Die Verpflegungsbetriebe müssen ihrer Kontrollstelle die in Nummer 14.1. genannten Register zur Verfügung stellen.

## 14. Gebühren

14.1. Die Verpflegungsbetriebe zahlen ihrer Kontrollstelle eine Gebühr, um die mit ihrer Zertifizierung verbundenen Prüfkosten zu decken.

14.2. Jede Kontrollstelle legt die Tabelle der von den Verpflegungsbetreibern zu entrichtenden jährlichen und auf eine Einzelveranstaltung bezogenen Gebühren auf der Grundlage der folgenden Referenzbeträge fest:

### Jährliche Gebühr:

Variablen	Betrag
- Gesamter Jahresumsatz aus Verpflegungstätigkeiten bis zu 348.540 Euro	366 Euro
- 1 bis 10 ökologische/biologische Zutaten oder 1 bis 2 ökologische/biologische Gerichte oder ökologisches/biologisches Restaurant	

### Aufschlag auf die jährliche Gebühr:

Variablen	Betrag
- Für jede weitere Tranche des gesamten Jahresumsatzes aus Verpflegungstätigkeiten in Höhe von 116.180 Euro:	
○ zwischen 348.501 und 697.080 Euro	116 Euro
○ zwischen 697.081 und 23.236.000 Euro	58 Euro
○ über 23.236.000 Euro	35 Euro
- Pro Gruppe von 1 bis 10 zusätzlichen ökologischen/biologischen Zutaten, mit einer Obergrenze von mehr als 30 Zutaten	174 Euro
- Pro Gruppe von 1 bis 2 ökologischen/biologischen Gerichten, mit einer Obergrenze von mehr als 6 Zutaten	174 Euro
- Pro zusätzlicher Niederlassungseinheit (integriertes Verpflegungssystem)	181 Euro

### Gebühr pro Einzelveranstaltung:

Variablen	Betrag
- Pro Einzelveranstaltung	181 Euro

14.3. Die von den Kontrollstellen festgesetzten Beträge der Gebühren ohne Mehrwertsteuer können um bis zu fünfzehn Prozent von den in Nummer 15.2. genannten Referenzbeträgen abweichen, die nach den Bestimmungen in Nummer 15.4. indexiert werden.

14.4. Die in Nummer 15.2. aufgeführten Beträge sowohl für die Gebühren als auch für die Umsätze werden jährlich zum 1. Januar auf der Grundlage des Gesundheitsindex für den Monat September des Vorjahres gegenüber dem Index für den Monat September 2021 indexiert.

14.5. Kombiniert ein Verpflegungsbetrieb mehrere in diesem Anhang enthaltene Zertifizierungssysteme, so muss er die jährliche Gebühr und den an den Jahresumsatz gekoppelten Aufschlag auf diese Gebühr nur einmal zahlen.

14.6. Unternehmer, die gemäß Verordnung (EU) 2018/848 für eine Tätigkeit der Erzeugung, Aufbereitung, des Vertriebs, der Lagerung, der Einfuhr oder der Ausfuhr ökologischer/biologischer Erzeugnisse zertifiziert sind, für die Zertifizierung von Verpflegungstätigkeiten bei einmaligen Veranstaltungen gemäß Nummer 9 keine Gebühr entrichten, wenn die betreffende(n) Veranstaltung(en) in direktem Zusammenhang mit der Haupttätigkeit steht/stehen und an einem Ort stattfindet/stattfinden, der im Rahmen der Zertifizierung dieser Tätigkeit geprüft wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 2

### **Detaillierte Vorschriften für die Produktion bestimmter Tierarten oder Gruppen bestimmter Tierarten**

Übereinstimmend mit Artikel 20 Verordnung (EU) 2018/848 enthält dieser Anhang detaillierte Vorschriften für die Produktion bestimmter Tierarten oder Gruppen bestimmter Tierarten.

#### **Kapitel 1 Geltungsbereich und allgemeine Bestimmungen**

1.1° Dieser Abschnitt enthält die Produktionsvorschriften für die folgenden Tierarten und -unterarten:

- a) Strauße und ihre Produkte;
- b) Wachteln und ihre Produkte;
- c) Schnecken der Arten und Unterarten *Helix aspersa*, *Helix aspersa maxima* und *Helix pomatia* und ihre Produkte.

1.2° Vorbehaltlich weiterer Bestimmungen gelten für die in Nummer 1.1. genannten Arten die allgemeinen Produktionsvorschriften der Verordnung (EU) 2018/848, ihrer delegierten Rechtsakte und ihrer Durchführungsrechtsakte.

#### **Kapitel 2 Produktionsvorschriften**

##### *2.1° Umstellung*

2.1.1° Der Umstellungszeitraum gemäß Nummer 1.2.2 Teil II Anhang II der Verordnung (EU) 2018/848 wird für Strauße auf acht Monate und für Wachteln auf sechs Wochen festgesetzt.

2.1.2° Damit Schnecken als ökologische/biologische Erzeugnisse verkauft werden können, müssen die Tiere ab dem Schlupf gemäß den Methoden der ökologischen/biologischen Produktion aufgezogen werden.

##### *2.2° Herkunft der Tiere*

2.2.1° Für die Anwendung von Nummer 1.3.4.4.1, Teil II, Anhang II der Verordnung (EU) 2018/848 wird das Höchstalter für die Einsetzung von nichtökologisch/nichtbiologisch gehaltenen Tieren in eine biologische Produktionseinheit bei Strauße und Wachteln auf drei Tage festgesetzt.

2.2.2° Für die Anwendung von Nummer 1.3.4.4.2, Teil II, Anhang II der Verordnung (EU) 2018/848 wird der maximale Prozentsatz für die Einsetzung von ausgewachsenen männlichen Tieren und weiblichen Tieren, die noch keine Eier gelegt haben, bei Straußen auf 10 % festgesetzt.

### 2.3° Besatzdichte und Mindestfläche der Innen- und Außenbereiche

2.3.1° Es gelten die folgenden Mindestnettoflächen, die den Tieren in den Gebäuden und im Freien zur Verfügung stehen:

Art	Alter	Mindestfläche des Innenraums (m <sup>2</sup> /Tier)	Mindestfläche des Außenraums (m <sup>2</sup> /Tier)
Strauße	6 bis 12 Wochen	1,5	10
	12 Wochen bis 12 Monate	2,5	125
	12 Monate und mehr	4	200
Legewachteln		0,025	0,2
Fleischwachteln		0,02	0,4
Schnecken	Mehr als 7 Tage	-	Höchstens 330 Tiere/m <sup>2</sup> und 4 kg Lebendgewicht/m <sup>2</sup>

2.3.2° Die Gesamtbesatzdichte, die die Anzahl der Tiere pro Hektar festlegt und 170 kg N/ha/Jahr entspricht, ist die folgende:

- fünfzig Strauße von unter drei Monaten;
- zwanzig Strauße von drei bis zwölf Monaten;
- zehn Strauße von mehr als zwölf Monaten.

### 2.4° Merkmale der Gebäude, Außenbereiche und Haltungsbedingungen

#### 2.4.1° Wachteln

2.4.1.1° Ein Stall für die Wachtelzucht besteht aus Abteilen, in denen höchstens 300 Tiere untergebracht werden dürfen. Jedes Abteil ist mit Staubbädern von mindestens 0,4 m<sup>2</sup> pro 100 Wachteln auszustatten.

2.4.1.2° Die Aufzucht-dauer von Fleischwachteln beträgt mindestens sechs Wochen.

2.4.1.3° Ab einem Alter von 15 Tagen müssen Wachteln Zugang zu den Außenbereichen erhalten.

2.4.1.4° Außenbereiche können mit einem Netz oder einem Maschendrahtzaun abgedeckt werden.

#### 2.4.2° Schnecken

2.4.2.1° Ab einem Alter von 20 Tagen und außerhalb der Winterruhe für Zuchttiere müssen Schnecken in grasbewachsenen Freilandgehegen gezüchtet werden, die mit einem Netz überspannt und mit Unterschlupfen versehen sein können.

2.4.2.2° Am Ende eines jeden Mastdurchgangs müssen die Freilandgehege mindestens drei Monate lang leer gehalten werden.

#### 2.4.3° Strauße

2.4.3.1° Die Aufzucht-dauer von Straußen beträgt mindestens acht Monate.

2.4.3.2° Ab einem Alter von sechs Wochen müssen Strauße Zugang zu den Außenbereichen erhalten.

### 2.5° Vorbereitung der Produkte

Nachdem die Schnecken aus den Freilandgehegen entfernt wurden, ist eine fünf- bis zehntägige Fastenzeit erlaubt. Das Verbrühen von Schnecken hat mit kochendem Wasser zu erfolgen, ohne Verwendung von Essig.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS



### Anhang 3

#### **Meldeverfahren und Inhalt der Meldung**

1.1. Um ihre Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 8 zu melden, übermitteln die Unternehmer und Unternehmergruppen der Dienststelle das von diesem festgelegte Meldeformular, das vollständig ausgefüllt ist.

1.2. Das Meldeformular enthält die folgenden Informationen:

1° die Identifikationsdaten des Unternehmers oder der Unternehmergruppe, d. h.:

Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, Firmenname, Rechtsform des Unternehmens, Anschrift des Unternehmenssitzes und, im Falle einer Unternehmergruppe, Liste der Mitglieder;

2° Kontaktdaten der Person, die im Unternehmen für die ökologische/biologische Produktion verantwortlich ist, d. h.: Vor- und Nachname, Funktion, Telefonnummer und E-Mail-Adresse;

3° Art(en) der Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion;

4° eine Erklärung über die Übertragung der Verantwortung für die ökologische/biologische Produktion im Falle der Vergabe von Unteraufträgen und, wenn die Verantwortung nicht übertragen wird, die Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und die Namen der betreffenden Subunternehmer;

5° bei der Übernahme von Produktionsmitteln unter ökologischer/biologischer Kontrolle die Identifikationsdaten des abtretenden Unternehmers oder der Unternehmergruppe, d. h.: Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen und Bezeichnung des abtretenden Unternehmers;

6° Identifikationsdaten der zugelassenen Kontrollstelle, insbesondere Name der Kontrollstelle und Kopie des mit der Kontrollstelle geschlossenen Dienstleistungsvertrags;

7° das gewünschte Datum des Eintritts in das System der ökologischen/biologischen Kontrolle und Zertifizierung, falls nach dem Eingangsdatum der vollständigen und gültigen Anmeldung.

1.3. Die Einreichung des Meldeformulars bei der Dienststelle hat entweder über die elektronische Schnittstelle „Mein Bereich“ des Online-Verfahrens, postalisch per Brief oder per E-Mail, an die auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegebene Adresse zu erfolgen.

Unternehmergruppen müssen ihr Meldeformular zwingend über die Schnittstelle „Mein Bereich“ übermitteln.

1.4. Nachdem die Dienststelle die Vollständigkeit und Gültigkeit einer Meldung überprüft hat, weist sie dem Unternehmer oder der Unternehmergruppe eine eindeutige Identifikationsnummer zu und gibt das Datum des Eintritts in das System der ökologischen/biologischen Kontrolle und Zertifizierung an.

1.5. Zur Identifizierung der Unternehmer und Unternehmergruppen sowie ihrer Aktivitäten kann die Dienststelle deren Daten konsultieren, die bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen, im System „SANITEL“ oder im Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem „InVeKoS“ gespeichert sind.

1.6. Um die Dienststelle über alle Änderungen der Angaben in ihrer Meldung sowie über ihren Rückzug aus der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 8 zu unterrichten, müssen die Unternehmer und Unternehmergruppen das Meldeformular und das Einreichungsverfahren unter Punkt 1.1. bis 1.3. verwenden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 4

**Gebührenordnung der von den Kontrollstellen gemäß Artikel 78 und 80 der Verordnung (EU) 2017/625 erhobenen Gebühren**

In dieser Gebührenordnung werden die Unter- und Obergrenzen für die Gebühren festgelegt, die die Unternehmer gemäß Artikel 9 an die Kontrollstellen zahlen müssen.

*1° Erzeuger*

1.1° Zur Deckung der Kosten für Kontrollen, einschließlich der Reise- und Analysekosten, legt die Kontrollstelle die Tabelle der von den Erzeugern zu entrichtenden Jahresgebühren entsprechend dem folgenden Punktesystem fest:

<b>Berücksichtigte Elemente</b>	<b>Punktezahl</b>
Grundbetrag für eine Produktionseinheit	1.670
Pro zu kontrollierendem Drittunternehmen, Subunternehmer, dem die Verantwortung für die ökologische/biologische Produktion nicht übertragen wurde	2.030
Pro ha Naturgebiet, Wald oder landwirtschaftlicher Fläche, die/der für die Ernte von spontan wachsenden Wildpflanzenarten genutzt wird	20,4
Pro ha Naturschutzgebiet	20,4
Pro ha Weihnachtsbäume	280
Pro ha diversifiziertem Gemüseanbau, ohne Gewächshaus und Tunnel	825
Pro ha Freilandgemüseanbau	460
Pro ha Ackerbau	81
Pro ha Wiese, Gründüngung oder Brache	61
Pro ha Niederstammobstanbau	410
Pro ha Hochstammobstanbau	280
Pro ha kaltes Gewächshaus oder Tunnel	2.460
Pro ha beheiztes Gewächshaus	4.950
Pro m <sup>2</sup> für die Champignonzucht	1,65
Pro m <sup>2</sup> für die Produktion von Keimlingen, Sprossen oder jungen Trieben	1,65
Pro m <sup>2</sup> für Chicorée- oder Zichorienproduktion	1,65
Pro m <sup>2</sup> für die Produktion von Zierpflanzen oder Kräutern im Topf, die mit dem Topf an den Endverbraucher verkauft werden	1,65
Pro m <sup>2</sup> für die Produktion von Setzlingen in Containern, die pikiert oder umgepflanzt werden	1,65
Pro Rind unter 1 Jahr	6,3
Pro Rind von 1 bis 2 Jahren	9,5
Pro Rind über 2 Jahre	12,4
Pro Mutterkuh	21
Pro Milchkuh	30

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
Pro vermarktetem Schwein	4,7
Pro Sau oder Eber	30
Pro vermarktetem Lamm	2
Pro Mutterschaf	4,5
Pro Milchziege oder -schaf	7,7
Pro stillender Stute/Hengst	21
Pro Milchstute	30
Pro 10 vermarkteter Masthähnchen	3,4
Pro 10 Legehennen	10,2
Pro 10 vermarkteter Truthähne	6,8
Pro 10 vermarkteter Enten	6,8
Pro 100 vermarkteter Wachteln	1,2
Pro 100 Legewachteln	3,6
Pro 10 kg Lebendgewicht Forelle aus eigener Zucht	1,7
Pro vermarktetem Strauß	4,7
Pro Zuchtstrauß	15,1
Pro Mutterkaninchen	6,1
Pro vermarktetem Hirsch	5
Pro Rehkuh oder Rehbock	15,1
Pro kg Lebendgewicht vermarkteter Schnecken	1

(\*) Gebiete, die einen Schutzstatus im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur oder des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 8. Juni 1989 über den Schutz von Feuchtgebieten von biologischem Interesse genießen, d. h.: zugelassenes Naturschutzgebiet (NSG), staatliches Naturschutzgebiet (staatliches NSG), Waldschutzgebiet (WSG), Feuchtgebiet von biologischem Interesse.

1.2° Abgesehen von den Punkten, die mit den Kontrollen von Drittunternehmen verbunden sind, wird die Mindestanzahl der Punkte eines Betriebs auf 2.500 Punkte festgesetzt.

## 2° Unternehmergruppen

2.1° Zur Deckung der Kosten für Kontrollen, einschließlich der Reisekosten, legt die Kontrollstelle die Tabelle der Jahresgebühren fest, die von den Unternehmergruppen gemäß Artikel 36 der Verordnung (EU) 2018/848 entsprechend dem nachstehend aufgeführten Punktesystem zu entrichten sind:

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
Grundbetrag	1.790
Pro Mitglied der Gruppe, ab dem 11. Mitglied	179
Pro Mitglied der Gruppe, die Gegenstand der externen Kontrolle ist	Anzahl der Punkte, die sich aus der

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
	Anwendung der Tabelle in Nummer 1.1° auf alle Mitglieder der Gruppe ergeben, geteilt durch die Anzahl der Mitglieder

### 3° Aufbereitungs-, Vertriebs-, Lagerungs-, Import- oder Exportunternehmen

3.1° Zur Deckung der Kosten für Kontrollen, einschließlich der Reise- und Analysekosten, legt die Kontrollstelle die Tabelle der Jahresgebühren fest, die von den Aufbereitungs-, Vertriebs-, Lagerungs-, Import- oder Exportunternehmen entsprechend dem nachstehend aufgeführten Punktesystem zu entrichten sind:

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
Grundbetrag pro Betriebsstätte:	
- die ausschließlich für die ökologische/biologische Erzeugung genutzt wird	1.790
- die für die ökologische/biologische Erzeugung und eine nichtökologische/nichtbiologische Erzeugung genutzt wird	2.200
Pro weiterer Betriebsstätte:	
- die ausschließlich für die ökologische/biologische Erzeugung genutzt wird	1.200
- die für die ökologische/biologische Erzeugung und eine nichtökologische/nichtbiologische Erzeugung genutzt wird	1.470
Pro zu kontrollierendem Drittunternehmen, Subunternehmer, dem die Verantwortung für die ökologische/biologische Produktion nicht übertragen wurde	2.030
Pro verwendeter ökologischer/biologischer Zutatenart - nur anwendbar auf Tätigkeiten der Aufbereitung, nicht auf Verpackung und Kennzeichnung:	120
- Zutat, die ausschließlich in ökologischer/biologischer Qualität verwendet wird	147
- Zutat, die in ökologischer/biologischer Qualität und in nichtökologischer/nichtbiologischer Qualität verwendet wird	
Pro aufbereiteter oder importierter ökologischer/biologischer Produktart - nur anwendbar auf die Tätigkeiten der Aufbereitung, einschließlich Verpackung und Kennzeichnung, und der Einfuhr:	
- nur in ökologischer/biologischer Qualität vorgehaltenes Produkt	180
- in ökologischer/biologischer und in nichtökologischer/nichtbiologischer Qualität vorgehaltene Produkt	220
Pro Teilbetrag von 6.311,50 Euro des CAB (*)	
- bis 1.577.875 Euro	115
- von 1.577.876 Euro bis 7.889.375 Euro	57,5
- von 7.889.376 Euro bis 18.934.500 Euro	34,5
- von 18.934.501 Euro bis 31.557.500 Euro	20
	11,5

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
- über 31.557.501 Euro	

(\*) Unter CAB ist der Jahresumsatz der Tätigkeiten im ökologischen/biologischen Sektor zu verstehen.

3.2° Für Tätigkeiten, die darin bestehen, die Verpackung von vorverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen zu ändern, d. h. die Verpackung, wird der für die Berechnung der Punkte verwendete CAB auf 65 % seines Wertes reduziert.

Bei Tätigkeiten, die darin bestehen, ökologische/biologische Erzeugnisse in unverschlossenen Verpackungen oder in loser Schüttung ohne Änderung der Verpackung oder Kennzeichnung zu vermarkten, also dem Vertrieb von losen Erzeugnissen, wird der für die Berechnung der Punkte verwendete CAB auf 50 % seines Wertes reduziert.

Bei Tätigkeiten, die darin bestehen, vorverpackte ökologische/biologische Erzeugnisse zu kennzeichnen, ohne die Verpackung oder die Etikettierung zu ändern, wird der für die Berechnung der Punkte verwendete CAB auf 25 % seines Wertes reduziert.

Für Tätigkeiten, die darin bestehen, vorverpackte ökologische/biologische Erzeugnisse ohne Änderung der Verpackung oder Kennzeichnung zu vermarkten, also den Vertrieb von vorverpackten Erzeugnissen, wird der für die Berechnung der Punkte verwendete CAB auf 15 % seines Wertes gesenkt.

Bei Einfuhr- und Ausfuhr Tätigkeiten wird der für die Berechnung der Punkte verwendete CAB auf 25 % seines Wertes reduziert.

3.3° Für Aufbereitungstätigkeiten, mit Ausnahme von Verpackung und Etikettierung, ist die Punktzahl, die auf der Grundlage der Anzahl der verwendeten ökologischen/biologischen Zutatenarten und der Anzahl aufbereiteter ökologischer/biologischer Produktarten erreicht wird, auf maximal 50 % der Punktzahl, die auf der Grundlage des CAB erreicht wird, begrenzt.

3.4° Die Mindestpunktzahl eines Unternehmens wird auf 6.000 Punkte festgesetzt. Dieser Schwellenwert kann jedoch in den folgenden Fällen herabgesetzt werden:

- für Unternehmen, die mit der ökologischen/biologischen Erzeugung beginnen, wird dieser Schwellenwert in den ersten beiden Jahren nach Erhalt der vollständigen und gültigen Meldung ihrer Aktivitäten auf 4.450 Punkte gesenkt;
- für Unternehmen die in der Aufbereitung, mit Ausnahme von Verpackung und Kennzeichnung, tätig sind, und deren CAB weniger als 15.779 EUR beträgt, wird dieser Schwellenwert auf 2.075 Punkte gesenkt;
- für Unternehmen, die vorverpackte Erzeugnisse vertreiben und deren CAB unter 63.115 EUR liegt, wird dieser Schwellenwert auf 3.280 Punkte gesenkt, sofern folgende Bedingungen erfüllt sind: Das Unternehmen hat nur eine einzige zu prüfende Betriebsstätte und nimmt pro Jahr nicht mehr als zehn verschiedene Lieferanten in Anspruch.

3.5° Wenn ein Unternehmen mehrere verschiedene Arten von Tätigkeiten wie Aufbereitung, Vertrieb, Lagerung, Import oder Export kombiniert, ist die Gesamtpunktzahl gleich der Summe der Punkte, die für jede Art von Tätigkeit gemäß den Punkten 3.1° bis 3.3° erzielt wurden, wobei nur einmal gezählt wird:

- der Grundbetrag;
- der Aufschlag pro zusätzlicher Betriebsstätte, wenn die verschiedenen Arten von Tätigkeiten dieselben Betriebsstätten betreffen;

- die Aufschläge pro Art der verwendeten ökologischen/biologischen Zutat und pro Art des aufbereiteten oder eingeführten ökologischen/biologischen Produkts, wenn die verschiedenen Arten von Tätigkeiten dieselben Zutaten und Erzeugnisse betreffen.

3.6° Ein landwirtschaftlicher oder Aquakulturerzeuger zahlt keine spezielle Gebühr für die Kontrolle einer Aufbereitungstätigkeit, wenn diese Tätigkeit die folgenden Bedingungen erfüllt:

- es werden nur Arten von Agrar- oder Aquakulturerzeugnissen gekauft, die der eigene Betrieb nicht selbst erzeugt;
- es werden mindestens 75 Gewichtsprozent der verwendeten Agrar- oder Aquakulturerzeugnisse, ausgenommen Lösungen für Mazerate, im eigenen Betrieb erzeugt.

#### 4° Verkaufsstellen

4.1° Zur Deckung der Kosten für Kontrollen, einschließlich der Reisekosten, legt die Kontrollstelle die Tabelle der Jahresgebühren fest, die von den Unternehmen, die direkt an den Verbraucher oder an den Endnutzer der ökologischen/biologischen Erzeugnissen verkaufen, nach dem folgenden Punktesystem zu entrichten sind:

Berücksichtigte Elemente	Punktezahl
Jahresumsatz für den Kauf von ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die in unverpackter Form verkauft werden sollen:	
- unter 18.935 Euro:	
○ mit Verkauf von unverpackten, nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	2.000
○ ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	1.665
	2.592
von 18.935 Euro bis 75.738 Euro:	
○ mit Verkauf von unverpackten, nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	2.163
○ ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	3.313
	2.764
von 75.739 Euro bis 126.230 Euro:	
○ mit Verkauf von unverpackten, nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	4.034
○ ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	3.364
- über 126.230 Euro:	
○ mit Verkauf von unverpackten, nichtökologischen/nichtbiologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	
○ ohne Verkauf von unverpackten, nicht ökologischen/biologischen Erzeugnissen, die ökologischen/biologischen Erzeugnissen ähnlich sind	
Pro weiterer Verkaufsstelle, ab der zweiten	1.200



4.2° Ein Erzeuger oder ein Unternehmen, der/das in der Aufbereitung, im Vertrieb, der Lagerung, Einfuhr oder Ausfuhr ökologischer/biologischer Produkte tätig ist, zahlt keine spezielle Gebühr für die Kontrolle einer Tätigkeit, die im direkten Verkauf von unverpackten ökologischen/biologischen Produkten an den Verbraucher oder Endnutzer besteht, wenn der jährliche Einkaufsumsatz der ökologischen/biologischen Produkte, die in unverpackter Form verkauft werden, weniger als 6.312 Euro beträgt.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, wird die Höhe der jährlichen Gebühr, die für die Tätigkeit des Direktverkaufs von unverpackten ökologischen/biologischen Erzeugnissen an den Verbraucher oder Endnutzer zu entrichten ist, in Anwendung der Tabelle in Nummer 4.1° festgelegt, wobei von der erreichten Gesamtpunktzahl 472 Punkte abgezogen werden.

### **5° Mindest- und Höchstgrenzen für die Gebühr**

Die Gebühr ohne Mehrwertsteuer, die die Kontrollstelle von den Unternehmern erhebt, ist gleich der erreichten Punktzahl, multipliziert mit einem Faktor zwischen den folgenden Mindest- und Höchstgrenzen:

- Mindestgebühr: Faktor 0,153 Euro;
- Höchstgebühr: Faktor 0,232 Euro.

Dieser Faktor kann separat festgelegt werden für:

- Produktion;
- Aufbereitung, Vertrieb, Lagerung, Einfuhr und Ausfuhr;
- Direktverkauf an den Verbraucher oder Endnutzer.

### **6° Verstärkte Kontrollen**

Die Kosten der verstärkten Kontrollen, die in Anwendung des gemeinsamen Maßnahmenkatalogs in Anlage 8 zu diesem Erlass durchgeführt werden, werden dem Unternehmer von den Kontrollstellen auf der Grundlage der folgenden Mindest- und Höchstgrenzen, ohne Kosten für eventuelle Analysen, in Rechnung gestellt:

Gebühr (pro 1/2 Stunde Kontrolle)	Im Unternehmen	Im Amt
Mindestens	37,9 Euro	25,2 Euro
Höchstens	56,8 Euro	37,9 Euro

### **7° Indexierung**

Die in Nummer 5° und 6° genannten Beträge sowie die Beträge für den Jahresumsatz und den Jahreseinkauf von ökologischen/biologischen Erzeugnissen in Nummer 3° und 4° werden jährlich am 1. Januar auf der Grundlage des Gesundheitsindex für September des Vorjahres gegenüber September 2021 indiziert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 5

### **Detaillierte Beschreibung der Aufgaben der amtlichen Kontrolle und der Aufgaben im Zusammenhang mit anderen amtlichen Tätigkeiten, die auf Kontrollstellen übertragen werden**

Gemäß Artikel 10 und in Anwendung von Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 enthält dieser Anhang eine detaillierte Beschreibung der Aufgaben der amtlichen Kontrolle und der Aufgaben im Zusammenhang mit anderen amtlichen Tätigkeiten, die Gegenstand der Übertragung sind, einschließlich der Berichterstattungspflichten und weiterer spezifischer Pflichten, sowie der Bedingungen, unter denen die Kontrollstelle diese Aufgaben ausführen darf.

#### **Kapitel 1 Planung und Durchführung von Kontrollen und Probenahmen**

1.1° Wenn die Kontrollstelle über die Meldung eines Unternehmers informiert wird, führt sie die Erstkontrolle spätestens 30 Werktage nach dem Datum des Beginns der Umsetzung der Kontrollregelung, wie in Artikel 8 definiert, durch.

Die Kontrollstelle entnimmt außerdem in jeder Produktionseinheit in Umstellung gemäß Artikel 3 Absatz 11 der Verordnung (EU) 2018/848 eine Probe des Bodens, eines pflanzlichen oder eines tierischen Erzeugnisses und führt eine Analyse durch, um festzustellen, ob Erzeugnisse oder Stoffe vorhanden sind, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 9 Absatz 3 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) 2018/848 nicht zulässig ist. Die Probenahme wird zwischen 12 und 24 Monaten nach Beginn der Umstellung der Produktionseinheit durchgeführt.

1.2° Die von den Kontrollstellen durchgeführten Kontrollen sind in die folgenden Kategorien unterteilt:

- a) Erstkontrolle: die erste Überprüfung der Konformität eines Unternehmers oder einer Unternehmergruppe, die alle Tätigkeiten des Unternehmers umfasst und gemäß den Bestimmungen in Nummer 1.1° durchgeführt wird; wird unter den jährlichen Kontrollen gebucht;
- b) jährliche Kontrolle : eine Konformitätsprüfung, die mindestens einmal jährlich in einem oder mehreren Besuchen durchgeführt wird und die gesamte Tätigkeit des Unternehmers bei allen Unternehmern und Unternehmergruppen unter der Überwachung der Kontrollstelle gemäß Artikel 38 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2018/848 umfasst;
- c) verstärkte Kontrolle: wird im Rahmen der Anwendung des in Anhang 7 festgelegten gemeinsamen Maßnahmenkatalogs durchgeführt und wird nicht unter den jährlichen Kontrollen oder Stichprobenkontrollen gebucht;
- d) Stichprobenkontrolle, wird zusätzlich zu den unter Buchstabe a) genannten Kontrollen durchgeführt, in Anwendung von Artikel 38 Absatz 4 Buchstabe b) der Verordnung (EU) 2018/848;
- e) Nachkontrolle, mit der überprüft werden soll, ob der betreffende Unternehmer nach Feststellung eines Verstoßes Korrekturmaßnahmen ergriffen hat; wird nicht unter den jährlichen Kontrollen oder Stichprobenkontrollen gebucht;
- f) Gegenkontrolle, bei der zwischen verschiedenen Kontrollstellen Informationen über bestimmte, zwischen Unternehmern gehandelte Produkte, ausgetauscht und verglichen werden;
- g) externe Kontrolle, die von der Kontrollstelle bei einem Unternehmer, der Mitglied einer Unternehmergruppe ist, gemäß Artikel 38 Absatz 4 Buchstabe d) der Verordnung (EU) 2018/848 durchgeführt wird.

1.3° Die Mindestprozensätze in Artikel 7 der Durchführungsverordnung (EU) 2021/279 vom 22. Februar 2021 mit Durchführungsbestimmungen zu Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Kontrollen und anderer Maßnahmen zur Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit und Konformität in der ökologischen/biologischen Produktion sowie der Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen werden für ihre Umsetzung durch die Kontrollstellen wie folgt festgelegt:

- a) alljährlich werden mindestens 10 % aller amtlichen Kontrollen wie in Nummer 1.2° Buchstabe b), d) und g) ohne Vorankündigung durchgeführt;
- b) alljährlich werden zusätzlich zu den jährlichen Kontrollen in Nummer 1.2° Buchstabe b) mindestens 50 % Stichprobenkontrollen durchgeführt; bei den Stichprobenkontrollen kann es sich um Teilkontrollen zur Überprüfung einer begrenzten Anzahl von Punkten handeln; in diesem Fall legt die Kontrollstelle die Art der Kontrollen nach den Besonderheiten des Unternehmers und dem Inhalt seiner Unterlagen fest; verstärkte Kontrollen und Nachkontrollen werden bei der Einhaltung des festgelegten Prozentsatzes nicht berücksichtigt;
- c) alljährlich werden mindestens 50 % der Anzahl der Unternehmer, mit Ausnahme der gemäß Artikel 34 Absatz 2 und Artikel 35 Absatz 8 der Verordnung (EU) 2018/848 ausgenommenen Unternehmer, gemäß Artikel 14 Buchstabe h) der Verordnung (EU) 2017/625 beprobt;
- d) alljährlich werden mindestens 10 % der Mitglieder jeder Unternehmergruppe gemäß Artikel 14 Buchstabe h) der Verordnung (EU) 2017/625 beprobt;
- e) alljährlich werden mindestens 20 % der Unternehmer, die einer Unternehmergruppe angehören, mindestens jedoch zehn Unternehmer, einer externen Kontrolle unterzogen. Wenn die Unternehmergruppe nicht mehr als zehn Mitglieder hat, werden alle Mitglieder im Rahmen der Konformitätsprüfung gemäß Artikel 38 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2018/848 kontrolliert.

Darüber hinaus sind mindestens 5 % der unter Buchstabe b) genannten Stichprobenkontrollen Gegenkontrollen.

1.4° Zu den Zwecken von Artikel 38 Absatz 3 Buchstabe b) der Verordnung (EU) 2018/848 wird der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe als mit einer geringen Wahrscheinlichkeit eines Verstoßes bewertet, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) Art, Größe und Struktur der Unternehmer und Unternehmergruppen: Der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe bringt nur ökologische/biologische Erzeugnisse oder Umstellungserzeugnisse auf den Markt; die Zahl seiner/ihrer Beschäftigten beträgt nicht mehr als drei;
- b) Dauer des Zeitraums, in dem die Unternehmer und Unternehmergruppen ihre Tätigkeiten im Bereich der Erzeugung, der Aufbereitung und des Vertriebs ökologischer/biologischer Erzeugnisse ausgeübt haben: Der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe hat seine/ihre Tätigkeiten mindestens fünf Jahre lang ausgeübt und dabei die weiter oben unter Buchstabe a) genannte Bedingung erfüllt;
- c) Art, Menge und Wert der Erzeugnisse und zeitliche Entwicklung dieser Parameter: Wenn der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe eine Aufbereitungstätigkeit ausübt, beträgt sein/ihr Bio-Umsatz weniger als siebenhunderttausend Euro;
- d) Anwendung von Abweichungen oder Ausnahmen von der Anwendung der Regeln durch einzelne Unternehmer und Unternehmergruppen: Für die Tätigkeiten des betreffenden Unternehmers bzw. Unternehmergruppe gelten keine Abweichungen oder Ausnahmen;
- e) kritische Punkte, die zu Verstößen führen können, und die Wahrscheinlichkeit von Verstößen auf jeder Stufe der Produktion, der Aufbereitung und des Vertriebs: Gegen den/die betreffende/n Unternehmer bzw. Unternehmergruppe liegen keine Beschwerden seitens betroffener Dritter vor; der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe setzt keine Leiharbeitskräfte ein;

f) Unterauftragsvergabe: Der/die betreffende Unternehmer bzw. Unternehmergruppe greift für keinerlei Tätigkeit auf Subunternehmer zurück.

1.5° Das Risikobewertungsverfahren, das die Kontrollstelle der Dienststelle zur vorherigen Genehmigung gemäß Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a) Ziffer i) der Verordnung (EU) 2018/848 vorlegt, legt fest:

- a) die Planung der in Nummer 1.3° vorgesehenen Kontrollen und Probenahmen;
- b) die Identifizierung der Unternehmer, die den Kontrollen in Nummer 1.3° unterzogen werden;
- c) die Identifizierung der Unternehmer und der Erzeugnisse, die den Probenahmen in Nummer 1.3° unterzogen werden, sowie die Art der überprüften Erzeugnisse.

## **Kapitel 2 Durchführung und Interpretation der Analysen**

2.1° Die an pflanzlichen und tierischen Erzeugnissen durchgeführten Analysen dienen der Kontrolle der rechtswidrigen Verwendung nicht zugelassener Produkte, einschließlich der Verwendung von genetisch veränderten Organismen oder von aus solchen Organismen gewonnenen Produkten, sowie des möglichen Vorhandenseins von Rückständen mutmaßlicher Umweltverschmutzungen.

2.2° Die Analysen der bei den Produzenten beprobten pflanzlichen Erzeugnisse betreffen insbesondere Herbizide, Fungizide, Insektizide, Akarizide, Molluskizide, Bakterizide, Rodentizide, Repellents, keimhemmende Substanzen, Wachstumsregulatoren, Reifungsverzögerer und -beschleuniger.

2.3° Zusätzlich zu den im vorherigen Punkt genannten Produkten werden bei den Analysen der pflanzlichen Produkte, die bei den Aufbereitern und Importeuren beprobt wurden, auch Lebensmittelzusatzstoffe, Farbstoffe, Aromen, Geschmacksverstärker, Konservierungsmittel, Trägerstoffe, Lösungsmittel und sonstige Verarbeitungshilfsstoffe untersucht.

2.4° Die Analysen tierischer Erzeugnisse betreffen insbesondere chemisch-synthetische allopathische Tierarzneimittel, Antibiotika, Beruhigungsmittel, Kokzidiostatika, wachstums- oder produktionsfördernde Stoffe, Zusatzstoffe, Konservierungsmittel und andere Verarbeitungshilfsstoffe wie Nitrate und Sorbate in Milch und Nitrite, Nitrate, Sulfite, Phosphate und Glutamate in Fleisch und Fleischerzeugnissen.

2.5° Gemäß Artikel 29 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2018/848 wird, wenn eine Analyse das Vorhandensein von Produkten oder Stoffen nachweist, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 9 Absatz 3 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) 2018/848 nicht erlaubt ist, eine amtliche Untersuchung durchgeführt, um den Ursprung und die Ursache dieses Vorhandenseins festzustellen. Außerdem wird das von der Probenahme betroffene Produkt bis zum Vorliegen der Ergebnisse der amtlichen Untersuchung vorläufig aus dem Verkehr gezogen bzw. von der Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktionskette ausgeschlossen.

Wird bei einer Analyse ein Pestizid nachgewiesen, dessen Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion gemäß Artikel 24 Absatz 1 Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 nicht zulässig ist, so wird das von der Probenahme betroffene Erzeugnis nicht als ökologisches/biologisches Erzeugnis oder Umstellungserzeugnis vermarktet, wenn:

- a) das von der Probenahme betroffene Erzeugnis nicht gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 außerhalb des Gebiets der Region Wallonien gewonnen wurde, und;
- b) die gemessene Pestizidkonzentration höher ist als das Eineinhalbfache der Bestimmungsgrenze gemäß Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe der Verordnung (EG) Nr. 396/2005 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Februar 2005 über Höchstgehalte an Pestizidrückständen in oder auf Lebens- und Futtermitteln pflanzlichen und tierischen Ursprungs und zur Änderung der Richtlinie 91/414/EWG des Rates.



Gemäß Buchstabe b) hängt die zu berücksichtigende Bestimmungsgrenze von dem nachgewiesenen Schädlingsbekämpfungsmittel und der Art des von der Probenahme betroffenen Erzeugnisses ab. Die zu berücksichtigende Bestimmungsgrenze ist über die Online-Datenbank der Europäischen Kommission „*Pesticides Database*“ abrufbar. Andernfalls gilt ein Grenzwert von 0,015 mg/kg.

Liegt die gemessene Pestizidkonzentration über dem in Unterabsatz 2 festgelegten Grenzwert, so wendet die Kontrollstelle außerdem eine gemäß Anhang 8 festgelegte Maßnahme an, es sei denn, der Unternehmer weist zur Zufriedenheit der Kontrollstelle nach, dass die gefundenen Rückstände das Ergebnis einer unbeabsichtigten, nicht systematischen Verunreinigung sind, die auf einen Faktor zurückzuführen ist, der außerhalb der Anforderungen der ökologischen/biologischen Produktion liegt.

Liegt die gemessene Pestizidkonzentration unter dem in Unterabsatz 2 festgelegten Grenzwert oder entspricht sie diesem, so trifft die Kontrollstelle auf der Grundlage der Untersuchungsergebnisse eine Entscheidung über das Inverkehrbringen oder die Verwendung des betreffenden Erzeugnisses und über die Verhängung von Sanktionen gegen den Unternehmer.

Das Ergebnis ergänzender Laboranalysen ist ein Mittel der Untersuchung, um die Stichhaltigkeit der vorgebrachten Argumente zu beurteilen. Diese Fälle werden von der Kontrollstelle mit der Dienststelle eingehend besprochen.

### **Kapitel 3 Benennung amtlicher Labore zur Durchführung von Analysen, Tests und Diagnosen an Proben, die im Rahmen der amtlichen Kontrollaufgaben im Zusammenhang mit der Umsetzung der Verordnung (EU) 2018/848 und des vorliegenden Erlasses entnommen werden**

3.1° Ein Labor, das sich bewerben und gemäß Artikel 10 benannt werden möchte, stellt per Post oder E-Mail einen schriftlichen Antrag an die Dienststelle. Dieser Antrag muss mindestens die folgenden Elemente enthalten:

- a) Name, Anschrift und eine Kopie der Satzung des antragstellenden Labors;
- b) Namen Telefonnummer und E-Mail-Adresse einer natürlichen Person, die für alle durchgeführten Tests verantwortlich ist;
- c) im Falle eines Labors mit Sitz in einem anderen Mitgliedstaat den Nachweis, dass das Labor von der zuständigen Behörde dieses Mitgliedstaats im Rahmen der Zuständigkeiten, für welche die Benennung beantragt wird, als amtliches Labor benannt worden ist;
- d) Eine ausführliche Beschreibung der Aufgaben, die das Labor als amtliches Labor durchführt, und der dabei angewandten Verfahren;
- e) gegebenenfalls die schriftliche Verpflichtung des Labors, die analysierten Proben ein Jahr lang für die Dienststelle bereitzuhalten und drei Jahre lang die Aufzeichnung der analysierten Proben und ihrer Ergebnisse aufzubewahren;
- f) die aktuellste Akkreditierungsurkunde für die Norm EN ISO/IEC 17025;
- g) eine Erklärung, dass das Labor alle in Artikel 37 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2017/625 genannten Bedingungen erfüllt.

Die Dienststelle teilt dem Antragsteller die Entscheidung über die Benennung mit, nachdem sie ggf. eine Besichtigung der Einrichtungen durchgeführt hat. Die Entscheidung umfasst eine schriftliche und detaillierte Beschreibung der Vorkehrungen, die erforderlich sind, um eine wirksame und effiziente Koordinierung und Zusammenarbeit zwischen dem Labor und den zuständigen Behörden zu gewährleisten.

Die Dienststelle veröffentlicht die Liste der benannten Labore auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft. Die Benennung gilt auf unbestimmte Zeit, solange die oben aufgeführten Bedingungen erfüllt sind.

3.2° Wenn das Labor die in Nummer 3.1 f) genannte Bedingung nicht erfüllt, kann die Dienststelle eine Ausnahme von dieser Anforderung gewähren, wenn das Labor nachweist, dass es die in einem



der Artikel der Verordnung (EU) 2017/625, nämlich Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe b) und Absatz 2, Artikel 41 oder Artikel 42, festgelegten Bedingungen erfüllt.

3.3° Zum Erhalt seiner Benennung erfüllt das amtliche Labor die folgenden Bedingungen:

- a) es nimmt alle Arten von Analyseaufträgen, für die das Labor benannt ist, an und führt sie durch;
- b) es verwendet nur die Informationen, die von der Dienststelle im Rahmen des jeweiligen Auftrags mitgeteilt wurden;
- c) es nimmt gegebenenfalls auf Ersuchen der Dienststelle an nationalen oder internationalen Ringversuchen teil;
- d) es teilt der Dienststelle jede Änderung der im Benennungsbeschluss enthaltenen Informationen mit;
- e) es gewährleistet die Qualität der erbrachten Leistungen.

3.4° Die Dienststelle führt die Prüfungen der amtlichen Labore durch, es sei denn, sie ist der Auffassung, dass sich solche Kontrollen mit der Bewertung der Akkreditierung gemäß Artikel 37 Absatz 4 Buchstabe e) der Verordnung (EU) 2017/625 überschneiden.

Die Labore stellen der Dienststelle auf Anfrage die Prüfberichte der Akkreditierungsstelle oder andere Dokumente zur Verfügung.

3.5° Die Dienststelle kann die Benennung eines Labors ganz oder für bestimmte Aufgaben sofort zurückziehen:

- a) in den in Artikel 39 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2017/625 genannten Fällen;
- b) wenn das Labor seinen Verpflichtungen gemäß Verordnung 2017/625 und ihren Durchführungsverordnungen sowie den spezifischen Verordnungen, die für das Labor in Bezug auf die Aufgaben gelten, für die es benannt wurde, nicht nachkommt, insbesondere wenn die mit der Benennung verbundenen Gebühren nicht gezahlt werden, das Labor nicht mehr über einen leitenden Analytiker oder über amtlich zugelassene Laboranalytiker in einer für die durchzuführenden Aufgaben ausreichenden Zahl verfügt.

Die Dienststelle informiert das Labor per Brief oder E-Mail über seine Absicht, die Benennung zurückzunehmen. Wünscht das Labor eine Anhörung, teilt es dies der Dienststelle innerhalb von zehn Werktagen nach Erhalt des Beschlusses über den Entzug der Benennung mit. Die Dienststelle kann die Benennung des Labors auch zurücknehmen, wenn dieses selbst es beantragt.

Bei Rücknahme der Benennung muss die Liste der amtlichen Labore sofort angepasst werden.

#### **Kapitel 4 Besondere Bestimmungen für die Durchführung amtlicher Kontrollen zur Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit auf allen Stufen der Produktion, der Aufbereitung und des Vertriebs sowie der Einhaltung der Verordnung (EU) 2018/848**

4.1° Die Kontrollstelle schließt eine Vereinbarung mit der für die Verwaltung des SANITEL-Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Tieren zuständigen Stelle, um regulären Zugang zu Informationen über die Herden und Tiere der kontrollierten Unternehmer für alle Arten, für die ein SANITEL-System in Betrieb ist, zu erhalten.

4.2° Die Kontrollstelle entnimmt jährlich Proben von Fleisch oder Fleischerzeugnissen von einem Mindestanteil von 5 % der Rinder, die für die Vermarktung mit Bezug auf die ökologische/biologische Produktion geschlachtet werden, und führt mittels DNA-Analyse eine Kontrolle der Übereinstimmung dieser Proben mit dem biologischen Material der entsprechenden Tiere durch, die von den Erzeugern in Anwendung dieses Erlasses entnommen wurden.

4.3° Für die Zwecke der Anwendung von Artikel 15 Absatz 1 Buchstabe d) der Verordnung (EU) 2017/625 muss der Unternehmer in den Aufbereitungseinheiten, in denen auch nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse verarbeitet, verpackt oder gelagert werden, seiner

Kontrollstelle mindestens drei Tage im Voraus die Pläne für die ökologische/biologische Produktion vorlegen.

4.4° Für die Zwecke der Anwendung von Artikel 36 Absatz 1 Buchstabe e) der Verordnung (EU) 2018/848 erfordert die Einhaltung des Konzepts der geografischen Nähe, dass die Produktionstätigkeiten der Mitglieder der Unternehmergruppe auf dem Gebiet der Wallonie stattfinden.

### **Kapitel 5 Informationsaustausch zwischen Kontrollstelle und Dienststelle**

#### *5.1° Technische Unterlagen*

Die Stelle, welche die Übertragung der Aufgaben der amtlichen Kontrolle gemäß Artikel 10 dieses Erlasses beantragt, legt der Dienststelle die in Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Elemente sowie die gemäß Anhang 4 erstellte Tabelle der Gebühren für Unternehmer zur vorherigen Genehmigung vor.

Die Kontrollstelle meldet der Dienststelle sämtliche späteren Änderungen dieser Elemente vor dem Datum, an dem sie in Kraft treten.

#### *5.2° Besondere Entscheidungen der zuständigen Behörde*

Gemäß Artikel 21 übermittelt die Kontrollstelle des Unternehmers, der von einer Entscheidung der zuständigen Behörde betroffen ist, der Dienststelle Unterlagen, die neben einem Vorschlag für die Entscheidung die Kontaktdaten des betroffenen Unternehmers, d. h. seinen Namen und seine Unternehmensnummer bei der ZDU, die Zertifizierungsstelle des Unternehmers und das Datum des Antrags enthalten. Gemäß der betreffenden Bestimmung enthalten die Unterlagen auch die folgenden Informationen:

<b>Code</b>	<b>Betroffene Bestimmungen</b>	<b>Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen</b>
D01	Verordnung (EU) 2018/848, Artikel 10 Absatz 3	Aktuelle Bedeckung der Parzellen Art der geplanten Produktion Kennzeichnung der Parzellen Fläche Datum des Beginns der Umstellung Dauer des Zeitraums, der rückwirkend als Umstellungszeitraum anerkannt werden soll Begründung: Z.B. Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums, wobei Verordnung 1305/2013 sicherstellt, dass keine Produkte verwendet wurden, die nicht für die ökologische/biologische Produktion zugelassen sind; zu dokumentieren. Z.B. Natur- oder Landwirtschaftsgebiet, das mindestens drei Jahre lang nicht mit für die ökologische/biologische Produktion nicht zugelassenen Mitteln behandelt wurde; zu dokumentieren.
D02	Verordnung (EU) 2018/848, Artikel 25	Name und Beschreibung der betroffenen nichtökologischen/nichtbiologischen Zutat landwirtschaftlichen Ursprungs

Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
		<p>Vorgesehene Verwendung der Zutat</p> <p>Begründung der Nichtverfügbarkeit der Zutat in ökologischer/biologischer Form</p> <p>Begründung der Unmöglichkeit, eine Alternative in ökologischer/biologischer Form zu verwenden</p> <p>Beantragte Dauer, höchstens 6 Monate</p> <p>Handelt es sich um eine Verlängerung? J/N</p>
D03	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil I Nummer 1.7.2.	<p>Beschreibung der Verunreinigung, Art, Menge</p> <p>Lokalisierung der Verunreinigung</p> <p>Erklärung der möglichen Umstände der Verunreinigung</p> <p>Begründeter Vorschlag zur Verlängerung der Umstellungsfrist</p>
D04	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil I Nummer 1.7.3.	<p>Verwendetes Produkt/Substanz</p> <p>Art und Umfang der behandelten Produktion</p> <p>Kennzeichnung der Parzellen</p> <p>Dosis und Anzahl der Anwendungen</p> <p>Datum der Behandlungen</p> <p>Detaillierte Begründung, obligatorische Bekämpfungsmaßnahme oder wissenschaftlicher Versuch</p>
D05	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.1 d)	<p>Art des Vermehrungsguts, Samen, Knolle, Pflanze oder anderes</p> <p>Art und Sorte</p> <p>Betroffene Menge und Fläche</p> <p>Hintergrund, Forschung, Feldversuche in kleinem Maßstab zu Erhaltungszwecken, Produktentwicklung</p> <p>Nachweis des Bedarfs</p>
D06	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil II Nummer 1.3.4.4.	<p><b>D06a Anfänglicher Aufbau der Herde</b></p> <p>Art</p> <p>Rasse</p> <p>Anzahl der einzusetzenden Jungtiere, Geschlecht und Alter oder Gewicht</p> <p>Nachweis, dass keine ökologischen/biologischen Tiere zur Verfügung stehen</p> <p><b>D06b Erneuerung der Herde</b></p> <p>Art</p> <p>Rasse des vorhandenen Viehbestands</p> <p>Aktuelle Größe des Viehbestands</p> <p>Eingesetzte Rasse</p> <p>Erwachsene männliche Tiere, Anzahl und Alter</p>

Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
		<p>Nulliparen, Anzahl und Alter  Bei Überschreitung des Schwellenwerts, 10 % Rinder/Equiden oder 20 % Sonstige), begründen Sie:  Erhebliche Ausweitung der Viehzucht? Wenn ja, erläutern Sie dies.  Änderung der Rasse? Wenn ja, erläutern Sie dies.  Neue Spezialisierung? Wenn ja, erläutern Sie dies.</p> <p>Nachweis, dass keine ökologischen/biologischen Tiere zur Verfügung stehen</p>
D07	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil II Nummer 1.7.8.	<p><b>D07a Kupieren der Schwänze (Schafe)</b></p> <p>Rasse  Anzahl der Tiere, nach Geschlecht  Durchschnittsalter der Tiere zum Zeitpunkt des Eingriffs  Methode des Eingriffs  Detaillierte Begründung der Erfordernis, Gesundheit, Wohlbefinden, Hygiene der Tiere</p> <p><b>D07b Stutzen des Schnabels</b></p> <p>Art und Stamm  Anzahl der Tiere  Alter der Tiere zum Zeitpunkt des Eingriffs  Methode des Eingriffs  Detaillierte Begründung der Erfordernis, Gesundheit, Wohlbefinden, Hygiene der Tiere</p> <p><b>D07c Enthornung</b></p> <p>Art und Rasse  Anzahl der Tiere  Durchschnittsalter der Tiere zum Zeitpunkt des Eingriffs  Methode des Eingriffs  Detaillierte Begründung des Bedarfs, Gesundheit, Wohlergehen, Hygiene von Tieren, Sicherheit der Arbeiter</p> <p><b>D07d Entfernung von Hornknospen</b></p> <p>Art und Rasse  Anzahl der Tiere  Durchschnittsalter der Tiere zum Zeitpunkt des Eingriffs  Methode des Eingriffs  Detaillierte Begründung des Bedarfs, Gesundheit, Wohlergehen, Hygiene von Tieren, Sicherheit der Arbeiter</p>
D08	Verordnung (EU) 2018/848, Anhang II Teil III Nummer 3.1.2.1.	<p><b>D08a Zu Reproduktionszwecken</b></p> <p>Art und Rasse  Menge  Alter der einzusetzenden Tiere</p>

Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
		<p>Detaillierte Begründung des Bedarfs, keine ökologischen/biologischen Rassen verfügbar oder Einführung eines neuen Genbestands Herkunft, entweder wild oder konventionell Wenn wild, auf der Roten Liste der bedrohten Arten (IUCN) aufgeführt? J/N Wenn ja, gibt es ein Erhaltungsprogramm? J/N + Referenzen</p> <p><b>D08b Zu Vergrößerungszwecken</b></p> <p>Art und Rasse Menge Einzuführender Prozentsatz (höchstens 50 %) Alter der einzusetzenden Tiere Alter am Ende der Vergrößerung (mindestens 2/3 des Zyklus in Bio) Detaillierte Begründung des Bedarfs Art zum Stichtag 01.01.2022 in der EU gezüchtet? J/N</p>
D09	<p>Delegierte Verordnung (EU) 2020/2146 vom 24. September 2020 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates bezüglich Ausnahmen von den Produktionsvorschriften für die ökologische/biologische Produktion, Artikel 2 Absatz 1</p>	<p>Es ist in jedem Fall notwendig, die Katastrophe mithilfe von Informationen zu beschreiben und zu dokumentieren, die von Dritten erstellt wurden.</p> <p><b>D09a Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial (für andere Produktion als Vermehrungsmaterial)</b></p> <p>Art des Vermehrungsmaterials, Samen, Knolle, Pflanze,... Art und Sorte Betroffene Menge und Fläche Liste der betroffenen Parzellen Begründung für die Unmöglichkeit, ökologisches/biologisches Material zu verwenden</p> <p><b>D09b Einsetzung von nichtökologischen/nichtbiologischen Tieren</b></p> <p>Ort der Tierhaltung Landwirtschaftliche Nutzfläche Art Rasse des vorhandenen Viehbestands Größe des Viehbestands vor der Katastrophe, nach Tierart Anzahl der Todesfälle durch die Katastrophe, nach Tierart Rasse der einzusetzenden Tiere Anzahl, Alter und Art der einzusetzenden Tiere Geplantes Datum der Einsetzung Begründung der Notwendigkeit, Dokumentation, die bei hoher Sterblichkeit vorgelegt werden muss Nachweis, dass keine ökologischen/biologischen Tiere zur Verfügung stehen</p>

Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
		<p><b>D09c Verwendung von nichtökologischen/nichtbiologischen Tierfuttermitteln</b></p> <p>Betroffene Art und Rasse  Anzahl der betroffenen Tiere, nach Art  Menge der ökologischen/biologischen und Umstellungsfuttermittel, die durch die Katastrophe verloren gegangen sind, nach Futtermittelart  Verbliebene Menge an ökologischen/biologischen und Umstellungsfuttermitteln, nach Futtermittelart  Bedarfsschätzung, individueller Bedarf X Anzahl der Tiere X Anzahl der Tage, nach Futtermittel- und Tierart  Geplante Menge an nichtökologischen/nichtbiologischen Futtermitteln, nach Futtermittelart  Nachweise dafür, dass beim Einkauf keine ökologischen/biologischen und Umstellungsfuttermittel zur Verfügung stehen  Dauer der beantragten Ausnahmegenehmigung  Nachweise, z. B. Feststellungsprotokolle zu Schäden an den Kulturen</p> <p><b>D09d Weiden auf ökologisch/biologisch bewirtschafteten Flächen, Dichte und Innen-/Außenfläche pro Tier</b></p> <p>Betroffene Art und Rasse  Anzahl der betroffenen Tiere, nach Art  Ort, an dem die Tiere gehalten werden/auf der Weide sind  Weide, beantragte Fläche/Tier oder Dichte  Dauer der beantragten Ausnahmegenehmigung  Detaillierte Begründung des Bedarfs</p> <p><b>D09e Prozentualer Anteil von Raufutter in der Futtration</b></p> <p>Betroffene Art und Rasse  Anzahl der betroffenen Tiere, nach Art  Menge an nichtökologischem/nichtbiologischem und Umstellungsraufutter, das die durch die Katastrophe verloren ging, nach Futterart  Ort des Verlusts  Verbliebene Menge an ökologischem/biologischem und Umstellungsraufutter, nach Raufutterart  Bedarfsschätzung, individueller Bedarf X Anzahl der Tiere X Anzahl der Tage, nach Raufutter- und Tierart  Nachweise dafür, dass beim Einkauf kein ökologisches/biologisches und Umstellungsraufutter zur Verfügung stehen  Prozentualer Anteil des beantragten Raufutters in der Futtration  Dauer der beantragten Ausnahmegenehmigung  Nachweise, z. B. Feststellungsprotokolle zu Schäden an den Kulturen</p>



Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
		<p><b>D09f Verwendung von ökologischem/biologischem Honig, Pollen, Zuckersirupen oder Zucker zur Fütterung von Bienenvölkern</b></p> <p>Ort der betroffenen Bienenvölker  Anzahl der betroffenen Bienenvölker  Begründung für eine nicht klimabedingte Bedrohung des Überlebens der Bienenvölker  Art und Menge des beantragten Honigs, Pollens, Sirups oder Zuckers  Dauer der beantragten Ausnahmegenehmigung</p> <p><b>D09g Umsiedlung von Bienenvölkern in ein Gebiet, das nicht der Verordnung entspricht</b></p> <p>Begründung für die Bedrohung des Überlebens der Bienenvölker, zu dokumentieren  Ursprünglicher Ort  Zielort  Anzahl der betroffenen Bienenvölker  Beschreibung der örtlichen Gegebenheiten am Zielort  Dauer der beantragten Umsiedlung</p> <p><b>D09h Einsetzung von nichtökologischen/nichtbiologischen Tieren in Aquakultur</b></p> <p>Ort der Tierhaltung  Art  Menge der Tiere vor der Naturkatastrophe  Menge der durch die Katastrophe verlorenen Tiere  Anzahl und Beschreibung der einzusetzenden Tiere  Geplantes Datum der Einsetzung  Begründung der Notwendigkeit, Dokumentation, die bei hoher Sterblichkeit vorgelegt werden muss  Nachweis, dass keine ökologischen/biologischen Tiere zur Verfügung stehen</p> <p><b>D09i Verwendung von Schwefeldioxid bei der Herstellung von Weinbauerzeugnissen bis zum herkömmlichen Gehalt</b></p> <p>Ort der Weinproduktion  Art und Menge der betroffenen Weinbauerzeugnisse  Geplanter Stoff und Dosis  Begründung der Erfordernis und eventuelle Dokumentation</p>
D10	Durchführungsverordnung (EU) 2021/1165 der Kommission über die Zulassung bestimmter Erzeugnisse und Stoffe zur Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion und zur	<p>Stoff (E250 oder E252)</p> <p>Inkorporationsdosis der Substanz</p> <p>Art, Beschreibung und Menge der Produkte, denen der Stoff zugesetzt wird</p> <p>Begründung des Bedarfs</p>

Code	Betroffene Bestimmungen	Die von der Kontrollstelle übermittelte Akte enthält folgende Informationen
	Erstellung entsprechender Verzeichnisse (, Anhang V Teil A Abschnitt A1 Nummern E250 und E252	Begründung für die Unmöglichkeit, eine Alternative zu verwenden Dauer der beantragten Genehmigung

### 5.3° Liste der Unternehmer und Unternehmergruppen

5.3.1° Gemäß Artikel 34 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2018/848 übermitteln die Kontrollstellen der Dienststelle monatlich in digitaler Form eine Datei mit der aktuellen Liste der Unternehmer und Unternehmergruppen, die auf dem Gebiet der Region Wallonien einen oder mehrere unter ihrer Kontrolle stehende Standorte für die ökologische/biologische Produktion haben.

Diese Liste enthält in Tabellenform für jeden betroffenen Unternehmer und jede Unternehmergruppe die folgenden Angaben:

- a) Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- b) eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- c) Firmenname des Unternehmens;
- d) Rechtsform des Unternehmens;
- e) Adresse des Firmensitzes;
- f) Art des Unternehmers, der entweder ein einzelner Unternehmer oder eine Unternehmergruppe ist;
- g) Datum des Eintritts in das System der ökologischen/biologischen Kontrolle und Zertifizierung;
- h) Art(en) der Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion;
- i) Mischung der Tätigkeiten, die entweder vollständig ökologisch/biologisch oder ökologisch/biologisch und nichtökologisch/nichtbiologisch sind;
- j) Produktkategorie(n);
- k) Codenummer der Kontrollstelle;
- l) Link, Internetadresse, zum ausgestellten Zertifikat.

5.3.2° Die Kontrollstellen veröffentlichen auf ihrer Webseite die Zertifikate der Unternehmer und Unternehmergruppen, die ihrer Kontrolle unterstehen.

5.3.3° Die Dienststelle legt die Formatanforderungen fest, die für die in 5.3.1° genannte Tabelle und die Daten einzuhalten sind, sowie die technischen Anforderungen, die bei der Übertragung der Datei einzuhalten sind.

Die Dienststelle legt außerdem die zu berücksichtigenden Rubriken und die zugehörigen Codes für die in den Abschnitten 5.3.1° h) und j) genannten Daten fest.

### 5.4° Jahresbericht

5.4.1° Die von den Kontrollstellen übermittelten Jahresberichte ermöglichen der Dienststelle:

- a) eine angemessene Aufsicht über die Kontrollstellen zu gewährleisten, auch, um zu überprüfen, ob die übertragenen Aufgaben gemäß Artikel 40 der Verordnung (EU) 2018/848 wirksam, unabhängig und objektiv durchgeführt werden;
- b) ihren Pflichten zur Übermittlung von Informationen an die Europäische Kommission gemäß Artikel 51 Absatz 1 und 53 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2018/848 zu erfüllen;
- c) die Entwicklung der ökologischen/biologischen Produktion in Wallonien zu verfolgen und so ihre Rolle als Koordinator des von der wallonischen Regierung am 3. Juni 2021 verabschiedeten Plan de développement de la production biologique en Wallonie à l'horizon 2030 (Entwicklungsplan für den ökologischen Landbau in Wallonien bis 2030) auszuüben.

5.4.2° Die Kontrollstellen übermitteln der Dienststelle jährlich in digitaler Form die folgenden Dateien und Datentabellen:

- a) eine Datei mit der Bezeichnung „Jahresbericht - Unternehmer und Produktionsmittel“, welche die folgenden Datentabellen enthält:
  - 1° Unternehmer und Tätigkeiten;
  - 2° Primärproduktion von Tieren MP;
  - 3° Primärproduktion von Pflanzen MP;
  - 4° sonstige Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion MP;
- b) eine Datei mit der Bezeichnung „Jahresbericht - Produktionsmengen“, welche die folgenden Datentabellen enthält:
  - 1° Primärproduktion VP;
  - 2° sonstige Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion CA;
- c) eine Datei mit der Bezeichnung „Jahresbericht - Konformität“, die die folgenden Datentabellen enthält:
  - 1° Kontrollen;
  - 2° Maßnahmen;
  - 3° Analysen;
  - 4° Ausnahmeregelungen.

Die Dateien „Jahresbericht - Unternehmer und Produktionsmittel“ und „Jahresbericht - Konformität“ sind bis zum 31. Januar eines jeden Jahres mit den Daten für das vorhergehende Kalenderjahr zu übermitteln.

Die Datei „Jahresbericht - Produktionsmengen“ ist bis zum 30. September eines jeden Jahres mit den Daten für das vorhergehende Kalenderjahr zu übermitteln.

5.4.3° Die Tabelle „Unternehmer und Tätigkeiten“ gemäß Nummer 5.4.2° a) 1° listet die Unternehmer und Unternehmergruppen auf, die während des betreffenden Jahres unter der Kontrolle der Kontrollstelle standen, und gibt die Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion an, die von ihnen während dieses Jahres auf dem Gebiet der Region Wallonien durchgeführt wurden.

Daten über ein und den/dieselbe/n Unternehmer bzw. Unternehmergruppe werden nur in den Jahresbericht einer einzigen Kontrollstelle aufgenommen. Daten über einen Unternehmer oder eine Unternehmergruppe, die im Laufe des Jahres die Kontrollstelle gewechselt haben, werden nur in den Jahresbericht der neuen Kontrollstelle aufgenommen. Diese erhebt die erforderlichen Daten bei der ersten Kontrollstelle für den Teil des Jahres, in dem der Unternehmer oder die Unternehmergruppe unter der Kontrolle der ersten Kontrollstelle stand.

Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° eindeutige Bio-Unternehmernummer;
- 3° Nummer des Landwirts beim InVeKoS, sofern es sich um eine Tätigkeit in der Primärproduktion handelt und eine solche zugeteilt wurde;
- 4° Firmenname des Unternehmens;
- 5° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 6° Anzahl der Mitglieder, falls Unternehmergruppe;
- 7° Codenummer der Kontrollstelle;
- 8° von der ökologischen/biologischen Produktion betroffene Produktkategorie(n);
- 9° Arten von Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion;
- 10° Mischung der Tätigkeiten, die entweder vollständig ökologisch/biologisch oder ökologisch/biologisch und nichtökologisch/nichtbiologisch sind, für jede Tätigkeitsart;
- 11° Datum der Einführung des Kontrollsystems, für jede Tätigkeitsart;
- 12° Datum der Beendigung der Tätigkeit, für jede Tätigkeitsart, sofern im betreffenden Jahr anwendbar;

- 13° vollständiger Rückzug aus der ökologischen/biologischen Produktion, sofern im betreffenden Jahr anwendbar;
- 14° Anzahl der Tätigkeitsstandorte.

5.4.4° In der Tabelle „Primärproduktion von Tieren MP“ gemäß Nummer 5.4.2° a) 2° sind die Primärproduktionstätigkeiten in der Tierproduktion anzugeben, die auf dem Gebiet der Region Wallonien während des betreffenden Jahres von den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen durchgeführt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe, der/die an diesen Tätigkeiten beteiligt ist, muss diese die folgenden Angaben enthalten:

- 1° eindeutige Nummer des Bio-Unternehmers ;
- 2° Arten der Tierproduktion;
- 3° Herdennummer bei SANITEL, für jede Art der Tierproduktion, sofern zutreffend;.
- 4° Anzahl der vorhandenen Tiere, Viehbestand, für jede Art der Tierproduktion;
- 5° Datum des Beginns der Umstellung der Tiere für jede Art der Tierproduktion;
- 6° Datum der ökologischen/biologischen Zertifizierung der Tiere für jede Art der Tierproduktion;
- 7° Standort der Betriebsstätten für jede Art der Tierproduktion;
- 8° Datum der Einstellung der Tätigkeit für jede Art der Tierproduktion, sofern im betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.5° In der Tabelle „Primärproduktion von Pflanzen PM“ gemäß Nummer 5.4.2°, a) 3° sind die Primärproduktionstätigkeiten in der Pflanzenproduktion anzugeben, die auf dem Gebiet der Region Wallonien oder in Verbindung mit einer Betriebsstätte auf dem Gebiet der Region Wallonien während des Berichtsjahres von den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen durchgeführt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe, der/die an solchen Tätigkeiten beteiligt ist, muss diese die folgenden Angaben enthalten:

- 1° Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- 3° gesamte genutzte landwirtschaftliche Nutzfläche;
- 4° Arten der Pflanzenproduktion;
- 5° Rang der Pflanzenproduktion, Haupt- oder Nebenerwerb, für jede Art der Pflanzenproduktion;
- 6° Anzahl der Parzellen für jede Art der Pflanzenproduktion;
- 7° Fläche der Parzellen für jede Art der Pflanzenproduktion;
- 8° Region in Belgien oder Land, in dem die Parzellen liegen ;
- 9° Datum des Beginns der Umstellung der Parzellen;
- 10° Datum der ökologischen/biologischen Zertifizierung der Parzellen;
- 11° Umstellungsstatus der Parzellen, ob im ersten, zweiten, dritten Umstellungsjahr oder ökologisch/biologisch zertifiziert;
- 12° Standort/e der Betriebsstätten;
- 13° Datum der Beendigung der Tätigkeit, sofern im betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.6° In der Tabelle „Sonstige Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion MP“ gemäß Nummer 5.4.2° a) 4° sind die Tätigkeiten in den Bereichen Aufbereitung, Vertrieb und Verkauf an den Endverbraucher, Lagerung, Einfuhr, Ausfuhr und Verpflegung in der ökologischen/biologischen Produktion aufzuführen, die auf dem Gebiet der Region Wallonien während des betreffenden Jahres von den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen durchgeführt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe, die von solchen Tätigkeiten betroffen sind, muss diese folgende Angaben enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- 2° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 3° Arten von Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion;
- 4° Produktionsarten für jede Tätigkeitsart;
- 5° Datum der ökologischen/biologischen Zertifizierung der Produktion für jede Produktionsart;

- 6° Standort der Betriebsstätten für jede Produktionsart;
- 7° Datum der Einstellung der Tätigkeit für jede Produktionsart, sofern im betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.7° Die Tabelle „Primärproduktion VP“ gemäß Nummer 5.4.2° b) 1° hat die Mengen der ökologischen/biologischen Produkte oder Umstellungsprodukte anzugeben, die auf dem Gebiet der Region Wallonien oder in Verbindung mit einer Betriebsstätte auf dem Gebiet der Region Wallonien im betreffenden Jahr von den in Nummer 5.4.4° und 5.4.5° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen erzeugt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- 3° Arten der Produktion, Tierproduktion und Pflanzenproduktion;
- 4° Produktionsmittel für jede Art der Produktion, Tierproduktion und Pflanzenproduktion;
- 5° Mengen der Umstellungsprodukte, die für jede Art von Pflanzenproduktion erzeugt wurden;
- 6° Mengen der ökologischen/biologischen Produkte, die für jede Art von Tierproduktion und Pflanzenproduktion erzeugt wurden.

5.4.8° Die Tabelle „Andere Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion CA“ gemäß Nummer 5.4.2° b) 2° muss den Jahresumsatz aus den Tätigkeiten in den Bereichen Aufbereitung, Vertrieb und Verkauf an den Endverbraucher, Lagerung, Einfuhr, Ausfuhr und Verpflegung in der ökologischen/biologischen Produktion angeben, die in dem betreffenden Jahr auf dem Gebiet der Region Wallonien von den Unternehmern und Unternehmergruppen in Nummer 5.4.6° durchgeführt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- 2° Firmennamen des Unternehmens;
- 3° Codenummer der Kontrollstelle;
- 4° Arten von Tätigkeiten in der ökologischen/biologischen Produktion;
- 5° Jahresumsatz für jede Tätigkeitsart;
- 6° auf eigene Rechnung oder als Subunternehmer durchgeführte Tätigkeit für jede Tätigkeitsart.

5.4.9° In der Tabelle „Kontrollen“ gemäß Nummer 5.4.2° c) 1° sind die Kontrollen aufzuführen, die die Kontrollstelle im Laufe des betreffenden Jahres bei den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen zu den Tätigkeiten vorgenommen hat, die von diesen auf dem Gebiet der Wallonischen Region durchgeführten Tätigkeiten durchgeführt wurden. Für jeden Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmensnummer;
- 2° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 3° Codenummer der Kontrollstelle;
- 4° Art der Haupttätigkeiten des Unternehmers;
- 5° Kontrollarten;
- 6° Datum der Kontrolle für jede Kontrollart;
- 7° Name und Vorname des Kontrolleurs für jede Kontrollart;
- 8° Kontrolle mit oder ohne Vorankündigung für jede Kontrollart;
- 9° Kontrolle mit oder ohne physische Inspektion für jede Kontrollart;
- 10° Gegenkontrolle oder Nicht-Gegenkontrolle für jede Kontrollart;
- 11° vollständige Einstellung der ökologischen/biologischen Produktion, sofern in dem betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.10° In der Tabelle „Maßnahmen“ gemäß Nummer 5.4.2° c) 2° sind die Maßnahmen aufzuführen, die die Kontrollstelle im Laufe des betreffenden Jahres den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen in Bezug auf ihre auf dem Gebiet der Wallonischen Region



durchgeführten Tätigkeiten auferlegt hat. Für jeden betroffenen Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmernummer;
- 2° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 3° Codenummer der Kontrollstelle;
- 4° Art der Haupttätigkeiten des Unternehmers;
- 5° Arten der festgestellten Verstöße;
- 6° Arten von Maßnahmen, die für jede Verstoßart auferlegt wurden;
- 7° Datum der Kontrolle, die zu der Maßnahme geführt hat, für jede Maßnahmenart;
- 8° Datum des Beginns der Anwendung der Maßnahme für jede Maßnahmenart;
- 9° Datum des Endes der Anwendung der Maßnahme oder der zulässigen Frist für die Durchführung von Korrekturen oder Korrekturmaßnahmen für jede Maßnahmenart, falls zutreffend;
- 10° Datum der Nachkontrolle oder der verstärkten Kontrolle zur Überprüfung der Umsetzung von Korrekturen oder Korrekturmaßnahmen für jede Maßnahmenart, falls zutreffend;
- 11° vollständiger Rückzug aus der ökologischen/biologischen Produktion, falls in dem betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.11° In der Tabelle „Analysen“ gemäß Nummer 5.4.2° c) 3° sind die Analysen aufzuführen, die im Laufe des betreffenden Jahres im Rahmen der amtlichen Kontrollen bei den in Nummer 5.4.3° genannten Unternehmern und Unternehmergruppen zu den Tätigkeiten vorgenommen wurden, die diese auf dem Gebiet der Wallonischen Region durchgeführt haben. Für jeden betroffenen Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmernummer;
- 2° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 3° Codenummer der Kontrollstelle;
- 4° Art der Haupttätigkeiten des Unternehmers;
- 5° Nummern der Proben;
- 6° Datum der Probenahme für jede Probe;
- 7° Material, das Gegenstand der Probenahme war, für jede Probe;
- 8° Art der Analyse, erste Analyse oder Gegenanalyse, für jede Analyse;
- 9° Name des Labors, das die Analyse durchgeführt hat, für jede Analyse;
- 10° Name der nachgewiesenen Produkte, für jede Analyse, falls zutreffend;
- 11° Gehalt der nachgewiesenen Produkte für jede Analyse, falls zutreffend;
- 12° Konformität in Bezug auf das Vorhandensein und den Gehalt der Produkte für jede Analyse und jedes Produkt;
- 13° Analysetechnik, für jede Analyse;
- 14° vollständiger Rückzug aus der ökologischen/biologischen Produktion, falls in dem betreffenden Jahr anwendbar.

5.4.12° Die Tabelle „Ausnahmen“ gemäß Nummer 5.4.2° c) 4° muss die Ausnahmen enthalten, die im Berichtsjahr den Unternehmern und Unternehmergruppen in Nummer 5.4.3° in Bezug auf ihre auf dem Gebiet der Region Wallonien durchgeführten Tätigkeiten gewährt wurden. Nicht enthalten sein müssen Ausnahmen in Bezug auf die Verwendung von Pflanzenvermehrungsmaterial, das nicht aus ökologischer/biologischer Produktion stammt. Für jeden betroffenen Unternehmer und jede Unternehmergruppe muss die Tabelle die folgenden Daten enthalten:

- 1° eindeutige Bio-Unternehmernummer;
- 2° Region in Belgien oder Land, in dem sich der Hauptsitz des Unternehmens befindet;
- 3° Codenummer der Kontrollstelle;
- 4° Arten von Ausnahmen;
- 5° die jeweiligen Mengen für jede Art von Ausnahme;
- 6° Datum der Gewährung der Ausnahmeregelung für jede Art von Ausnahme;
- 7° Ablaufdatum der Ausnahmeregelung für jede Art von Ausnahme, falls zutreffend.



5.4.13° Die Dienststelle legt die Formatanforderungen fest, die für die in Nummer 5.4.2° bis 5.4.12° genannten Tabellen und Daten einzuhalten sind, sowie die technischen Anforderungen, die bei der Übertragung der Dateien zu beachten sind.

Sie legt die zu berücksichtigenden Rubriken und gegebenenfalls die zugehörigen Codes für die Daten fest, die in Nummer 5.4.3°, 8° und 9°, 5.4.4°, 2° und 4°, 5.4.5°, 4°, 5.4.6°, 3° und 4°, 5.4.7°, 5° und 6°, 5.4.8°, 4°, 5.4.9°, 4° und 5°, 5.4.10°, 4°, 5° und 6°, 5.4.11°, 4° und 13°, und 5.4.12°, 4° und 5° aufgeführt sind.

*5.5° Informationen, die unverzüglich zu melden sind*

Informiert die Kontrollstelle in Anwendung von Artikel 43 Absatz 2 von Verordnung (EU) 2018/848 unverzüglich andere Kontrollbehörden oder Kontrollstellen im Falle eines Verdachts auf einen Verstoß oder eines erwiesenen Verstoßes in Bezug auf Erzeugnisse, die der Kontrolle dieser anderen Kontrollbehörden oder Kontrollstellen unterliegen, so hat sie die Dienststelle auf die gleiche Weise zu informieren.

Wenn die Kontrollstelle Maßnahmen gemäß Artikel 42 der Verordnung (EU) 2018/848 ergreift, hat sie die Dienststelle darüber unverzüglich in Kenntnis zu setzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 6

**Liste der mit den Aufgaben der amtlichen Kontrolle gemäß Artikel 10 beauftragten Kontrollstellen**

Code-Nr.: BE-BIO-01

Datum der Befugnisübertragung: 11. August 1992

Name: CERTISYS

Unternehmensnummer (ZDU): 0445.344.915

Hauptsitz: 35, Square de Meuûs  
1000 Brüssel

Betriebssitz: Rue Joseph Bouché 57/3  
5310 Bolinne

Von der Befugnis gedeckte Produktkategorien:

- A : unverarbeitete Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse, einschließlich Saatgut und anderes Pflanzenvermehrungsmaterial;
- B : Tiere und unverarbeitete tierische Erzeugnisse;
- C : Algen und unverarbeitete Aquakulturerzeugnisse;
- D : verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, einschließlich Aquakulturerzeugnisse, die zur Verwendung als Lebensmittel bestimmt sind;
- E : Futtermittel;
- F : Wein;
- G : andere in Anhang I der Verordnung (UE) 2018/848 aufgeführte Erzeugnisse.

Code-Nr.: BE-BIO-02

Datum der Befugnisübertragung: 18. August 1992

Name: TÜV-NORD INTEGRA

Unternehmensnummer (ZDU): 0465.666.712

Hauptsitz: Statiestraat 164 A  
2600 Berchem

Betriebssitz: Rue Nanon 98  
5000 Namur

Von der Befugnis gedeckte Produktkategorien:

- A : unverarbeitete Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse, einschließlich Saatgut und anderes Pflanzenvermehrungsmaterial;
- B : Tiere und unverarbeitete tierische Erzeugnisse;

- C : Algen und unverarbeitete Aquakulturerzeugnisse;  
D : verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, einschließlich Aquakulturerzeugnisse, die zur Verwendung als Lebensmittel bestimmt sind;  
E : Futtermittel;  
F : Wein;  
G : andere in Anhang I der Verordnung (UE) 2018/848 aufgeführte Erzeugnisse.

Code-Nr.: BE-BIO-03

Datum der Befugnisübertragung: 24. Juni 2009  
Name: INSCERT PARTNER  
Unternehmensnummer (ZDU): 0679.546.366  
Hauptsitz und Betriebssitz: Rue Hayeneux 62  
4040 Herstal

Von der Befugnis gedeckte Produktkategorien:

- A : unverarbeitete Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse, einschließlich Saatgut und anderes Pflanzenvermehrungsmaterial;  
B : Tiere und unverarbeitete tierische Erzeugnisse;  
C : Algen und unverarbeitete Aquakulturerzeugnisse;  
D : verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, einschließlich Aquakulturerzeugnisse, die zur Verwendung als Lebensmittel bestimmt sind;  
E : Futtermittel;  
F : Wein;  
G : andere in Anhang I der Verordnung (UE) 2018/848 aufgeführte Erzeugnisse.

Code-Nr.: BE-BIO-05

Datum der Befugnisübertragung: 25. Juli 2017  
Name: COMITÉ DU LAIT  
Unternehmensnummer (ZDU): 0429.937.652  
Hauptsitz und Betriebssitz: Route de Herve 104  
4651 Battice

Von der Befugnis gedeckte Produktkategorien:

- A : unverarbeitete Pflanzen und Pflanzenerzeugnisse, einschließlich Saatgut und anderes Pflanzenvermehrungsmaterial;  
B : Tiere und unverarbeitete tierische Erzeugnisse;  
D : verarbeitete landwirtschaftliche Erzeugnisse, einschließlich Aquakulturerzeugnisse, die zur Verwendung als Lebensmittel bestimmt sind;  
E : Futtermittel;

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 7

### **Erforderliche Verfahren und Bestimmungen, um die Aufsicht über die Kontrollstellen zu gewährleisten**

#### **Kapitel 1 Bewertung des Jahresberichts**

1.1° Auf der Grundlage des Jahresberichts, den die Kontrollstellen der Dienststelle gemäß Nummer 5.4° des Anhangs 5 vorlegen, und unter Berücksichtigung aller anderen erhaltenen Informationen stellt die Dienststelle eine angemessene Aufsicht über die anerkannten Kontrollstellen sicher, indem sie ihre Anerkennung einer regelmäßigen Überprüfung unterzieht.

1.2° Für die Zwecke dieser Überprüfung kann die Dienststelle zusätzliche Informationen von den Kontrollstellen sowie von der für die Zulassung der Kontrollstellen zuständigen Stelle anfordern.

#### **Kapitel 2 Jährliche Prüfung**

2.1° Die Dienststelle führt mindestens einmal jährlich und in Anwendung von Artikel 33 Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2017/625 eine Prüfung am Sitz jeder der Kontrollstellen durch, denen Aufgaben der amtlichen Kontrolle oder Aufgaben im Zusammenhang mit anderen amtlichen Tätigkeiten gemäß Artikel 10 übertragen wurden.

2.2° Zweck der Prüfung ist es, festzustellen, ob die Kontrollstellen weiterhin die Bedingungen für ihre Zulassung erfüllen, die in der Verordnung (EU) 2018/848 und in diesem Erlass festgelegt sind.

2.3° Während der Prüfung werden mindestens die folgenden Elemente bewertet:

1° die internen Verfahren der Kontrollstellen in Bezug auf die Kontrollen;

2° die Verwaltung und Prüfung der Kontrollunterlagen in Hinblick auf die Pflichten, die in der Verordnung (EU) 2018/848 und in diesem Erlass festgelegt sind;

3° die Überprüfung der Behandlung von Situationen der Nichtkonformität und der Behandlung von Anrufen und Beschwerden;

4° das Verfahren der Risikoanalyse, das so gestaltet ist, dass das Ergebnis der Risikoanalyse die Grundlage für die Festlegung der Planung der Kontrolltätigkeiten gemäß Anhang 5 Nummer 1.2° und der Einhaltung der Mindestprozensätze gemäß Anhang 5 Nummer 1.3° bildet.

#### **Kapitel 3 Finanzielle Prüfung**

3.1° Mindestens einmal im Jahr überprüft die Dienststelle:

1° die Konformität des von der Kontrollstelle angewandten Tarifs mit der in Anhang 4 festgelegten Gebührenordnung;

2° die Konformität der von der Kontrollstelle angewandten Modalitäten der Rechnungsstellung unter Einhaltung des unter Punkt a) überprüften Tarifs mittels der Bewertung einer Stichprobe von Rechnungen der Unternehmer, die für alle unter die Befugnis der Kontrollstelle fallenden Produktkategorien repräsentativ ist.

3.2° Wenn die Kontrollstelle eine Änderung des Tarifs, den sie anwenden möchte, beschließt, hat sie hierzu die Dienststelle gemäß den Bestimmungen von Nummer 5.1° des Anhangs 5 zu informieren.

Die Dienststelle prüft, ob der von der Kontrollstelle vorgeschlagene Tarif mit der in Anhang 4 festgelegten Gebührenordnung übereinstimmt.

Der Tarif wird erst dann veröffentlicht und tritt in Kraft, wenn die Dienststelle dessen Übereinstimmung mit dem Tarif bestätigt hat.

Tarifänderungen, die sich aus der üblichen Anwendung des in Anhang 4 vorgesehenen Indexierungsmechanismus ergeben, unterliegen diesem Prüfverfahren nicht.

### **Kapitel 4 Feldprüfung**

4.1° Die Dienststelle führt die folgenden Feldprüfungen durch:

1° Tätigkeitsbeobachtung (*witness audit*): Beobachtung einer Kontrollmaßnahme, die von der Kontrollstelle bei einem Unternehmer durchgeführt wird, durch einen Beamten der Dienststelle;

2° Überprüfung (*review audit*): Durchführung einer Kontrollmaßnahme durch einen Beamten der Dienststelle bei einem Unternehmer und Vergleich des Ergebnisses mit dem Ergebnis der von der Kontrollstelle bei demselben Unternehmer durchgeführten Kontrolle. Die Frist für die Kontrolle durch die Dienststelle beträgt höchstens vier Wochen ab dem Tag, an dem die Dienststelle über die Durchführung der Kontrolle durch die Kontrollstelle informiert wird.

4.2° Vor der Durchführung eines Feldaudits konsultiert der Beamte der Dienststelle die Akte des Unternehmers bei der Kontrollstelle, die die Tätigkeiten des Unternehmers zertifiziert. Ziel der Konsultation ist es, die Übereinstimmung der Unterlagen mit den regulatorischen Anforderungen zu bewerten und hervorstechende Themen zu identifizieren, die bei der Feldprüfung gezielt angegangen werden sollen.

4.3° Bei einem zertifizierten Unternehmer ist mindestens einmal jährlich für jede der Produktkategorien, die unter die Befugnis der Kontrollstelle fallen, eine Feldprüfung durchzuführen. Wenn die Kontrollstelle weniger als 10 Unternehmer für eine Produktkategorie zertifiziert, ist mindestens alle 5 Jahre einmal eine Feldprüfung bei einem Unternehmer dieser Kategorie durchzuführen. In den anderen Jahren oder wenn die Kontrollstelle keinen Unternehmer einer Produktkategorie zertifiziert, für die sie zugelassen ist, ist die entsprechende Prüfung bei einem Unternehmer durchzuführen, der für eine andere Produktkategorie zertifiziert ist.

4.4° Zusätzlich zu den Prüfungen gemäß Punkt 4.3° muss für jede Tranche von fünfhundert von der Kontrollstelle zertifizierten Unternehmen eine zusätzliche Feldprüfung durchgeführt werden.

### **Kapitel 5 Prüfung durch die Akkreditierungsstelle**

5.1° Die Dienststelle kann einen ihrer Beamten abordnen, um die von der Akkreditierungsstelle durchgeführten Prüfungen vor Ort am Sitz der Kontrollstelle zu begleiten.

5.2° Wenn ein Beamter der Dienststelle eine Prüfung gemäß 5.1° begleitet, kann die Prüfung als Teil der in den Kapiteln 2 und 4 genannten Maßnahmen berücksichtigt werden.



## Kapitel 6 Folgeprüfung

6.1° Wenn während der Durchführung einer Prüfung eine Nichtkonformität festgestellt wird, muss die Kontrollstelle die Auswirkungen dieser Nichtkonformität bewerten, ihre Ursachen analysieren und einen Plan für Korrekturmaßnahmen mit einer Frist für ihre Umsetzung vorlegen.

6.2° Die Dienststelle bewertet die von der Kontrollstelle gemäß Nummer 6.1° übermittelten Elemente und entscheidet über die Genehmigung des Plans für die Korrekturmaßnahmen.

6.3° Die Dienststelle kann eine Folgeprüfung durchführen, um festzustellen, ob die Kontrollstelle den Plan für die Korrekturmaßnahmen innerhalb der für die Umsetzung festgelegten Frist umgesetzt hat.

## Kapitel 7 Planung der Prüfungen

7.1° Die Auswahl der Kontrolldossiers gemäß Nummer 2.3°, b) und der Unternehmer, die einer Feldprüfung gemäß Kapitel 4 unterzogen werden, erfolgt auf der Grundlage einer Risikobewertung, die unter Berücksichtigung der in Artikel 9 der Verordnung (EU) 2017/625 genannten Elemente, insbesondere der in Artikel 38 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführten Elemente, festzulegen ist.

7.2° Darüber hinaus, und im Rahmen des Möglichen, zielt die Auswahl der gemäß Kapitel 4 durchzuführenden Feldprüfungen darauf ab, die Tätigkeit jedes einzelnen von der Kontrollstelle qualifizierten Prüfers zu überwachen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigelegt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

## Anhang 8

### **Gemeinsamer Katalog der Maßnahmen, die von den Kontrollstellen bei Verdacht auf Verstöße und nachgewiesenen Verstößen anzuwenden sind**

In diesem Anhang wird der gemeinsame Katalog der Maßnahmen festgelegt, die von den Kontrollstellen bei Verdacht auf Verstöße und bei nachgewiesenen Verstößen gemäß Artikel 41 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2018/848 anzuwenden sind.

Gemäß Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer iii der Verordnung (EU) 2018/848 legen die Kontrollstellen der Dienststelle eine Liste von Maßnahmen zur Genehmigung vor, die mit diesem gemeinsamen Katalog übereinstimmen.

Bei Verdacht auf einen Verstoß oder bei nachgewiesenem Verstoß ergreift die Kontrollstelle gegenüber den betreffenden Unternehmern oder Unternehmergruppen Maßnahmen gemäß diesem gemeinsamen Katalog.

#### **Kapitel 1 Anwendungsmodalitäten**

1.1° Die Kontrollstelle wendet mindestens die Maßnahmen an, die in der genehmigten Liste in Anwendung von Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer iii der Verordnung (EU) 2018/848 aufgeführt sind.

1.2° Je nach dem konkreten Fall, mit dem sie konfrontiert wird, wendet die Kontrollstelle eine strengere Maßnahme als die theoretisch vorgesehene an, wenn sie der Ansicht ist, dass der Verstoß oder die Kumulierung mehrerer Verstöße dies rechtfertigt.

1.3° Falls außergewöhnliche Umstände die Anwendung einer weniger strengen Maßnahme als in der gemäß Artikel 40 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer iii der Verordnung (EU) 2018/848 genehmigten Liste rechtfertigen könnten, übermittelt die Kontrollstelle der Dienststelle die Elemente, die eine Ausnahme von der Regel rechtfertigen, sowie einen alternativen Vorschlag für die anzuwendende Maßnahme.

1.4° Die Maßnahmen werden in abgestufter Form in der chronologischen Reihenfolge der aufeinanderfolgenden Feststellungen ein und desselben Verstoßes verhängt. Wird nach der ersten Feststellung eines Verstoßes die erforderliche Verbesserung durch den Unternehmer innerhalb der von der Kontrollstelle festgesetzten Frist vorgenommen, so wird dieser Verstoß bei der Abstufung der Maßnahmen nicht mehr berücksichtigt, wenn nicht innerhalb von 24 Monaten erneut ein ähnlicher Verstoß festgestellt wird.

1.5° In den hier nicht beschriebenen Fällen wendet die Kontrollstelle eine geeignete Maßnahme im Sinne des gemeinsamen Maßnahmenkatalogs an.

1.6° Wenn ein Verstoß festgestellt wird, kann das Vorliegen mildernder Umstände in den in der Sanktionstabelle vorgesehenen Fällen berücksichtigt werden, sofern der Unternehmer eindeutig in gutem Glauben handelt oder nicht für den Verstoß verantwortlich ist, der durch die Handlung eines Dritten verursacht wurde.

1.6° Die anzuwendenden Maßnahmen werden wie folgt definiert:

Nr.	Maßnahme	Abkürzung	Definition
1°	Einfache Anmerkung	RS	Die einfache Anmerkung wird bei geringfügigen Unregelmäßigkeiten oder offensichtlich unbeabsichtigten Verstößen seitens des Unternehmers angewendet. Der Unternehmer korrigiert die Nichtkonformität. Die Durchführung der Korrekturmaßnahmen wird von der Kontrollstelle spätestens bei der nächsten Jahresinspektion überprüft.
2°	Aufforderung zur Verbesserung	DAM	In der Aufforderung zur Verbesserung werden die festgestellte Unregelmäßigkeit, die erwarteten Korrekturen oder Korrekturmaßnahmen und die Frist, innerhalb derer diese durchgeführt werden müssen, angegeben. Nach Ablauf der Frist führt die Kontrollstelle eine Nachkontrolle durch. Wird festgestellt, dass die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der gesetzten Frist umgesetzt wurden, spricht die Kontrollstelle eine Verwarnung gemäß Punkt 3° aus.
3°	Verwarnung	A	In der Verwarnung werden die festgestellte Unregelmäßigkeit, die erwarteten Korrekturen oder Korrekturmaßnahmen, die Frist, innerhalb derer sie durchgeführt werden müssen, und die Maßnahme, die bei Nichtdurchführung des Korrektur- oder Korrekturmaßnahmenplans ergriffen wird, angegeben. Auf eine Verwarnung folgt systematisch eine verstärkte Kontrolle, die nach Ablauf der gesetzten Frist durchgeführt wird. Wird festgestellt, dass die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der gesetzten Frist umgesetzt wurden, kommt eine der unter Punkt 5° bis 10° festgelegten Maßnahmen zur Anwendung.
4°	Verstärkte Kontrolle	CR	Die Kosten für die verstärkte Kontrolle werden dem Unternehmer in Rechnung gestellt.
5°	Herabstufung einer Parzelle	DPA	Herabstufung oder Nichtzertifizierung einer bestimmten Parzelle oder eines Teils davon. Die von dieser Parzelle stammenden Erzeugnisse dürfen nicht mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion vermarktet werden. Für die Parzelle muss eine neue Umstellungsperiode durchgeführt werden.

6°	Herabstufung einer Partie	DL	Endgültige Herabstufung oder Nichtzertifizierung eines bestimmten Teils der Produktion. Jeder Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion muss von den betreffenden Erzeugnissen entfernt werden.
7°	Herabstufung von Tieren	DAN	Die Erzeugnisse des betreffenden Tieres dürfen nicht mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion vermarktet werden. Für das betreffende Tier muss eine neue Umstellungsperiode durchgeführt werden.
8°	Aussetzung oder Nichtzertifizierung eines Erzeugnisses	SP	Verbot für den Unternehmer, während eines festgesetzten Zeitraums eine bestimmte Art von Erzeugnis mit Hinweisen auf die ökologische/biologische Produktion in Verkehr zu bringen oder sein Zertifikat für dieses Erzeugnis zu verwenden. Der Unternehmer hat so schnell wie möglich Korrekturmaßnahmen durchzuführen, um festgestellte Nichtübereinstimmungen zu beheben, sowie Vorsichtsmaßnahmen, um eine Wiederholung solcher Nichtübereinstimmungen künftig zu vermeiden. Die festgestellten Nichtübereinstimmungen müssen spätestens am Ende des Aussetzungszeitraums behoben sein. Die Kontrollstelle führt spätestens am Ende dieses Zeitraums eine verstärkte Kontrolle gemäß Punkt 4° durch. Wenn festgestellt wird, dass die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der vorgegebenen Frist umgesetzt wurden, wird die Aussetzung verlängert.
9°	Aussetzung oder vollständige Nichtzertifizierung	ST	Verbot für den Unternehmer, während eines festgesetzten Zeitraums gleich welche Art von Erzeugnissen mit Hinweisen auf die ökologische/biologische Produktion in Verkehr zu bringen oder sein Zertifikat für irgendeine Tätigkeit zu verwenden. Der Unternehmer hat so schnell wie möglich Korrekturmaßnahmen durchzuführen, um festgestellte Nichtübereinstimmungen zu beheben, sowie Vorsichtsmaßnahmen, um eine Wiederholung solcher Nichtübereinstimmungen künftig zu vermeiden. Die festgestellten Nichtübereinstimmungen müssen spätestens am Ende des Aussetzungszeitraums behoben sein. Die Kontrollstelle führt spätestens am Ende dieses Zeitraums eine verstärkte Kontrolle gemäß Punkt 4° durch. Wenn festgestellt wird, dass die Korrekturmaßnahmen nicht innerhalb der vorgegebenen Frist umgesetzt wurden, wird die Aussetzung verlängert.
10°	Neubeginn oder Verlängerung der Umstellungsphase	PC	Neubeginn oder Verlängerung des Umstellungszeitraums für Tiere und Parzellen.

## Kapitel 3 - Liste der Verstöße

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
<b>1. ALLGEMEINE VERSTÖßE</b>		
1000	Verweigerung der Kontrolle	ST
1005	Weigerung, den Kontrollbericht oder ein anderes Dokument gegenzuzeichnen	DAM/A/ST
1010	Verweigerung des Zugangs zur Sach- oder Finanzbuchhaltung	ST
1020	Verweigerung der Probenahme zu Analyse Zwecken	ST
1025	Nichtverfügbarkeit von Buchhaltung, Sachbuchhaltung oder sonstigen Elementen	DAM/A/ST
1030	Nichtkontrollierbarkeit von Buchhaltung, Sachbuchhaltung oder sonstigen Elementen	
1030a	a) bei einem Unternehmer mit Tätigkeit(en) in der Aufbereitung, Ausfuhr, Lagerung oder Einfuhr	A/ST
1030b	b) bei einem Erzeuger	DAM/A/ST
1040	Bilanz Eingang/Ausgang nicht machbar	DAM/A/ST
1050	Unzureichende Trennung zwischen ökologischen, in Umstellung befindlichen und nichtökologischen Produktionseinheiten	DAM/A/SP/ST
1055	Vorhandensein von Pestizidrückständen	
1055a	a) Konzentration <1,5 x Bestimmungsgrenze	RS
1055b	b) Konzentration > oder = 1,5 x Bestimmungsgrenze	DL
1060	Verwendung von GVO oder von Erzeugnissen, die aus GVO oder durch GVO erzeugt wurden	A + DL/SP + DL/ST

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
1065a	Vorhandensein von GVO in einer Konzentration unterhalb des Kennzeichnungsgrenzwerts	RS
1065b	Vorhandensein von GVO in einer Konzentration oberhalb des Kennzeichnungsgrenzwerts	DL
1070	Fehlen einer Bestätigung des Lieferanten, dass andere Erzeugnisse als Lebensmittel oder Tierfüttermittel nicht aus oder durch GVO hergestellt werden	DAM/A/SP/ST
1080	Nichteinhaltung konkreter Maßnahmen, die mit der Kontrollstelle vereinbart wurden, um die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften zu gewährleisten	DAM/A/SP
1085	Fehlen eines Beschwerderegisters	RS/RS/DAM/A/SP
1090	Verfahren für die Annahme von Zutaten, Erzeugnissen oder Tieren nicht eingehalten	RS/DAM/A/SP
1090a	a) Im Nachhinein als ökologisch/biologisch nachgewiesen	DAM/A/SP
1090b	b) Nicht im Nachhinein als ökologisch/biologisch nachgewiesen	
1095	Einer der Lieferanten des Unternehmers ist nicht zertifiziert	DAM/DAM/A/SP
1095a	a) Das gelieferte Erzeugnis ist vorverpackt	DAM/A/SP
1095b	b) Das gelieferte Erzeugnis ist nicht vorverpackt	
1096	Einer der Subunternehmer des Unternehmers ist nicht zertifiziert, oder der Unternehmer hat nicht erklärt, dass die Verantwortung für die ökologische/biologische Produktion weiterhin bei ihm liegt und nicht auf den Unterauftragnehmer übertragen wird.	A
1100	Mehr als drei gleichzeitig ausgesprochene DAM für denselben Unternehmer	CR
1105	Verspätete oder fehlende Mitteilung über ein Erzeugnis, bei dem der Verdacht besteht, dass es die Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/48 und ihrer Durchführungsverordnungen oder dieses Erlasses nicht erfüllt	DAM/A/SP



CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
1110	Nicht fristgerechte oder keine Meldung an die Kontrollstellen von Daten, die für das Kontrollsystem grundlegend sind	DAM/A/A/ST
1115	Verspätete oder fehlende Sperrung eines Erzeugnisses, bei dem der Verdacht besteht, dass es die Anforderungen der Verordnung (EU) 2018/48 und ihrer Durchführungsverordnungen oder dieses Erlasses nicht erfüllt.	A/SP/ST
1120	Rückverfolgbarkeit/Ursprung eines Erzeugnisses nicht ausreichend nachgewiesen	DAM/A + DL/SP/ST
1125	Fehlen von Vorsichtsmaßnahmen zur Verringerung des Risikos einer Verunreinigung durch nicht zugelassene Erzeugnisse oder Substanzen	RS/DAM/A/SP
1130	Der Unternehmer kommt der Pflicht zur Registrierung bei der FASNK nicht nach.	DAM/SP
1140	Der Unternehmer hat keine Unternehmensnummer oder er hat keine Unternehmensnummer mehr.	DAM/A/ST
1150	Der Unternehmer hat die Änderung der Beschreibung oder der Tätigkeiten gemäß Artikel 39 Absatz 1 Buchstabe d) der Verordnung (EG) Nr. 2018/848 nicht an die Kontrollstelle gemeldet.	DAM/A/ST
<b>2. PFLANZENPRODUKTION</b>		
2000	Produktion innerhalb desselben Betriebs von identischen Sorten oder unterschiedlichen Sorten, die nicht leicht in ökologisch/biologisch, in Umstellung und nichtökologisch/nichtbiologisch unterscheidbar sind. Nicht-mehrfährige Kulturen:	A/SP/ST
2000a	a) mit Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten	A + DL/SP/ST
2000b	b) ohne Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten	RS/A
2000c	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
2005 2005a 2005b 2005c	<p>Produktion innerhalb desselben Betriebs von identischen Sorten oder unterschiedlichen Sorten, die nicht leicht in ökologisch/biologisch, in Umstellung und nichtökologisch/nichtbiologisch unterscheidbar sind. Mehrjährige Kulturen:</p> <p>a) ohne genehmigtem Umstellungsplan, aber mit Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten</p> <p>b) ohne genehmigtem Umstellungsplan und ohne Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten</p> <p>c) nach der im genehmigten Umstellungsplan festgelegten Frist und spätestens nach einer Frist von fünf Jahren</p>	<p>A/SP/[ST] A + DL/SP/[ST] SP + PC</p>
2010 2010a 2010b 2010c	<p>Problem mit der Parzellenverwaltung</p> <p>a) Unvollständige Parzellierung</p> <p>b) Fehlende Parzellierung</p> <p>c) Meldeversäumnis bei der Einführung einer neuen Parzelle in den Betrieb</p>	<p>A/ST ST DP</p>
2011	Rücksendung des Voruntersuchungsformular nicht fristgerecht	DAM/A/DP/ST
2012	Unterlassene Meldung eines Kulturwechsels auf einer Parzelle	RS/DAM/A
2020 2020a 2020b 2020c	<p>Anbauaufzeichnungen</p> <p>a) nicht vorhanden</p> <p>b) unvollständig, geringfügige Elemente</p> <p>c) unvollständig, Hauptelemente</p>	<p>DAM/SP DAM/DAM/A/DP DAM/A/SP</p>
2030	Unzureichende Fruchtfolge bei Freilandkulturen	DAM/A/DP
2035	Fehlen von Hülsenfrüchten im mehrjährigen Fruchtfolgezyklus	DAM/A/DP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
2040	Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem und nichtverarbeitetem Vermehrungsmaterial ohne Genehmigung:	RS/DAM/A/DL
2040a	a) Es handelt sich um Vermehrungsmaterial, für das eine allgemeine Genehmigung der Stufe 3 erteilt werden kann: Das Register ist nicht vollständig.	DAM/A/DL
2040b	b) Es handelt sich um Vervielfältigungsmaterial, für das ein begründeter Antrag auf eine Genehmigung der Stufe 2 gestellt werden kann.	A/DL
2040c	c) Es handelt sich um Vermehrungsmaterial, für das keine Ausnahme gilt, ökologische/biologische Beschaffung der Stufe 1 ausreichend.	
2042	Verwendung von Vermehrungsmaterial von Pflanzen in der Umstellung, obwohl der qualitative oder quantitative Bedarf des Unternehmers an ökologischem/biologischem Material gedeckt werden kann	RS/DAM/A/DL
2045	Verwendung einer anderen Sorte als derjenigen, für die die Ausnahmegenehmigung ursprünglich erteilt wurde	RS/DAM/A/DL
2050	Verwendung von behandeltem Vermehrungsmaterial	DAM + DL/DP/DP + SP
2055	Verwendung von konventionellem Pflanzgut	DL/DL + CR/SP
2060	Verwendung eines Düngemittels/Bodenverbessers, das/der gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen zugelassen ist, ohne Begründung für die Notwendigkeit der Verwendung dieses Erzeugnisses	RS/DAM/A/SP
2070	Verwendung eines Düngemittels/Bodenverbessers, der gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist	
2070a	a) mildernde Umstände	A/DP + CR/ST
2070b	b) keine mildernden Umstände	DP + CR/ST

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
2080	Verwendung von Tierdung auf dem Betrieb von mehr als 170 kg Stickstoff pro ha und Jahr:	DAM/A/SP
2080a	a) geringe Überschreitung, unter 10 %	A/SP
2080b	b) starke Überschreitung, mehr als 10 %	
2100	Verwendung eines Pestizids, das gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen zugelassen ist:	RS/DAM/A/SP
2100a	a) ohne Begründung der Notwendigkeit des Einsatzes	
2100b	b) Verwendung zu anderen Zwecken als dem spezifischen Zweck, für den das Pflanzenschutzmittel verwendet werden darf, oder die Verwendungsbedingungen werden nicht eingehalten:	RS/DAM/A/SP
2100b1	1) geringfügiger Fall	Anwendung von Maßnahme 2110
2100b2	2) schwerer Fall	DAM/A/SP/DP
2100c	c) Verwendung von Kupfer in größeren als den erlaubten Mengen	DAM/A/SP
2100d	d) Nichteinhaltung der speziellen Bestimmungen der Rechtsvorschriften, die in Belgien für Pflanzenschutzmittel gelten	DAM/A/SP
2110	Verwendung eines Pestizids, das gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist:	DL/DP/ST
2110a	a) Verwendung in kleinem Maßstab	DL + CR/DP + CR/ST
2110a1	1) Verwendung eines natürlichen Erzeugnisses	DP + CR/ST
2110a2	2) Einsatz eines chemisch-synthetischen Pestizids mit mildernden Umständen	DL + CR/DP + CR/ST
2110a3	3) Einsatz eines chemisch-synthetischen Pestizids	DL + CR/DP + CR/ST
2110b	b) Verwendung in großem Maßstab	DL + CR/DP + CR/ST
2110b1	1) Verwendung eines natürlichen Erzeugnisses	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
2110b2	2) Einsatz eines chemisch-synthetischen Pestizids mit mildernden Umständen	DP + CR/ST
2110b3	3) Einsatz eines chemisch-synthetischen Pestizids	ST > 2 an
2110d	d) Nutzung beschränkt auf Flächen innerhalb der Produktionseinheit, die nicht in den Produktionsprozess einbezogen sind, Wege, Innenhof, etc.	DAM/A
2120	Verwendung von nicht zugelassenen Substraten für die Champignonproduktion	A/DL
2120a	a) geringfügiger Fall	DL
2120b	b) schwerer Fall	
2125	Sammeln von Wildpflanzen ohne die Garantie, dass in den letzten drei Jahren vor der Meldung des Gebiets keine Behandlung mit nicht zugelassenen Mitteln stattgefunden hat.	DA/A/DL
	a) geringfügiger Fall	DL
	b) schwerer Fall	
2130	Vorhandensein verbotener Erzeugnisse in der Produktionseinheit oder keine Registrierung solcher Erzeugnisse in den nichtökologischen/nichtbiologischen Produktionseinheiten im selben Gebiet	DAM/A/ST
2140	Nicht genehmigter Anbau von Pflanzen außerhalb des Erdbodens	DL/DL + CR/SP
<b>3. TIERPRODUKTION</b>		
<b>3.1. Allgemeine Grundsätze und Anforderungen an die Kontrolle und Rückverfolgbarkeit</b>		
3100	Anwesenheit in ein und demselben Betrieb von Tieren aus ökologischer/biologischer Haltung und Tieren derselben Art aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung:	A/SP
3100a	a) mit Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten	A + DL/SP
3100b	b) ohne Nachweis der Trennung der Produktionseinheiten	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3110	Anwesenheit in ein und demselben Betrieb von Tieren aus ökologischer/biologischer Haltung und Tieren einer anderen Art aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung ohne klare und faktische Trennung der Produktionseinheiten, außer in den Fällen gemäß Code 3115	A/SP
3115	Anwesenheit auf derselben Weide von Tieren aus ökologischer/biologischer Haltung und Tieren einer anderen Art aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung	DAM/A/DL
3115a	a) gleichzeitige Anwesenheit	DAM/A/SP
3115b	b) keine gleichzeitige Anwesenheit, aber nicht dokumentiert	
3120	Haltungsbuch des Betriebs	DAM/DAM/A/SP
3120a	a) unvollständig oder nicht auf dem neuesten Stand, hinsichtlich zweitrangiger Aspekte	DAM/A/SP
3120b	b) unvollständig oder nicht auf dem neuesten Stand, hinsichtlich wesentlicher Aspekte wie Zu- und Abgänge von Tieren	SP
3120c	c) nicht vorhanden	
3130	Züchter verweigert Zugang zu den Sanitel-Daten der Herde	ST
3140	Keine Probenahme des biologischen Materials eines Rindes bei der Geburt oder keine Übermittlung dieser Probenahme an die Association régionale de Santé et d'Identification animales (regionale Vereinigung für Tiergesundheit und Tierkennzeichnung):	RS/DAM/A/SP
3140a	a) zufällig	A/SP
3140b	b) systematisch	DAM/A/SP
3140c	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	
<b>3.2. Umstellung</b>		
3200	Nichteinhaltung der Dauer der Umstellungsfrist	



CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3200a	a) allgemeiner Fall	A + DL/SP
3200b	b) Sonderfall eines Auslaufs für nicht pflanzenfressende Arten	A/DL/SP
<b>3.3. Herkunft der Tiere</b>		
3300	Anzahl der Kaiserschnitte über dem höchstens tolerierten Prozentsatz im Jahr	DAM/A/SP
3300a	a) leichte Überschreitung, unter zehn Prozent	A/SP
3300b	b) erhebliche Überschreitung, um als zehn Prozent	DAM/A/SP
3310	Einsetzung von Tieren aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung für eine Art, die nicht aus ökologischer/biologischer Produktion erhältlich ist	DAM/A/SP
3310a	a) Ohne vorherige Genehmigung durch die Dienststelle	RS/DAM/A/SP
3310b	b) Ohne dokumentierte Begründung	DAM/A/SP
3330	Einsetzung von Tieren aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung, obwohl ökologische/biologische Tiere verfügbar sind	A/DL oder DAN/SP
3330a	a) allgemeiner Fall	PC
3330b	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	DAM/A/DL/SP
3340	Einsetzung von Tieren aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung, die das Höchstalter überschritten haben, oder nach dem Absetzen	A + DL oder DAN/SP
3340a	a) geringfügige Altersüberschreitung	
3340b	b) erhebliche Altersüberschreitung	
3350	Einsetzung nicht nulliparer weiblicher Tiere aus nichtökologischer/nichtbiologischer Haltung	
3350a	a) allgemeiner Fall	A + DL oder DAN/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3350b	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	PC
3360	Übermäßige Einsetzung von Tieren aus nichtökologischen/nichtbiologischen Betrieben	A + DL oder DAN/SP
3360a	a) allgemeiner Fall	PC
3360b	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	A + DL/SP
3370	Verwendung von Schnecken, die nicht zu den zugelassenen Arten gehören	
	<b>3.4. Fütterung</b>	
3400	Anwendung nicht umkehrbarer Mastpraktiken, d. h. Zwangsfütterung	SP
3401	Der Anteil an Futtermitteln, die aus der Produktionseinheit selbst stammen oder in Zusammenarbeit mit anderen Bio-Betrieben erzeugt wurden, die vorwiegend in derselben Region liegen, unterschreitet den in Verordnung (EU) 2018/848 vorgesehenen Mindestanteil.	A/DL oder DAN/SP
3405	Verfütterung von nicht aus der Produktionseinheit stammenden Umstellungsfuttermitteln in einem unzulässigen Umfang an Tiere	DAM/A/DL oder DAN/SP
3410	Verfütterung von Tierfuttermitteln von Parzellen, die sich im ersten Jahr der Umstellung befinden	DAM/A/DL oder DAN/SP
3415	Nichteinhaltung der Mindestdauer für die Fütterung junger Säugetiere mit natürlicher Milch	DAM/A/DL oder DAN/SP
3417	Verwendung von Milchaustauschfutter, die chemisch-synthetische oder pflanzliche Bestandteile enthalten	DAM/A/DL oder DAN/SP
3420	Haltungssystem, das nicht auf der maximalen Nutzung von Weideland für Pflanzenfresser beruht	DAM/A/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3425	Nichteinhaltung des Mindestprozentsatzes an Raufutter in der Tagesration von Pflanzenfressern	DAM/A/DL oder DAN/SP
3430	Vorhandensein oder Verwendung von nicht zugelassenem konventionellem Futter	DAM/A/DL oder DAN/SP
3430a	a) nicht schwerwiegende Fälle, z. B. bei Anwesenheit nichtökologischer/nichtbiologischer Tiere einer anderen Art	A/DL oder DAN/SP
3430b	b) schwerer Fall	PC
3430c	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	
3435	Verwendung konventioneller Rohstoffe, die unter Verwendung chemischer Lösungsmittel hergestellt oder verarbeitet wurden	A/DL oder DAN/SP
3440	Verwendung eines Anteils an konventionellem Futter über einen Zeitraum von 12 Monaten:	
3440a	a) zu hoch mit einer leichten Abweichung von weniger als zehn Prozent des zulässigen Werts	A/DL oder PC/SP
3440b	b) zu hoch mit einer großen Abweichung, die mehr als zehn Prozent des zulässigen Wertes beträgt	DL oder PC/SP
3440c	c) Verwendung nicht dokumentiert	DAM/A/DL oder DAN/SP
3450	Einführung von Mischungen aus zugelassenen konventionellen Rohstoffen in die ökologische/biologische Landwirtschaft	RS/DAM/A/DL
3455	Verwendung von anderen als den zugelassenen Rohstoffen tierischen Ursprungs	
3455a	a) in Ergänzungsfuttermitteln	A/DL oder DAN/SP
3455b	b) als Rohstoffe oder in Alleinfuttermitteln	DL oder DAN/SP
3465	Fehlen von Raufutter in der Tagesration von Schweinen oder Geflügel	RS/DAM/A/DL oder DAN/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3470	Verwendung von nicht zugelassenen Konservierungsmitteln oder Herstellungstoffen in der Silage	DAM/A/DL oder DAN/SP
3475	Verwendung von Futtermittelzusatzstoffen, Verarbeitungshilfsstoffen und anderen Stoffen und Zutaten, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen sind	DAM/A/DL oder DAN/SP
	<b>3.5. Prophylaxe und tierärztliche Versorgung</b>	
3500	Verwendung eines Stoffes zur Förderung des Wachstums oder der Produktion in der Tierernährung oder als tierärztliche Behandlung	DL + DAN/SP
3510	Verwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Arzneimitteln oder Antibiotika ohne vorherige Verschreibung durch einen Tierarzt	DAM/A/DL oder DAN
3520	Verwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Medikamenten oder Antibiotika zur vorbeugenden Behandlung	A/DL oder DAN
3530	Verwendung von Hormonen oder anderen ähnlichen Stoffen zur Kontrolle der Fortpflanzung	A + DL oder DAN/SP
3540	Verwendung von Tierarzneimitteln, ohne die erforderlichen Informationen zu notieren oder ohne die behandelten Tiere oder Tiersendungen eindeutig zu kennzeichnen	DAM/A/SP
3545	Nichtübermittlung von Informationen an die Kontrollstelle zu tierärztlichen Behandlungen, die vor der Vermarktung von Tieren oder tierischen Erzeugnissen mit dem Bio-Label durchgeführt wurden	RS/RS/RS/DAM/A/DL oder DAN
3550	Nichteinhaltung der gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen festgelegten Wartefrist zwischen der letzten Verabreichung allopathischer Arzneimittel und der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse a) unter Einhaltung der in Anwendung der horizontalen Regelung festgelegten Wartefrist	DAM/A/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
	b) ohne Einhaltung der in Anwendung der horizontalen Regelung festgelegten Wartefrist	SP
3560	Nichteinhaltung der Dauer des Umstellungszeitraums bei Tieren, die die Höchstzahl der allopathischen chemisch-synthetischen Behandlungen erreicht oder überschritten haben	A/SP
3570	Vorhandensein von allopathischen Tierarzneimitteln oder Antibiotika im Betrieb, ohne dass diese von einem Tierarzt gemäß den Vorschriften für die ökologische/biologische Produktion verschrieben oder in das Betriebsregister eingetragen wurden	DAM/A/ SP
<b>3.6. Verwaltung, Transport, Kennzeichnung</b>		
3600	Verwendung von Embryotransfer oder Klonen zu Fortflanzungszwecken	A + DL oder DAN/SP
3602	Unzulässige Operation an Tieren	DAM/A + DL oder DAN/SP
3605	Kupieren der Schwänze von Schafen, Enthornen oder Entfernen von Hornknospen ohne Genehmigung durch die Dienststelle	DAM/A/DL oder DAN
3610	Kastration oder andere erlaubte Eingriffe an Tieren, durchgeführt in einem ungeeigneten Alter oder von nicht qualifiziertem Personal oder mit nicht erlaubten Mitteln.	DAM/A/DL oder DAN
3615	Unzulässige Anbindehaltung von Tieren	RS/DAM/A/A/DL oder DAN/SP
3620	Kein regelmäßiger Auslauf oder Zugang zu Weiden, Ausläufen oder Ausläuflächen für Tiere in Anbindehaltung	DAM/DAM/A/DL oder DAN
3625	Haltung von Tieren in einer Gruppengröße, die für den Entwicklungsstand oder die Verhaltensbedürfnisse nicht geeignet ist	DAM/A/DL oder DAN/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3630	Haltung von Tieren auf einer Diät, die zu einer Anämie führen kann	DAM/A/DL oder DAN/SP
3635	Nichteinhaltung des Mindestalters für die Schlachtung von Geflügel oder Verwendung einer Geflügelrasse, die nicht als langsam wachsende Rasse anerkannt ist	A/DL/SP
3640	Tiertransport, der zur Stressbegrenzung ungeeignet ist oder Einsatz von Elektrostimulation beim Ein- und Aussteigen der Tiere	DAM/A/DL oder DAN/SP
3645	Verwendung allopathischer Beruhigungsmittel vor und während des Tiertransports	DL oder DAN/SP
3650	Für die Verringerung von Stress oder jeglichem Leiden ungeeignete Schlachtmethode	DAM/A/DL/SP
3655	Nüchterung von Schnecken mit einer Dauer von mehr als zehn Tagen	A/DL/SP
3665	Tiere, Tiersendungen oder tierische Erzeugnisse, die nicht gekennzeichnet sind oder eine falsche oder unzureichende Kennzeichnung tragen	DAM/A/DL oder DAN/SP
3665a	a) mit Garantie für die biologische Qualität	DL oder DAN/SP
3665b	b) ohne Garantie für die biologische Qualität	
<b>3.7. Tierdung</b>		
3700	Übermäßige jährliche Besatzdichte oder Dungeinfuhr, die im Betrieb oder in allen Betrieben, die zu diesem Zweck unter Vertrag stehen, zu einem Dungeinsatz von mehr als 170 kg Stickstoff/ha/Jahr führt	DAM/A/SP
3700a	a) leichte Überschreitung, unter zehn Prozent	A/SP
3700b	b) erhebliche Überschreitung, um als zehn Prozent	



CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
<b>3.8. Freiflächen und Stallungen</b>		
3800	Stallgebäude, das entweder in Bezug auf die physiologischen und ethologischen Bedürfnisse der Tiere oder in Bezug auf Heizung, Isolierung, Be- und Entlüftung oder natürlichem Licht unzureichend ist	DAM/A/SP
3800a	a) geringfügiger Fall	A/SP/ST
3800b	b) schwerer Fall	DAM/A/SP
3802	Tiere, die keinen einfachen Zugang zu Futter oder Wasser haben	DAM/A/SP
3804	Kein ausreichender Schutz vor Regen, Wind, Sonne oder Temperaturen im Freigelände	DAM/A/SP
3806	Übermäßige Bestandsdichte in den Stallgebäuden	RS/DAM/A/SP
3806a	a) Abweichung von der zulässigen Höchst-dichte unter 5 % und mildernde Umstände	DAM/A/SP
3806b	b) Abweichung von der zulässigen Höchst-dichte unter 10 % und mildernde Umstände	DAM/A/SP
3806c	c) sonstige Fälle, in dem besonderen Fall des ersten Jahres der Umstellung	A/SP
3806d	d) sonstige Fälle	
3808	Auslauf im Freien	DAM/A/SP
3808a	a) zu klein	DAM/A/SP
3808b	b) vorübergehend nicht zugänglich oder mit mildernden Umständen	A/SP
3808c	c) nicht vorhanden oder dauerhaft nicht zugänglich	
3810	Tierbesatz einschließlich aller pflanzenfressenden Arten, bezogen auf eine mindestens einmal während der Weidesaison beweidete Fläche, von mehr als sechs GVE pro Hektar	DAM/A/SP
3810a	a) geringfügiger Fall	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3810b	c) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	DAM/A/SP
3810c	c) sonstige Fälle	A/SP
3812	Schlechte Reinigung oder Desinfektion von Stallungen, Gehegen, Ausrüstungen und Geräten	DAM/DAM/A/SP
3814	Verwendung von Erzeugnissen, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen für die Reinigung und Desinfektion von Stallgebäuden und Anlagen nicht zugelassen sind	DAM/A/SP
3816	Verwendung von Erzeugnissen, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihrer Delegierten und Durchführungsverordnungen für die Beseitigung von Insekten oder anderen Schädlingen nicht zugelassen sind	A/SP
3818	Nicht pflanzenfressende Säugetiere, die ohne Zugang nach draußen gehalten werden, obwohl die Bedingungen dies erlauben und keine der vorgesehenen Ausnahmen anwendbar ist	A/DL/SP
3820	Pflanzenfresser, die ohne Zugang zum Weideland gehalten werden, obwohl die Bedingungen dies erlauben	A/SP
3822	Zu dichter Bestand auf den Ausläufflächen im Außenbereich	DAM/A/SP
3824	Zu wenig glatter oder zu rutschiger Boden in den Stallungen	DAM/A/SP
3826	Perforierte Böden oder Gitterroste, die mehr als die Hälfte bei Säugetieren bzw. zwei Drittel bei Geflügel der Bodenfläche eines Stallgebäudes ausmachen	DAM/A/PC
3826a	a) Sonderfall des ersten Jahres der Umstellung	A/SP
3826b	b) sonstige Fälle	A/SP
3828	Nicht vorschriftsmäßiger Liegebereich der Tiere, unzureichende Größe oder ungeeignete Zusammensetzung	DAM/A/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
3830	Kälber, die älter sind als eine Woche sind und in Einzelboxen gehalten werden, mit Ausnahme von kranken Tieren, die unter Quarantäne gehalten werden	DAM/A + DAN/SP
3830a	a) Kälber, die weniger als drei Wochen alt sind	A + DAN/SP
3830b	b) Kälber im Alter von drei Wochen oder dar	DAM/A/SP
3832	Schweine, die ohne Substrat zum Wühlen gehalten werden	A/SP
3834	Sauen, die außerhalb des zulässigen Zeitraums für Geburt und Säugen in Einzelhaltung in Gebäuden gehalten werden, mit Ausnahme von kranken Tieren in Quarantäne	A/SP
3842	Wasservögel, die ohne Zugang zu einer Wasserfläche gehalten werden	DAM/A/SP
3844	Fehlende oder unzureichende Sitzstangen in Ställen für Legehennen oder Perlhühner	DAM/A/SP
3846	Fehlende oder unzureichende Nistkästen in Ställen für Legehennen	DAM/A/SP
3848	Unzureichende Größe oder Länge der Auslaufklappen in Geflügelställen	DAM/A/SP
3850	Anzahl des Geflügels pro Geflügelstallabteil höher als zulässig	DAM/A/SP
3850a	a) Abweichung von der zulässigen Höchstzahl unter 10 %	A/SP
3850b	b) Abweichung von der zulässigen Höchstzahl gleich oder mehr als 10 %	A/SP
3852	Nutzbare Fläche von Stallgebäuden für Mastgeflügel größer als die maximal zulässige Fläche pro Produktionseinheit	DAM/A/SP
3854	Durchgehende Nachtruhezeit für Geflügel unter acht Stunden	DAM/A/SP
3855	Fehlen von Raufutter/Material, das den ethologischen Bedürfnissen von Geflügel entspricht, das aus gesundheitlichen Gründen in geschlossenen Räumen gehalten wird.	DAM/A/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTORBES	MAßNAHME
3856 3856a 3856b	Geflügel, das ohne Zugang zu einem grasbewachsenen Auslauf im Freien gehalten wird, obwohl die Bedingungen dies erlauben a) momentane Situation oder mildere Umstände b) ständige oder länger andauernde Situation	DAM/A/SP A/SP
3858	Geflügel, das mehr als ein Drittel seines Lebens ohne Zugang zu einem Auslauf im Freien gehalten wird: a) behebbarer Fall b) nicht behebbarer Fall	A/DL/SP DL
3862	Ausläufe im Freien für Geflügel werden nicht sechs Wochen leergehalten, damit die Vegetation zwischen zwei Geflügelhaltungszyklen nachwachsen kann.	RS/DAM/A/SP
3864	Kaninchen, die in Innenräumen ohne Zugang zu einer offenen Front oder mit unzureichender offener Front oder mit geschlossener offener Front gehalten werden, obwohl die Wetterbedingungen nicht ungünstig sind	A/SP
3866	Kaninchen oder Geflügel, die nicht in Bodenhaltung oder Käfighaltung gehalten werden	A + DL oder DAN/SP
3868	Kaninchen, die einzeln oder in Gruppen von ungeeigneter Größe gehalten werden	DAM/A/SP
3870	Schnecken, die älter als 20 Tage sind und auf andere Weise als in einem grasbewachsenen Freilandgehege gehalten werden	A/SP
3872	Keine mindestens dreimonatige Ruhezeit für Freilandgehege für Schnecken	RS/DAM/A/SP
<b>3.9. Bienenzucht</b>		
3900	(zur Erinnerung)	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
<b>4. AUFBEREITER UND VERARBEITER</b>		
4000	Verwendung einer Zutat landwirtschaftlichen Ursprungs, die nicht aus ökologischer/biologischer Produktion stammt und gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist	DAM/A/SP
4000a	a) Zutat eindeutig nicht in ökologischer/biologischer Qualität verfügbar	A + DL/SP + CR/ST
4000b	b) Zutat in ökologischer/biologischer Qualität verfügbar	SP + CR/ST
4000b1	1) Verwendung in geringen Mengen, unter 5 %, mildernde Umstände	ST
4000b2	2) Verwendung in großen Mengen, mehr als 5 %, mildernde Umstände	
4000b3	3) erschwerende Umstände	
4020	Verwendung einer Zutat nicht landwirtschaftlichen Ursprungs, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist	A + DL/SP
4030	Verwendung von oder Verunreinigung durch einen Verarbeitungshilfsstoff oder einem anderen zur Verarbeitung verwendeten Erzeugnis, der/das gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist	A + DL/SP
4035	Verwendung von Aromen, die nicht die Bedingungen für die Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion erfüllen:	DA/A + DL/SP
4035a	a) Verwendung eines natürlichen Aromas, das nicht mit Nummer 2.2.2. Buchstabe b) Teil IV Anhang II der Verordnung (EU) 2018/848 übereinstimmt	A + DL/SP
4035b	b) Verwendung von synthetischem Aroma	
4040	Aufbereitung eines Erzeugnisses oder Verwendung einer Zutat, das/die mit ionisierenden Strahlen behandelt wurde	A + DL/SP
4050	Verwendung ein und desselben Inhaltsstoffs in ökologischer/biologischer Qualität:	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
4050a	a) und nichtökologischer/nichtbiologischer Qualität	A/SP
4050b	b) und aus Produktion in Umstellung	DAM/A/SP
4060	Transport eines zu verpackenden oder zu versiegelnden Erzeugnisses ohne geschlossene Verpackung oder Behälter	DAM/A/SP
4065	Transport von Erzeugnissen in unverschlossenen Verpackungen, Behältern oder Fahrzeugen, obwohl der Transport nicht ausschließlich ökologische/biologische Erzeugnisse oder ausschließlich Umstellungsprodukte enthält	DAM/A/SP
4070	Änderung von Rezepturen, Herstellungsverfahren, Annahme-, Trennungs- und Lagerverfahren oder anderen konkreten Maßnahmen, die mit der Kontrollstelle vereinbart wurden, um die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften Mitteilung an die Kontrollstelle	RS/DAM/A/SP
4071	Kein oder ein unvollständiges Verfahren für die Aufbereitung oder die Reinigung in einer Einheit, die sowohl ökologische/biologische Erzeugnisse als auch nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse herstellt	DAM/A/SP
4072	Keine oder unvollständige Aufzeichnungen für Produktionsvorgänge oder für die Reinigung in einer Einheit, die sowohl ökologische/biologische Erzeugnisse als auch nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse herstellt	DAM/A/SP
4080	In einer Einheit, in der ökologische/biologische Erzeugnisse und nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse verarbeitet oder gelagert werden:	DAM/A/SP
4080a	a) unzureichende Trennung der Lagerorte	DAM/A/SP
4080b	b) unzureichende Kennzeichnung der Lagerorte	DAM/A/SP
4080c	c) unzureichende räumliche oder zeitliche Trennung von Arbeitsvorgängen	DAM/A/SP
4080d	d) keine Bekanntmachung der Einsatzplanung oder Nichteinhaltung der Planung	DAM/A/SP
4080e	e) unzureichende Kennzeichnung der Sendungen	DL/SP



CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
4080f 4080g	f) Vorhandensein ökologischer/biologischer Erzeugnisse im nichtökologischen/nichtbiologischen Bereich g) Vorhandensein nichtökologischer/nichtbiologischer Erzeugnisse im ökologischen/biologischen Bereich	DAM/A/SP DAM/A/SP
4110	Fehlen eines Systems, nach dem der Milchkäufer seinen Lieferanten zwei unterschiedliche Kennzeichnungen für ökologische/biologische und nichtökologische/nichtbiologische Milch zuweist, oder kein oder ein unvollständiges Kennzeichnungssystem in diesem Bereich	A/SP
4120	Keine Zuweisung der doppelten Kennzeichnung durch den Milchkäufer an einen Lieferanten	DAM/A/DL
4130	Sammlung von ökologischer/biologischer und nichtökologischer/nichtbiologischer Milch durch eine Molkerei ohne separates Pumpsystem, das ausschließlich für ökologische/biologische Milch reserviert ist	A/DL
4150	Fehlen eines Kennzeichnungs- und Aufzeichnungssystems, mit dem die Erzeugnisse in allen Phasen der Produktion, der Aufbereitung und des Vertriebs zurückverfolgt werden können	DAM/A/SP
<b>5. HERSTELLER VON TIERFUTTERMITTELN</b>		
5000	Verwendung eines Herstellungsverfahrens, das gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen ist	A + DL/SP
5010	Fehlen der spezifischen Namen im Verzeichnis der Rohstoffe	DAM/A/SP
5020	Verwendung herkömmlicher Zutaten, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen sind	
5020a	a) Verwendung in geringen Mengen unter 10 %	A/SP + CR/ST
5020b	b) Verwendung in großen Mengen von mehr als 10 % oder Rohmaterial, das unter Verwendung chemischer Lösungsmittel hergestellt oder verarbeitet wurde	SP + CR/ST

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
5020c	c) erschwerende Umstände	ST
5030	Verwendung von Rohstoffen tierischen Ursprungs, die gemäß der Verordnung (EU) 2018/848 und ihren Delegierten und Durchführungsverordnungen nicht zugelassen sind	DL/SP
5040	Verwendung von Erzeugnissen, die in Anhang III zur Durchführungsverordnung (EU) 2021/1165 der Kommission über die Zulassung bestimmter Erzeugnisse und Stoffe zur Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion und zur Erstellung entsprechender Verzeichnisse nicht zugelassen sind	A + DL/SP
5050	Verwendung ein und derselben Zutat in ökologischer/biologischer Form oder in Umstellungsform und in nichtökologischer/nichtbiologischer Form	A/SP
5060	Kennzeichnung oder Vermarktung eines Erzeugnisses mit einem Verweis auf die ökologische/biologische Produktion, obwohl weniger als fünfundneunzig Prozent der Trockenmasse des Erzeugnisses aus ökologischer/biologischer Produktion stammen	A/SP
<b>6. KENNZEICHNUNG - VERMARKTUNG</b>		
6000	Kennzeichnung oder Vermarktung eines konventionellen Erzeugnisses oder eines Erzeugnisses mit weniger als fünfundneunzig Prozent mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion in der Verkehrsbezeichnung	CR + DL/ST
6000a	a) mildernde Umstände	ST
6000b	b) erschwerende Umstände	DAM/A/SP
6000c	c) Verweis auf „ökologisch/biologisch“ in Geschäftsunterlagen ohne Verbindung zu ökologischen/biologischen Produkten in einer Einheit, die sowohl ökologische/biologische Erzeugnisse als auch nichtökologische/nichtbiologische Erzeugnisse vermarktet	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
6010	Kennzeichnung und Vermarktung eines Erzeugnisses, das weniger als fünfundneunzig Prozent enthält, mit einem unzulässigen Verweis auf die ökologische/biologische Produktion im Verzeichnis der Zutaten	A + DL/SP
6011	Prozentualer Anteil ökologischer/biologischer Zutaten, der nicht der Kennzeichnung entspricht	A/SP/ST
6011a	a) leichte Abweichung, unter 5 %	SP/ST
6011b	b) große Abweichung, mehr als 5 %	
6015	Verweis auf die ökologische/biologische Produktion im Verzeichnis der Zutaten und im Sichtfeld der Verkehrsbezeichnung, obwohl mindestens eine der Bedingungen gemäß Artikel 30 Absatz 5 Buchstabe c der Verordnung (EU) 2018/848 nicht erfüllt ist	A+DL/SP
6020	Kennzeichnung oder Vermarktung eines pflanzlichen Erzeugnisses aus der Umstellung mit Verweis auf die ökologische/biologische Produktion	A + DL/SP
6030	Kennzeichnung oder Vermarktung eines Umstellungsprodukts als Erzeugnis mit mehreren Zutaten	DAM/A/A + DL/SP
6030a	a) kleine Menge	A/A + DL/SP
6030b	b) große Menge	
6040	Kennzeichnung oder Vermarktung eines herabgestuften Erzeugnisses mit Verweis auf die ökologische/biologische Produktion	DL
6040a	a) im vorgelagerten Bereich herabgestuftes Erzeugnis	SP
6040a1	1) mildernde Umstände	
6040a2	2) erschwerende Umstände	
6040b	b) beim Unternehmer herabgestuftes Erzeugnis	SP/ST
6040b1	1) mildernde Umstände	ST
6040b2		

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
	2) erschwerende Umstände	
6050	Kennzeichnung oder Vermarktung eines Erzeugnisses ohne Zertifizierung mit Verweis auf die ökologische/biologische Produktion	
6050a	a) Erzeugnis, das der ökologischen/biologischen Produktionsweise entspricht	DAM/A/ST
6050b	b) nicht konformes Erzeugnis: Anwendung der entsprechenden Sanktion	A/ST
6060	Kennzeichnung oder Vermarktung ohne Angabe der Kontrollstelle auf dem Etikett oder mit einer fehlerhaften Angabe	RS/DAM/A/DL/SP
6070	Vermarktung eines ökologischen/biologischen Erzeugnisses als ökologisches/biologisches Erzeugnis ohne Verweis oder mit einem nicht übereinstimmenden Verweis auf die ökologische/biologische Produktion in der Kennzeichnung oder in den Geschäftsunterlagen	DAM/A/SP
6090	Vermarktung eines ökologischen/biologischen Erzeugnisses mit einer Etikettierung, die nicht oder nicht mehr dem Rezept entspricht	DAM/A/SP
6100	Verwendung des Gemeinschaftslogos auf einem Erzeugnis, das sich in der Umstellung befindet, oder auf einem Erzeugnis, das weniger als fünfundneunzig Prozent der landwirtschaftlichen Zutaten aus ökologischer/biologischer Produktion enthält	DAM/A/DL/SP
6110	Vermarktung eines Tieres mit Verweis auf die ökologische/biologische Produktion	
6110a	a) ohne von der Kontrollstelle ausgestelltes nummeriertes Transaktionspapier	DAM/A/SP
6110b	b) mit einem unvollständigem Transaktionspapier	RS/DAM/A/SP
6115	Verspätete oder unterlassene Übermittlung des Transaktionspapiers durch einen Schlachthof	RS/DAM/A/SP
6120	Vermarktung von unverpacktem Fleisch oder Fleischerzeugnissen derselben Tierart in ökologischer/biologischer und nichtökologischer/nichtbiologischer Qualität an den Endverbraucher	A/SP

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
<b>7. EINFUHREN AUS DRITTLÄNDERN</b>		
7000	Verkauf oder Verzollung von eingeführten Erzeugnissen als ökologische/biologische Erzeugnisse ohne Information an die Kontrollstelle	DAM/A/SP/ST
7100	Der erste Empfänger, das Zolllager oder das vorübergehende Lager steht nicht unter Kontrolle, Strafe für den Importeur:	
7100a	a) geringfügiger Fall	DAM/A/SP
7100b	b) schwerer Fall	A + DL/SP
7200	Einfuhr von Erzeugnissen ohne ordnungsgemäß ausgefüllte Inspektionsbescheinigung:	
7200a	a) nicht vollständig ausgefüllte Inspektionsbescheinigung	DAM/A/DL/SP
7200b	b) Einfuhr ohne Inspektionsbescheinigung	DL/SP
7300	Unvollständige Überprüfung des Empfangs durch den ersten Empfänger:	
7300a	a) Die Inspektionsbescheinigung wird zum Empfang unterzeichnet, wobei keine physische Kontrolle der Ware, sondern eine Verwaltungskontrolle stattfindet.	DAM/A/SP
7300b	b) die Inspektionsbescheinigung wird zum Empfang unterzeichnet, ohne dass eine physische oder Verwaltungskontrolle der Ware stattfindet	A/SP
<b>8. VERKAUFSTELLEN</b>		
8000	Vermarktung von konventionellen Erzeugnissen, die mit Verweis auf die ökologische/biologische Produktion angeboten werden	DAM/A/A
8000a	a) vorverpackte Erzeugnisse	A/SP/ST
8000b	b) Schüttgut	

CODE-NR.	BESCHREIBUNG DES VERSTOBES	MAßNAHME
8100	Keine Formalisierung des Empfangs von ökologischen/biologischen Erzeugnissen, z. B. auf Lieferscheinen	RS/DAM/A
8200	Für den Verbraucher verwirrende Kennzeichnung von ökologisch/biologisch und nichtökologisch/nichtbiologisch	DAM/A/ST

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DIRUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,  
Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS



## Anhang 9

### Anwendungsmodalitäten für die von der europäischen Gesetzgebung festgelegten Produktionsvorschriften

#### Kapitel 1 Vorschriften für die Pflanzenproduktion

1.1° Die Verkürzung des Umstellungszeitraums gemäß Anhang II Teil I Nummer 1.7.5 Buchstabe b) der Verordnung (EU) 2018/848 setzt die Zustimmung der Kontrollstelle voraus, die eine vorherige Vegetations- oder Bodenanalyse durchführt, die belegt, dass keine Produkte oder Stoffe vorhanden sind, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion nicht zulässig ist.

1.2° Gemäß Anhang II der Durchführungsverordnung (EU) 2021/1165 der Kommission über die Zulassung bestimmter Erzeugnisse und Stoffe zur Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion und zur Erstellung entsprechender Verzeichnisse ist die Verwendung von Düngemitteln aus der Massentierhaltung verboten.

Die folgenden Düngemittel sind von diesem Verbot nicht betroffen:

- a) Dung von Tieren, die Zugang zu einem Auslauf im Freien haben;
- b) Dung von Schweinen oder Geflügel, die nach einem Lastenheft gehalten werden, das von der Dienststelle im Rahmen des regionalen Systems der differenzierten Qualität genehmigt wurde;
- c) Rinderdung, mit Ausnahme von Dung aus Mastbetrieben.

#### 1.3° Struktur der Datenbank gemäß Artikel 6, 1°

1.3.1° Die Pflanzenarten werden in Sortengruppen unterteilt, die nachstehend als „Untergruppen“ bezeichnet werden und die das Gerüst für die Funktionsweise der Datenbank bilden. Die in ökologischer/biologischer Form und in der Umstellung verfügbaren Sorten sind in der Datenbank auf der Ebene der Untergruppe erfasst und abrufbar.

1.3.2° Gemäß Anhang II Teil I Nummer 1.8.5 der Verordnung (EU) 2018/848 legt die Dienststelle in Absprache mit der zuständigen Behörde der anderen Regionen die Untergruppen von Pflanzenarten sowie den Grad der Verfügbarkeit von Pflanzenvermehrungsmaterial in ökologischer/biologischer Form und Pflanzenvermehrungsmaterial in Umstellung gemäß der unter Nummer 1.3.3° dieses Anhangs festgelegten Klassifizierung fest.

1.3.3° Die Untergruppen von Pflanzenarten werden in drei Stufen eingeteilt, die nach dem Grad der Verfügbarkeit von pflanzlichem Vermehrungsmaterial in ökologischer/biologischer Form und Pflanzenvermehrungsmaterial in Umstellung definiert sind:

a) Stufe 1: Vermehrungsgut der in dieser Stufe erfassten Untergruppen von Arten ist in ökologischer/biologischer Form und in Umstellungsform auf nationalem Gebiet in einer Menge und Qualität verfügbar, die als ausreichend erachtet wird. Für die betreffenden Untergruppen von Arten wird keine Ausnahme gewährt, die nicht durch eines der in Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.1 Buchstabe d) der Verordnung (EU) 2018/848 festgelegten Ziele gerechtfertigt ist.

b) Stufe 2: Die Verfügbarkeit von ökologischem/biologischem Pflanzenvermehrungsmaterial und Pflanzenvermehrungsmaterial in Umstellung von Sorten, die zu den in diese Stufe eingestuften

Untergruppen von Arten gehören, ist unzureichend. Für jede Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Vermehrungsmaterial ist ein vorheriger Antrag auf Einzelgenehmigung gemäß den in den Abschnitten 1.4°, 1.5° und 1.6° festgelegten Modalitäten zu stellen.

c) Stufe 3: Auf dieser Ebene werden die Untergruppen von Arten aufgeführt, für die es kein pflanzliches Vermehrungsgut in ökologischer/biologischer Form und in Umstellung auf nationalem Gebiet gibt; die betroffenen Sorten werden gemäß den in Abschnitt 1.6° beschriebenen Verfahren gemeldet.

1.3.4° Die Informationen über die Sorten und ihre Verfügbarkeit werden in die in Artikel 6.1° erwähnte Datenbank eingestellt und von den Lieferanten auf dem neuesten Stand gehalten.

Die Kontrollstelle beantwortet die punktuellen Anfragen zu Informationen über die Verfügbarkeit, die sie von den ihrer Kontrolle unterstehenden Unternehmern erhält.

#### *1.4° Modalitäten für die Bearbeitung von Anträgen auf Einzelgenehmigung*

1.4.1° Gemäß Artikel 21 analysiert die Kontrollstelle den bei ihr eingegangenen Antrag auf Genehmigung der Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial auf der Ebene der Untergruppe, zu der die betreffende Sorte gehört, und berücksichtigt dabei die Informationen, die in der unter 1.3° genannten Datenbank verfügbar sind.

1.4.2° Gemäß Anhang II Teil I Nummern 1.8.5.4 und 1.8.5.5 der Verordnung (EU) 2018/848 wird die Einzelgenehmigung jeweils für eine Saison vor der Aussaat oder Anpflanzung der Kultur beantragt und erteilt, und zwar:

- ab dem 1. Dezember für Frühjahrs- oder Sommersorten des folgenden Jahres;
- ab dem 1. September für Herbst- oder Wintersorten;
- ab dem 1. Dezember des Vorjahres für Sorten, die das ganze Jahr über gesät oder gepflanzt werden.

#### *1.5° Begründung von Genehmigungsanträgen*

1.5.1° Gemäß Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.1 der Verordnung (EU) 2018/848 erteilt die Kontrollstelle die Einzelgenehmigung für die Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial für Sorten, die zu einer Untergruppe gehören, die in die Verfügbarkeitsstufe 2 eingestuft ist, und bei denen die Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial durch einen der folgenden Gründe gerechtfertigt ist:

Code	Ausnahmeregelung gemäß Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.1 der Verordnung (EU) 2018/848	Angeführte Begründung	Erforderliche Dokumentation
A	Keine der Sorten der Art oder Untergruppe der Art, die der Verwender erhalten möchte, ist in der Datenbank registriert.		
B	Kein Lieferant ist in der Lage, ökologisches/biologisches oder in Umstellung befindliches Pflanzenvermehrungsmaterial rechtzeitig zum Zweck der Aussaat oder Anpflanzung zu liefern, wenn der Verwender das Pflanzenvermehrungsmaterial innerhalb einer ausreichenden Frist bestellt hat, um die Vorbereitung und Lieferung von ökologischem/biologischem oder in Umstellung befindlichem Pflanzenvermehrungsmaterial zu ermöglichen.	Der Verwender hat rechtzeitig alle in der Datenbank registrierten Lieferanten kontaktiert, die die gesuchte Sorte anbieten, aber keiner von ihnen ist in der Lage, in einer dem Verwender bekannten Sprache zu kommunizieren oder ökologisches/biologisches oder Umstellungs-Vermehrungsmaterial in Menge oder Qualität vor der Aussaat oder Pflanzung in den gewünschten Mengen zu liefern.	Der Verwender fügt die Belege seiner Bestellung und die Gründe, warum er nicht rechtzeitig beliefert wurde, seinem Antrag auf Einzelgenehmigung bei.
C.1	Die Sorte, die der Verwender erhalten will, ist nicht als ökologisches/biologisches Material oder Material in Umstellung zur Vermehrung von Pflanzen in der Datenbank eingetragen. Der Verwender kann nachweisen, dass keine in derselben Untergruppe der	Die Sorte wird von einem Kunden des Verwenders angefordert.	Der Verwender verfügt über eine Kopie des Produktionsvertrags oder, falls nicht vorhanden, über eine Bestätigung des Kunden, die er seinem Antrag auf Einzelgenehmigung beifügt.
C.2		Die beantragte Sorte weist ein besonderes technisches Merkmal, z.B. eine höhere Resistenz oder Toleranz gegenüber einer Krankheit, oder ein besonderes technologisches Merkmal auf.	Im Antrag auf Einzelgenehmigung wird das gesuchte Merkmal, ggf. unter Angabe der betreffenden Krankheit, und der Grund für die Wahl dieses Merkmals angegeben.

Code	Ausnahmeregelung gemäß Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.1 der Verordnung (EU) 2018/848	Angeführte Begründung	Erforderliche Dokumentation
C.3	Art registrierte Sorte geeignet ist und dass die Genehmigung für seine Produktion sehr wichtig ist.	Der Verwender möchte die wirtschaftlichen oder agronomischen Risiken verteilen.	Der Verwender teilt für die beantragte Art die Nutzung von Sorten in ökologischer/biologischer und nichtökologischer/nichtbiologischer Form verhältnismäßig auf und nutzt mindestens eine Sorte in ökologischer/biologischer Form.
C.4		Die beantragte Sorte ist für die Region geeignet und die in der Datenbank verfügbaren Sorten sind nicht ausreichend bekannt.	Im Antrag auf Einzelgenehmigung wird die Besonderheit der Eignung für die betreffende Region angegeben.
D	Die beantragte Sorte wird zu Forschungszwecken, in Feldversuchen in kleinem Maßstab, zum Zweck der Sortenerhaltung oder für die Produktentwicklung verwendet und die Verwendung wird von der Dienststelle genehmigt.		Zulässig sind nur Anträge auf Einzelgenehmigung für Tätigkeiten, die von oder im Auftrag von offiziellen Forschungszentren durchgeführt werden.

1.5.2° Wenn ein Antrag auf Einzelgenehmigung mit dem Code D begründet wird, der in der Tabelle unter Nummer 1.5.1° aufgeführt ist, trifft die Dienststelle eine Entscheidung auf der Grundlage einer von der Kontrollstelle übermittelten Dokumentation.

*1.6° Modalitäten für die Meldung der Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial*

1.6.1° Die Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial von Sorten, die zu einer Untergruppe einer Art gehören, die in der Verfügbarkeitsstufe 3 eingestuft ist, muss gemeldet werden.

1.6.2° Eine Meldung ist eine an die Kontrollstelle gerichtete Information über die Absicht des Unternehmers, Pflanzenvermehrungsmaterial in nicht ökologischer/biologischer Form zu verwenden.

1.6.3° Eine bei der Kontrollstelle eingereichte Meldung ist gültig, wenn die unter Nummer 1.4.2° genannten Fristen für die Einreichung eingehalten werden und die beantragte Sorte zum Zeitpunkt der Einreichung der Meldung in der in Artikel 6.1° genannten Datenbank nicht in ökologischer/biologischer Form verfügbar ist.

Für jede Meldung wird von der Kontrollstelle eine Empfangsbestätigung ausgestellt. Die Kontrollstelle überprüft die Nichtverfügbarkeit der Sorte in ökologischer/biologischer Form.

Ist die Sorte de facto in ökologischer/biologischer Form oder als Umstellungssorte verfügbar, so teilt die Kontrollstelle dies dem Antragsteller unverzüglich mit und weist ihn auf die daraus folgenden Konsequenzen hin.

1.6.4° Nachdem sie eingereicht und von der Kontrollstelle bestätigt wurde, gilt die Meldung jeweils für eine Saison und ist an die Einhaltung von Anhang II Teil I Nummer 1.8.5.3 der Verordnung (EU) 2018/848 gebunden.

*1.7° Sonderfall von Futtermischungen*

1.7.1° Eine Mischung von Futterpflanzensaatgut, die Sorten in nichtökologischer/nichtbiologischer Form enthält, darf nur verwendet werden, wenn der Erzeuger die notwendigen Genehmigungen für jede der nichtökologischen/nichtbiologischen Sorten gemäß den in diesem Anhang beschriebenen Modalitäten erhalten hat.

1.7.2° Die Dienststelle erstellt eine Liste mit Handelsnamen von Mischungen, für die in einer bestimmten Saison eine allgemeine Ausnahmegenehmigung erteilt werden kann. Berücksichtigt werden dabei nur Mischungen, die mindestens eine Sorte in ökologischer/biologischer Form enthalten.

Die Verwendung einer solchermaßen anerkannten Mischung von Futterpflanzensaatgut muss vorab nach dem in Abschnitt 1.6° beschriebenen Verfahren gemeldet werden.

*1.8° Sonderfall der Obstproduktion mit nichtökologischem/nichtbiologischem pflanzlichem Vermehrungsmaterial*

Neben den in Anhang II Teil I der Verordnung (EU) 2018/848 festgelegten Bedingungen ist die Verwendung von nichtökologischem/nichtbiologischem Pflanzenvermehrungsmaterial zur Erzeugung von ökologischem/biologischem Obst nur dann zulässig, wenn nach der Pflanzung im Freiland ein vollständiger Vegetationszyklus einschließlich der Bildung von Blütenknospen stattfindet.

## Kapitel 2 Vorschriften für die Tierproduktion

### 2.1° Herkunft der Tiere

2.1.1° Die Bestimmung in Anhang II Teil II Nummer 1.3.2 Buchstabe d) der Verordnung (EU) 2018/848 über die Auswahl der Rassen gilt für den Fleischtypbestand eines Betriebs als erfüllt, wenn fünf Jahre nach Beginn der Umstellung die Zahl der natürlichen Geburten mehr als achtzig Prozent der Gesamtzahl der Geburten des Jahres beträgt und auch weiterhin betragen wird. Außerdem muss drei Jahre nach Beginn der Umstellung bereits mindestens ein Anteil von 30 % natürlicher Geburten erreicht worden sein.

2.1.2° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.3.4.3 der Verordnung (EU) 2018/848 und unter Einhaltung dieser Bestimmungen ist das Einbringen von Geflügel, das nicht aus ökologischer/biologischer Haltung stammt, in die ökologische/biologische Tierhaltungseinheit erlaubt.

Die im ersten Absatz genannte Genehmigung wird jedes Jahr vor dem 31. Dezember überprüft. Die Überprüfung berücksichtigt die Entwicklung der Verfügbarkeit von Geflügel aus ökologischer/biologischer Tierhaltung und den Grad der Befriedigung des qualitativen und quantitativen Bedarfs der Landwirte.

2.1.3° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.9.4.1 der Verordnung (EU) 2018/848 erstellt die Dienststelle eine Liste der langsam wachsenden Stämme, deren Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion bei einer Aufzucht-dauer von mehr als siebenzig Tagen zulässig ist.

### 2.2° Ernährung

2.2.1° Die Einführung konventioneller Rohstoffe in die ökologische/biologische Produktionskette ist nur in Form von einfachen Zutaten bei einem der Kontrolle unterliegenden Unternehmer gestattet.

2.2.2° Da es für Wiederkäuer aus ökologischer/biologischer Tierhaltung schwierig ist, die erforderlichen Mengen der Vitamine A, D und E über die Futterration zu erhalten, ist die Verfütterung der synthetischen Vitamine A, D und E, die mit den aus landwirtschaftlichen Erzeugnissen gewonnenen identisch sind, an Wiederkäuer zulässig, wie in den Bestimmungen von Anhang III Teil B Nummer 3 Buchstabe a) ex3a) der Durchführungsverordnung (EU) 2021/1165 der Kommission über die Zulassung bestimmter Erzeugnisse und Stoffe zur Verwendung in der ökologischen/biologischen Produktion und zur Erstellung entsprechender Verzeichnisse festgelegt.

2.2.3° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.4.1. Buchstabe a) der Verordnung (EU) 2018/848 müssen die Tierfuttermittel hauptsächlich aus dem landwirtschaftlichen Betrieb stammen, in dem die Tiere gehalten werden, oder aus ökologischen/biologischen oder Umstellungs-Produktionseinheiten, die zu anderen Betrieben aus derselben Region gehören. In Anhang II Teil II der Verordnung (EU) 2018/848 wird zudem für jede unter den Geltungsbereich fallende Tierart ein Mindestprozentsatz in Bezug auf die regionale Herkunft der Futtermittel festgelegt.

In Anwendung dieser Bestimmungen wird das geografische Gebiet, das als „aus derselben Region“ wie die wallonischen Betriebe gilt, wie folgt definiert:

- a) das gesamte Staatsgebiet Belgiens;
- b) das gesamte Staatsgebiet des Großherzogtums Luxemburg;
- c) in Frankreich die Regionen Hauts-de-France, Normandie, Île-de-France und Grand-Est;



- d) in Deutschland die Bundesländer Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Hessen, Saarland und Baden-Württemberg; und
- e) in den Niederlanden die Regionen Zuid-Holland, West-Nederland und Oost-Nederland.

2.2.4° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.9.4.2 Buchstabe c) Ziffer iii der Verordnung (EU) 2018/848 sind unter dem Begriff „Junggeflügel“ Tiere zu verstehen, die weniger als achtzehn Wochen alt sind.

### 2.3° Prophylaxe und tierärztliche Behandlung

2.3.1° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.5.1.3 der Verordnung (EU) 2018/848 gilt die Anwendung chemisch-synthetischer allopathischer Tierarzneimittel oder Antibiotika in den folgenden Fällen als vorbeugende Behandlung:

- a) wenn die Behandlung durchgeführt wird, ohne dass oder bevor das Tier Krankheitssymptome zeigt;
- b) wenn die Behandlung durchgeführt wird, ohne dass oder bevor ein Gesundheitsproblem diagnostiziert wird;
- c) wenn die Behandlung wiederholt und kollektiv bei einer Kategorie von Tieren in der Herde angewendet wird, unbeschadet der Bestimmungen in Anhang II Teil II Nummer 1.5.2.6 der Verordnung (EU) 2018/848.

2.3.2° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.5.2.2 der Verordnung (EU) 2018/848 setzt die Verwendung von chemisch-synthetischen allopathischen Tierarzneimitteln oder Antibiotika unter der Verantwortung eines Tierarztes voraus, dass jede der betreffenden Behandlungen zuvor von einem Tierarzt verschrieben wurde.

2.3.3° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.5.2.4 der Verordnung (EU) 2018/848 bezeichnet „obligatorische Tilgungspläne“ Maßnahmen, die in Anwendung des Gesetzes vom 24. März 1987 über die Tiergesundheit und seiner Durchführungserlasse durchgeführt werden.

### 2.4° Tierdung

2.4.1° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.6.7 der Verordnung (EU) 2018/848 wird die Anzahl der Vieheinheiten, die dem in Nummer 1.6.6 desselben Anhangs genannten Grenzwert entspricht, wie folgt festgelegt:

<b>Klassen oder Arten</b>	<b>Höchstzahl der Tiere pro Hektar (entspricht 170 kg N/ha/Jahr)</b>
Milchkühe	1,88
Mutterkühe	2,57
Schlachtkühe	2,57
Sonstige Rinder über 2 Jahre	2,57
Rinder unter 6 Monate	17,00
Färsen, 6 bis 12 Monate	6,07
Färsen, 1 bis 2 Jahre	3,54
Jungbullen, 6 bis 12 Monate	6,80
Jungbullen, 1 bis 2 Jahre	4,25
Schafe und Ziegen unter 1 Jahr	51,51
Schafe und Ziegen über 1 Jahr	25,75
Equiden über 600 kg	2,61

Equiden zwischen 200 und 600 kg	3,40
Equiden unter 200 kg	4,85
Geweihträger unter 12 Monate	12,00
Geweihträger über 12 Monate	6,00
<b>Klassen oder Arten</b>	<b>Maximale Anzahl von Plätzen pro Hektar (entspricht 170 kg N/ha/Jahr)</b>
Sauen und trächtige Sauen	11,33
Eber	11,33
Mastschweine und Jungsauen	21,79
Mastschweine und Jungsauen auf ökologisch/biologisch kontrolliertem Einstreu	37,77
Ferkel, 4 bis 10 Wochen	89,47
Masthähnchen	629
Lege- oder Zuchthennen	283
Junghennen	629
Zuchthähne	395
Enten	395
Gänse	395
Puten, Truthähne	209
Perlhühner	629
Mutterkaninchen, Geburt + Mast	47,22
Mastkaninchen	531
Strauße und Emus	56,66
Wachteln	4250

### 2.5° Tierhaltung, Stallungen und Freigelände

2.5.1° Gemäß Nummer 1.6.5 von Anhang II Teil II der Verordnung (EU) 2018/848 darf die teilweise Überdachung von Freigelände nicht mehr als fünfzig Prozent der Fläche des für die Tiere zugänglichen Freigeländes betragen. Bei Schweinen kann dieser Anteil auf fünfundsiebzig Prozent erhöht werden, sofern mindestens fünfundsiebzig Prozent der Umgrenzung des Auslaufs im Freien eine offene Front haben. Die Dachgesimshöhe des Auslaufs muss 2,5 m oder mehr betragen.

2.5.2° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.7.5 der Verordnung (EU) 2018/848 und in Einhaltung dieser Bestimmungen ist die Anbindehaltung von Rindern in Betrieben mit höchstens 50 Tieren erlaubt, wobei Jungrinder, d. h. Rinder, die jünger als sechs Monate sind, nicht berücksichtigt werden.

Die weiteren Bestimmungen in Anhang II Teil II Nummer 1.7.5 der Verordnung (EU) 2018/848 über den Zugang zu Weiden und Freigelände sind anzuwenden und ihre Umsetzung wird von der Kontrollstelle überwacht.

Jeder Unternehmer, bei dessen Betrieb davon ausgegangen wird, dass er die in Unterabsatz 1 festgelegten Bedingungen erfüllt, teilt der Dienststelle diese Information über seine Kontrollstelle mit.

2.5.3° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.9.3.2 Buchstabe d) der Verordnung (EU) 2018/848 wird die Höchstdauer der Isolierung von Sauen innerhalb des Stallgebäudes am Ende der Trächtigkeit und während der Säugezeit auf 28 Tage festgesetzt.

2.5.4° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.9.4.4 Buchstabe c) der Verordnung (EU) 2018/848 müssen am Ende jedes Aufzuchtzyklus einer Geflügelpartie die Ausläufe für einen Zeitraum von sechs Wochen leer bleiben, damit die Vegetation nachwachsen kann.

2.5.5° Bei der Anwendung von Anhang II Teil II Nummer 1.7.4 der Verordnung (EU) 2018/848 gilt, dass zu jedem Zeitpunkt der Tierbesatz, alle Pflanzenfresserarten zusammengenommen, bezogen auf die mindestens einmal während der Weidesaison beweidete Fläche, sechs GVE pro Hektar nicht überschreiten darf, unbeschadet anderer Bestimmungen, die in den wallonischen, föderalen und europäischen Vorschriften festgelegt sind.

2.5.6° Gemäß Artikel 15 Absatz 1 der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen müssen Geflügelställe so gebaut werden, dass alle Vögel leichten Zugang zu Freigelände haben. Zu diesem Zweck und im Falle einer Legehennenhaltung darf zusätzlich zu den in dem genannten Artikel festgelegten Vorschriften die maximale Entfernung zwischen jedem für die Vögel zugänglichen Punkt innerhalb des Stallgebäudes und den Klappen, die Zugang zum Ausflug gewähren, nicht mehr als 15 m betragen.

2.5.7° Gemäß Artikel 16 der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen muss Freigelände für die Tiere attraktiv und für alle Tiere uneingeschränkt zugänglich sein.

Gemäß Nummer 4 des genannten Artikels beruht die optimale Nutzung des Freigeländes auf der Dichte und der Vielfalt der für die Ausgestaltung der Unterstände verwendeten Baumarten. Zu diesem Zweck muss das Freigelände mindestens die folgenden Elemente enthalten:

- a) Begrünung des gesamten Geländes, die vor dem Einstellen des Geflügels zu erfolgen hat, mit Ausnahme eines Streifens von höchstens drei Metern Breite an den Außenklappen;
- b) eine Übergangszone in der Nähe der Ausflugglappen, bestehend aus Reihen niedriger Vegetation, die das Geflügel von den Klappen zum restlichen Freigelände führt;
- c) eine vielfältig bepflanzte Hecke auf mindestens der Hälfte der Umgrenzung des Auslaufs.

Die Entfernung zwischen zwei Unterständen darf keinesfalls mehr als 25 Meter betragen. Es ist darauf zu achten, dass die Unterstände Windschutz sowie Schatten spenden.

Gemäß Nummer 6 des genannten Artikels gilt, dass bei einer Streckenlänge von mehr als 150 Metern die zusätzlichen Unterstände aus dauerhaftem und wetterfestem Material bestehen müssen, wobei jeder Unterstand eine Fläche von mindestens 4 m<sup>2</sup> und eine Dachhöhe von mindestens 50 cm haben muss.

2.5.8° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.6.1 der Verordnung (EU) 2018/848 muss ein Geflügelstall so angelegt sein, dass vorrangig für eine reichliche natürliche Belüftung durch seitliche Öffnungen, gegebenenfalls mit zusätzlichen Öffnungen im Dachfirst, gesorgt ist. Die Zirkulation der Innenluft kann durch Ventilatoren oder Luftabsauger ergänzt werden, um das Wohlbefinden der Tiere unter extremen Bedingungen zu gewährleisten, z.B. bei starker Hitze, mangelhafter natürlicher Belüftung aufgrund von Witterungsbedingungen, die für die Zirkulation der Außenluft ungünstig sind, oder Zwangseinschluss.

Die Stallung muss so angelegt sein, dass die Hauptbeleuchtungsquelle das natürliche Licht ist.

2.5.9° Gemäß Artikel 15 Absatz 2 Buchstabe c) der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen kann ein überdachter Außenanbau eines Geflügelstalls, der so isoliert ist, dass die dort herrschenden Bedingungen nicht denen des Außenklimas entsprechen, bei der Berechnung der Besatzdichte und der Mindestfläche der Innenräume berücksichtigt werden. Für eine Berücksichtigung muss dieser Außenanbau am Geflügelstall zusätzlich zu den im genannten Artikel festgelegten Bedingungen aus vier festen Wänden bestehen.

2.5.10° Gemäß Artikel 15 Absatz 4 der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen dürfen Geflügelställe mit Etagensystemen ausgestattet werden. Bei Anwendung dieses Haltungssystems darf zusätzlich zu den in dem genannten Artikel festgelegten Vorschriften der Abstand zwischen den Ebenen oder Zwischenbereichen nicht mehr als einen Meter betragen, und bei Legehennenhaltung darf die für das Etagensystem angerechnete Fläche nicht mehr als die Hälfte der Bodenfläche im Inneren des Stallgebäudes betragen.

2.5.11° Die Nutzung von mobilen Geflügelställen für die Aufzucht von Legehennen ist zulässig, sofern diese mit Rädern ausgestattet sind und mindestens alle zehn Tage um eine Strecke bewegt werden, die mindestens der doppelten Länge des Stallgebäudes entspricht. Der Erzeuger muss zu Kontrollzwecken die Daten und Orte der Reisen aufzeichnen. Außerdem darf jede mobile Einheit über eine gemessene Bodenfläche von höchstens 36 m<sup>2</sup> haben, und jeder mobilen Einheit muss jederzeit für sich alleine ein grasbewachsener Auslauf mit einer Gesamtfläche zur Verfügung stehen, die 4 m<sup>2</sup> pro Tier entspricht.

In diesem Fall gelten abweichend die Bestimmungen von Nummer 2.5.7° nicht.

In diesem Fall und abweichend von den Bestimmungen von Nummer 2.5.10° gilt die Norm von sechs Tieren pro m<sup>2</sup> für die gesamte für die Tiere nutzbare Fläche, mit maximal zwei Ebenen. Dabei darf jede Ebene höchstens 36 m<sup>2</sup> groß sein und muss eine Höhe von mindestens 45 cm haben, während der Boden unter dem Stall nicht berücksichtigt wird.

2.5.12° Gemäß Anhang I Teil IV Nummer 3 der Durchführungsverordnung (EU) 2020/464 vom 26. März 2020 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der für die rückwirkende Anerkennung von Umstellungszeiträumen erforderlichen Dokumente, der Herstellung ökologischer/biologischer Erzeugnisse und der von den Mitgliedstaaten bereitzustellenden Informationen wird die Höchstzahl der Vögel pro m<sup>2</sup> Nutzfläche des Innenraums des Geflügelstalls auf 6 festgesetzt. Für die Zwecke der Überprüfung dieser Vorschrift gilt eine Fläche, die weniger als 30 cm breit oder mehr als 14 % geneigt ist oder über der sich ein freier Raum von weniger als 45 cm befindet, nicht als nutzbare Fläche. Nester und Sitzstangen sind nicht Teil der nutzbaren Fläche. .

2.5.13° Gemäß Anhang II Teil II Nummer 1.7.3 der Verordnung (EU) 2018/848 müssen Nutztiere ständigen Zugang zu Freiflächen mit Bewegungsmöglichkeiten, vorzugsweise Weiden, haben, wann immer die klimatischen und jahreszeitlichen Bedingungen und der Zustand des Bodens dies zulassen, es sei denn, es bestehen Beschränkungen und Verpflichtungen zum Schutz der Gesundheit von Mensch und Tier nach dem Unionsrecht. Für die Überprüfung dieser Vorschrift gilt Folgendes:

- a) Wenn die Außentemperatur, die an der Öffnung der Klappen zu messen ist, über 0 Grad liegt, müssen alle Junghennen, Legehennen und Mastgeflügel ab einem Alter von sechs

Wochen Zugang zu einem Auslauf im Freien haben. In diesem Fall werden die Ausflugklappen spätestens um 10 Uhr morgens bis zur Abenddämmerung geöffnet.

- b) Wenn die Außentemperatur 0 Grad oder weniger beträgt oder der Auslauf mit Schnee bedeckt ist oder der Auslauf überschwemmt ist, dürfen die Ausflugklappen geschlossen bleiben. In diesem Fall muss der betreffende Unternehmer den Grund für das Schließen der Klappen noch am selben Tag, spätestens um 10 Uhr morgen, registrieren.
- c) Wenn sich eine Geflügelhaltung in einem Gebiet befindet, in dem eine Einschließung aufgrund eines von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette verhängten ständigen Verbots erfolgt, gilt weiterhin die Verpflichtung, über einen Auslauf im Freien zu verfügen, und der Zugang zu diesem muss durch alle Schutzmaßnahmen ermöglicht werden, die die Einhaltung der vorgeschriebenen Gesundheitsmaßnahmen gewährleisten.

### **Kapitel 3 Vorschriften für die Rückverfolgbarkeit von Tieren und tierischen Erzeugnissen**

#### *3.1° Allgemeine Grundsätze*

3.1.1° Zusätzlich zu den Kontroll- und Vorsorgemaßnahmen, die in der Verordnung (EU) 2018/848 in Kapitel VI und in der Delegierten Verordnung (EU) 2021/771 zur Ergänzung der Verordnung (EU) 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates durch Festlegung spezifischer Kriterien und Bedingungen für die Prüfungen der Dokumentation im Rahmen der amtlichen Kontrollen in der ökologischen/biologischen Produktion und die amtlichen Kontrollen von Unternehmergruppen festgelegt sind, und unbeschadet der gesetzlichen Bestimmungen über die Kennzeichnung und Registrierung von Tieren gelten die nachstehend festgelegten zusätzlichen Maßnahmen in Ausführung von Artikel 39 Absatz 1 Buchstabe c) der Verordnung (EU) 2018/848, um die Rückverfolgbarkeit von tierischen Erzeugnissen über die gesamte Produktions-, Verarbeitungs- und Aufbereitungskette hinweg zu gewährleisten.

3.1.2° Für die Arten, für die ein Sanitel-Kennzeichnungs- und -Registrierungssystem besteht, muss jeder Erzeuger den zuständigen Kontrollorganen gestatten, über die in der Datenbank enthaltenen Informationen zu seinem Tierbestand zu verfügen. Außerdem ist er verpflichtet, die aufeinanderfolgenden Auszüge aus dem Sanitel-Register seines Tierbestands, die ihm von der für die Kennzeichnung und Registrierung der Tiere zuständigen Vereinigung übermittelt wurden, ständig am Betriebssitz aufzubewahren.

#### *3.2° Kreislauf der Fleischverarbeitung*

3.2.1° Innerhalb von 15 Tagen nach der Geburt eines Rindes in der Herde entnimmt der Erzeuger eine Probe des biologischen Materials des Kalbes nach der Methode, die von der für die Kennzeichnung und Registrierung von Rindern zuständigen Vereinigung festgelegt wurde, und übermittelt diese Proben an den bezeichneten Lagerort.

3.2.2° Tiere, die mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktionsweise vermarktet werden, müssen von einem nummerierten Transaktionsblatt begleitet werden, das von der Kontrollstelle ausgestellt wird und dessen Muster dem Konzertierungsausschuss für biologische Landwirtschaft zur Stellungnahme und der Dienststelle zur Genehmigung vorgelegt werden muss.

Das Transaktionsblatt begleitet erst das Tier und dann den Schlachtkörper bis zum ersten Käufer des Schlachtkörpers. Dieser schickt das originale Transaktionsblatt an die Kontrollstelle zurück.



Jeder nachfolgende Unternehmer bis zum ersten Käufer des Schlachtkörpers formalisiert seine Verpflichtung, ein Tier oder ein Erzeugnis zu liefern, das in ökologischer/biologischer Produktion geschaffen wurde, indem er den für ihn bestimmten Teil des Transaktionsblattes ausfüllt.

3.2.3° Auf allen Stufen der Vermarktung, des Transports, der Schlachtung, des Zerlegens und der Aufbereitung müssen Schlachtkörper, Schlachtkörpervierteil, Fleischstücke, Hackfleisch und Hackfleischerzeugnisse einen Hinweis auf die ökologische/biologische Produktionsweise tragen und dauerhaft und eindeutig gekennzeichnet sein, so dass die Herkunft des Erzeugnisses über die Verarbeitungskette hinweg bis zu den betreffenden Erzeugern zurückverfolgt werden kann.

3.2.4° Bei der Zubereitung von Rinderhackfleisch oder Rinderhackfleischprodukten darf die Anzahl der Rinder, von denen die Fleischstücke stammen, die in einer Produktpartie enthalten sind, nicht mehr als 12 betragen.

Abweichend davon kann ein Unternehmer, der diese Bedingung aufgrund seiner Betriebsweise nicht erfüllen kann, bei seiner Kontrollstelle eine Genehmigung der Dienststelle beantragen, um eine größere Anzahl von Rindern für die Zusammenstellung einer Produktpartie verwenden zu dürfen. Jedoch dürfen niemals mehr als 36 Rinder verwendet werden. Der Unternehmer verpflichtet sich, die Mehrkosten für die in Anhang 5 Nummer 4.2° vorgesehene Übereinstimmungsprüfung zu übernehmen. Die Dienststelle trifft ihre Entscheidung auf der Grundlage einer von der zuständigen Kontrollstelle übermittelten Dokumentation, in der diese Mehrkosten nachgewiesen werden.

Für jede Partie Rinderhackfleisch oder Rinderhackfleischerzeugnisse werden die Gewichte der eingehenden, der halbfertigen und der ausgehenden Erzeugnisse gewogen, aufgezeichnet und für die Kontrollstelle bereitgehalten.

### *3.3° Kreislauf der Fleischvermarktung*

3.3.1° Ein Unternehmer, der ökologisches/biologisches Fleisch oder ökologische/biologische Fleischerzeugnisse an den Endverbraucher verkauft, darf nichtökologisches/nichtbiologisches Fleisch oder nichtökologische/nichtbiologische Fleischerzeugnisse derselben Art nur in folgenden Fällen verkaufen:

- ökologisches/biologisches Fleisch oder ökologische/biologische Fleischerzeugnisse werden zerlegt verkauft und nichtökologisches/nichtbiologisches Fleisch oder nichtökologische/nichtbiologische Fleischerzeugnisse werden von einem Dritten zerlegt und vorverpackt;
- nichtökologisches/nichtbiologisches Fleisch oder nichtökologische/nichtbiologische Fleischerzeugnisse werden zerlegt verkauft und ökologisches/biologisches Fleisch oder ökologische/biologische Fleischerzeugnisse werden entweder von einem Dritten oder von ihm selbst zerlegt und vorverpackt, in letzterem Fall jedoch in einem kompletten und zeitlich getrennten Arbeitsgang.

Eine Ausnahme von diesem Grundsatz kann von der Kontrollstelle auf begründeten Antrag des Unternehmers gewährt werden, um nicht zertifizierte Erzeugnisse, die aus der Verarbeitung von zertifiziertem ökologischem/biologischem Fleisch stammen, ohne Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion zu verkaufen. Diese nicht zertifizierten Erzeugnisse dürfen nicht mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion verkauft werden. In der Ausnahmeregelung werden die betroffenen Erzeugnisse und die Dauer der Anwendung angegeben.

### *3.4° Vermarktungs- und Verarbeitungskreislauf von Milch und Milchprodukten*

3.4.1° In Anwendung von Anhang III Nummer 1 der Verordnung (EU) 2018/848 auf den Milchsektor weist der Käufer dem Erzeuger zwei getrennte Kennzeichnungen zu, eine für die Lieferung von ökologischer/biologischer Milch und eine andere für die Lieferung von Milch, die nicht aus ökologischer/biologischer Produktion stammt, sofern der Erzeuger im Besitz einer von der Kontrollstelle ausgestellten Bescheinigung ist, die bestätigt, dass die Milcherzeugung seiner



Produktionseinheit mit der ökologischen/biologischen Produktionsweise übereinstimmt. Die Kennzeichnung für ökologische/biologische Milch muss auf einem Medium vermerkt werden, das einen Hinweis auf die ökologische/biologische Produktionsweise und die Kontrollstelle trägt, und bei Lieferungen von ökologischer/biologischer Milch auf dem Milchtank angebracht werden. Die Kennzeichnung für die Milch, die nicht aus ökologischer/biologischer Produktion stammt, muss auf einem Medium mit der Aufschrift „konventionell“ vermerkt und bei Lieferungen von Milch, die nicht aus ökologischer/biologischer Produktion stammt, auf dem Milchtank angebracht werden.

3.4.2° Für jede Milchliefierung muss der Erzeuger seine Verpflichtung formalisieren, ökologische/biologische Milch zu liefern, indem er am Milchtank das Medium anbringt, das auf die ökologische/biologische Produktionsweise verweist. Bei der Lieferung von nicht zertifizierter ökologischer/biologischer Milch bringt der Erzeuger am Milchtank das Medium an, das auf die Lieferung von konventioneller Milch verweist. Er benachrichtigt seinen Käufer auch schriftlich über die Änderung der Produktionsart, wie dies in der schriftlichen Verpflichtung, die er gegenüber seinem Käufer unterzeichnet hat, festgelegt ist.

3.4.3° Der Käufer organisiert vorzugsweise Abholungen, die ausschließlich für ökologische/biologische Milch vorgesehen sind. Ist dies nicht der Fall, müssen ein oder mehrere Abteile mit einem separaten Pumpsystem ausschließlich für ökologische/biologische Milch reserviert werden.

3.4.4° In allen Phasen der Produktion, Lagerung, des Transports und der Verarbeitung von ökologischer/biologischer Milch müssen Tanks, Abteile, Zisternen und andere Behälter, die ökologische/biologische Milch enthalten, mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion gekennzeichnet werden. Behälter mit einem Hinweis auf die ökologische/biologische Produktion dürfen keine nichtökologische/nichtbiologische Milch enthalten.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Oktober 2022 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen und für die Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 2010 über die Produktion und Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Oktober 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/30338]

13 OKTOBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering inzake de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten. — Addendum

Bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 7 december 2022, bladzijde 89718, wordt aangevuld met de volgende bijlagen:

## Bijlage 1

### **Productie-, etiketterings-, communicatie- en controleregels voor biologische producten die afkomstig zijn van restauratie**

Overeenkomstig artikel 2 en in toepassing van artikel 2 derde lid van Verordening (EU) 2018/848 legt deze bijlage de productie-, etiketterings-, communicatie- en controleregels vast voor biologische producten die afkomstig zijn van restauratie.

#### **Hoofdstuk 1. Toepassingsgebied en definities**

##### **1. Toepassingsgebied**

1.1. Deze bijlage is van toepassing op producten die vallen onder Verordening (EU) 2018/848, bedoeld in artikel 2, lid 1 van de genoemde Verordening, wanneer ze afkomstig zijn van restauratie op professioneel vlak.

1.2. Deze bijlage is van toepassing op de exploitanten die levensmiddelen bereiden die klaar zijn om verbruikt te worden door de eindconsument, ter plaatse of om mee te nemen, en die willen verwijzen naar de biologische productiemethode voor het geheel of een deel van de voorgestelde levensmiddelen.

Ze betreft zowel de grootkeukens met sociaal karakter, met inbegrip van de kantines of restaurants van scholen, universiteiten, ondernemingen, administraties, gevangenissen, ziekenhuizen, verzorgingstehuizen of rusthuizen, kinderopvang, met inbegrip van cateringvennootschappen die deze instellingen van maaltijden voorzien, als de restauratie met een commercieel karakter met name de restaurants, traiteurs, cafetaria's en hotels.

Ze heeft geen betrekking op productie-, bereidings- of distributie verrichtingen die onder Verordening (EU) 2018/848 vallen.

##### **2. Definities**

2.1. Voor de toepassing van deze bijlage wordt bedoeld met:

1° de restauratie-exploitant: de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die valt onder het toepassingsgebied bepaald in punt 1;

2° het gerecht: de combinatie van de levensmiddelen die als dusdanig aan de eindconsument worden voorgesteld;

3° het menu: het geheel van gerechten dat een maaltijd vormt met inbegrip van eventuele dranken;

4° de kaart: geheel van media die de lijst vormen van de levensmiddelen, gerechten en menu's die aan de eindconsument worden voorgesteld;

5° het geïntegreerd restauratiesysteem: de restauratie-exploitant die onder eenzelfde ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van de Ondernemingen meerdere vestigingseenheden omvat die bediend worden door een gemeenschappelijke centrale keuken of die een gemeenschappelijke centrale aankoopdienst en referentiedienst van de leveranciers hebben en een gemeenschappelijk register van recepten en bereidingsprocedures van levensmiddelen waarvan ze niet afwijken.

#### **Hoofdstuk 2. Productievoorschriften**

##### **3. Certificeringssystemen**

3.1. De restauratie-exploitanten kunnen één of meer van de volgende certificeringssystemen kiezen:

- een certificering “Biologisch ingrediënt”, gebaseerd op het exclusieve gebruik van biologische producten voor bepaalde omschreven ingrediënten;
- Een certificering “Biologisch gerecht/menu” gebaseerd op het aanbod van bepaalde levensmiddelen, gerechten of menu’s die voor minstens vijftien procent van de ingrediënten op basis van biologische producten uitgewerkt zijn;
- Een certificering “Biologisch restaurant” gebaseerd op het exclusieve aanbod levensmiddelen, gerechten of menu’s die voor minstens vijftien procent van de ingrediënten op basis van biologische producten uitgewerkt zijn.

#### 4. Algemene productievoorschriften

##### 4.1. Voor biologische producten:

- berusten de restauratieverrichtingen op de principes opgesomd in artikel 7 van Verordening (EU) 2018/848;
- leven de restauratieverrichtingen de productievoorschriften na die opgesomd zijn:
  - o In artikels 9, leden 3, 4 en 6, 11, 24, leden 2, 4 en 5, 25, 27, 28 en 29 van Verordening (EU) 2018/848, evenals in de ermee verbonden secundaire verrichtingen;
  - o In bijlage II, deel IV van Verordening (EU) 2018/848 met uitsluiting van punt 1.5.

4.2. De restauratie-exploitant verzekert zich ervan dat de biologische producten die hij als ingrediënten gebruikt of die hij rechtstreeks aan de eindconsument opdient zonder verwerking op zijn niveau, een verwijzing dragen naar de biologische productie die beantwoordt aan de bepalingen van hoofdstuk IV van Verordening (EU) 2018/848.

4.3. De producten die verkregen worden tijdens de omschakelingsperiode bedoeld in artikel 10 van Verordening (EU) 2018/848 worden als niet-biologische producten beschouwd.

4.4. De producten van jacht of visvangst worden als niet-biologische producten beschouwd zelfs indien ze afkomstig zijn van verwerkte levensmiddelen die overeenkomstig artikel 30, vijfde lid, punt c) van de Verordening (EU) 2018/848 verwijzen naar de biologische productie in hun verkoopbenaming of hun ingrediëntenlijst.

4.5. De verwerkte levensmiddelen die gebruikt worden als ingrediënten door een restauratie-exploitant worden beschouwd als volledige biologische producten indien ze beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 30, vijfde lid, punt a) van de Verordening (EU) 2018/848.

4.6. Om elke vermenging of uitwisseling tussen biologische en niet-biologische producten te vermijden:

- a) worden de biologische producten die als ingrediënten gebruikt worden voor en na de restauratieverrichtingen opgeslagen door deze fysiek of in de tijd van de niet-biologische producten te scheiden;
- b) zijn de biologische producten die door de restauratie-exploitant gebruikt worden als ingrediënten of producten visueel door het personeel geïdentificeerd door indien nodig een beroep te doen op passende identificatiesystemen zoals de etikettering of de kleur van de containers;
- c) worden in geval van vervoer tussen exploitanten of eenheden, de biologische producten die door de restauratie-exploitant worden gebruikt als ingrediënten of producten vervoerd in gesloten verpakkingen, containers of voertuigen en worden ze vergezeld van een document met de volgende informatie:
  - o naam en adres van de leverancier;
  - o naam en adres van de bestemming;
  - o aard en hoeveelheid van de vervoerde biologische producten.

Het is niet verplicht om de verpakkingen, containers of voertuigen te sluiten wanneer de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn:

- o Het vervoer gebeurt rechtstreeks tussen twee exploitanten of eenheden die aan het controleregime van de biologische productie onderworpen zijn,
- o Het vervoer omvat alleen biologische producten.

Bij de ontvangst van de producten controleert de bestemming de goede sluiting van de verpakking, van de container of van het voertuig, wanneer dit vereist is evenals de overeenkomst tussen de

informatie die op het begeleidingsdocument staat en de vervoerde producten. Het resultaat van deze controles wordt uitdrukkelijk vermeld in een register.

## **5. Productievoorschriften die van toepassing zijn op de certificering “Biologisch ingrediënt”**

5.1. De restauratie-exploitant gebruikt uitsluitend biologische producten voor één of meerdere ingrediënten in de uitwerking van gerechten en levensmiddelen die hij bereidt.

Hij bepaalt de betrokken ingrediënten.

Voor elk van hen is deze bepaling van toepassing voor een minimumperiode van twaalf maanden.

5.2. Tijdens de periode bedoeld in punt 5.1 wordt er geen enkel niet-biologisch product van dezelfde ingrediënten gehouden in de opslag-, bereidings- en verkoopplaatsen.

## **6. Productievoorschriften die van toepassing zijn op de certificering “Biologisch gerecht/menu”**

6.1. De restauratie-exploitant gebruikt biologische producten voor minstens vijfennegentig procent in gewicht van de ingrediënten voor de uitwerking van één of meer gerechten of levensmiddelen die hij bereidt.

Hij bepaalt de betreffende gerechten en levensmiddelen.

Voor elk van hen is deze bepaling van toepassing voor een minimumperiode van twaalf maanden.

6.2. De niet-biologische producten die gebruikt worden voor de gerechten en levensmiddelen bedoeld in punt 6.1, voor maximum vijf procent in gewicht van het geheel van ingrediënten, staan in de lijst van de producten en stoffen die toegelaten zijn in de productie van verwerkte biologische levensmiddelen bedoeld in artikel 24 tweede lid van Verordening (EU) 2018/848 of maken het voorwerp uit van een tijdelijke toelating overeenkomstig artikel 25 van dezelfde verordening.

6.3. Water en zout worden niet in beschouwing genomen voor de toepassing van de bepalingen van punten 6.1 en 6.2.

6.4. Een menu wordt geacht biologisch te zijn indien het uitsluitend bestaat uit gerechten en levensmiddelen die beantwoorden aan de bepalingen van punten 6.1 tot 6.3.

Het biologische menu kan eveneens voorverpakte levensmiddelen bevatten die rechtstreeks aan de consument aangeboden kunnen worden in hun originele verpakking en die de vermeldingen dragen van overeenkomst met de biologische productiemethode.

Indien het menu dranken bevat, beantwoorden deze aan de voorwaarden van alinea's 1 en 2.

## **Productievoorschriften die van toepassing zijn op de certificering “Biologisch restaurant”**

6.5. Alle gerechten, levensmiddelen en menu's die door de restauratie-exploitant worden bereid, leven de bepalingen van punt 6 na.

6.6. Alle levensmiddelen die rechtstreeks aan de eindconsument zonder verwerking door de restauratie-exploitant worden opgediend, met inbegrip van dranken, met uitsluiting van water en keukenzout, beantwoorden aan de biologische productiemethode.

6.7. Bij afwijking van punt 7.1. kunnen de producten van de jacht of van de visvangst maximum vijftig procent uitmaken in aankoopwaarde van het geheel van ingrediënten die op jaarbasis door de restauratie-exploitant gebruikt worden.

6.8. Niet-biologische producten worden enkel gehouden in de opslag-, bereidings- en verkoopplaatsen in de overeenkomstige hoeveelheden in naleving van de bepalingen van punten 7.1 tot 7.3. Deze worden geregistreerd in een register dat dagelijks wordt bijgehouden.



## 7. Uitzonderlijke productievoorschriften

7.1. In afwijking van de regels bepaald in punten 5. tot 7., mag de restauratie-exploitant in geval van uitzonderlijke onbeschikbaarheid van biologische producten voor een ingrediënt dat bij de certificering betrokken is, tijdelijk een niet-biologisch product voor dit ingrediënt gebruiken.

In dat geval licht de restauratie-exploitant:

- zijn controleorgaan onmiddellijk schriftelijk in over deze onbeschikbaarheid, door het ingrediënt en de betreffende hoeveelheden, de duur en de reden ervan te preciseren; voor de certificeringssystemen “Biologisch gerecht/menu” en “Biologisch restaurant”, preciseert de informatie eveneens de getroffen gerechten, levensmiddelen en menu’s;
- de consumenten in real time in over deze onbeschikbaarheid, met elk passend procedé, door het betrokken ingrediënt te preciseren; er wordt een correctie op alle gebruikte communicatiemedia aangebracht die naar het biologische karakter van dit ingrediënt verwijzen evenals van de gerechten, levensmiddelen en menu’s waar dit ingrediënt inzit.

7.2. Op basis van de meegedeelde informatie legt het controleorgaan de duur vast waarvoor de afwijking van toepassing is. Deze is in geen geval langer dan twee maanden.

## 8. Restauratieactiviteiten tijdens eenmalige evenementen

8.1. De restauratie-exploitanten kunnen tijdelijk deelnemen aan het certificeringssysteem “Biologisch gerecht/menu” indien ze willen verwijzen naar de biologische productiemethode voor het geheel of een deel van de levensmiddelen die ze enkel bereiden in het kader van eenmalige evenementen zoals beurzen, kermissen of sportmanifestaties op voorwaarde dat de omzet van de verkoop tijdens deze evenementen, van de levensmiddelen die door de biologische certificering beoogd worden, niet meer dan 15.000 euro per jaar bedraagt.

8.2. In dat geval wordt de periode van twaalf maanden die bepaald is in punt 6.1, alinea 3 vervangen door de duur van de evenementen.

## Hoofdstuk 3. Etiketterings- en communicatieregels

### 9. Communicatie

9.1. Een restauratie-exploitant mag enkel communiceren over gelijk welk aanbod aan biologische producten indien hij onderworpen is aan een certificeringssysteem dat in deze bijlage bepaald wordt, behalve indien dit aanbod enkel voorverpakte biologische producten betreft die de vermeldingen dragen van overeenkomst met Verordening (EU) 2018/848 en rechtstreeks aan de eindconsument worden opgediend.

Buiten de gevallen vermeld in punt 10.2 is in de etikettering of reclame het gebruik verboden van aanduidingen, waaronder handelsmerken of firmanamen, of praktijken die de consument kunnen misleiden door de indruk te wekken dat de betrokken producten of de ingrediënten ervan voldoen aan Verordening (EU) 2018/848 of aan dit besluit.

In alle gevallen is het gebruik van het logo voor de biologische productie van de Europese Unie verboden.

9.2. In het certificeringssysteem “Biologisch ingrediënt” mag de restauratie-exploitant enkel naar de biologische productie verwijzen voor ingrediënten die gecertificeerd zijn. In het bijzonder worden de aanduidingen opgesomd in bijlage IV van Verordening (EU) 2018/848 evenals hun afgeleiden en verkleinwoorden enkel gebruikt in rechtstreeks verband met de vermelding van de betrokken ingrediënten op gelijk welk medium met inbegrip van kaarten, affiches, prospectussen, vitrines of internetsites. Deze communicatie is in real time aangepast aan de ingrediënten die gedekt worden door het certificaat bedoeld in punt 12.

In het certificeringssysteem “Biologisch gerecht/menu” mag de restauratie-exploitant enkel naar de biologische productie verwijzen voor de gerechten, levensmiddelen en menu’s die gecertificeerd zijn. In het bijzonder worden de aanduidingen opgesomd in bijlage IV van Verordening (EU) 2018/848 evenals hun afgeleiden en verkleinwoorden enkel gebruikt in rechtstreeks verband met de vermelding

van de betrokken gerechten, levensmiddelen of menu's, op gelijk welk medium (kaarten, menu's, vitrines, affiches, prospectussen, internetsites enz.) Deze communicatie is in realtime aangepast aan de gerechten, levensmiddelen en menu's die gedekt worden door het certificaat bedoeld in punt 12. In het certificeringssysteem "Biologisch restaurant", mag de restauratie-exploitant verwijzen naar de biologische productie voor al zijn gerechten, levensmiddelen en menu's, in het algemeen of gericht, evenals in zijn maatschappelijke benaming of uithangbord, met inbegrip van het gebruik van de aanduidingen opgesomd in bijlage IV van Verordening (EU) 2018/848 evenals hun afgeleiden en verkleinwoorden. De niet-biologische producten die door de restauratie-exploitant gebruikt worden overeenkomstig de bepalingen van punt 7. worden expliciet ter kennis gebracht van de consumenten, in real time, met elk gepast middel met inbegrip van kaarten, menu's, affiches, prospectussen, vitrines of internetsites. In het bijzonder worden de consumenten erover ingelicht dat de producten van de jacht en van de visvangst niet gedekt worden door het kwaliteitssysteem met betrekking tot de biologische productie.

#### **Hoofdstuk 4. Kennisgeving, certificering en controleregels**

##### **10. Kennisgeving**

10.1. Vooraleer te communiceren over een biologisch aanbod, geven de restauratie-exploitanten kennis van hun activiteit aan de Dienst in toepassing van deze bijlage.

De bepalingen van artikel 8 zijn van toepassing op deze kennisgeving.

10.2. Bij afwijking van punt 11.1, in het kader van een certificering die enkel slaat op restauratieactiviteiten tijdens eenmalige evenementen, in toepassing van punt 9, geven de restauratie-exploitanten kennis van hun activiteit aan het controleorgaan dat controleert of hun activiteit beantwoordt aan deze bijlage en het certificaat bedoeld in punt 12 aflevert.

Deze kennisgeving wordt minstens twee weken voor de datum van elk evenement uitgevoerd.

##### **11. Certificering**

11.1. De restauratie-exploitanten communiceren enkel over een biologisch aanbod, in toepassing van deze bijlage, indien ze in het bezit zijn van een geldig certificaat verstrekt door een controleorgaan dat in bijlage 6 vermeld wordt waarvan de delegatie de verwerkte producten van agrarische oorsprong, waaronder aquacultuurproducten, voor gebruik als levensmiddel, met name de productencategorie D, dekt.

11.2. De controleorganen leveren een certificaat af aan elke restauratie-exploitant die van zijn activiteit kennis heeft gegeven overeenkomstig punt 11 en die overeenstemt met de bepalingen van deze bijlage.

Dit certificaat bevat:

- a) een documentnummer;
- b) een identificatie van de restauratie-exploitant: uniek nummer van de biologische exploitant, ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en maatschappelijke benaming;
- c) een identificatie van het controleorgaan: codenummer en maatschappelijke benaming;
- d) De vermelding van het of de certificeringssystemen waarvoor de restauratie-exploitant gecontroleerd wordt, met:
  - o voor het certificeringssysteem "Biologisch ingrediënt", de lijst van de betrokken ingrediënten;
  - o voor het certificeringssysteem "Biologisch gerecht/menu" de lijst van de betreffende gerechten, levensmiddelen en menu's;
- e) het adres van de verbruiks- of afhaalplaats van de betreffende levensmiddelen of in het geval van een geïntegreerd restauratiesysteem, het adres van alle verbruiksplaatsen of afhaalpunten van de betreffende levensmiddelen en, in voorkomend geval, van de centrale keuken of centrale aankoop- en referentiedienst van de leveranciers;
- f) een attest van naleving van de bepalingen van deze bijlage;
- g) de geldigheidsperiode van het certificaat.



11.3. De vestigingseenheden van een restauratie-exploitant die geen deel uitmaken van een geïntegreerd restauratiesysteem maken deel uit van een onafhankelijke certificering.

11.4. Een restauratie-exploitant kan het gebied van zijn certificering laten evolueren door een aanvraag in deze zin te richten aan zijn controleorgaan. Deze levert een nieuw certificaat af overeenkomstig punt 12.2.

11.5. De restauratie-exploitanten hangen op de verkoopplaats(en) van hun producten op een voor de consument zichtbare manier:

- hun certificaat op;
- of een uittreksel van hun certificaat op dat minstens de informatie bedoeld in punt 12.2., tweede lid, punten a), b), c) en g), het of de betrokken certificeringssyste(e)m(en) en het adres van de betrokken verkoopplaats, aangevuld met het adres van de internetsite, bedoeld in punt 12.6 waarop het certificaat beschikbaar is.

11.6. De controleorganen publiceren op hun internetsite de bijgewerkte lijst van de door hen uitgereikte certificaten die geldig zijn.

## 12. Controles

12.1. Behoudens andersluidende bepalingen, zijn de bepalingen van hoofdstuk VI van Verordening (EU) 2018/848, met uitsluiting van artikel 43, evenals van de ermee verbonden secundaire verrichtingen en van artikels 10 tot 16 van dit besluit van overeenkomstige toepassing.

12.2. De jaarlijkse controles die uitgevoerd worden in het kader van de certificeringen die enkel slaan op restauratieactiviteiten tijdens eenmalige evenementen, in toepassing van punt 9, omvatten een fysieke inspectie ter plaatse voor minstens vijftwintig procent van de evenementen en vijftwintig procent van de betrokken exploitanten.

12.3. De controles die uitgevoerd worden om de overeenkomst te controleren met deze bijlage worden niet in rekening genomen in de berekening van de percentages bedoeld in artikel 38 vierde lid van de Verordening (EU) 2018/848 en in punt 1.3 van bijlage 5 van dit besluit.

Deze controles omvatten elk jaar minstens tien procent controles door steekproeven, uitgevoerd zonder voorafgaande kennisgeving, berekend op basis van het aantal jaarlijkse controles en die er bovenop komt.

12.4. Voor de geïntegreerde restauratiesystemen, vinden de controles plaats op passende niveaus volgens de te controleren punten, ofwel de centrale dienst, de centrale keuken of de vestigingseenheden.

## 13. Registers

13.1. De restauratie-exploitanten houden registers bij die de naleving van deze bijlage kunnen bewijzen.

Deze registers bevatten:

- de lijst van alle gekochte ingrediënten, waarbij er gepreciseerd wordt dat het om biologische of niet-biologische producten gaat, de hoeveelheden en de aankoopdata; samen met bewijsstukken (facturen, leveringsbonnen enz.);
- De receptenfiches van alle gerechten en bereide levensmiddelen, met precisering van de hoeveelheden ingrediënten die vereist zijn per eenheid gerecht of levensmiddel;
- De lijst van de bereide gerechten en levensmiddelen, met precisering of ze al dan niet door de biologische certificering geïndiceerd zijn, de hoeveelheden en data van de bereiding; samen met bewijsstukken (kassaregistraties, bestelbonnen enz.);
- De menu's;
- De informatie met betrekking tot de gevallen van onbeschikbaarheid bedoeld in punt 8;
- De documenten met betrekking tot het vervoer van de biologische producten bedoeld in punt 4.6.c).

De gegevens van deze registers worden minstens twee jaar bewaard.

13.2. De restauratie-exploitanten stellen de registers bedoeld in punt 14.1 ter beschikking van hun controleorgaan.

#### 14. Vergoedingen

14.1. De restauratie-exploitanten betalen een vergoeding aan hun controleorgaan om de controlekosten te dekken die met hun certificering te maken hebben.

14.2. Elk controleorgaan legt het rooster van de jaarvergoedingen en van de vergoedingen per evenement vast die verschuldigd zijn door de restauratie-exploitanten op basis van de volgende referentiebedragen:

##### Jaarlijkse basisvergoeding:

Parameters	Bedrag
- Totale jaaromzet van de restauratieactiviteiten tot 348.540 euro	366 euro
- 1 tot 10 biologische ingrediënten of 1 tot 2 biologische gerechten of biologisch restaurant	

##### Verhogingen van de jaarlijkse vergoeding:

Parameters	Bedrag
- Per bijkomende schijf van totale jaaromzet van de restauratieactiviteiten van 116.180 euro:	
○ van 348.501 tot 697.080 euro	116 euro
○ van 697.081 tot 23.236.000 euro	58 euro
○ meer dan 23.236.000 euro	35 euro
- Per groep van 1 tot 10 bijkomende biologische ingrediënten met een plafond boven 30 ingrediënten	174 euro
- Per groep van 1 tot 2 bijkomende biologische gerechten met een plafond boven 6 gerechten	174 euro
- Per bijkomende vestigingseenheid (geïntegreerd restauratiesysteem)	181 euro

##### Vergoeding per eenmalig evenement:

Parameters	Bedrag
- Per eenmalig evenement	181 euro

14.3. De bedragen exclusief btw van de vergoedingen die vastgelegd worden door de controleorganen kunnen ongeveer vijftien procent afwijken van de referentiebedragen vermeld in punt 15.2, geïndexeerd volgens de bepalingen van punt 15.4.

14.4. De bedragen vermeld in punt 15.2 zowel voor wat de vergoedingen als de omzet betreft worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van de maand september van het vorige jaar in vergelijking met die van de maand september 2021.

14.5. Wanneer een restauratie-exploitant meerdere certificeringssystemen combineert die in deze bijlage voorzien zijn, betaalt hij de jaarlijkse basisvergoeding slechts eenmaal en de verhoging van deze vergoeding op basis van de jaaromzet.

14.6. De exploitanten die gecertificeerd zijn voor een productie-, bereidings-, distributie-, opslag-, import- of exportactiviteit van biologische producten, overeenkomstig Verordening (EU) 2018/848, betalen geen vergoeding die te maken heeft met de certificering van restauratieactiviteiten tijdens eenmalige evenementen bedoeld in punt 9, indien het of de betrokken evenement(en) rechtstreeks verband houden met de hoofdactiviteit en plaatsvinden in een plaats die gecontroleerd wordt in het kader van de certificering van deze activiteit.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Kenniscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 2

### Gedetailleerde productievoorschriften van toepassing voor specifieke diersoorten of groepen diersoorten

Overeenkomstig artikel 20 van Verordening (EU) 2018/848 stelt deze bijlage de gedetailleerde productievoorschriften op die van toepassing zijn voor specifieke diersoorten of groepen diersoorten.

#### Hoofdstuk 1. Draagwijdte en algemene bepalingen

1.1 Deze sectie stelt de productievoorschriften op voor de volgende diersoorten en ondersoorten:

- a) struisvogels en hun producten;
- b) kwartels en hun producten;
- c) de slakken van de soorten en ondersoorten *Helix aspersa aspersa* of *petit-gris*, *Helix aspersa maxima* of *gros-gris*, *Helix pomatia* of wijngaardslak en hun producten.

1.2 Behoudens andersluidende bepalingen van deze bijlage zijn de algemene productievoorschriften die vermeld worden in verordening (EU) 2018/848, haar besluiten en haar uitvoeringsbepalingen van toepassing op de soorten bedoeld in punt 1.1.

#### Hoofdstuk 2. Productievoorschriften

##### 2.1 Omschakeling

2.1.1 De omschakelingsperiode bedoeld in punt 1.2.2 deel II, Bijlage II van Verordening (EU) 2018/848 is vastgelegd op acht maanden voor struisvogels en zes weken voor kwartels.

2.1.2 De dieren worden gekweekt volgens de biologische productiemethode vanaf het uitkomen van de eieren opdat de slakken als biologisch product verkocht kunnen worden.

##### 2.2 Oorsprong van de dieren

2.2.1 Voor de toepassing van punt 1.3.4.4.1, deel II, Bijlage II van Verordening (EU) 2018/848 wordt de maximumleeftijd voor de inbreng in een biologische productie-eenheid van dieren die niet gefokt worden volgens de biologische productiemethode vastgelegd op drie dagen voor struisvogels en kwartels.

2.2.2 Voor de toepassing van punt 1.3.4.4.2, deel II, Bijlage II van Verordening (EU) nr. 2018/848 wordt het maximumpercentage inbreng van volwassen mannelijke dieren en vrouwelijke dieren die nog geen jongen hebben, voor struisvogels vastgelegd op tien procent.

##### 2.3 Bezettingsdichtheid en minimumoppervlakte van de binnen- en buitenruimten

2.3.1 De volgende minimale netto-oppervlakten waarover de dieren beschikken in de gebouwen en in de openluchtruimten, zijn van toepassing:

Soort	Leeftijd	Minimumoppervlakte van de binnenruimte (m <sup>2</sup> /stuk)	Minimumoppervlakte van de buitenruimte (m <sup>2</sup> /stuk)
Struisvogels	6 tot 12 weken	1,5	10
	12 weken tot 12 maanden	2,5	125
	12 maanden en meer	4	200
Legkwartels		0,025	0,2

Vleeskwartels		0,02	0,4
Slakken	Meer dan 7 dagen	-	Maximum 330 dieren/m <sup>2</sup> en 4 kg levend gewicht/m <sup>2</sup>

2.3.2 De totale bezettingsdichtheid die het aantal dieren per hectare vastlegt en gelijkwaardig is aan 170 kg stikstof per hectare per jaar, is de volgende:

- vijftig struisvogels van minder dan drie maanden;
- twintig struisvogels van drie tot twaalf maanden;
- tien struisvogels van meer dan twaalf maanden.

#### 2.4 Kenmerken van gebouwen, buitenruimten en kweekomstandigheden

##### 2.4.1 Kwartels

2.4.1.1 Een gebouw om kwartels te kweken, bestaat uit compartimenten die maximum driehonderd dieren bevatten. Elk compartiment is uitgerust met stofbaden van minimum 0,4 m<sup>2</sup> voor honderd kwartels.

2.4.1.2 De kweekduur van vleeskwartels bedraagt minstens zes weken.

2.4.1.3 Vanaf de leeftijd van veertien dagen hebben de kwartels toegang tot de buitenruimten.

2.4.1.4 De buitenruimten mogen overdekt zijn met een net of een rooster.

##### 2.4.2 Slakken

2.4.2.1 Vanaf de leeftijd van twintig dagen en buiten de overwinteringsperiode voor de reproductiedieren, worden de slakken gekweekt in begroeide buitenruimtes, die mogen zijn overdekt met een net overdekt en zijn voorzien van beschuttings.

2.4.2.2. Op het einde van elke vetmestingscyclus blijven de buitenruimtes leeg voor een minimumduur van drie maanden.

##### 2.4.3 Struisvogels

2.4.3.1 De kweekduur van de struisvogels bedraagt minstens acht maanden.

2.4.3.2 Vanaf de leeftijd van zes weken hebben de struisvogels toegang tot de buitenruimten.

#### 2.5 Bereiding van de producten

Na het verwijderen van de slakken uit de buitenruimtes is een vasttijd van vijf tot tien dagen toegestaan. De slakken worden opgewarmd met kokend water, zonder gebruik van azijn.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

### Bijlage 3.

#### **Communicatieprocedure en inhoud van de kennisgeving**

1.1. Om hun activiteiten in biologische productie bekend te maken overeenkomstig artikel 8, leggen de exploitanten en groepen exploitanten het door de Dienst vastgelegde en behoorlijk ingevulde kennisgevingsformulier voor aan de Dienst.

1.2. Het kennisgevingsformulier bevat de volgende informatie:

1° de identificatiegegevens van de exploitant of van de groep exploitanten, met name: het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, de benaming van de onderneming, de rechtsvorm van de onderneming, het adres van de zetel van de onderneming en in geval van een groep exploitanten, de ledenlijst;

2° de gegevens van de persoon die verantwoordelijk is voor de biologische productie binnen de onderneming, namelijk: de familie- en voornaam, de functie, het telefoonnummer en het emailadres;

3° het of de activiteitentype(s) in biologische productie;

4° een verklaring voor de overdracht van de verantwoordelijkheid met betrekking tot de biologische productie in geval van onderaanneming, en wanneer de verantwoordelijkheid niet overgedragen wordt, het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en de benaming van de betrokken ondernemingen in onderaanneming;

5° In geval van overname van productiemiddelen onder biologische controle, de identificatiegegevens van de overlatende exploitant of groep exploitanten, met name: het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en de benaming van de overlatende onderneming;

6° de identificatiegegevens van het erkende controleorgaan, met name: de benaming van het controleorgaan en de kopie van het dienstencontract dat ermee is afgesloten;

7° De gewenste invoerdatum in het controlesysteem en het biologisch certificeringssysteem, indien deze later valt dan de ontvangstdatum van de volledige en gevalideerde kennisgeving.

1.3. Het kennisgevingsformulier wordt ingediend bij de Dienst via de elektronische interface van de onlineaanvragen “Mon Espace” of via de verzending van een boodschap op papier of per e-mail aan het adres dat te vinden is op het webportaal van de Waalse landbouw.

De groepen exploitanten dienen verplicht hun kennisgevingsformulier in via de interface “Mon Espace”.

1.4. Na controle van de volledigheid en geldigheid van een kennisgeving kent de Dienst aan de exploitant of de groep exploitanten een uniek identificatienummer toe en preciseert ze zijn invoerdatum in het controlesysteem en het biologisch certificeringssysteem.

1.5. Voor de identificatie van de exploitanten en de groepen exploitanten evenals van hun activiteiten, kan de Dienst de gegevens raadplegen die op hen betrekking hebben die geregistreerd zijn in de Kruispuntbank van de Ondernemingen, de gegevens van het “SANITEL”-systeem of van het geïntegreerde beheer- en controlesysteem “SIGeC”.

1.6. Om de Dienst te informeren over elke wijziging in de informatie van hun kennisgeving evenals van hun intrekking van de biologische productie overeenkomstig artikel 8, gebruiken de exploitanten en de groepen exploitanten het kennisgevingsformulier en de indieningsprocedure die bedoeld zijn in punten 1.1 tot 1.3.



Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 4.

**Prijstabel van de vergoedingen die door de controleorganen geïnd worden overeenkomstig artikels 78 en 80 van Verordening (EU) 2017/625**

Deze prijstabel legt de onder- en bovengrenzen vast voor de vergoedingen die door de exploitanten aan de controleorganen betaald worden overeenkomstig artikel 9.

**1 Producenten**

1.1 Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de verplaatsings- en analysekosten, legt het controleorgaan het rooster van de jaarvergoedingen vast die door de producenten in verhouding tot het volgende puntensysteem verschuldigd zijn:

<b>Elementen waarmee rekening gehouden wordt</b>	<b>Aantal punten</b>
Basisbedrag voor een productie-eenheid	1.670
Per te controleren derde onderneming, onderaannemer aan wie de verantwoordelijkheid voor de biologische productie niet overgedragen werd	2.030
Per ha natuurlijke zone, bos of landbouwoppervlakte die gebruikt wordt voor het oogsten van wilde plantensoorten die er spontaan groeien	20,4
Per ha natuurreservaat*	20,4
Per ha kerstbomen	280
Per ha gediversifieerde groenteteelt, exclusief serre en tunnel	825
Per ha groenteteelt in volle grond	460
Per ha akkerbouw	81
Per ha weiden, groene meststoffen of braakland	61
Per ha laagstammige fruitteelt	410
Per ha hoogstammige fruitteelt	280
Per ha koude serre of tunnel	2.460
Per ha verwarmde serre	4.950
Per m <sup>2</sup> besteed aan de champignonproductie	1,65
Per m <sup>2</sup> besteed aan de productie van gekiemde zaden, kiemen, scheuten of jonge planten	1,65
Per m <sup>2</sup> besteed aan het verkrijgen van witloofkroppen of witloof	1,65
Per m <sup>2</sup> besteed aan het telen van planten in pot voor de productie van sierplanten of kruiden die in potten aan de eindconsument worden verkocht	1,65
Per m <sup>2</sup> besteed aan het telen in containers van planten die te verspenen of over te planten zijn	1,65

<b>Elementen waarmee rekening gehouden wordt</b>	<b>Aantal punten</b>
Per rund jonger dan 1 jaar	6,3
Per rund van 1 tot 2 jaar	9,5
Per rund ouder dan 2 jaar	12,4
Per zoogkoe	21
Per melkkoe	30
Per verhandeld varken	4,7
Per zeug of beer	30
Per verhandeld lam	2
Per zogende ooi	4,5
Per geit of melkooi	7,7
Per zogende merrie / hengst	21
Per melkmerrie	30
Per 10 verhandelde vleeskippen	3,4
Per 10 leghennen	10,2
Per 10 verhandelde kalkoenen	6,8
Per 10 verhandelde eenden	6,8
Per 100 verhandelde kwartels	1,2
Per 100 legkwartels	3,6
Per 10 kilogram levend gewicht forellen die op het bedrijf gekweekt worden	1,7
Per verhandelde struisvogel	4,7
Per fokstruisvogel	15,1
Per konijnenmoer	6,1
Per verhandeld spitsiert	5
Per hinde of hert	15,1
Per verhandelde kg levend gewicht slakken	1

(\*) sites die genieten van een beschermingsstatuut in de zin van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud of van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 juni 1989 betreffende de bescherming van de vochtige gebieden met een biologisch belang, met name: erkend natuurreservaat, domaniaal natuurreservaat, bosreservaat, vochtig gebied van biologisch belang.

1.2 Buiten de punten die gekoppeld zijn aan de controles van derde ondernemingen wordt het minimumaantal punten van een uitbating vastgelegd op 2.500 punten.

## 2 Groepen exploitanten

2.1 Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de verplaatsingskosten, legt het controleorgaan het rooster van de jaarvergoedingen vast die door de groepen exploitanten, zoals bedoeld in artikel 36 van Verordening (EU) 2018/848 verschuldigd zijn in verhouding tot het hieronder vermelde puntensysteem:

Elementen waarmee rekening gehouden wordt	Aantal punten
Basisbedrag	1.790
Per groepslid, meer dan 10	179
Per groepslid dat het voorwerp van een externe controle uitmaakt	Aantal punten verkregen door de toepassing van de tabel bedoeld in punt 1.1 voor alle groepsleden gedeeld door het aantal leden.

## 3 Ondernemingen met activiteiten in bereiding, distributie, opslag, import of export

3.1 Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de verplaatsings- en analysekosten, legt het controleorgaan het rooster van de jaarvergoedingen vast die door ondernemingen met activiteiten in bereiding, distributie, opslag, import of export verschuldigd zijn in verhouding tot het hieronder vermelde puntensysteem:

Elementen waarmee rekening gehouden wordt	Aantal punten
Basisbedrag voor een activiteitsite: - uitsluitend gebruikt voor biologische productie - gebruikt voor biologische productie en niet-biologische productie	1.790 2.200
Per bijkomende activiteitsite: - uitsluitend gebruikt voor biologische productie - gebruikt voor biologische productie en niet-biologische productie	1.200 1.470
Per te controleren derde onderneming, onderaannemer aan wie de verantwoordelijkheid voor de biologische productie niet overgedragen werd	2.030
Per type gebruikt biologisch ingrediënt - enkel van toepassing op de bereidingsactiviteiten, met uitsluiting van de verpakking en de etikettering: - type ingrediënt enkel gebruikt in biologische kwaliteit - type ingrediënt gebruikt in biologische en niet-biologische kwaliteit	120 147
Per type bereid of geïmporteerd biologisch product - enkel van toepassing op de bereidingsactiviteiten, met inbegrip van de verpakking en de etikettering en de importactiviteiten: - type product enkel in een biologische kwaliteit	180

Elementen waarmee rekening gehouden wordt	Aantal punten
- type product in een biologische en niet-biologische kwaliteit	220
Per schijf van 6.311,5 euro BOM (*):	
- tot 1.577.875 euro	115
- van 1.577.876 euro tot 7.889.375 euro	57,5
- van 7.889.376 euro tot 18.934.500 euro	34,5
- van 18.934.501 tot 31.557.500 euro	20
- vanaf 31.557.501 euro	11,5

(\*) Met BOM wordt de jaarmzet bedoeld van de activiteiten in de biologische sector.

3.2 Voor activiteiten die eruit bestaan de verpakking van voorverpakte biologische producten of de verpakking te veranderen, wordt de BOM die voor de berekening van de punten gebruikt wordt verminderd tot vijftien procent van zijn waarde.

Voor de activiteiten die bestaan uit het verhandelen van biologische producten in niet-gesloten verpakkingen of in bulk zonder de verpakking noch de etikettering te wijzigen of de distributie van producten in bulk wordt de gebruikte BOM voor de puntenberekening verminderd tot vijftig procent van zijn waarde.

Voor activiteiten die eruit bestaan de voorverpakte biologische producten te etiketteren zonder de verpakking of de etikettering te veranderen wordt de BOM die voor de berekening van de punten gebruikt wordt verminderd tot vijftien procent van zijn waarde.

Voor de activiteiten die bestaan uit het verhandelen van voorverpakte biologische producten zonder de verpakking noch de etikettering te wijzigen of de distributie van voorverpakte producten wordt de gebruikte BOM voor de puntenberekening verminderd tot vijftien procent van zijn waarde.

Voor import- en exportactiviteiten wordt de BOM die voor de berekening van de punten gebruikt wordt verminderd tot vijftien procent van zijn waarde.

3.3 Voor de bereidingsactiviteiten, met uitzondering van de verpakking en de etikettering is het aantal punten dat verkregen wordt op basis van het aantal types gebruikte biologische ingrediënten en van het aantal types bereide biologische producten beperkt tot maximum vijftig procent van het puntenaantal dat op basis van de BOM verkregen wordt.

3.4 Het minimumaantal punten van een onderneming is vastgelegd op 6.000 punten. Deze minimumdrempel kan evenwel verminderd worden in de volgende gevallen:

- voor de ondernemingen die hun biologische productieactiviteiten starten, wordt deze drempel teruggebracht tot 4.450 punten tijdens de twee eerste jaren volgens de ontvangstdatum van de volledige en geldige kennisgeving van hun activiteiten;
- voor de bereidingsondernemingen, met uitsluiting van verpakking en etikettering, waarvan de BOM lager is dan 15.779 euro, wordt deze drempel teruggebracht tot 2.075 punten;
- Voor de distributieondernemingen van voorverpakte producten waarvan de BOM lager ligt dan 63.115 euro wordt deze drempel teruggebracht tot 3.280 punten op voorwaarde dat de volgende voorwaarden worden nageleefd: de onderneming heeft één enkele activiteitsite die gecontroleerd moet worden en doet op niet meer dan tien leveranciers per jaar een beroep.

3.5 Wanneer een onderneming meerdere types verschillende activiteiten, bereiding, distributie, opslag, import of export combineert, is het totale aantal punten gelijk aan de som van de punten die behaald werden voor elk type activiteiten in toepassing van punten 3.1 tot 3.3 waarbij er een enkele keer wordt overgegaan tot de boeking van:

- het basisbedrag;
- de vermeerdering per bijkomende activiteitensite wanneer de verschillende activiteitentypes op dezelfde sites slaan;
- De vermeerderingen per type gebruikt biologisch ingrediënt en per type bereid of geïmporteerd biologisch product wanneer de verschillende activiteitentypes dezelfde ingrediënten en producten betreffen.

3.6. Een landbouw- of aquacultuurproducent betaalt geen specifieke vergoeding voor de controle van een bereidingsactiviteit wanneer deze activiteit de volgende voorwaarden naleeft:

- Enkel de types landbouw- of aquacultuurproducten die niet geproduceerd worden door het bedrijf mogen aangekocht worden;
- Minstens vijfenzeventig procent in gewicht van de gebruikte landbouw- of aquacultuurproducten worden geproduceerd door het bedrijf, met uitzondering van de oplossingen voor maceraten.

#### **4 Verkooppunten**

4.1 Om de controlekosten te dekken, met inbegrip van de verplaatsingskosten, legt het controleorgaan het rooster van de jaarvergoedingen vast die door de exploitanten verschuldigd zijn die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker onverpakte biologische producten verkopen in verhouding tot het hieronder vermelde puntensysteem:

<b>Elementen waarmee rekening gehouden wordt</b>	<b>Aantal punten</b>
Jaarlijks aankoopcijfer van de biologische producten bestemd om verkocht te worden in onverpakte vorm:	
- minder dan 18.935 euro:	
○ met verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2.000
○ zonder verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	1.665
- van 18.935 tot 75.738 euro:	
○ met verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2.592
○ zonder verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2.163
- van 75.739 tot 126.230 euro:	
○ met verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	3.313
○ zonder verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	2.764
- meer dan 126.230 euro:	
○ met verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	4.034
	3.364



○ zonder verkoop van onverpakte niet-biologische producten die gelijken op biologische producten	
Per bijkomend verkooppunt bovenop het eerste	1.200

4.2 Een producent of een onderneming met activiteiten in bereiding, opslag, import of export van biologische producten betaalt geen specifieke vergoeding voor de controle van een activiteit die rechtstreeks aan de consument of aan de eindgebruiker onverpakte biologische producten verkoopt indien het jaarlijks aankoopcijfer van de biologische producten bestemd om verkocht te worden in een onverpakte vorm lager is dan 6.312 euro.

Indien niet aan deze voorwaarde voldaan wordt, wordt het bedrag van de jaarlijkse vergoeding die verschuldigd is voor de rechtstreekse verkoop aan de consument of aan de eindverbruiker van onverpakte biologische producten vastgelegd door toepassing van de tabel bedoeld in punt 4.1 door 472 punten af te trekken van het totale verkregen puntenaantal.

### ***5 Minimum- en maximumgrenzen van de vergoeding***

De vergoeding excl. btw die het controleorgaan aan de exploitanten oplegt is gelijk aan het verkregen aantal punten vermenigvuldigd met een factor die tussen de volgende minimum- en maximumgrenzen ligt:

- minimumvergoeding: factor 0,153 euro;
- maximumvergoeding: factor 0,232 euro.

Deze factor kan afzonderlijk worden vastgelegd voor de volgende activiteiten:

- productie;
- bereiding, distributie, opslag, import en export;
- rechtstreekse verkoop aan de consument of de eindverbruiker.

### ***6 Verscherpte controles***

De kosten van de verscherpte controles die uitgevoerd worden in toepassing van de gemeenschappelijke catalogus van maatregelen in bijlage 8 van dit besluit worden door de controleorganen aangerekend aan de exploitant op basis van de volgende minimum- en maximumgrenzen, exclusief eventuele analysekosten:

Vergoeding (per 1/2 uur controle)	In de onderneming	Op kantoor
Minimum	37,9 euro	25,2 euro
Maximum	56,8 euro	37,9 euro

### ***7 Indexering***

De bedragen bedoeld in punten 5 en 6, evenals de bedragen van de jaaromzet en de jaarlijkse aankoopcijfers van biologische producten bedoeld in punten 3 en 4 worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van de maand september van het vorige jaar in vergelijking met dat van september 2021.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 5.

### **Gedetailleerde beschrijving van de officiële controletaken en van de taken die met andere officiële activiteiten te maken hebben die het voorwerp uitmaken van de delegatie aan de controleorganen**

Overeenkomstig artikel 10 en in toepassing van artikel 40(1)(a) van Verordening (EU) 2018/848 geeft deze bijlage de gedetailleerde beschrijving weer van de officiële controletaken en van de taken die met andere officiële activiteiten te maken hebben die het voorwerp uitmaken van de delegatie, met inbegrip van de verplichtingen op het vlak van verslagen en van andere specifieke verplichtingen evenals van de voorwaarden waarin het controleorgaan ze kan uitvoeren.

#### **Hoofdstuk 1. Planning en uitvoering van de controles en van de bemonsteringen**

1.1 Wanneer het over de kennisgeving van een exploitant ingelicht wordt, voert het controleorgaan de initiële controle uit ten laatste dertig werkdagen na de begindatum van de uitvoering van het controlesysteem zoals bepaald in artikel 8.

Het controleorgaan neemt bovendien in elke productie-eenheid in omschakeling, zoals bepaald in artikel 3, 11) van Verordening (EU) 2018/848 een monster van de bodem, van een plantaardig product of van een dierlijk product en voert een analyse uit om de eventuele aanwezigheid op te sporen van producten of stoffen waarvan het gebruik in biologische productie niet toegelaten is krachtens artikel 9, lid 3, eerste alinea van Verordening (EU) 2018/848. De monsterneming werd twaalf tot vierentwintig maanden na de start van de omschakeling van de productie-eenheid uitgevoerd.

1.2. De controles die door de controleorganen worden uitgevoerd worden in de volgende categorieën verdeeld:

- a) de initiële controle: initiële controle van de naleving van een exploitant of groep exploitanten die de volledige activiteiten van de exploitant dekt en uitgevoerd wordt volgens de bepalingen van punt 1.1; hij wordt gerekend tot de jaarlijkse controles;
- b) de jaarlijkse controle: controle van de naleving die minstens eenmaal per jaar wordt uitgevoerd, in één of meerdere inspecties en die de volledige activiteit van de exploitant dekt, bij alle exploitanten en groepen exploitanten onder de controle van het controleorgaan, overeenkomstig de bepalingen van artikel 38, lid 3, van Verordening (EU) 2018/848;
- c) de versterkte controle: uitgevoerd in het kader van de toepassing van de gemeenschappelijke catalogus van maatregelen die opgesteld werd in bijlage 7, wordt niet gerekend tot de jaarlijkse controles of de controles door steekproef;
- d) de controle door steekproef, die komt bovenop deze bedoeld in punt a) overeenkomstig de bepalingen van artikel 38, lid 4, punt b) van Verordening (EU) 2018/848;
- e) de opvolgingscontrole, die bedoeld is om de uitvoering van de corrigerende maatregelen door de betrokken exploitant te controleren, als gevolg van een vaststelling van niet-naleving; deze wordt niet gerekend tot de jaarlijkse controles of de controles door steekproef;
- f) de kruiscontrole, die bestaat uit de uitwisseling en de vergelijking van informatie tussen de verschillende controleorganen, van bepaalde producten die tussen exploitanten uitgewisseld worden;

- g) de externe controle, uitgevoerd door het controleorgaan bij een exploitant die lid is van een groep exploitanten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 38, lid 4 punt d) van Verordening (EU) 2018/848.

1.3 De minimumpercentages die staan in artikel 7 van de uitvoeringsverordening (EU) 2021/279 van 22 februari 2021 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft controles en andere maatregelen ter waarborging van de traceerbaarheid en naleving in de biologische productie en de etikettering van biologische producten zijn als volgt vastgelegd voor hun uitvoering door de controleorganen:

- a) jaarlijks wordt minstens tien procent van alle officiële controles, bedoeld in punt 1.2°, b), d) en g) zonder voorafgaande kennisgeving uitgevoerd;
- b) jaarlijks wordt minstens vijftig procent van de controles door steekproef, als aanvulling op de in punt 1.2° b) bedoelde jaarlijkse controles, uitgevoerd; de controles door steekproef kunnen gedeeltelijke controles zijn die bedoeld zijn om een beperkt aantal punten te controleren; in dat geval richt het controleorgaan zich op de precieze aard van de controles in functie van de specifieke kenmerken van de exploitant en van de inhoud van zijn dossier; de versterkte controles en de opvolgingscontroles worden niet in aanmerking genomen voor het naleven van het vastgelegde percentage;
- c) jaarlijks wordt minstens vijftig procent van het aantal exploitanten, met uitzondering van de exploitanten die vrijgesteld zijn overeenkomstig artikel 34, lid 2 en artikel 35, lid 8 van Verordening (EU) 2018/848, bemonsterd overeenkomstig artikel 14, punt h) van Verordening (EU) 2017/625;
- d) jaarlijks wordt minstens tien procent van de leden van elke groep exploitanten bemonsterd overeenkomstig artikel 14, punt h) van Verordening (EU) 2017/625;
- e) jaarlijks wordt minstens twintig procent van de exploitanten die lid zijn van een groep exploitanten aan een externe controle onderworpen, waarbij dit aantal evenwel niet lager mag zijn dan tien procent. Indien de groep exploitanten niet meer dan tien leden telt, worden alle leden gecontroleerd in het kader van de controle van de naleving bedoeld in artikel 38, lid 3 van Verordening (EU) 2018/848.

Bovendien bestaat minstens vijf procent van de controles door steekproef bedoeld in punt b) uit kruiscontroles.

1.4 Met het oog op de toepassing van artikel 38, lid 3, punt b) van Verordening (EU) 2018/848 wordt ervan uitgegaan dat het onwaarschijnlijk is dat de betreffende exploitant of groep exploitanten hier niet aan beantwoordt indien de volgende voorwaarden nageleefd worden:

- a) het type, de omvang en de structuur van de exploitanten en van de groepen exploitanten: de betrokken exploitant of groep exploitanten brengt enkel biologische producten of omschakelingsproducten op de markt; het aantal werknemers ligt niet hoger dan drie;
- b) de duur van de periode waarin de exploitanten en de groep exploitanten hun activiteiten hebben uitgeoefend op het vlak van productie, bereiding en distributie van de biologische producten: de betrokken exploitant of groep exploitanten heeft zijn activiteit gedurende minstens vijf jaar uitgevoerd met naleving van de voorwaarde in bovenstaand punt a);
- c) het type, de hoeveelheid en de waarde van de producten en de evolutie van deze parameters in de tijd: wanneer de betrokken exploitant of groep exploitanten een bereidingsactiviteit uitoefent, is zijn bio-omzet lager dan zevenhonderdduizend euro;

- d) de toepassing van afwijkingen of vrijstellingen van de regels door de exploitanten en de groepen exploitanten: er is geen enkele afwijking of uitzondering van toepassing op de activiteiten van de betrokken exploitant of groep exploitanten;
- e) de kritieke punten die aanleiding kunnen geven tot niet-naleving en waarschijnlijkheid van niet-naleving in elk stadium van de productie, bereiding en distributie: tegen de betrokken exploitant of groep exploitanten werd geen klacht door een betrokken derde ingediend; de betrokken exploitant of groep exploitanten doet geen beroep op tijdelijke werkkrachten;
- f) uitbestede activiteiten: de betrokken exploitant of groep exploitanten doet geen beroep op onderaanneming, voor geen enkele activiteit.

1.5 De risicobeoordelingsprocedure, die door het controleorgaan vooraf aan de Dienst ter goedkeuring wordt voorgelegd volgens de bepalingen van artikel 40, §1, punt a), i) van Verordening (EU) 2018/848 bepaalt:

- a) de planning van de controles en bemonsteringen voorzien in punt 1.3;
- b) de identificatie van de exploitanten die het voorwerp uitmaken van de controles die voorzien zijn in punt 1.3;
- c) de identificatie van de exploitanten en van de producten die bemonsterd worden zoals voorzien in punt 1.3 evenals de aard van de onderzochte producten.

## **Hoofdstuk 2. Uitvoering en interpretatie van de analyses.**

2.1 De analyses die uitgevoerd worden op de plantaardige en dierlijke producten zijn bedoeld om het onwettige gebruik van niet-toegelaten producten te controleren, met inbegrip van het gebruik van genetisch gemodificeerde organismen of van producten die afgeleid zijn van deze organismen en de eventuele aanwezigheid van verdachte residuen van milieuvervuiling.

2.2 De analyses van de bij de producenten bemonsterde plantaardige producten slaan met name op onkruidverdelgers, schimmelwerende middelen, insecten-, mijten-, slakken-, bacteriedodende middelen, rattenbestrijdingsmiddelen, kiemremmers, groeiregulatoren, rijpingsvertragers en -versnellers.

2.3 Bovenop de producten die in het vorige punt worden bedoeld, slaan de analyses van de plantaardige producten die bemonsterd worden bij de bereiders en de importeurs eveneens op levensmiddelenadditieven, kleurstoffen, aroma's, smaakversterkers, conserveringsmiddelen, dragers, oplosmiddelen en andere technische hulpstoffen.

2.4 De analyses van dierlijke producten slaan met name op de chemisch gesynthetiseerde allopathische diergeneesmiddelen, de antibiotica, de kalmeringsmiddelen, de coccidiostatica, de stoffen die bedoeld zijn om de groei of de productie te stimuleren, de additieven, conserveringsmiddelen en andere technische hulpstoffen, zoals nitraten en sorbaten in de melk en de nitrieten, nitraten, sulfieten, fosfaten en glutamaten in vlees en vleesproducten.

2.5 In toepassing van artikel 29(1) van Verordening (EU) 2018/848, wanneer een analyse de aanwezigheid van producten of stoffen aantoonde waarvan het gebruik in de biologische productie niet toegestaan is krachtens artikel 9, lid 3, eerste alinea van Verordening (EU) 2018/848, wordt er een officieel onderzoek gevoerd om de oorsprong en de oorzaak van deze aanwezigheid te achterhalen. Daarenboven is het voorlopig verboden om het bemonsterde product op de markt te brengen of te gebruiken in de biologische keten, in afwachting van de resultaten van het officiële onderzoek.

Wanneer een analyse de aanwezigheid van een bestrijdingsmiddel opmerkt waarvan het gebruik in de biologische productie niet is toegelaten krachtens artikels 24, lid 1, punt a) van Verordening (EU) 2018/848, wordt het bemonsterde product niet verhandeld als een biologisch product of een omschakelingsproduct wanneer:

- a) het product dat bemonsterd wordt, niet verkregen wordt overeenkomstig Verordening (EU) 2018/848 buiten het gebied van het Waals Gewest, en;
- b) de gemeten concentratie bestrijdingsmiddel groter is dan anderhalve keer de aantoonbaarheidsgrens zoals omschreven in artikel 3, §2 punt f) van Verordening (EG) nr. 396/2005 van het Europees Parlement en de Raad van 23 februari 2005 tot vaststelling van maximumgehalten aan bestrijdingsmiddelenresiduen in of op levensmiddelen en diervoeders van plantaardige en dierlijke oorsprong en houdende wijziging van Richtlijn 91/414/EEG van de Raad

Voor de toepassing van punt b) hangt de grens van de in aanmerking te nemen aantoonbaarheid af van het gedetecteerde bestrijdingsmiddel en van de aard van het bemonsterde product. De in aanmerking te nemen aantoonbaarheidsgrens kan geraadpleegd worden via de onlinedatabase van de Europese Commissie “*EU Pesticides Database*”. Standaard is de grens van 0,015 mg/kg van toepassing.

Daarenboven, als de gemeten concentratie bestrijdingsmiddel hoger is dan de grens die in de tweede alinea is vastgelegd, past het controleorgaan een maatregel toe die bepaald werd volgens bijlage 8, tenzij de exploitant, tot tevredenheid van het controleorgaan, aantoont dat de gevonden residuen het resultaat zijn van een niet-intentionele, niet-systematische besmetting en die voortkomen uit een factor die extern is aan de vereisten die inherent zijn aan de biologische productiewijze.

Indien de gemeten bestrijdingsmiddelconcentratie lager dan of gelijk is aan de grens die vastgelegd is in de tweede alinea, wordt er een beslissing genomen door het controleorgaan op basis van de onderzoeksresultaten voor wat het op de markt brengen of het gebruik van het betroffen product betreft en voor de sanctie van de exploitant.

Het resultaat van de bijkomende analyses die in het laboratorium worden uitgevoerd, is een onderzoeksmiddel om de gegrondheid van de voorgelegde argumenten te beoordelen. Deze gevallen worden door het controleorgaan met de Dienst in detail bestudeerd.

### **Hoofdstuk 3. Aanwijzing van de officiële laboratoria om analyses, testen en diagnoses uit te voeren op monsters die genomen werden tijdens de officiële controletaken die verbonden zijn aan de uitvoering van Verordening (EU) 2018/848 en van dit Besluit**

3.1 Een kandidaat-laboratorium dat aangewezen wil worden overeenkomstig artikel 10 dient een schriftelijke aanvraag in bij de Dienst per post of e-mail. Deze aanvraag bevat minstens de volgende elementen:

- a) de naam, het adres en een kopie van de statuten van het aanvragende laboratorium;
- b) de naam, het telefoonnummer en het e-mailadres van een natuurlijk persoon die verantwoordelijk is voor alle uitgevoerde testen;
- c) als het om een laboratorium gaat dat gevestigd is in een andere lidstaat: een bewijs dat het laboratorium door de bevoegde autoriteit van die lidstaat aangewezen is als officieel laboratorium in het kader van de competenties waarvoor de aanwijzing aangevraagd wordt;
- d) een gedetailleerde beschrijving van de taken die door het laboratorium werden uitgevoerd als officieel laboratorium en de gebruikte procedures om deze uit te voeren;



- e) in voorkomend geval, de schriftelijke verbintenis van het laboratorium om de geanalyseerde monsters een jaar lang ter beschikking te houden van de Dienst en drie jaar lang een opname van de geanalyseerde monsters en van hun resultaten te bewaren;
- f) het recentste accreditatiecertificaat voor de norm EN ISO / CEI 17025;
- g) de verklaring dat het laboratorium voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 37, alinea 4 van Verordening (EU) 2017/625.

De Dienst deelt de aanwijzingsbeslissing aan de aanvrager mee nadat hij, in voorkomend geval, de installaties geïnspecteerd heeft. De beslissing omvat een schriftelijke en gedetailleerde beschrijving van de noodzakelijke maatregelen om de efficiënte en doeltreffende coördinatie en de samenwerking tussen het laboratorium en de bevoegde autoriteiten te verzekeren.

De Dienst publiceert de lijst van de laboratoria die aangewezen werden op het webportaal van de Waalse landbouw. De aanwijzing wordt voor onbepaalde duur gegeven zolang de bovenvermelde voorwaarden worden nageleefd.

3.2 Wanneer het laboratorium niet voldoet aan de voorwaarde onder punt 3.1, f) kan er door de Dienst een afwijking worden toegestaan voor deze vereiste indien het laboratorium aantoonbaar voldoet aan de voorwaarden van één van de artikels van Verordening (EU) 2017/625 met name artikel 40, §1, punt b) en §2, artikel 41 of artikel 42.

3.3 Om zijn aanwijzing te behouden, voldoet het officiële laboratorium aan de volgende voorwaarden:

- a) het aanvaardt en voert alle types analyseaanvragen uit waarvoor het laboratorium wordt aangewezen;
- b) het gebruikt enkel de informatie die door de Dienst in het kader van zijn opdracht wordt meegedeeld;
- c) in voorkomend geval, neemt het, op vraag van de Dienst, deel aan interlaboratoriumtesten die op nationaal of internationaal vlak georganiseerd worden;
- d) het deelt aan de Dienst elke wijziging van informatie mee die in de aanwijzingsbeslissing staat;
- e) het waarborgt de kwaliteit van de geleverde prestaties.

3.4 De Dienst organiseert de audits van de officiële laboratoria tenzij het meent dat dergelijke audits dubbel werk zijn gelet op de accreditatiebeoordeling bedoeld in artikel 37, lid 4, punt e) van Verordening (EU) 2017/625.

De laboratoria delen de auditverslagen van het accreditatieorgaan of andere documenten mee aan de Dienst indien deze dit vraagt.

3.5 De Dienst kan de aanwijzing van een laboratorium onmiddellijk volledig of voor bepaalde taken intrekken;

- a) in de gevallen bedoeld in artikel 39, lid 2 van Verordening (EU) 2017/625;
- b) Indien het laboratorium de verplichtingen niet naleeft die erop rusten overeenkomstig Verordening 2017/625 evenals zijn Uitvoeringsverordeningen en de specifieke Verordeningen die erop van toepassing zijn voor de materies waarvoor het werd aangewezen, met name indien de kosten die met de aanwijzing gepaard gaan niet betaald zijn, het laboratorium niet meer over een hoofdanalist of over officieel erkende laboanalisten in voldoende aantallen beschikt om de taken uit te voeren.

De Dienst informeert het laboratorium per post of e-mail over zijn intentie om de aanwijzing in te trekken. Indien het laboratorium gehoord wil worden, licht het de Dienst erover in binnen een termijn van tien werkdagen vanaf de ontvangstdatum van de beslissing om de aanwijzing in te trekken. De

Dienst kan eveneens de aanwijzing van het laboratorium intrekken indien het er zelf de aanvraag voor gedaan heeft.

Bij de intrekking van de aanwijzing wordt de lijst van officiële laboratoria onmiddellijk aangepast.

#### **Hoofdstuk 4. Specifieke bepalingen voor de uitvoering van de officiële controles die uitgevoerd worden om de traceerbaarheid in elk productie-, bereidings- en distributiestadium evenals de conformiteit aan Verordening (EU) 2018/848 te waarborgen**

4.1 Het controleorgaan sluit een akkoord af met de organisatie die verantwoordelijk is voor het beheer van het SANITEL-dierenidentificatie- en -registratiesysteem om een regelmatige toegang te hebben tot de informatie met betrekking tot de kuddes en de dieren van de exploitanten onder controle voor alle soorten waarvoor er een SANITEL-systeem operationeel is.

4.2 Het controleorgaan neemt jaarlijks monsters van vlees of van vleesproducten met een minimumverhouding van vijf procent van de geslachte runderen voor commercialisering met een referentie aan de biologische productie en om via DNA-analyse een overeenkomstcontrole van deze monsters uit te voeren met het biologisch materiaal van de overeenkomstige dieren die door de producenten werden afgenomen in toepassing van dit besluit.

4.3 Met het oog op de toepassing van artikel 15, lid 1, punt d) van Verordening (EU) 2017/625 in de bereidingseenheden waar ook niet-biologische producten worden verwerkt, verpakt of opgeslagen, legt de exploitant minstens drie dagen vooraf de planning van biologische productie aan zijn controleorgaan voor.

4.4 Met het oog op de toepassing van artikel 36, lid 1, punt e) van Verordening (EU) 2018/848 vereist de naleving van het begrip geografische nabijheid dat de productieactiviteiten van de leden van de exploitantengroep zich op het grondgebied van Wallonië afspelen.

#### **Hoofdstuk 5. Uitwisseling van informatie tussen het controleorgaan en de Dienst**

##### *5.1 Technisch dossier*

Het kandidaat-orgaan dat officiële controleopdrachten wil delegeren, bedoeld in artikel 10 van dit besluit, legt vooraf aan de Dienst de elementen voor van de lijst in punt a) van artikel 40, lid 1, van Verordening (EU) 2018/848 evenals het rooster van de op de exploitanten toepasselijke vergoeding dat overeenkomstig bijlage 4 is opgesteld.

Het controleorgaan informeert de Dienst over alle verdere wijziging van deze elementen voor de datum waarop ze van kracht worden.

##### *5.2. Bijzondere beslissingen van de bevoegde autoriteit*

Overeenkomstig artikel 21 bezorgt het controleorgaan van de exploitant die betrokken is bij een beslissing van de bevoegde autoriteit aan de Dienst een dossier dat, naast een voorstel tot beslissing, de gegevens van de betrokken exploitant, of hun naam en ondernemingsnummer bij de KBO, het certificeringsorgaan van de exploitant en de datum van de aanvraag bevat. Volgens de betrokken bepaling bevat dit ook de informatie die als volgt vastgelegd is:

<b>Code</b>	<b>Betrokken bepalingen</b>	<b>Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie</b>
D01	Verordening (EU) 2018/848, artikel 10, lid 3	Huidige dekking van de percelen Type voorziene productie

Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
		<p>Identificatie van de percelen</p> <p>Oppervlakte</p> <p>Begindatum van de omschakeling</p> <p>Duur van de periode die met terugwerkende kracht als omschakelingsperiode erkend moet worden</p> <p>Motivering:</p> <p>Geval van een programma van plattelandontwikkeling; de Verordening 1305/2013 die garandeert dat er geen enkel product werd gebruikt dat niet in bio is toegelaten; te documenteren.</p> <p>Geval van een natuurlijke zone of landbouwzone die niet behandeld werd met niet in bio toegelaten producten gedurende minstens drie jaar; te documenteren.</p>
D02	Verordening (EU) 2018/848, artikel 25	<p>Naam en beschrijving van het betrokken niet-biologische ingrediënten van agrarische oorsprong</p> <p>Voorzien gebruik van het ingrediënt</p> <p>Motivering van de niet-beschikbaarheid van het ingrediënt in biologische vorm</p> <p>Motivering van de onmogelijkheid een alternatief in biologische vorm te gebruiken</p> <p>Gevraagde duur van maximum 6 maanden</p> <p>Gaat het om een verlenging? J/N</p>
D03	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel 1, punt 1.7.2.	<p>Beschrijving van de verontreiniging, type, hoeveelheid</p> <p>Plaats van de verontreiniging</p> <p>Uitleg van de mogelijke omstandigheden van de verontreiniging</p> <p>Gemotiveerd verlengingsvoorstel van de omschakelingsduur</p>
D04	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel 1, punt 1.7.3.	<p>Gebruikt product/gebruikte stof</p> <p>Type en omvang van de verwerkte productie</p> <p>Identificatie van de percelen</p> <p>Dosis en aantal toepassingen</p> <p>Data van de behandelingen</p> <p>Gedetailleerde motivering, verplichte bestrijdingsmaatregel of wetenschappelijke proef</p>

Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
D05	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel 1, punt 1.8.5.1 d)	<p>Type teeltmateriaal, zaad, knol, plant of andere</p> <p>Soort en variëteit</p> <p>Betrokken hoeveelheid en oppervlakte</p> <p>Context, research, proeven op kleine schaal op het terrein, voor instandhoudingsdoeleinden, productontwikkeling</p> <p>Motivering van de behoefte</p>
D06	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel II, punt 1.3.4.4.	<p><b>D06a Beginsamenstelling van de kudde</b></p> <p>Soort</p> <p>Ras</p> <p>Aantal in te brengen jonge dieren, geslacht en leeftijd of gewicht</p> <p>Motivering van de onbeschikbaarheid van biologische dieren</p> <p><b>D06b Vernieuwing van de kudde</b></p> <p>Soort</p> <p>Ras van de bestaande veestapel</p> <p>Huidige grootte van de veestapel</p> <p>Ingebracht ras</p> <p>Volwassen mannetjes, aantal en leeftijd</p> <p>Vrouwstjes zonder jongen, aantal en leeftijd</p> <p>Indien de grens overschreden is (tien procent runderen/paardachtigen of twintig voor honderd anderen), motiveer:</p> <p>Grote uitbreiding van de kweek? Indien ja, leg uit.</p> <p>Raswijziging? Indien ja, leg uit.</p> <p>Nieuwe veehouderijtak? Indien ja, leg uit.</p> <p>Motivering van de onbeschikbaarheid van biologische dieren</p>
D07	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel II, punt 1.7.8.	<p><b>D07a Couperen van staarten (schapen)</b></p> <p>Ras</p> <p>Aantal dieren, per geslacht</p> <p>Gemiddelde leeftijd van de dieren op het ogenblik van de ingreep</p> <p>Methode van de ingreep</p> <p>Gedetailleerde motivering van de behoefte, gezondheid, welzijn, hygiëne van de dieren</p> <p><b>D07b Snavelkappen</b></p> <p>Soort en stam</p> <p>Aantal dieren</p> <p>Leeftijd van de dieren op het ogenblik van de ingreep</p>

Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
		<p>Methode van de ingreep Gedetailleerde motivering van de behoefte, gezondheid, welzijn, hygiëne van de dieren</p> <p><b>D07c Onthoornen</b></p> <p>Soort en ras Aantal dieren Gemiddelde leeftijd van de dieren op het ogenblik van de ingreep Methode van de ingreep Gedetailleerde motivering van de behoefte, gezondheid, welzijn, hygiëne van de dieren, veiligheid van de werknemers</p> <p><b>D07d Verwijderen van hoornknoppen</b></p> <p>Soort en ras Aantal dieren Gemiddelde leeftijd van de dieren op het ogenblik van de ingreep Methode van de ingreep Gedetailleerde motivering van de behoefte, gezondheid, welzijn, hygiëne van de dieren, veiligheid van de werknemers</p>
D08	Verordening (EU) 2018/848, Bijlage II, deel III, punt 3.1.2.1.	<p><b>D08a Voor reproductiedoeleinden</b></p> <p>Soort en ras Hoeveelheid Leeftijd van de in te brengen dieren Gedetailleerde motivering van de behoefte, geen biologisch soort beschikbaar of inbreng van een nieuw genetisch materiaal Herkomst wild of conventioneel Indien wild, staat op rode lijst van de bedreigde soorten (IUCN)? J/N Indien ja, bestaat er een instandhoudingsprogramma? J/N + referenties</p> <p><b>D08b Voor opkweekdoeleinden</b></p> <p>Soort en ras Hoeveelheid In te brengen percentage (max. vijftig procent) Leeftijd van de in te brengen dieren Leeftijd aan het einde van de opkweek (min. 2/3 van de cyclus in bio)</p>

Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
		Gedetailleerde motivering van de behoefte Soort gekweekt in EU op 01/01/2022? J/N
D09	Gedelegeerde Verordening (EU) 2020/2146 van 24 september 2020 tot aanvulling van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft uitzonderlijke productievoorschriften in de biologische productie, artikel 2, lid 1	<p>In alle gevallen is het noodzakelijk om de ramp te beschrijven dankzij informatie die door derden wordt voorgelegd.</p> <p><b>D09a Gebruik van niet-biologische vegetatief plantaardig teeltmateriaal (voor productie die geen teeltmateriaal is)</b></p> <p>Type teeltmateriaal, zaad, knol, plant ...  Soort en variëteit  Betrokken hoeveelheid en oppervlakte  Lijst van de betrokken percelen  Motivering van de onmogelijkheid om biologisch materiaal te gebruiken</p> <p><b>D09b Inbreng van niet-biologische dieren</b></p> <p>Plaats waar de dieren gehouden worden  Nuttig landbouwoppervlak  Soort  Ras van de bestaande veestapel  Grootte van de veestapel voor de ramp, per type dier  Aantal doden door de ramp, per type dier  Ras van de in te brengen dieren  Aantal, leeftijd en type in te brengen dieren  Voorziene datum van inbreng  Motivering van de behoefte, te leveren documentatie bij grote sterfte  Motivering van de onbeschikbaarheid van biologische dieren</p> <p><b>D09c Gebruik van niet-biologische diervoeders</b></p> <p>Betrokken soort en ras  Aantal betrokken dieren, per type  Hoeveelheid biologisch voeder en in verloren omschakeling omwille van de ramp, per voedertype  Overblijvende hoeveelheid biologisch voeder en in omschakeling, per voedertype  Raming van de behoeften, individuele noden X aantal dieren X aantal dagen, per type voeder en dier  Voorziene hoeveelheid niet-biologisch voeder per voedertype  Motivering van de onbeschikbaarheid van biologisch voeder en in omschakeling bij de aankoop  Duur van de gevraagde afwijking  Bewijsstukken, bijvoorbeeld verslag van vaststelling van schade aan de teelten</p>



Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
		<p><b>D09d Grazen op biologische grond, dichtheid en binnen-/buitenoppervlakte per dier</b></p> <p>Betrokken soort en ras  Aantal betrokken dieren, per type  Plaats waar de dieren gehouden worden/grazen  Graasweide, oppervlakte/dier of gevraagde dichtheid  Duur van de gevraagde afwijking  Gedetailleerde motivering van de behoefte</p> <p><b>D09e Percentage ruwvoer in het rantsoen</b></p> <p>Betrokken soort en ras  Aantal betrokken dieren, per type  Hoeveelheid biologisch ruwvoer en in verloren omschakeling omwille van de ramp, per ruwvoertype  Plaats van de verliezen  Overblijvende hoeveelheid biologisch ruwvoer en in omschakeling, per ruwvoertype  Raming van de behoeften, individuele noden X aantal dieren X aantal dagen, per type ruwvoer en dier  Motivering van de onbeschikbaarheid van biologisch ruwvoer en in omschakeling bij de aankoop  Percentage ruwvoer in het gevraagde rantsoen  Duur van de gevraagde afwijking  Bewijsstukken, bijvoorbeeld: verslag van vaststelling van schade aan de teelten</p> <p><b>D09f Gebruik van biologische honing, stuifmeel, suikerstroop of suiker om bijenkolonies te voederen</b></p> <p>Plaats van de betrokken kolonies  Aantal betrokken kolonies  Motivering van de bedreiging voor het overleven van kolonies, andere dan klimaatbedreigingen  Type en hoeveelheid gevraagde honing, stuifmeel, stroop of suiker  Duur van de gevraagde afwijking</p> <p><b>D09g Verplaatsing van bijenkolonies naar een zone die de verordening niet naleeft</b></p> <p>Motivering van de bedreiging voor het overleven van kolonies, te documenteren  Oorspronkelijke plaats  Plaats van bestemming  Aantal betrokken kolonies  Beschrijving van de plaatselijke omstandigheden op de bestemming  Duur van de gevraagde verplaatsing</p>

Code	Betrokken bepalingen	Het dossier dat door het controleorgaan is doorgegeven, bevat de volgende informatie
		<p><b>D09h Inbreng van niet-biologische dieren in aquacultuur</b></p> <p>Plaats waar de dieren gehouden worden            Soort            Hoeveelheid dieren voor de natuurramp            Hoeveelheid dieren verloren door de ramp            Aantal en beschrijving van de in te brengen dieren            Voorziene datum van inbreng            Motivering van de behoefte, te leveren documentatie bij grote sterfte            Motivering van de onbeschikbaarheid van biologische dieren</p> <p><b>D09i Gebruik van zwaveldioxide in de productie van producten uit de wijnsector tot aan het conventionele gehalte</b></p> <p>Plaats van de wijnproductie            Type en hoeveelheid van de betrokken wijnproducten            Voorziene substantie en dosis            Motivering van de behoefte + eventuele documentatie</p>
D10	Uitvoeringsverordening (EU) 2021/1165 van de Commissie betreffende de toelating van bepaalde producten en stoffen voor gebruik in de biologische productie en de opstelling van de lijsten van die producten en stoffen, Bijlage V, Deel A, Deel A1, punten E250 en E252	<p>Stof (E250 of E252)</p> <p>Toegevoegde hoeveelheid van de stof</p> <p>Type, beschrijving en hoeveelheid van de producten waaraan de stof toegevoegd zal worden</p> <p>Motivering van de behoefte</p> <p>Motivering van de onmogelijkheid om een alternatief te gebruiken</p> <p>Duur van de gevraagde afwijking</p>

### 5.3 Lijst van de exploitanten en van de groepen exploitanten

5.3.1 In toepassing van artikel 34, lid 6 van Verordening (EU) 2018/848 geven de controleorganen maandelijks aan de Dienst een bestand in digitale vorm door met de bijgewerkte lijst van de exploitanten en de groepen exploitanten die één of meer activiteitsites hebben van biologische productie, die gelegen zijn in het Waals gewest en die onder hun controle staan.

Voor elke betrokken exploitant en groep exploitanten bevat deze lijst, in tabelvorm, de volgende gegevens:

- a) het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- b) het unieke nummer van de biologische exploitant;
- c) de benaming van de onderneming;
- d) de rechtsvorm van de onderneming;
- e) het adres van de zetel van de onderneming;

- f) het type exploitant dat ofwel een individuele exploitant of een groep exploitanten is;
- g) de invoerdatum in het controlesysteem en het biologisch certificeringssysteem;
- h) het of de activiteitentype(s) in biologische productie;
- i) de gemengde activiteiten die ofwel volledig biologisch of biologisch en niet-biologisch zijn;
- j) de productcategorie(ën);
- k) het codenummer van het controleorgaan;
- l) De link, het internetadres, naar het afgeleverde certificaat.

5.3.2 De controleorganen maken op hun website de certificaten bekend van de exploitant en de groepen exploitanten die onder hun controle staan.

5.3.3. De Dienst legt de vereisten van het na te leven formaat vast voor de tabel en de gegevens bedoeld in punt 5.3.1 evenals de technische vereisten die nageleefd moeten worden voor het doorsturen van het bestand.

Hij bepaalt de na te leven rubrieken en de eraan gekoppelde codes voor de gegevens bedoeld in punten 5.3.1 h) en j).

#### 5.4. Jaarverslag

5.4.1. De jaarverslagen die door de controleorganen worden doorgegeven, zorgen ervoor dat de Dienst:

- a) een passend toezicht van de controleorganen verzekert, met inbegrip van het controleren dat de gedelegeerde opdrachten efficiënt, onafhankelijk en objectief uitgevoerd worden, in toepassing van artikel 40 van Verordening (EU) 2018/848;
- b) zijn verplichtingen uitvoert om de informatie aan de Europese Commissie mee te delen, overeenkomstig artikelen 51 §1 en 53 §6 van Verordening (EU) 2018/848;
- c) de ontwikkeling van de biologische productie in Wallonië opvolgt en zo zijn rol uitvoert van coördinator van het ontwikkelingsplan van de biologische productie in Wallonië tegen 2030, aangenomen door de Waalse Regering op 3 juni 2021.

5.4.2 De controleorganen geven jaarlijks aan de Dienst, in digitale vorm, de volgende bestanden en gegevenstabellen door:

- a) een bestand met de naam “Jaarverslag - Exploitanten en productiemiddelen” dat de volgende gegevenstabellen omvat:
  - 1° exploitanten en activiteiten;
  - 2° primaire dierlijke productie PM;
  - 3° primaire plantaardige productie PM;
  - 4° andere activiteiten in biologische productie PM;
- b) een bestand met de naam “Jaarverslag - Productievolumes” dat de volgende gegevenstabellen omvat:
  - 1° primaire productie PV;
  - 2° andere activiteiten in biologische productie OC;
- c) een bestand met de naam “Jaarverslag - Naleving” dat de volgende gegevenstabellen omvat:
  - 1° controles;
  - 2° maatregelen;
  - 3° analyses;
  - 4° afwijkingen.

De bestanden “Jaarverslag - Exploitanten en productiemiddelen” en “Jaarverslag - Naleving” worden uiterlijk op 31 januari van elk jaar doorgegeven met de gegevens over het vorige kalenderjaar.

Het bestand “Jaarverslag - Productievolumes” wordt uiterlijk op 30 september van elk jaar doorgegeven met de gegevens over het vorige kalenderjaar.

5.4.3 De tabel “Exploitanten en activiteiten”, bedoeld in punt 5.4.2, a) 1° lijst van exploitanten en groepen exploitanten, die onder de controle van het controleorgaan stonden in de loop van het beschouwde jaar, vermeldt de activiteiten in biologische productie die door hen werden ondernomen op het grondgebied van het Waals Gewest in de loop van dit jaar.

De gegevens over eenzelfde exploitant of groep exploitanten staan alleen in het jaarverslag van één enkel controleorgaan. De gegevens over een exploitant of groep exploitanten die in de loop van het jaar van controleorgaan veranderd is, staan alleen in het jaarverslag van het nieuwe controleorgaan. Dat verzamelt de vereiste gegevens bij het eerste controleorgaan voor het deel van het jaar waarin de exploitant of de groep exploitanten onder de controle van deze laatste stond.

Voor elke exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 3° het nummer van de landbouwer bij SIGeC indien primaire productieactiviteit en indien toegekend;
- 4° de benaming van de onderneming;
- 5° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 6° het aantal leden, indien een groep exploitanten;
- 7° het codenummer van het controleorgaan;
- 8° de productcategorieën die bij de biologische productie betrokken zijn;
- 9° de activiteitentypes in biologische productie;
- 10° de gemengde activiteiten die ofwel volledig biologisch of biologisch en niet-biologisch zijn voor elk type activiteit;
- 11° de begindatum van de uitvoering van het controlesysteem voor elk activiteitentype;
- 12° de datum waarop de activiteit stopgezet werd, voor elk activiteitentype, indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar;
- 13° de totale terugtrekking uit de biologische productie, indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar;
- 14° het aantal activiteitsites.

5.4.4 De tabel “Primaire dierlijke productie PM” bedoeld in punt 5.4.2, a) 2° preciseert de primaire productieactiviteiten in de dierensector die uitgevoerd worden op het grondgebied van het Waals Gewest in het beschouwde jaar door de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3. Voor elke exploitant en groep exploitanten die dergelijke activiteiten uitvoeren, bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° de types dierenproductie;
- 3° het kuddenummer bij SANITEL, voor elk type dierlijke productie, indien van toepassing;
- 4° het aantal aanwezige dieren, de veestapel, voor elk type dierenproductie;
- 5° de begindatum van de omschakeling van de dieren voor elk type dierenproductie;
- 6° de datum van de biologische certificering van de dieren voor elk type dierenproductie;
- 7° de plaats van de activiteitsites voor elk type dierenproductie;
- 8° de datum waarop de activiteit stopgezet werd, voor elk type dierenproductie, indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.5 De tabel “Primaire plantaardige productie PM” bedoeld in punt 5.4.2, a) 3° preciseert de primaire productieactiviteiten in de plantaardige sector die uitgevoerd worden op het grondgebied

van het Waals Gewest of die verbonden zijn aan een activiteitsite die zich op het grondgebied van het Waals Gewest bevindt in het beschouwde jaar door de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3. Voor elke exploitant en groep exploitanten die dergelijke activiteiten uitvoeren, bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 3° de totale nuttige landbouwoppervlakte van het bedrijf;
- 4° de types plantaardige productie;
- 5° de rang van de plantaardige productie, hoofdproductie of secundaire productie, voor elk type plantaardige productie;
- 6° het nummer van de percelen voor elk type plantaardige productie;
- 7° de oppervlakte van de percelen voor elk type plantaardige productie;
- 8° het gewest van België of het land waar de percelen zich bevinden;
- 9° de begindatum van de omschakeling van de percelen;
- 10° de begindatum van de biologische certificering van de percelen;
- 11° het omschakelingstatuut van de percelen, in het eerste, tweede, derde omschakelingsjaar of die biologisch gecertificeerd zijn;
- 12° de plaats van de activiteitsites;
- 13° de datum waarop de activiteit stopgezet werd indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.6 De tabel “Andere activiteiten in biologische productie PM” bedoeld in punt 5.4.2, a) 4° preciseert activiteiten van bereiding, distributie en verkoop aan de eindgebruiker, opslag, import, export en restauratie in biologische productie die uitgevoerd worden op het grondgebied van het Waals Gewest in het beschouwde jaar door de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3. Voor elke exploitant en groep exploitanten die dergelijke activiteiten uitvoeren, bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 3° de activiteitentypes in biologische productie;
- 4° de productietypes voor elk activiteitentype;
- 5° de datum van de biologische certificering van de productie voor elk productientype;
- 6° de plaats van de activiteitsites voor elk type productie;
- 7° de datum waarop de activiteit stopgezet werd voor elk type productie, indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.7 De tabel “Primaire productie PV” bedoeld in punt 5.4.2, b) 1° preciseert de hoeveelheden biologische producten of in omschakeling die geproduceerd worden op het grondgebied van het Waals Gewest of die verbonden zijn aan een activiteitsite die zich op het grondgebied van het Waals Gewest bevindt in het beschouwde jaar door de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4. 4 en 5.4.5. Voor elke exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 3° de types dierlijke en plantaardige productie;
- 4° de productiemiddelen voor elk type dierlijke en plantaardige productie;
- 5° de hoeveelheden van producten in omschakeling die geproduceerd werden voor elk type plantaardige productie;
- 6° de hoeveelheid biologische producten die voor elk type dierlijke en plantaardige productie geproduceerd worden.



5.4.8 De tabel “Andere activiteiten in biologische productie OC” bedoeld in punt 5.4.2, b) 2° geeft de jaaromzet aan die voortkomt uit de activiteiten van bereiding, distributie en verkoop aan de eindgebruiker, opslag, import, export en restauratie in biologische productie die uitgevoerd worden op het grondgebied van het Waals Gewest in het beschouwde jaar, door de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.6. Voor elke exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° de maatschappelijke benaming van de onderneming;
- 3° het codenummer van het controleorgaan;
- 4° de activiteitentypes in biologische productie;
- 5° de jaaromzet voor elk activiteitentype;
- 6° De activiteit die voor eigen rekening of in onderaanneming uitgevoerd wordt voor elk activiteitentype.

5.4.9 De tabel “Controles” bedoeld in punt 5.4.2 c) 1° vermeldt de controles die door het controleorgaan worden uitgevoerd in de loop van het jaar bij de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3 voor wat betreft hun activiteiten die op het grondgebied van het Waals Gewest worden uitgevoerd. Voor elke exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 3° het codenummer van het controleorgaan;
- 4° het type hoofdactiviteit van de exploitant;
- 5° de controletypes;
- 6° de controledatum voor elk controletype;
- 7° de voor- en familienaam van de controleur voor elk controletype;
- 8° de controle met of zonder voorafgaande kennisgeving voor elk controletype;
- 9° de controle met of zonder fysieke inspectie voor elk controletype;
- 10° de kruis- of niet-kruiscontrole voor elk controletype;
- 11° de totale terugtrekking uit de biologische productie, indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.10 De tabel “Maatregelen” bedoeld in punt 5.4.2 c) 2° preciseert de maatregelen die door het controleorgaan worden opgelegd in de loop van het jaar bij de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3 voor wat betreft hun activiteiten die op het grondgebied van het Waals Gewest worden uitgevoerd. Voor elke betrokken exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 3° het codenummer van het controleorgaan;
- 4° het type hoofdactiviteit van de exploitant;
- 5° de vastgestelde types tekortkomingen;
- 6° de types maatregelen die opgelegd worden voor elk type tekortkoming;
- 7° de datum van de controle die geleid heeft tot de maatregel voor elk type maatregel;
- 8° de begindatum van de toepassing van de maatregel voor elke type maatregel;
- 9° de einddatum van de toepassing van de maatregel of van de toegelaten termijn voor de uitvoering van correcties of corrigerende acties voor elk type maatregel, indien van toepassing;
- 10° de datum van de opvolgingscontrole of van de versterkte verificatiecontrole van de uitvoering van de correcties of corrigerende acties voor elk type maatregel, indien van toepassing;



11° de totale terugtrekking uit de biologische productie indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.11 De tabel “Analyses” bedoeld in punt 5.4.2 c) 3° preciseert dat de analyses die in de loop van het jaar werden uitgevoerd in het kader van officiële controles bij de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3 voor wat betreft hun activiteiten die op het grondgebied van het Waals Gewest worden uitgevoerd. Voor elke betrokken exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 3° het codenummer van het controleorgaan;
- 4° het type hoofdactiviteit van de exploitant;
- 5° de nummers van de monsters;
- 6° de bemonsteringsdatum voor elk monster;
- 7° het materiaal dat het voorwerp uitmaakte van de bemonstering voor elk monster;
- 8° het type analyse, eerste analyse of tegenanalyse, voor elke analyse;
- 9° de naam van het laboratorium dat de analyse heeft uitgevoerd, voor elke analyse;
- 10° de naam van de opgespoorde producten voor elke analyse, indien van toepassing;
- 11° het gehalte van de opgespoorde producten voor elke analyse, indien van toepassing;
- 12° de naleving voor de aanwezigheid en het gehalte van de producten voor elke analyse en product;
- 13° de analysetechniek voor elke analyse;
- 14° de totale terugtrekking uit de biologische productie indien van toepassing in de loop van het beschouwde jaar.

5.4.12 De tabel “Afwijkingen” bedoeld in punt 5.4.2, c) 4° geeft de afwijkingen aan die in de loop van het beschouwde jaar werden toegekend aan de exploitanten en de groepen exploitanten bedoeld in punt 5.4.3, voor wat hun activiteiten betreft die op het grondgebied van het Waals Gewest worden uitgevoerd, met uitsluiting van de afwijkingen met betrekking tot het gebruik van plantaardig teeltmateriaal dat niet volgens de biologische productiemethode werd verkregen. Voor elke betrokken exploitant en groep exploitanten bevat de tabel de volgende gegevens:

- 1° het unieke nummer van de biologische exploitant;
- 2° het gewest van België of het land waar de zetel van de onderneming zich bevindt;
- 3° het codenummer van het controleorgaan;
- 4° de types afwijkingen;
- 5° de betrokken hoeveelheden voor elk type afwijking;
- 6° de datum van de toekenning van de afwijking voor elk type afwijking;
- 7° de einddatum van de afwijking voor elk type afwijking, indien van toepassing.

5.4.13 De Dienst verduidelijkt de vereisten van het na te leven formaat voor de tabellen en de gegevens bedoeld in punten 5.4.2 tot 5.4.12 evenals de technische vereisten die nageleefd moeten worden voor het doorsturen van de bestanden.

Hij bepaalt de in acht te nemen rubrieken en, in voorkomend geval, de eraan gekoppelde codes voor de gegevens bedoeld in de punten 5.4.3, 8° en 9°, 5.4.4, 2° en 4°, 5.4.5, 4°, 5.4.6, 3° en 4°, 5.4.7, 5° en 6°, 5.4.8, 4°, 5.4.9, 4° en 5°, 5.4.10, 4°, 5° en 6°, 5.4.11, 4° en 13°, en 5.4.12, 4° en 5°.

### *5.5 Informatie die onmiddellijk doorgegeven moet worden*

Wanneer in toepassing van artikel 43, lid 2 van Verordening (EU) 2018/848 het controleorgaan onmiddellijk andere controleautoriteiten of controleorganen inlicht in gevallen waarin niet-naleving wordt vermoed of is vastgesteld met betrekking tot producten onder de controle van andere

controleautoriteiten of controleorganen, stellen de controleautoriteiten en de controleorganen de Dienst daarvan onmiddellijk in kennis op dezelfde wijze.

Wanneer het controleorgaan maatregelen neemt in toepassing van artikel 42 van Verordening (EU) 2018/848 stelt het de Dienst daarvan onmiddellijk in kennis.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het Besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 6.

**Lijst van de controleorganen waaraan de officiële controletaken bedoeld in artikel 10 gedelegeerd zijn**

Codenr.: BE-BIO-01

Delegatiedatum: 11 augustus 1992

Naam: CERTISYS

Ondernemingsnummer (KBO): 0445.344.915

Maatschappelijke zetel: de Meuÿsquare 35  
1000 Brussel

Operationele zetel: Rue Joseph Bouché 57/3  
5310 Bolinne

Productcategorieën die onder de delegatie vallen:

- A : onverwerkte planten en plantaardige producten, met inbegrip van zaden en ander plantaardig teeltmateriaal;
- B : dieren en onverwerkte dierlijke producten;
- C : algen en onverwerkte aquacultuurproducten;
- D : verwerkte producten van agrarische oorsprong, waaronder aquacultuurproducten, voor gebruik als levensmiddel;
- E : diervoeders;
- F : wijn;
- G : andere producten opgesomd in bijlage I van Verordening (EU) 2018/848.

Codenr.: BE-BIO-02

Delegatiedatum: 18 augustus 1992

Naam: TÜV-NORD INTEGRA

Ondernemingsnummer (KBO): 0465.666.712

Maatschappelijke zetel: Statiestraat 164 A  
2600 Berchem

Operationele zetel: Rue Nanon 98  
5000 Namur

Productcategorieën die onder de delegatie vallen:

- A : onverwerkte planten en plantaardige producten, met inbegrip van zaden en ander plantaardig teeltmateriaal;
- B : dieren en onverwerkte dierlijke producten;

- C : algen en onverwerkte aquacultuurproducten;  
D : verwerkte producten van agrarische oorsprong, waaronder aquacultuurproducten, voor gebruik als levensmiddel;  
E : diervoeders;  
F : wijn;  
G : andere producten opgesomd in bijlage I van Verordening (EU) 2018/848.

Codenr.: BE-BIO-03

Delegatiedatum: 24 juni 2009

Naam: INSCERT PARTNER

Ondernemingsnummer (KBO): 0679.546.366

Maatschappelijke en operationele zetel: Rue Hayeneux 62  
4040 Herstal

Productcategorieën die onder de delegatie vallen:

- A : onverwerkte planten en plantaardige producten, met inbegrip van zaden en ander plantaardig teeltmateriaal;  
B : dieren en onverwerkte dierlijke producten;  
C : algen en onverwerkte aquacultuurproducten;  
D : verwerkte producten van agrarische oorsprong, waaronder aquacultuurproducten, voor gebruik als levensmiddel;  
E : diervoeders;  
F : wijn;  
G : andere producten opgesomd in bijlage I van Verordening (EU) 2018/848.

Codenr.: BE-BIO-05

Delegatiedatum: 25 juli 2017

Naam: COMITÉ DU LAIT

Ondernemingsnummer (KBO): 0429.937.652

Maatschappelijke en operationele zetel: Route de Herve 104  
4651 Battice

Productcategorieën die onder de delegatie vallen:

- A : onverwerkte planten en plantaardige producten, met inbegrip van zaden en ander plantaardig teeltmateriaal;  
B : dieren en onverwerkte dierlijke producten;  
D : verwerkte producten van agrarische oorsprong, waaronder aquacultuurproducten, voor gebruik als levensmiddel;  
E : diervoeders.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 7.

### Vereiste procedures en bepalingen om het toezicht op de controleorganen te verzekeren

#### Hoofdstuk 1. Beoordeling van het jaarverslag

1.1 Op basis van het jaarverslag dat de controleorganen aan de Dienst overmaken in toepassing van punt 5.4 van Bijlage 5 en in het licht van alle andere ontvangen informatie verzekert de Dienst een passend toezicht op de erkende controleorganen door hun erkenning aan een regelmatig heronderzoek te onderwerpen.

1.2 Met het oog op dit toezicht kan de Dienst bijkomende informatie vragen aan de controleorganen en aan het organisme dat verantwoordelijk is voor de accreditatie van de controleorganen.

#### Hoofdstuk 2. Jaarlijkse audit

2.1 De Dienst organiseert ten minste eenmaal per jaar overeenkomstig artikel 33, onder a), van Verordening (EU) 2017/625 een audit op de zetel van elk controleorgaan waaraan zij overeenkomstig artikel 10 officiële controletaken of taken in verband met andere officiële activiteiten hebben gedelegeerd.

2.2 Het doel van de audit is te controleren of de controleorganen hun erkenningsvoorwaarden blijven naleven, zoals ze vastgelegd zijn door Verordening (EU) 2018/848 en door dit besluit.

2.3 Tijdens de audit worden minstens de volgende elementen beoordeeld:

1° de interne procedures van de controleorganen voor wat de controles betreft;

2° het beheer en het onderzoek van de controledossiers in het licht van de verplichtingen die opgesteld zijn door de Verordening (EU) 2018/848 en door dit besluit;

3° de controle van de verwerking die voorbehouden is aan de gevallen van niet-naleving en van de verwerking die voorbehouden is aan oproepen en klachten;

4° de risicoanalyseprocedure die zo ontworpen is dat het resultaat van de risicoanalyse de basis levert die de planning kan bepalen van de controleactiviteiten die gedefinieerd worden in punt 1.2 van Bijlage 5 en de naleving van de minimumpercentages die vastgelegd zijn in punt 1.3 van Bijlage 5.

#### Hoofdstuk 3. Financiële audit

3.1 Minstens éénmaal per jaar controleert de Dienst:

1° de overeenkomst van het tarief dat toegepast wordt door het controleorgaan gelet op de prijstabel van de vergoedingen die in Bijlage 4 is vastgelegd;

2° de overeenkomst van de facturatiewijzen die door het controleorgaan worden toegepast in naleving van het tarief dat gecontroleerd wordt onder a) door de beoordeling van een staal facturen



van exploitanten, dat representatief is voor alle categorieën producten die gedekt worden door de delegatie die aan het controleorgaan is toegekend.

3.2 Wanneer het controleorgaan beslist een tariefwijziging door te voeren, informeert het er de Dienst over overeenkomstig de bepalingen van punt 5.1° van Bijlage 5.

De Dienst controleert de overeenkomst van het tarief dat voorgesteld wordt door het controleorgaan gelet op de prijstabel van de vergoedingen die in Bijlage 4 is vastgelegd.

Het tarief wordt gepubliceerd en wordt enkel toegepast na bevestiging van zijn overeenkomst door de Dienst.

De tariefwijzigingen die voortkomen uit de gebruikelijke toepassing van het indexeringsmechanisme dat voorzien is in Bijlage 4 zijn niet aan dit controleproces onderworpen.

#### **Hoofdstuk 4. Audit op het terrein**

4.1 De Dienst voert de volgende audits op het terrein uit:

1° observatie van de activiteit (*witness audit*): observatie door een ambtenaar van de Dienst van een controleactiviteit die door het controleorgaan wordt uitgevoerd bij een exploitant;

2° controleaudit (*review audit*): uitvoering door een ambtenaar van de Dienst van een controleactiviteit bij een exploitant en vergelijking van het resultaat met het resultaat van de controle die door het controleorgaan bij dezelfde exploitant werd uitgevoerd; de controletermijn door de Dienst bedraagt maximum vier weken vanaf de dag waarop de Dienst ingelicht wordt over de uitvoering van de controle door het controleorgaan.

4.2. Voorafgaand aan de uitvoering van een audit op het terrein, raadpleegt de ambtenaar van de Dienst het dossier van de exploitant bij het controleorgaan dat de activiteiten van deze laatste certificeert. Het doel van de raadpleging is om de naleving van het dossier met de reglementaire vereisten te beoordelen en de eventuele aandachtspunten te identificeren waarop gefocust moet worden tijdens de audit op het terrein.

4.3 Er wordt minstens eenmaal per jaar een audit op het terrein uitgevoerd bij een gecertificeerde exploitant voor elk van de productcategorieën die gedekt zijn door de delegatie die aan het controleorgaan is toegekend. Indien het controleorgaan minder dan 10 exploitanten certificeert voor een productcategorie, wordt er minstens eenmaal om de 5 jaar een audit op het terrein uitgevoerd bij een exploitant van deze categorie. De andere jaren of wanneer het controleorgaan geen enkele exploitant certificeert van een productcategorie waarvoor het erkend is, wordt de overeenkomstige audit uitgevoerd bij een exploitant die voor een andere productcategorie gecertificeerd is.

4.4 Bovenop de audits bedoeld in punt 4.3°, wordt er een bijkomende audit op het terrein georganiseerd per schijf van vijfhonderd exploitanten die door het controleorgaan worden gecertificeerd.

#### **Hoofdstuk 5. Audit van het accreditatieorgaan**

5.1 De Dienst kan één van zijn beambten aanduiden om de audits te begeleiden die door het accreditatieorgaan op de zetel van het controleorgaan of op het terrein uitgevoerd worden.

5.2 Wanneer een beambte van de Dienst een audit begeleidt zoals bedoeld in punt 5.1., mag de audit in aanmerking genomen worden in het kader van de activiteiten bedoeld in Hoofdstukken 2 en 4.

### **Hoofdstuk 6. Opvolgingsaudit**

6.1 Wanneer een niet-naleving wordt vastgesteld tijdens de uitvoering van een audit, moet het controleorgaan de impact van deze niet-naleving beoordelen, er de oorzaken van analyseren en een plan met corrigerende verbeteracties met een uitvoeringstermijn voorstellen.

6.2 De Dienst beoordeelt de elementen die door het controleorgaan worden doorgegeven in toepassing van punt 6.1 en beslist over de validatie van het plan met corrigerende verbeteracties.

6.3 De Dienst kan een opvolgingsaudit organiseren met als doel de toepassing door het controleorgaan te controleren van het plan met corrigerende verbeteracties na afloop van de termijn die voor zijn invoering vastgelegd is.

### **Hoofdstuk 7. Planning van de audits**

7.1 De selectie van de controledossiers beoogd in 2.3, b) en van de exploitanten die een audit op het terrein ondergaan bedoeld in Hoofdstuk 4 gebeurt op basis van een risicobeoordeling, die bepaald wordt door in het bijzonder rekening te houden met de elementen die opgesomd worden in het tweede lid van artikel 38 van Verordening (EU) 2018/848, bovenop de elementen bedoeld in artikel 9 van Verordening (EU) 2017/625.

7.2 De selectie van de uit te voeren audits op het terrein in toepassing van Hoofdstuk 4 heeft bovendien en in de mate van het mogelijke als doel om toezicht te houden op de activiteiten van elke controleur die door het controleorgaan gekwalificeerd is.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 8.

**Gemeenschappelijke catalogus van maatregelen die door de controleorganen toegepast moeten worden in gevallen van vermeende of vastgestelde niet-naleving**

Deze bijlage stelt de gemeenschappelijke catalogus op van de maatregelen die door de controleorganen toegepast moeten worden in gevallen van vermeende of vastgestelde niet-naleving, overeenkomstig de bepalingen van artikel 41, lid 4 van Verordening (EU) 2018/848.

In toepassing van punt a) iii), van lid 1 van artikel 40 van Verordening (EU) 2018/848, leggen de controleorganen aan de Dienst een lijst van maatregelen ter goedkeuring voor die beantwoorden aan deze gemeenschappelijke catalogus.

In gevallen van vermeende of vastgestelde niet-naleving neemt het controleorgaan volgens deze gemeenschappelijke catalogus van maatregelen tegen de betrokken exploitanten of groepen exploitanten.

**Hoofdstuk 1. Toepassingswijze**

1.1 Het controleorgaan past minstens de maatregelen toe die voorzien zijn in de lijst die goedgekeurd is in toepassing van punt a), iii) van lid 1 van artikel 40 van Verordening (EU) 2018/848.

1.2 In functie van elk concreet geval waarmee het geconfronteerd wordt, past het controleorgaan een striktere maatregel toe dan deze die theoretisch voorzien is indien het meent dat de niet-naleving of de opeenstapeling van meerdere tekortkomingen dit motiveert.

1.3 In het geval waarin een uitzonderlijke context de toepassing zou kunnen rechtvaardigen van een minder strikte maatregel dan deze die voorzien is in de lijst die goedgekeurd is in toepassing van punt a), iii) van lid 1 van artikel 40 van Verordening (EU) 2018/848, geeft het controleorgaan aan de Dienst de elementen door die een uitzondering op de regel motiveren evenals een alternatief voorstel van een toe te passen maatregel.

1.4 De maatregelen worden in gradaties uitgesproken in chronologische volgorde van de opeenvolgende vaststellingen van eenzelfde niet-naleving. Wanneer een eerste vaststelling van niet-naleving gevolgd wordt door de noodzakelijke verbetering door de exploitant binnen de termijnen die door het controleorgaan worden vastgelegd, wordt er geen rekening meer gehouden met deze niet-naleving in de gradatie van de maatregel indien er binnen een termijn van vierentwintig maanden niet opnieuw een gelijkaardige niet-naleving werd vastgesteld.

1.5 In de gevallen die niet beschreven zijn, past het controleorgaan een passende maatregel toe die de geest van de gemeenschappelijke catalogus van maatregelen naleeft.

1.6 Wanneer er een niet-naleving wordt vastgesteld, kan er rekening gehouden worden met het bestaan van verzachtende omstandigheden in de gevallen die voorzien zijn in het sanctierooster, wanneer de exploitant duidelijk te goeder trouw is of wanneer hij niet verantwoordelijk is voor de inbreuk die door de handeling van een derde werd veroorzaakt.

1.6 De toe te passen maatregelen worden als volgt omschreven:

Nr.	Maatregel	Afkorting	Omschrijving
1°	Gewone opmerking	GO	De gewone opmerking wordt gebruikt bij een kleine onregelmatigheid of bij een duidelijk onvrijwillige tekortkoming door de exploitant. De exploitant corrigeert de niet-naleving. De uitvoering van corrigerende verbeteracties wordt door het

			controleorgaan uiterlijk op de volgende jaarlijkse inspectie gecontroleerd.
2°	Vraag om verbetering	Vv	De vraag om verbetering preciseert de vastgestelde onregelmatigheid, de correcties of verwachte corrigerende verbeteracties en de termijn waarin ze toegepast worden. Er wordt een opvolgingscontrole door het controleorgaan uitgevoerd aan het einde van de vastgelegde termijn. Indien vastgesteld wordt dat er geen corrigerende verbeteracties worden uitgevoerd binnen de opgelegde termijn, geeft het controleorgaan een waarschuwing, zoals bedoeld in punt 3°.
3°	Waarschuwing	W	De waarschuwing preciseert de vastgestelde niet-naleving, de verwachte verbeteringen of corrigerende verbeteracties, de termijn waarin ze toegepast worden en de maatregel die toegepast zal worden in geval van niet-naleving van het correctieplan of van de corrigerende verbeteractie. Een waarschuwing wordt systematisch gevolgd door een verscherpte controle die uitgevoerd wordt na afloop van de vastgelegde termijn. Indien vastgesteld wordt dat er geen corrigerende verbeteracties worden uitgevoerd binnen de opgelegde termijn, wordt één van de maatregelen die bepaald is in punten 5 tot 10 opgelegd.
4°	Verscherpte controle	VC	De kosten van de verscherpte controle worden door de exploitant gedragen.
5°	Declassering perceel	DP	Declassering of niet-certificering van een perceel of van een deel van het gegeven perceel. De producten die voortkomen uit het perceel worden niet verhandeld met een verwijzing naar de biologische productiemethode. Het perceel start een nieuwe omschakelingsperiode.
6°	Declassering lot	DL	Definitieve declassering of niet-certificering van een deel van de gegeven productie. Elke verwijzing naar de biologische productiemethode wordt verwijderd van de producten in kwestie.
7°	Declassering dier	DD	De producten die voortkomen uit het betreffende dier worden niet verhandeld met een verwijzing naar de biologische productiemethode. Het betrokken dier begint een nieuwe omschakelingsperiode.
8°	Schorsing of niet-certificering van een product	SP	Verbod opgelegd aan de exploitant, voor een vastgelegde duur om bepaalde soorten producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen of om zijn certificaat voor dit product te gebruiken. De exploitant past corrigerende verbeteracties zodra

			<p>mogelijk toe om de vastgestelde gevallen van niet-naleving op te lossen en neemt voorzorgsmaatregelen om de herhaling van deze niet-nalevingen in de toekomst te vermijden. De vastgestelde niet-nalevingen worden uiterlijk op het einde van de schorsingsperiode opgelost. Het controleorgaan voert uiterlijk op het einde van deze periode een verscherpte controle uit zoals bedoeld in punt 4. Indien vastgesteld wordt dat er geen corrigerende verbeteracties worden uitgevoerd binnen de opgelegde termijn, wordt de schorsing verlengd.</p>
9°	Volledige schorsing of niet-certificering	VS	<p>Verbod opgelegd aan de exploitant voor een bepaalde duur om alle producten onder verwijzing naar de biologische productiemethode op de markt te brengen of om zijn certificaat voor elke activiteit te gebruiken. De exploitant past corrigerende verbeteracties zodra mogelijk toe om de vastgestelde gevallen van niet-naleving op te lossen en neemt voorzorgsmaatregelen om de herhaling van deze niet-nalevingen in de toekomst te vermijden. De vastgestelde niet-nalevingen worden uiterlijk op het einde van de schorsingsperiode opgelost. Het controleorgaan voert uiterlijk op het einde van deze periode een verscherpte controle uit zoals bedoeld in punt 4. Indien vastgesteld wordt dat er geen corrigerende verbeteracties worden uitgevoerd binnen de opgelegde termijn, wordt de schorsing verlengd.</p>
10°	Heropstart of verlenging van de omschakelingsperiode	VO	<p>Heropstart of verlenging van de omschakelingsperiode van de dieren en percelen.</p>

## Hoofdstuk 3 - Lijst van de niet-nalevingen

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
<b>1. ALGEMENE NIET-NALEVINGEN</b>		
1000	Weigering van de controle	VS
1005	Weigering om het controleverslag of een ander document mede te ondertekenen	Vv / W / VS
1010	Weigering van toegang tot de voorraad- of financiële boekhouding	VS
1020	Weigering van de bemonstering met het oog op analyse	VS
1025	Boekhouding, voorraadboekhouding of andere elementen niet beschikbaar tijdens de controle	Vv / W / VS
1030	Boekhouding, voorraadboekhouding of andere elementen niet controleerbaar	
1030a	a) bij een bereider, exporteur, opslagbedrijf of importeur	W / VS
1030b	b) bij een producent	Vv / W / VS
1040	Balans tussen aankoop en verkoop niet realiseerbaar	Vv / W / VS
1050	Onvoldoende scheiding tussen biologische productie-eenheden, productie-eenheden in omschakeling en niet-biologische productie-eenheden	Vv / W / SP / VS
1055	Aanwezigheid van bestrijdingsmiddelenresiduen	
1055a	a) Concentratie < 1,5 x aantoonbaarheidsgrens	GO
1055b	b) Concentratie > of = 1,5 x aantoonbaarheidsgrens	DL
1060	Gebruik van ggo's of van producten die met of door ggo's vervaardigd zijn	W + DL / SP + DL / VS
1065a	Aanwezigheid van een hoeveelheid ggo's onder de etiketteringslimiet	GO
1065b	Aanwezigheid van een hoeveelheid ggo's boven de etiketteringslimiet	DL



CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
1070	Geen attest van de leverancier over de ggo of de ggo-derivaten voor andere producten dan levensmiddelen of diervoeders	Vv / W / SP / VS
1080	Niet-naleving van de concrete maatregelen die zijn afgesproken met het controleorgaan om te garanderen dat de wettelijke normen gerespecteerd worden	Vv / W / SP
1085	Geen klachtenregister aanwezig	GO/GO / Vv / W / SP
1090	Niet-naleving van de procedure voor ontvangst van de ingrediënten, producten of dieren	GO / Vv / W / SP
1090a	a) achteraf bewezen als biologisch	Vv / W / SP
1090b	b) achteraf bewezen als niet-biologisch	Vv / W / SP
1095	Eén van de leveranciers van de exploitant is niet gecertificeerd:	
1095a	a) het betreft de levering van voorverpakte producten	Vv / Vv / W / SP
1095b	b) het betreft de levering van niet-voorverpakte producten	Vv / W / SP
1096	Eén van de onderaannemers van de exploitant is niet gecertificeerd of de exploitant heeft niet verklaard dat de biologische productie nog altijd zijn verantwoordelijkheid is en niet aan de onderaannemer is overgedragen	W
1100	Meer dan drie Vv's tegelijkertijd voor dezelfde exploitant	VC
1105	Late of geen communicatie over een verdacht product dat niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Verordening (EU) 2018/48 dit besluit en de uitvoeringsbepalingen ervan	Vv / W / SP
1110	Niet of niet tijdig aanleveren van de gegevens die essentieel zijn voor het controlesysteem aan de controleorganen	Vv / W / W / VS
1115	Niet of niet tijdig blokkeren van een verdacht product dat niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Verordening (EU) 2018/48 dit besluit en de uitvoeringsbepalingen ervan	W / SP / VS
1120	De traceerbaarheid/herkomst van een product kan onvoldoende aangetoond worden	Vv / W + DL / SP / VS

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
1125	Geen voorzorgsmaatregelen genomen om het risico op verontreiniging door niet-toegestane producten of stoffen te verkleinen	GO / Vv / W / SP
1130	De exploitant voldoet niet aan de registratieplicht bij het FAVV	Vv / SP
1140	De exploitant beschikt niet (meer) over een ondernemingsnummer	Vv / W / VS
1150	De exploitant heeft de wijziging van de beschrijving of activiteiten, vermeld in artikel 39, eerste lid, punt d) van Verordening 2018/848 niet gemeld aan het controleorgaan	Vv / W / VS
<b>2. PLANTAARDIGE PRODUCTIE</b>		
2000	Productie in hetzelfde bedrijf van identieke variëteiten of verschillende variëteiten die niet gemakkelijk te onderscheiden zijn in biologische, niet-biologische vorm en omschakelingsvorm. Gevallen van eenjarige gewassen:	W / SP / VS
2000a	a) met bewijs van scheiding van de productie-eenheden	W + DL / SP / VS
2000b	b) zonder bewijs van scheiding van de productie-eenheden	GO / W
2000c	c) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	
2005	Productie in hetzelfde bedrijf van identieke variëteiten of verschillende variëteiten die niet gemakkelijk te onderscheiden zijn in biologische, niet-biologische vorm en omschakelingsvorm. Gevallen van meerjarige gewassen:	W / SP [ / VS]
2005a	a) zonder goedgekeurd omschakelingsplan maar met bewijs van scheiding van de productie-eenheden	W + DL / SP [ / VS]
2005b	b) zonder goedgekeurd omschakelingsplan en zonder bewijs van scheiding van de productie-eenheden	SP + VO
2005c	c) na de termijn die in het goedgekeurde omschakelingsplan is vastgelegd en uiterlijk na een periode van vijf jaar	
2010	Probleem van het bijhouden van het veldboek	W / VS
2010a	a) Onvolledig	VS
2010b	b) Niet aanwezig	DP
2010c	c) Geen melding dat een nieuw perceel in het bedrijf wordt ingelast	

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
2011	Formulier van vooronderzoek niet binnen de termijnen teruggestuurd	Vv / W / DP / VS
2012	Geen kennisgeving van een verandering van teelt op een perceel	GO / Vv / W
2020	Teeltboek:	Vv / SP
2020a	a) onbestaand	Vv / Vv / W / DP
2020b	b) onvolledig, minder belangrijke elementen	Vv / W / SP
2020c	c) onvolledig, belangrijkere elementen	Vv / W / DP
2030	Onvoldoende teeltafwisseling in open lucht	Vv / W / DP
2035	Afwezigheid van peulvruchten in de meerjarige rotatiecyclus van de teelten	Vv / W / DP
2040	Gebruik van niet-biologisch en onbehandeld teeltmateriaal zonder vergunning:	GO / Vv / W / DL
2040a	a) het betreft teeltmateriaal dat in aanmerking komt voor een algemene toelating (niveau 3): register is niet volledig	Vv / W / DL
2040b	b) het betreft teeltmateriaal dat in aanmerking komt voor een gemotiveerde vergunningsaanvraag (niveau 2)	W / DL
2040c	c) het betreft teeltmateriaal dat niet in aanmerking komt voor een uitzondering, voldoende biologische aanbod (niveau 1)	GO / Vv / W / DL
2042	Gebruik van plantaardig teeltmateriaal in omschakeling terwijl er aan de kwalitatieve of kwantitatieve behoeften van de exploitant voor wat het biologische materiaal betreft, voldaan kan worden	GO / Vv / W / DL
2045	Gebruik van een andere variëteit dan deze waarvoor de afwijking oorspronkelijk werd toegekend	GO / Vv / W / DL
2050	Gebruik van behandeld teeltmateriaal	Vv + DL / DP / DP + SP
2055	Gebruik van gangbaar plantgoed	DL / DL + VC / SP
2060	Gebruik van een toegelaten meststof/bodemverbeteraar volgens Verordening 2018/848 (EU), dit besluit of zijn uitvoeringsbepalingen, zonder bewijs van de noodzakelijkheid van het gebruik	GO / Vv / W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
2070	Gebruik van een niet-toegelaten meststof/bodemverbeteraar volgens Verordening 2018/848 (EU), dit besluit of zijn uitvoeringsbepalingen	W / DP + VC / VS
2070a	a) verzachtende omstandigheden	DP + VC / VS
2070b	b) afwezigheid van verzachtende omstandigheid	Vv / W / SP
2080	Mestgebruik in het bedrijf dat meer dan 170 kg stikstof per hectare per jaar bedraagt:	W / SP
2080a	a) geringe overschrijding, minder dan tien procent	
2080b	b) zware overschrijding, meer dan tien procent	
2100	Gebruik van een toegelaten gewasbeschermingsmiddel volgens Verordening 2018/848 (EU), dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen:	GO / Vv / W / SP
2100a	a) zonder bewijs van de noodzakelijkheid van het gebruik	GO / Vv / W / SP
2100b	b) gebruikt voor een ander doel dan het specifieke doel waarvoor het gewasbeschermingsmiddel gebruikt mag worden, of de gebruiksvoorwaarden worden niet nageleefd:	Toepassing van maatregel 2110
2100b1	1) kleine inbreuk	Vv / W / SP / DP
2100b2	2) zware inbreuk	Vv / W / SP
2100c	c) gebruik van meer koper dan toegestaan	
2100d	d) het niet-naleven van de specifieke bepalingen in de wetgeving op bestrijdingsmiddelen die in België van toepassing is	
2110	Gebruik van een niet-toegelaten gewasbeschermingsmiddel volgens Verordening 2018/848 (EU), dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen:	DL / DP / VS
2110a	a) Gebruik op kleine schaal	DL+ VC / DP + VC / VS
2110a1	1) Gebruik van een verboden natuurlijk product	DP + VC / VS
2110a2	2) Gebruik van een chemisch synthetisch gewasbeschermingsmiddel onder verzachtende omstandigheden	
2110a3	3) Gebruik van een chemisch synthetisch gewasbeschermingsmiddel	
2110b	b) Gebruik op grote schaal	

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
2110b1	1) Gebruik van een verboden natuurlijk product	DL+ VC / DP + VC / VS
2110b2	2) Gebruik van een chemisch synthetisch gewasbeschermingsmiddel onder verzachtende omstandigheden	DP + VC / VS
2110b3	3) Gebruik van een chemisch synthetisch gewasbeschermingsmiddel	VS > 2 jaar
2110d	d) Beperkt gebruik op plaatsen binnen de productie-eenheid die niet betrokken zijn bij het productieproces, paden, binnenpleinen of andere	Vv / W
2120	Gebruik van verboden substraten voor de productie van champignons:	W / DL
2120a	a) kleine inbreuk	DL
2120b	b) zware inbreuk	
2125	Plukken van wilde planten zonder garantie op afwezigheid van behandeling met verboden producten in de laatste drie jaar voor de kennisgeving van de zone. a) kleine inbreuk b) zware inbreuk	Vv/ W / DL DL
2130	Aanwezigheid van verboden producten in de productie-eenheid of afwezigheid van een registratie van dergelijke producten in de niet-biologische productie-eenheid, gesitueerd in dezelfde zone	Vv / W / VS
2140	Verboden niet-bodemgebonden teelt van planten	DL / DL + VC / SP
<b>3. DIERLIJKE PRODUCTIE</b>		
<b>3.1. Algemene principes en eisen van controle en traceerbaarheid</b>		
3100	Aanwezigheid in hetzelfde bedrijf van dieren van dezelfde soort die volgens de biologische productiemethode worden gefokt en van dieren van dezelfde soort die niet volgens die productiemethode worden gefokt:	W / SP
3100a	a) met bewijs van scheiding van de productie-eenheden	W + DL / SP
3100b	b) zonder bewijs van scheiding van de productie-eenheden	

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3110	Aanwezigheid in hetzelfde bedrijf van dieren die volgens de biologische productiemethode worden gefokt en van dieren van een andere soort die niet volgens die productiemethode worden gefokt zonder duidelijke en effectieve scheiding van de productie-eenheden, behoudens de gevallen bedoeld in code 3115	W / SP
3115	Aanwezigheid in dezelfde weide van dieren die volgens de biologische productiemethode worden gefokt en van dieren van een andere soort die niet volgens die productiemethode worden gefokt:	V <sub>v</sub> / W / DL
3115a	a) gelijktijdige aanwezigheid	V <sub>v</sub> / W / SP
3115b	b) niet-gelijktijdige aanwezigheid, maar zonder de nodige bewijslast	V <sub>v</sub> / W / SP
3120	Veeboek van het bedrijf	V <sub>v</sub> / V <sub>v</sub> / W / SP
3120a	a) onvolledig of niet bijgewerkt, voor minder belangrijke elementen	V <sub>v</sub> / W / SP
3120b	b) onvolledig of niet bijgewerkt, voor belangrijkere elementen zoals het binnen- en buitengaan van dieren	SP
3120c	c) onbestaand	VS
3130	Weigering van toegang door de kweker tot de Sanitel-gegevens van de kudde	VS
3140	Afwezigheid van monsterneming van biologisch materiaal van een rund bij de geboorte of afwezigheid van doorzending van dit monster aan de Association régionale de Santé et	GO / V <sub>v</sub> / W / SP
3140a	d'Identification animales (regionale Vereniging voor Gezondheid en Identificatie van dieren):	W / SP
3140b	a) toevallig	V <sub>v</sub> / W / SP
3140c	b) systematisch	W / SP
	c) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	V <sub>v</sub> / W / SP
<b>3.2. Omschakeling</b>		
3200	Niet-naleving van de duur van de omschakelingsperiode	W + DL / SP
3200a	a) algemeen	W / DL / SP
3200b	b) in een bijzonder geval bij uitloop van niet-herbivoren	W / DL / SP



CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
<b>3.3. Herkomst van de dieren</b>		
3300	Overschrijding van het aantal niet-natuurlijke geboorten per jaar	Vv / W / SP
3300a	a) lichte overschrijding, lager dan tien procent	W / SP
3300b	b) aanzienlijke overschrijding, hoger dan tien procent	Vv / W / SP
3310	Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, voor een soort die niet biologisch beschikbaar is	GO / Vv / W / SP
3310a	a) Zonder voorafgaandelijke toelating van de Dienst	
3310b	b) Zonder de nodige bewijslast	
3330	Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, terwijl er biologische dieren beschikbaar zijn:	W / DL of DD / SP
3330a	a) algemeen	VO
3330b	b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	
3340	Inbreng van dieren, afkomstig van niet-biologische bedrijven, die de maximumleeftijd hebben overschreden, of na het spenen:	Vv / W / DL / SP
3340a	a) geringe overschrijding van de leeftijdsgrens	W + DL of DD / SP
3340b	b) aanzienlijke overschrijding van de leeftijdsgrens	
3350	Inbreng van niet-biologische vrouwelijke dieren die nog geen jongen hebben en afkomstig zijn uit niet-biologische bedrijven	W + DL of DD / SP
3350a	a) algemeen	VO
3350b	b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	
3360	Excessieve inbreng van dieren die afkomstig zijn van niet-biologische bedrijven	W + DL of DD / SP
3360a	a) algemeen	VO
3360b	b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3370	Gebruik van slakken die niet behoren tot de toegestane soorten	W + DL / SP
	<b>3.4. Voeders</b>	
3400	Toepassing van onomkeerbare vetmestingspraktijken (dwangvoeding)	SP
3401	Minder dan het verplichte aandeel van de diervoeders komt van de productie-eenheid zelf of is ook niet geproduceerd in samenwerking met andere biologische landbouwondernemingen uit dezelfde regio zoals bepaald door Verordening (EU) 2018	W/ DL of DD / SP
3405	Vermenging in het diervoeder van omschakelingsvoeders die niet afkomstig zijn van de productie-eenheid zelf in een niet-toegestane verhouding	Vv / W/ DL of DD / SP
3410	Vermenging in het diervoeder van ruwvoer dat afkomstig is van percelen in het eerste omschakelingsjaar	Vv / W/ DL of DD / SP
3415	Niet-naleving van de minimumduur om de jonge zoogdieren met natuurlijke melk te voederen	Vv / W/ DL of DD / SP
3417	Gebruik van melkvervangers die chemisch gesynthetiseerde componenten of componenten van plantaardige oorsprong bevatten	Vv / W/ DL of DD / SP
3420	Teeltsysteem voor herbivoren dat niet gebaseerd is op een maximaal gebruik van de weidegronden	Vv / W / SP
3425	Niet-naleving van het minimumpercentage ruwvoeder in het dagelijkse rantsoen van de herbivoren	Vv / W/ DL of DD / SP
3430	Aanwezigheid of gebruik van verboden conventionele voedermiddelen	
3430a	a) niet-ernstig geval, bijvoorbeeld in aanwezigheid van niet-biologische dieren van een andere soort	Vv / W/ DL of DD / SP
3430b	b) ernstig geval	W/ DL of DD / SP
3430c	c) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	VO
3435	Gebruik van conventionele grondstoffen, geproduceerd of bereid met chemische solventen	W/ DL of DD / SP
3440	Gebruik van een te grote hoeveelheid conventionele voedermiddelen gedurende een periode van 12 maanden:	

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3440a	b) te hoog met een lichte afwijking, minder dan tien procent van de toegelaten waarde	W/ DL of VO / SP
3440b	b) te hoog met een aanzienlijke afwijking, meer dan tien procent van de toegelaten waarde	DL of VO / SP
3440c	c) gebruik zonder de nodige bewijslast	Vv / W/ DL of DD / SP
3450	Inbreng in de biologische keten van mengsels van toegelaten conventionele grondstoffen	GO / Vv / W / DL
3455	Gebruik van andere dan de toegestane grondstoffen van dierlijke oorsprong:	
3455a	a) in aanvullende voedermiddelen	W/ DL of DD / SP
3455b	b) als grondstoffen of in volwaardige voedermiddelen	DL of DD / SP
3465	Ontbreken van ruwvoer in het dagrantsoen van varkens of pluimvee	GO / Vv / W/ DL of DD / SP
3470	Gebruik van bewaarmiddelen of hulpstoffen die niet toegestaan zijn in kuilvoer	Vv / W/ DL of DD / SP
3475	Gebruik van diervoederadditieven, technische hulpstoffen en andere stoffen en ingrediënten die niet toegestaan zijn volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen in dierenvoeding	
	<b>3.5. Preventie van ziekten en dierengeneeskundige behandeling</b>	
3500	Gebruik van een substantie in de voeding van de dieren of als veterinaire behandeling om de groei of de productie te bevorderen	DL + DD / SP
3510	Gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische geneesmiddelen of antibiotica, zonder voorschrift van een dierenarts	Vv / W/ DL of DD
3520	Gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische geneesmiddelen of antibiotica als preventieve behandeling	W / DL of DD
3530	Gebruik van hormonen of soortgelijke stoffen om de voortplanting te regelen	W + DL of DD / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3540	Gebruik van dierengeneeskundige geneesmiddelen zonder de vereiste informatie te hebben genoteerd, of zonder een duidelijke identificatie te hebben gemaakt van de dieren of de groep dieren die behandeld worden	Vv / W / SP
3545	Niet-mededeling aan het CO van inlichtingen over de dierengeneeskundige behandelingen vóór de commercialisatie van dieren of van dierlijke producten onder het biologische label	GO / GO / GO / Vv / W / DL of DD
3550	Niet-naleving van de vastgelegde wachttijd binnen de biologische productiemethode tussen de laatste toediening van allopathische geneesmiddelen en de productie van biologische producten volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen a) met naleving van de vastgelegde wachttijd volgens de horizontale Verordening b) zonder naleving van de vastgelegde wachttijd volgens de horizontale Verordening	Vv / W / SP SP
3560	Niet-naleving van de duur van de omschakelingsperiode voor de dieren die het maximale aantal chemisch gesynthetiseerde allopathische behandelingen hebben bereikt of overschreden	W / SP
3570	Aanwezigheid in het bedrijf van diergeneeskundige allopathische geneesmiddelen of antibiotica, zonder dat die zijn voorgeschreven door een dierenarts met inachtneming van de biologische productievoorschriften of zonder dat die zijn ingeschreven in het bedrijfsregister	Vv / W / SP
<b>3.6. Beheer, vervoer en identificatie</b>		
3600	Gebruik van embryotransplantatie of klonen met als doel reproductie	W + DL of DD / SP
3602	Niet-toegestane ingrepen op dieren	Vv / W + DL of DD / SP
3605	Uitvoeren van ingrepen (couperen van staarten bij schapen, snavelkappen, onthoornen of verwijderen van hoornknoppen) op dieren zonder toestemming van de Dienst	Vv / W / DL of DD
3610	Castratie of andere toegestane ingrepen op dieren, uitgevoerd op een niet-geschiedte leeftijd of door niet-gekwalificeerd personeel of door niet-toegestane middelen.	Vv / W / DL of DD
3615	Niet-toegestaan aanbinden van dieren	GO / Vv / W / W / DL of DD / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3620	Geen regelmatige lichaamsbeweging of toegang tot weidegronden, uitlopen in de open lucht of bewegingsgebieden voor dieren die worden aangebonden.	V <sub>v</sub> / V <sub>v</sub> / W / DL of DD
3625	Het houden van dieren in een groep waarvan de omvang niet afgestemd is op de ontwikkelingsfase of op de behoeften die met het gedrag samenhangen	V <sub>v</sub> / W / DL of DD / SP
3630	Het houden van dieren op basis van een dieet dat kan leiden tot anemie	V <sub>v</sub> / W / DL of DD / SP
3635	Niet-naleving van de minimumleeftijd bij het slachten van pluimvee of het gebruik van een pluimveeras dat niet erkend is als een traaggroeiend ras	W / DL / SP
3640	Vervoer van dieren dat niet aangepast is om de stress te beperken of het gebruik van een elektrisch dwangmiddel voor het in- of uitladen van de dieren	V <sub>v</sub> / W / DL of DD / SP
3645	Toediening van allopathische kalmeringsmiddelen voor en tijdens het vervoer van dieren	DL of DD / SP
3650	Slachting die er niet op afgestemd is om de stress of het minimale lijden te beperken	V <sub>v</sub> / W / DL / SP
3655	Slakken een vasttijd opleggen van meer dan tien dagen	W / DL / SP
3665	Dieren, groepen van dieren of dierlijke producten die niet, foutief of ontoereikend geïdentificeerd zijn:	
3665a	a) met garantie van de biologische kwaliteit	V <sub>v</sub> / W / DL of DD / SP
3665b	b) zonder garantie van de biologische kwaliteit	DL of DD / SP
<b>3.7. Dierlijke mest</b>		
3700	Te hoge jaarlijkse dierenpopulatie per hectare of invoer van mest die leidt tot een mestgebruik in het bedrijf of binnen het geheel van contracterende bedrijven dat meer dan 170 kg stikstof per hectare per jaar bedraagt:	
3700a	a) lichte overschrijding, lager dan tien procent	V <sub>v</sub> / W / SP
3700b	b) aanzienlijke overschrijding, hoger dan tien procent	W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
<b>3.8. Uitlopen en huisvesting</b>		
3800	Huisvestingsomstandigheden die niet aangepast zijn aan de fysiologische en ethologische behoeften van de dieren, of die niet voldoen op het gebied van verwarming, isolatie, ventilatie, verluchting of natuurlijke verlichting:	Vv / W / SP
3800a	a) minder belangrijk geval	W / SP / VS
3800b	b) ernstig geval	Vv / W / SP
3802	Geen gemakkelijke toegang voor de dieren tot voeder- of drinkplaatsen	Vv / W / SP
3804	Gebrek aan voldoende beschutting tegen regen, wind, zon of extreme temperaturen in de buitenruimten	Vv / W / SP
3806	Te hoge veebezetting in de gebouwen:	GO / Vv / W / SP
3806a	a) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting van minder dan vijf procent en verzachtende omstandigheden	Vv / W / SP
3806b	b) verschil met de maximaal toegelaten veebezetting van minder dan tien procent en verzachtende omstandigheden	Vv / W / SP
3806c	c) andere gevallen, bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	W / SP
3806d	d) andere gevallen	W / SP
3808	Buitenruimte:	Vv / W / SP
3808a	a) te klein	Vv / W / SP
3808b	b) tijdelijk niet toegankelijk of verzachtende omstandigheden	W / SP
3808c	c) ontbreekt of is permanent niet toegankelijk	W / SP
3810	Veebezetting, alle herbivore soorten samen, t.o.v. de oppervlakte aan weiden en andere graslanden minstens eenmaal tijdens het graasseizoen hoger dan zes GVE per hectare	Vv / W / SP
3810a	a) licht geval	Vv / W / SP
3810b	b) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	Vv / W / SP



CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3810c	c) andere gevallen	W / SP
3812	Onvoldoende reiniging of ontsmetting van de stallen, de hokken, de uitrusting of de gereedschappen	Vv / Vv / W / SP
3814	Gebruik van verboden producten volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen voor het reinigen of ontsmetten van gebouwen en installaties	Vv / W / SP
3816	Gebruik van verboden producten volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen voor het verdelgen van insecten of parasieten	W / SP
3818	Niet-herbivore zoogdieren die opgesloten zijn zonder mogelijkheid tot uitloop terwijl de omstandigheden dat wel mogelijk maken en er geen enkele van de voorziene afwijkingen van toepassing is	W/DL / SP
3820	Herbivoren die opgesloten zijn zonder toegang tot de weiden terwijl de omstandigheden dat wel mogelijk maken	W / SP
3822	Te grote overdekking van de bewegingsruimten in de openlucht	Vv / W / SP
3824	Te weinig vlakke vloer of te gladde vloer in een stal	Vv / W / SP
3826	Rooster- of lattenconstructie die meer dan de helft, voor zoogdieren, of twee derden voor pluimvee van de vloeroppervlakte van een stal beslaat:	
3826a	a) bijzonder geval van het eerste omschakelingsjaar	Vv / W/ VO
3826b	b) andere gevallen	W / SP
3828	Niet-conforme ligruimte voor dieren, te kleine ligruimte of onaangepaste samenstelling	Vv / W / SP
3830	Kalveren ouder dan één week die individueel gehuisvest zijn, met uitzondering van zieke dieren die in quarantaine gehouden worden	
3830a	a) kalveren die jonger dan drie weken zijn	Vv / W + DD / SP
3830b	b) kalveren die drie weken of ouder zijn	W + DD / SP
3832	Biggen zonder onderlaag waarin ze kunnen wroeten	Vv / W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3834	Zeugen die afzonderlijk opgesloten zijn in de stallen buiten de toegestane periode van de dracht en de zoogtijd, met uitzondering van zieke dieren die in quarantaine gehouden worden	W / SP
3842	Watervogels die opgesloten zijn zonder toegang tot een wateroppervlak	W / SP
3844	Te weinig of geen zitstokken in de ruimtes voor legkippen of parelhoenders	Vv / W / SP
3846	Te weinig of geen nesten in de gebouwen voor legkippen	Vv / W / SP
3848	Te kleine, te korte of te lage luiken in de gebouwen voor pluimvee	Vv / W / SP
3850	Meer pluimvee per stal dan de toegestane norm	Vv / W / SP
3850a	a) verschil met maximaal aantal toegestane dieren minder dan tien procent	Vv / W / SP
3850b	b) verschil met maximaal aantal toegestane dieren gelijk aan of hoger dan tien procent	W / SP
3852	Nuttige oppervlakte in de stallen voor pluimvee voor vleesproductie die groter is dan de maximaal toegestane oppervlakte per productie-eenheid	W / SP
3854	Ononderbroken nachtelijke rustperiode voor het pluimvee die korter dan acht uur is	Vv / W / SP
3855	Geen ruwvoer of geen aangepast materiaal dat beantwoordt aan de ethologische behoeften van het pluimvee dat om sanitaire redenen binnengehouden wordt	Vv / W / SP
3856	Pluimvee dat is opgesloten zonder toegang tot een uitloopruimte met gras, terwijl de omstandigheden dat wel mogelijk maken:	Vv / W / SP
3856a	a) tijdelijke situatie of verzachtende omstandigheden	W / SP
3856b	b) permanente situatie of aanhoudende situatie	W / SP
3858	Pluimvee dat is opgesloten gedurende meer dan een derde van zijn leven zonder toegang tot een uitloopruimte in de openlucht: a) herstelbaar geval b) onherstelbaar geval	W/DL / SP DL

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
3862	De leegstand van de uitloopruintes tussen twee productierondes voor pluimvee is korter dan de periode van zes weken zodat de planten opnieuw kunnen groeien	GO / Vv / W / SP
3864	Konijnen die binnengehouden worden zonder toegang tot een open voorkant of met een onvoldoende open voorkant of met een gesloten open voorkant terwijl de meteorologische omstandigheden niet ongunstig zijn	W / SP
3866	Konijnen of pluimvee die niet op de grond worden gekweekt, of die gehouden worden in kooien	W + DL of DD / SP
3868	Konijnen die geïsoleerd worden gehouden of in groepen van een onaangepaste grootte	Vv / W / SP
3870	Slakken van meer dan twintig dagen die anders dan in een begroeide buitenruimte worden gekweekt	W / SP
3872	Geen sanitaire leegstand van minstens drie maanden voor de begroeide buitenruimtes voor slakken	GO / Vv / W / SP
<b>3.9. Bijenteelt</b>		
3900	(Pro memorie)	
<b>4. BEREIDERS EN VERWERKERS</b>		
4000	Gebruik van een niet-biologisch agrarisch ingrediënt dat niet is toegestaan volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	
4000a	a) Ingrediënt dat duidelijk niet beschikbaar is in biologische kwaliteit	Vv / W / SP
4000b	b) Ingrediënt dat beschikbaar is in biologische kwaliteit	
4000b1	1) gebruik in lage hoeveelheid, van minder dan vijf procent, verzachtende omstandigheden	W + DL / SP + VC / VS
4000b2	2) gebruik in hoge hoeveelheid, van meer dan vijf procent, verzachtende omstandigheden	SP + VC / VS
4000b3	3) verzwarende omstandigheden	VS
4020	Gebruik van een niet-agrarisch ingrediënt dat niet is toegestaan volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	W + DL / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
4030	Gebruik of contaminatie van een technische hulpstof of van een ander product dat voor de verwerking gebruikt wordt en dat niet is toegestaan volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	W + DL / SP
4035	Gebruik van aroma's die niet beantwoorden aan de gebruiksvoorwaarden in de biologische productie:	Vv / W + DL / SP
4035a	a) gebruik van een natuurlijk aroma dat niet beantwoordt aan punt 2.2.2., b), van Deel IV van Bijlage II van Verordening (EU) 2018/848	W + DL / SP
4035b	b) gebruik van een synthetisch aroma	W + DL / SP
4040	Behandeling van een product of gebruik van een ingrediënt dat behandeld is met ioniserende stralen	W / SP
4050	Gebruik van hetzelfde ingrediënt van biologische kwaliteit:	Vv / W / SP
4050a	a) en niet-biologische kwaliteit	Vv / W / SP
4050b	b) en afkomstig van de productie in omschakeling	Vv / W / SP
4060	Vervoer van een te verpakken of te sluiten product zonder verpakking of gesloten container	Vv / W / SP
4065	Vervoer van producten in verpakkingen, containers of niet gesloten voertuigen, terwijl het vervoer niet enkel biologische producten omvat of enkel producten in omschakeling omvat	GO / Vv / W / SP
4070	Wijziging van de recepten, de bewerkingsprocedures, de procedures voor ontvangst, scheiding, opslag of andere concrete maatregelen die zijn afgesproken met het controleorgaan ter garantie van de naleving van de wettelijke normen, zonder voorafgaande waarschuwing aan het controleorgaan	Vv / W / SP
4071	Afwegigheid van procedures of onvolledige procedures voor de productie of reiniging in een eenheid waar zowel biologische als niet-biologische producten worden geproduceerd	Vv / W / SP
4072	Afwegigheid van registratie of onvolledige registratie van de verrichtingen voor de productie of reiniging in een eenheid waar zowel biologische als niet-biologische producten worden geproduceerd	Vv / W / SP
4080	In een eenheid waar biologische en niet-biologische producten verwerkt of opgeslagen worden:	Vv / W / SP
4080a	a) onvoldoende scheiding tussen de opslagruimtes	Vv / W / SP
4080b	b) ontoereikende identificatie van de opslagruimtes	Vv / W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
4080c	c) onvoldoende scheiding tussen de verrichtingen, in de ruimte of in tijd	Vv / W / SP
4080d	d) ontbreken van een planning van de verrichtingen of niet-naleving van die planning	Vv / W / SP
4080e	e) ontoereikende identificatie van de loten	DL / SP
4080f	f) aanwezigheid van biologische producten in de niet-biologische zone	Vv / W / SP
4080g	g) aanwezigheid van niet-biologische producten in de biologische zone	Vv / W / SP
4110	Ontbreken van een toewijzingssysteem door de aankoper van melk van twee afzonderlijke identificaties voor de biologische melk en de niet-biologische melk aan zijn leveranciers of een onbestaand of ontoereikend identificatiesysteem hiervoor	W / SP
4120	Ontbreken van de toewijzing door de aankoper van melk van de dubbele identificatie aan een leverancier	Vv / W / DL
4130	Ophaling van biologische melk en niet-biologische melk door een zuivelbedrijf zonder een afzonderlijk pompsysteem dat uitsluitend voorbehouden is voor biologische melk	W / DL
4150	Ontbreken van een identificatie- en registratiesysteem waardoor het mogelijk is de producten in alle stadia van de productie, de bereiding en de distributie op te sporen	Vv / W / SP
<b>5. FABRIKANTEN VAN DIERENVOEDING</b>		
5000	Gebruik van een niet-toegestaan bewerkingsprocedé volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	W + DL / SP
5010	Ontbreken van de specifieke namen in de tabel met grondstoffen	Vv / W / SP
5020	Gebruik van conventionele ingrediënten die niet zijn toegestaan volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	
5020a	a) gebruik in kleine hoeveelheden, minder dan tien procent	W / SP + VC / VS
5020b	b) gebruik in grote hoeveelheden, meer dan tien procent of grondstof die geproduceerd of vervaardigd is met gebruikmaking van chemische solventen	SP + VC / VS
5020c	c) verzwarende omstandigheden	VS

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
5030	Gebruik van grondstoffen van dierlijke oorsprong die niet zijn toegestaan volgens Verordening (EU) 2018/848, dit besluit en zijn uitvoeringsbepalingen	DL / SP
5040	Gebruik van producten die niet zijn toegestaan volgens bijlage III van Uitvoeringsverordening (EU) 2021/1165 van de Commissie betreffende de toelating van bepaalde producten en stoffen voor gebruik in de biologische productie en de opstelling van de lijsten van die producten en stoffen	W + DL / SP
5050	Gebruik van hetzelfde ingrediënt van biologische kwaliteit of van een ingrediënt dat afkomstig is van teelt in omschakeling, en een ingrediënt van niet-biologische kwaliteit	W / SP
5060	Etikettering of verhandeling van een product met verwijzing naar de biologische productiemethode terwijl minder dan vijftien procent van de droge stof van het product biologisch is	W / SP
<b>6. ETIKETTERING – VERHANDELING</b>		
6000	Etikettering of verhandeling van een conventioneel product of van een product met minder dan vijftien procent met verwijzing naar de biologische productiemethode in de verkoopbenaming	VC + DL / VS
6000a	a) verzachtende omstandigheden	VS
6000b	b) verzwarende omstandigheden	Vv / W / SP
6000c	c) aanduidingen die verwijzen naar de biologische productiemethode op handelsdocumenten en publiciteit die geen betrekking hebben op biologische producten in een bedrijfseenheid die zowel biologische als niet-biologische producten commercialiseert	W + DL / SP
6010	Etikettering en verhandeling van een product waarvan minder dan vijftien procent van de ingrediënten biologisch is, waarbij in de ingrediëntenlijst op foutieve manier naar de biologische productiemethode wordt verwezen	W + DL / SP
6011	Percentage van biologische ingrediënten niet conform aan de etikettering	W / SP / VS
6011a	a) kleine afwijking, minder dan vijf procent	SP / VS
6011b	b) grote afwijking, meer dan vijf procent	SP / VS



CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
6015	Verwijzing naar de biologische productiemethode in de ingrediëntenlijst en in hetzelfde gezichtsveld als de verkoopbenaming terwijl ten minste aan een van de voorwaarden, vermeld in artikel 30, vijfde lid, punt c) van Verordening (EU) 2018/848, niet is voldaan	W + DL / SP
6020	Etikettering of verhandeling van een plantaardig product uit omschakeling met misleidende verwijzing naar de biologische productiemethode	W + DL / SP
6030 6030a 6030b	Etikettering of verhandeling van een product in omschakeling in de vorm van een product met vele ingrediënten a) kleine hoeveelheid b) aanzienlijke hoeveelheid	Vv / W / W + DL / SP W / W + DL / SP
6040 6040a 6040a1 6040a2 6040b 6040b1 6040b2	Etikettering of verhandeling van een gedeclassiseerd product met verwijzing naar de biologische productiemethode: a) eerder gedeclassiseerd product 1) verzachtende omstandigheden 2) verzwarende omstandigheden b) product gedeclassiseerd bij de exploitant 1) verzachtende omstandigheden 2) verzwarende omstandigheden	DL SP SP / VS VS
6050 6050a 6050b	Etikettering of verhandeling van een product zonder certificering, met verwijzing naar de biologische productiemethode a) product dat de biologische productiemethode naleeft b) niet-conform product: toepassing van de overeenkomstige sanctie	Vv / W / VS W / VS
6060	Etikettering of verhandeling zonder vermelding van het controleorgaan op het etiket of met een foutieve vermelding	GO / Vv / W / DL / SP
6070	Verhandeling van een biologisch product als een biologisch product zonder verwijzing of met een niet-conforme verwijzing naar de biologische productie in de etikettering of de handelsdocumenten	Vv / W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
6090	Verhandeling van een biologisch product met een etikettering die niet of niet meer overeenstemt met het recept	Vv / W / SP
6100	Gebruik van het communautaire logo op een product in omschakeling, of op een product dat minder dan vijftien procent ingrediënten van agrarische oorsprong in de biologische vorm bevat	Vv / W / DL / SP
6110	Verhandeling van een dier met verwijzing naar de biologische productiemethode:	Vv / W / SP
6110a	a) niet-genummerde verhandelingsbon die door het controleorgaan afgeleverd is	GO / Vv / W / SP
6110b	b) met een onvolledige verhandelingsbon	GO / Vv / W / SP
6115	Laattijdige overdracht of geen overdracht van de verhandelingsbon door een slachthuis	W / SP
6120	Verhandeling van onverpakt vlees of vleesproducten voor de eindconsument in biologische kwaliteit en niet-biologische kwaliteit van dezelfde soort	
<b>7. IMPORT UIT DERDE LANDEN</b>		
7000	Verkoop of dedouanering van producten uit derde landen als biologische producten zonder voorafgaande melding aan het CO	Vv / W / SP / VS
7100	De eerste ontvanger, het douane-entrepot of de tijdelijke opslagplaats staat niet onder controle, sanctie voor de importeur:	
7100a	a) lichte inbreuk	Vv / W / SP
7100b	b) zware inbreuk	W + DL / SP
7200	Invoer van producten zonder inspectiecertificaat, zonder correct ingevuld inspectiecertificaat	Vv / W / DL / SP
7200a	a) niet volledig ingevuld inspectiecertificaat	DL / SP
7200b	b) invoer zonder controlecertificaat	
7300	Onvolledige ontvangstcontrole door de eerste ontvanger:	
7300a	a) het controlecertificaat wordt ondertekend voor ontvangst zonder fysieke controle van de zending, maar met een administratieve controle.	Vv / W / SP

CODENR.	OMSCHRIJVING VAN DE NIET-NALEVING	MAATREGEL
7300b	b) het controlecertificaat wordt ondertekend voor ontvangst zonder enige fysieke of administratieve controle van de zending	W / SP
<b>8. VERKOOPPUNTEN</b>		
8000	Commercialisatie van gangbare producten met verwijzing naar "bio":	
8000a	a) voorverpakte producten	Vv / W / W
8000b	b) bulkproducten	W / SP / VS
8100	Geen formalisering van de ontvangst van biologische producten, bijvoorbeeld op de leveringsbonnen	GO / Vv / W
8200	Verwarrende identificatie voor de consument tussen biologische en niet-biologische producten	Vv / W / VS

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,  
E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening,  
Landbouw, IFAPME, en Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

## Bijlage 9.

### **Toepassingswijzen van de productievoorschriften die door de Europese Verordening zijn vastgelegd**

#### **Hoofdstuk 1. Voorschriften voor de plantaardige productie**

1.1 De beperking van de omschakelingsperiode bedoeld in punt 1.7.5, b) van bijlage II, deel I van Verordening (EU) 2018/848 is ondergeschikt aan het akkoord van het controleorgaan dat vooraf een analyse uitvoert van de vegetatie of van de bodem die de afwezigheid aantoonst van een product of een stof waarvan het gebruik niet is toegestaan in de biologische productie.

1.2 In toepassing van Bijlage II van Uitvoeringsverordening (EU) 2021/1165 betreffende de toelating van bepaalde producten en stoffen voor gebruik in de biologische productie en de opstelling van de lijsten van die producten en stoffen, is het gebruik van meststoffen afkomstig uit niet-grondgebonden veehouderij verboden.

De volgende meststoffen vallen niet onder dit verbod:

- a) De mest van dieren die toegang hebben tot een buitenruimte;
- b) De mest die afkomstig is van varkens of pluimvee die gekweekt worden volgens een bestek dat erkend is door de Dienst op basis van een gedifferentieerd gewestelijk kwaliteitssysteem;
- c) De rundermest, met uitsluiting van diegene die uit vetmestingsbedrijven afkomstig zijn.

#### *1.3° Structuur van de databank bedoeld in artikel 6, 1°*

1.3.1 De plantensoorten zijn onderverdeeld in groepen rassen, die hierna “subgroepen” genoemd worden, die de werkingsgrondslag van de databank uitmaken. De rassen die in biologische vorm en in omschakeling beschikbaar zijn, worden geregistreerd en zijn raadpleegbaar in de databank op het niveau van de subgroep.

1.3.2 Voor de toepassing van Bijlage II, deel I, punt 1.8.5. van Verordening (EU) 2018/848 bepaalt de Dienst in overleg met de bevoegde autoriteit van de andere Gewesten, de subgroepen plantensoorten evenals de beschikbaarheidsgraad van plantaardig biologisch teeltmateriaal en plantaardig omschakelingsteeltmateriaal volgens de classificering bepaald in punt 1.3.3. van deze bijlage.

1.3.3. De subgroepen plantensoorten zijn verdeeld in drie niveaus, die bepaald worden volgens de beschikbaarheidsgraad van plantaardig biologisch teeltmateriaal en plantaardig omschakelingsteeltmateriaal:

a) niveau 1: het teeltmateriaal van de subgroepen van de soorten die in dit niveau geregistreerd zijn, is in plantaardig biologisch teeltmateriaal en omschakelingsteeltmateriaal beschikbaar in een voldoende geachte hoeveelheid en kwaliteit op het nationale grondgebied. Er wordt geen enkele afwijking, andere dan deze die gemotiveerd wordt door een van de doelstellingen die vastgelegd is in bijlage II, deel I, punt 1.8.5.1, d) van de Verordening (EU) 2018/848, toegestaan voor de betreffende subgroepen van de soorten.

b) niveau 2: onvoldoende beschikbaarheid aan plantaardig biologisch teeltmateriaal en omschakelingsteeltmateriaal van de rassen die behoren tot de subgroepen van de in dit niveau

geklasseerde soorten. Elk gebruik van niet-biologisch teeltmateriaal maakt het voorwerp uit van een voorafgaandelijke individuele toelatingsaanvraag, volgens de wijzen die bepaald worden in punten 1.4, 1.5 en 1.6.

c) niveau 3: dit niveau omvat de subgroepen van de soorten waarvoor er geen plantaardig biologisch teeltmateriaal en omschakelingsteeltmateriaal is op het nationale grondgebied; de betreffende rassen maken het voorwerp uit van een kennisgeving volgens de regelingen die in punt 1.6. bepaald worden.

1.3.4 De informatie over de rassen en hun beschikbaarheid wordt online gezet in de gegevensbank bedoeld in artikel 6,1 en door de leveranciers bijgewerkt.

Het controleorgaan beantwoordt de gerichte informatieaanvragen met betrekking tot de beschikbaarheden die het ontvangt van de exploitanten die onder zijn controle staan.

#### *1.4° Verwerkingswijzen van de aanvragen voor een individuele vergunning*

1.4.1 In toepassing van artikel 21 analyseert het controleorgaan de vergunningsaanvraag voor het gebruik van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal die het ontvangt op het niveau van de subgroep waartoe het betrokken ras behoort, rekening houdend met de informatie die beschikbaar is in de databank bedoeld in punt 1.3.

1.4.2 Overeenkomstig bijlage II, deel I, punten 1.8.5.4 en 1.8.5.5 van Verordening (EU) 2018/848 wordt de individuele vergunning gevraagd en toegekend voor één seizoen per keer, voordat het gewas wordt ingezaaid of geplant, en:

- vanaf 1 december voor de lente- of zomerrassen van het volgende jaar;
- vanaf 1 september voor de herfst- of winterrassen;
- vanaf 1 december van het vorige jaar voor de rassen die het hele jaar worden gezaaid of geplant.

#### *1.5. Motivering van de vergunningsaanvragen*

1.5.1. Voor de toepassing van bijlage II, deel I, punt 1.8.5.1 van Verordening (EU) 2018/848 verleent het controleorgaan de individuele vergunning om plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal te gebruiken voor rassen die behoren tot een subgroep die geklasseerd is in beschikbaarheidsniveau 2 en waarvoor het gebruik van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal door één van de volgende redenen gerechtvaardigd is:

Code	Afwijking voorzien door bijlage II, deel I, punt 1.8.5.1 van Verordening (EU) 2018/848	Ingeroepen verantwoording	Vereiste bewijsstukken
A	Geen van de rassen van de soort of van de subgroep van de soort die de gebruiker wil verkrijgen is in de databank geregistreerd.		
B	Geen enkele leverancier is in staat het plantaardig biologisch teeltmateriaal of omschakelingsteeltmateriaal te leveren voor het zaaien of planten in de gevallen waarin de gebruiker het plantaardig teeltmateriaal in een redelijke termijn heeft besteld om de voorbereiding en de levering van het plantaardig biologisch teeltmateriaal of omschakelingsteeltmateriaal toe te laten.	De gebruiker heeft tijdig alle leveranciers gecontacteerd die geregistreerd zijn in de databank die het gezochte ras aanbieden maar niemand van hen kan antwoorden in een taal die door de gebruiker gekend is of het plantaardig biologisch teeltmateriaal of omschakelingsteeltmateriaal leveren voor het zaaien of planten in een hoeveelheid of met een kwaliteit zoals gevraagd.	De gebruiker voegt de bewijzen van zijn bestelling toe evenals de redenen waarom hij niet tijdig beleverd werd na zijn individuele vergunningsaanvraag.
C.1	Het ras dat de gebruiker wil verkrijgen, is niet in de databank geregistreerd als plantaardig biologisch teeltmateriaal of omschakelingsteeltmateriaal. De gebruiker kan aantonen dat geen enkel geregistreerd ras in dezelfde subgroep van de soort geschikt is en dat de vergunning heel belangrijk is voor zijn productie.	Het ras wordt gevraagd door een klant van de gebruiker	De gebruiker heeft een kopie van het productiecontract of, anders, een attest van de klant dat hij bij zijn individuele vergunningsaanvraag voegt.
C.2		Het gevraagde ras heeft een specifiek technisch of technologisch kenmerk zoals een grotere resistentie of tolerantie voor een ziekte.	De individuele vergunningsaanvraag precificeert het gezochte kenmerk, in voorkomend geval door de betrokken ziekte en de reden van de keuze van dit kenmerk te preciseren.
C.3		De gebruiker wil de economische of agronomische risico's spreiden	De gebruiker verdeelt zijn productie billijk tussen de biologische en de conventionele rassen voor de gevraagde soort en gebruikt ten minste één ras in biologische vorm.



Code	Afwijking voorzien door bijlage II, deel I, punt 1.8.5.1 van Verordening (EU) 2018/848	Ingeroepen verantwoording	Vereiste bewijsstukken
C.4		Het gevraagde ras is aangepast aan de streek en de rassen die in de databank beschikbaar zijn, zijn onvoldoende bekend.	De individuele vergunningsaanvraag preciseert de aanpassingsbijzonderheid aan de betrokken streek.
D	Het gevraagde ras wordt gebruikt in onderzoek, bij testen in kleinschalige veldproeven, voor de instandhouding van de rassen of om producten te ontwikkelen en het gebruik is goedgekeurd door de Dienst.		Enkel de individuele vergunningsaanvragen met betrekking tot activiteiten voor rekening van officiële onderzoekscentra zijn ontvankelijk.

1.5.2 Wanneer een individuele vergunningsaanvraag verantwoord wordt met een D-code die staat in de tabel vastgelegd in punt 1.5.1 neemt de Dienst een beslissing op basis van een dossier dat door het controleorgaan wordt doorgegeven.

#### *1.6 Kennisgevingswijzen voor het gebruik van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal*

1.6.1 Het gebruik van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal van de rassen die behoren tot een subgroep van een soort die geklasseerd is in beschikbaarheidsniveau 3 is aan een kennisgeving onderworpen.

1.6.2 Een kennisgeving is een mededeling die bestemd is voor het controleorgaan en waarin de exploitant zijn voornemen kenbaar maakt om plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal te gebruiken.

1.6.3 Een kennisgeving die ingediend wordt bij het controleorgaan is geldig voor zover de indieningstermijnen bedoeld in punt 1.4.2 nageleefd worden en het gevraagde ras niet in biologische vorm beschikbaar is in de databank bedoeld in artikel 6.1 op het ogenblik dat de kennisgeving werd ingediend.

Elke kennisgeving maakte het voorwerp uit van een ontvangstbewijs van het controleorgaan. Dit laatste controleert de niet-beschikbaarheid van het ras in biologische vorm.

Indien het ras effectief beschikbaar is in biologische vorm of in omschakelvorm, licht het controleorgaan er de aanvrager onverwijld over in door hem de gevolgen te verduidelijken die eruit voortvloeien.

1.6.4 De kennisgeving, eens ingevoerd en bevestigd door het controleorgaan is geldig voor één enkel seizoen en is onderworpen aan de naleving van bijlage II, deel I, punt 1.8.5.3 van Verordening (EU) 2018/848.

#### *1.7 Bijzonder geval van de ruwvoermengsels*

1.7.1 Een mengsel van zaden van voedergewassen die rassen bevat in niet-biologische vorm wordt enkel gebruikt indien de producent de noodzakelijke vergunningen verkregen heeft voor elk van de niet-biologische rassen volgens de regelingen die in deze bijlage beschreven worden.

1.7.2 De Dienst stelt een lijst op van commerciële namen van mengsels die kunnen genieten van een algemene afwijking voor een gegeven seizoen. Enkel de mengsels die minstens één ras bevatten in biologische vorm worden in overweging genomen.

Het gebruik van een mengsel zaden van voedergewassen dat zo erkend wordt, maakt het voorwerp uit van een voorafgaandelijke kennisgeving volgens de procedure die beschreven wordt in punt 1.6.

#### *1.8. Bijzonder geval van fruitproductie afkomstig van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal*

Bovenop de voorwaarden die vastgelegd worden in bijlage II, deel I van Verordening (EU) 2018/848 wordt het gebruik van plantaardig niet-biologisch teeltmateriaal voor de productie van biologisch fruit enkel toegelaten indien een volledige vegetatiecyclus met inbegrip van de vorming van bloemknoppen plaatsvindt na de beplanting in volle grond.

## **Hoofdstuk 2. Voorschriften voor de dierlijke productie**

### *2.1° Oorsprong van de dieren*

2.1.1 De bepaling van punt 1.3.2 d) van bijlage II, deel II van Verordening (EU) 2018/848 met betrekking tot de rassenkeuze wordt als nageleefd beschouwd voor de kudde van het vleestype van

een gegeven bedrijf indien vijf jaar na het begin van de omschakeling, het aantal natuurlijke geboortes hoger is en blijft dan tachtig procent van het totale aantal geboortes van het jaar. Daarenboven wordt een percentage van dertig procent natuurlijke geboortes reeds minstens drie jaar na de start van de omschakeling bereikt.

2.1.2 In toepassing van punt 1.3.4.3 van Bijlage II, Deel II van de Verordening (EU) 2018/848 en in naleving van deze bepalingen, is de inbreng van niet-biologisch gefokt pluimvee in een biologische productie-eenheid toegelaten.

De in het eerste lid gegeven vergunning wordt opnieuw onderzocht voor 31 december van elk jaar. Het heronderzoek houdt rekening met de evolutie van de beschikbaarheid aan biologisch gefokt pluimvee en met de mate waarin aan de kwalitatieve en kwantitatieve behoeften van de landbouwers wordt voldaan.

2.1.3 Voor de toepassing van punt 1.9.4.1 van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 stelt de Dienst de lijst op van de traaggroeiende rassen waarvan het gebruik in de biologische productiemethode is toegelaten met een kweekduur van meer dan zeventig dagen.

## 2.2° Voeding

2.2.1 De invoering van conventionele grondstoffen in de biologische productieketen vindt enkel plaats in de vorm van mono-ingrediënten bij een exploitant die aan de controle onderworpen is.

2.2.2 Rekening houdend met de moeilijkheid, voor de herkauwers die uit de biologische teelt voortkomen, om de noodzakelijke hoeveelheden vitamine A, D en E te verkrijgen via hun rantsoen, is het gebruik van synthetische vitaminen A, D en E identiek aan deze die voortkomen uit agrarische producten toegelaten voor de voeding van de herkauwers, overeenkomstig de bepalingen van punt 3, a), ex3a, van bijlage III, deel B, van de Uitvoeringsverordening (EU) 2021/1165 van de Commissie betreffende de toelating van bepaalde producten en stoffen voor gebruik in de biologische productie en de opstelling van de lijsten van die producten en stoffen.

2.2.3 In toepassing van punt 1.4.1. a) van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 moet het diervoeder in hoofdzaak worden verkregen op het landbouwbedrijf waar de dieren worden gehouden of bij biologische productie-eenheden of productie-eenheden in omschakeling die behoren tot andere bedrijven in dezelfde regio. Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 legt trouwens een minimumpercentage vast voor de regionale herkomst van het voeder voor elke diersoort die door het toepassingsgebied gedekt is.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt de geografische zone die als “van dezelfde regio” beschouwd wordt als de Waalse bedrijven als volgt gedefinieerd:

- a) het volledige grondgebied van België;
- b) het volledige grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg;
- c) in Frankrijk, de regio's Hauts-de-France, Normandie, Île-de-France en Grand-Est;
- d) In Duitsland, de Länder Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Hessen, Saarland en Baden-Württemberg; en
- e) In Nederland, de regio's Zuid-Nederland, West-Nederland en Oost-Nederland.

2.2.4 Voor de toepassing van punt 1.9.4.2 c) iii) van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 moet de term “jong pluimvee” begrepen worden als dieren die jonger zijn dan achttien weken.

### 2.3° Preventie van ziekten en dierengeneeskundige behandeling

2.3.1 Voor de toepassing van punt 1.5.1.3 van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 wordt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische diergeneesmiddelen of antibiotica beschouwd als een preventieve behandeling in de volgende gevallen:

- a) wanneer de behandeling toegepast wordt zonder dat of voordat het dier symptomen van de ziekte vertoont;
- b) wanneer de behandeling toegepast wordt zonder dat of voordat er een gezondheidsprobleem gediagnosticeerd wordt;
- c) Wanneer de behandeling op een herhaaldelijke en collectieve manier wordt toegepast op een categorie dieren uit de kudde, onverminderd de bepalingen vermeld onder punt 1.5.2.6 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848.

2.3.2 Voor de toepassing van punt 1.5.2.2 van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 veronderstelt het gebruik van chemisch gesynthetiseerde allopathische diergeneesmiddelen of antibiotica onder verantwoordelijkheid van een dierenarts dat elk van de betreffende handelingen vooraf voorgeschreven werd door een dierenarts.

2.3.3 Voor de toepassing van punt 1.5.2.4 van Bijlage II, Deel II van de Verordening (EU) 2018/848 wordt “verplichte uitroeingsregelingen” begrepen als maatregelen die uitgevoerd worden in toepassing van de diergezondheidswet van 24 maart 1987 en haar uitvoeringsbesluiten.

### 2.4 Dierlijke mest

2.4.1. In toepassing van punt 1.6.7. Van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 wordt het aantal vee-eenheden dat equivalent is aan de dichtheid bedoeld in punt 1.6.6 van dezelfde bijlage als volgt vastgelegd:

<b>Klassen of soorten</b>	<b>Maximumaantal dieren per hectare (equivalent aan 170 kg N/ha/jaar)</b>
Melkkoeien	1,88
Zoogkoeien	2,57
Slachtkoeien	2,57
Andere runderen ouder dan 2 jaar	2,57
Runderen jonger dan zes maanden	17,00
Vaarzen van 6 tot 12 maanden	6,07
Vaarzen van 1 tot 2 jaar	3,54
Stierkalveren van 6 tot 12 maanden	6,80
Stierkalveren van 1 tot 2 jaar	4,25
Schape en geiten jonger dan 1 jaar	51,51
Schape en geiten ouder dan 1 jaar	25,75
Paarden van meer dan 600 kg	2,61
Paarden van 200 tot 600 kg	3,40
Paarden van minder dan 200 kg	4,85
Herten jonger dan 12 maanden	12,00
Herten ouder dan 12 maanden	6,00

Klassen of soorten	Maximumaantal plaatsen per hectare (equivalent aan 170 kg N/ha/jaar)
Zeugen en drachtige zeugen	11,33
Beren	11,33
Mestvarkens en geiten	21,79
Mestvarkens en geiten op biologisch beheerd strooisel	37,77
Biggen van 4 tot 10 weken	89,47
Vleeskippen	629
Legkippen of fokhennen	283
Jonge hennen	629
Fokhanen	395
Eenden	395
Ganzen	395
Kalkoenen	209
Parelhoenders	629
Moerkonijnen, fokken + vetmesten	47,22
Mestkonijnen	531
Struisvogels en emoes	56,66
Kwartels	4250

## 2.5 Houderijbeheer, huisvesting en openluchtruimten

2.5.1 Voor de toepassing van punt 1.6.5 van Bijlage II, Deel II, van Verordening (EU) 2018/848 is de gedeeltelijke overdekking van de openluchtruimten niet hoger dan vijftig procent van de oppervlakte van de ruimte in open lucht die toegankelijk is voor de dieren. Voor de biggetjes mag deze verhouding op vijfenzeventig procent worden gebracht op voorwaarde dat minstens vijfenzeventig procent van de perimeter van de buitenruimte een open voorkant heeft. De hoogte onder de daklijst van de buitenruimte is hoger dan of gelijk aan 2,5 meter.

2.5.2 In toepassing van punt 1.7.5 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 en in naleving van deze bepalingen, is het aanbinden van vee toegestaan in bedrijven met ten hoogste 50 dieren, waarbij de jonge dieren, met name deze van minder dan zes maanden niet in rekening genomen worden.

De andere bepalingen van punt 1.7.5 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 met betrekking tot de toegang tot de weidegrond en de openluchtruimten, zijn van toepassing en hun uitvoering wordt gecontroleerd door het controleorgaan.

Elke exploitant waarvan het bedrijf geacht wordt te voldoen aan de voorwaarden die bepaald zijn in de eerste alinea maakt deze informatie bekend aan de Dienst via zijn controleorgaan.

2.5.3 Voor de toepassing van punt 1.9.3.2 d) van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 is de maximale isolementsduur van de zeugen in de stallen aan het einde van de dracht en tijdens de zoogtijd op achtentwintig dagen vastgelegd.

2.5.4 In toepassing van punt 1.9.4.4 c) van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 blijven op het einde van elke productieronde van een partij pluimvee de uitlopen leeg gedurende een periode van zes weken zodat de vegetatie kan aangroeien.

2.5.5 Voor de toepassing van punt 1.7.4 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 is het best dat de veebezetting, alle herbivore soorten samen, t.o.v. de oppervlakte aan weiden en andere

graslanden minstens eenmaal tijdens het graasseizoen niet hoger is dan zes GVE per hectare, onverminderd de andere bepalingen vastgelegd door de Waalse, federale en Europese reglementering.

2.5.6 In toepassing van artikel 15, eerste lid van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, worden de pluimveestallen zo gebouwd dat alle vogels gemakkelijk toegang kunnen hebben tot de openluchtruimten. Daartoe en in het geval van een kwekerij met leghennen bedraagt, bovenop de regels die in het genoemde artikel zijn vastgelegd, de maximumafstand tussen elk punt dat toegankelijk is voor het pluimvee binnen het gebouw en de luiken die toegang geven tot de openluchtruimte niet meer dan vijftien meter.

2.5.7 In toepassing van artikel 16 van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, zijn de openluchtruimten aantrekkelijk voor het pluimvee en volledig toegankelijk voor alle dieren.

Voor de toepassing van punt 4 van het genoemde artikel rust de optimale benutting van de openluchtruimte op de dichtheid en de diversiteit van de begroeiing die voor de inrichting gebruikt wordt. Daartoe omvat de openluchtruimte minstens de volgende elementen:

- a) Begroeiing van de volledige openluchtruimte, aangebracht voor de inbreng van het pluimvee, met uitzondering van een gestabiliseerde strook van maximum drie meter breed ter hoogte van de buitenluiken;
- b) Een overgangszone die zich bij de uitgang van de luiken bevindt, bestaande uit uitgelijnde lage plantengroei die het pluimvee van de luiken naar de rest van de openluchtruimte leidt;
- c) Een gediversifieerde haag over minstens de helft van de perimeter van de openluchtruimte.

De afstand tussen de twee inrichtingen is nooit groter dan vijftientig meter. Er wordt aandacht besteed aan de beschutting tegen de wind en de schaduw die door de inrichtingen geboden worden.

Voor de toepassing van punt 6 van het genoemde artikel bestaan, wanneer de lengte van de openluchtruimte groter is dan honderdvijftig meter, de bijkomende inrichtingen uit beschutte plekken van duurzaam materiaal dat tegen slechte weersomstandigheden bestand is, waarbij elke beschutte plek een oppervlakte van minstens vier m<sup>2</sup> heeft en een hoogte onder dak van minstens vijftig cm heeft.

2.5.8 Voor de toepassing van punt 1.6.1 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848, wordt een pluimveestal ontworpen om prioritair een overvloedige natuurlijke ventilatie te verzekeren door middel van zijopeningen, eventueel vermeerderd met nokopeningen. De binnenluchtcirculatie kan aangevuld worden door ventilatoren of luchtextractoren om het dierenwelzijn te verzekeren bij extreme omstandigheden, in gevallen van hevige warmte, bij een ontoereikende natuurlijke ventilatie als gevolg van ongunstige weersomstandigheden voor de circulatie van de buitenlucht en bij verplichte opsluiting.

Het gebouw is zo ontworpen dat de belangrijkste verlichtingsbron natuurlijk licht is.



2.5.9 In toepassing van artikel 15, lid twee van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, mag een extra, overdekt buitengedeelte van een pluimveestal die zodanig geïsoleerd is dat deze geen buitenklimaat heeft, meetellen bij de berekening van de bezettingsdichtheid en het minimumoppervlak van de binnenruimten. Om in aanmerking genomen te worden bestaat dit extra, overdekte buitengedeelte van een pluimveestal uit vier volle muren, bovenop de voorwaarden die in het genoemde artikel zijn vastgelegd.

2.5.10 In toepassing van artikel 15, lid vier van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, mag in pluimveestallen gebruik worden gemaakt van etagesystemen. Waar etagesystemen worden gebruikt, mag bovenop de regels die in het genoemde artikel worden vastgelegd de afstand tussen de etages of tussenzones niet groter zijn dan een meter, en in het geval van een bedrijf met leghennen is de berekende oppervlakte voor het etagesysteem niet groter dan de helft van de grondoppervlakte van de binnenkant van het gebouw.

2.5.11 Het gebruik van mobiele pluimveestallen voor de kweek van leghennen is toegestaan in zoverre deze uitgerust zijn met wielen en minstens om de tien dagen verplaatst worden over een afstand van minstens tweemaal de lengte van het gebouw. Voor controledoelinden registreert de producent de data en de plaatsen van de verplaatsingen. Daarenboven heeft elke mobiele eenheid een aan de grond gemeten oppervlakte van maximum zesendertig m<sup>2</sup> en, op elk ogenblik, beschikt elke mobiele eenheid voor zichzelf over een openluchtruimte met gras met een totale oppervlakte die overeenkomt met 4 m<sup>2</sup> per dier.

In dit geval en bij afwijking zijn de bepalingen van punt 2.5.7 niet van toepassing.

In dit geval en in afwijking van de bepalingen van punt 2.5.10 is de norm van zes dieren per m<sup>2</sup> van toepassing op de totaliteit van de bruikbare oppervlakte voor de dieren, met een maximum van twee etages, waarbij elke etage kleiner dan of gelijk is aan zesendertig m<sup>2</sup> en beschikt over een hoogte van minstens vijfenveertig cm, terwijl de begane grond onder het kippenhok niet in aanmerking genomen wordt.

2.5.12 In toepassing van bijlage I, Deel IV, derde lid van Uitvoeringsverordening (EU) 2020/464 van 26 maart 2020 tot vaststelling van een aantal uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de documenten die nodig zijn voor de erkenning met terugwerkende kracht van perioden in het kader van de omschakeling, de productie van biologische producten en de door de lidstaten te verstrekken informatie, is het maximumaantal vogels per m<sup>2</sup> bruikbare oppervlakte van de binnenruimte van de pluimveestal vastgelegd op zes. Om deze regel te controleren is een oppervlakte van minder dan dertig cm breed, of met een helling van meer dan veertien procent, of waarboven er een vrije ruimte van minder dan vijfenveertig cm is, geen bruikbare oppervlakte. De nesten en zitstokken maken geen deel uit van de bruikbare oppervlakte.

2.5.13 In toepassing van punt 1.7.3 van Bijlage II, Deel II van Verordening (EU) 2018/848 moeten de dieren permanent toegang hebben tot openluchtruimten waarin zij zich kunnen bewegen, bij voorkeur weidegrond, wanneer de weers- en seizoensomstandigheden en de staat van de grond dit mogelijk maken, tenzij op grond van Uniewetgeving beperkingen en verplichtingen in verband met de bescherming van de volksgezondheid en de diergezondheid zijn opgelegd. Om deze regel te controleren, zijn de volgende verduidelijkingen van toepassing:

- a) wanneer de buitentemperatuur hoger is dan nul graden, buitentemperatuur die gemeten wordt ter hoogte van de opening van de luiken, hebben alle jonge hennen, leghennen en vetmestingspluimvee verplicht toegang tot de openluchtruimte vanaf de leeftijd van zes weken. In dit geval gaan de uitgangsluiken ten laatste om tien uur 's morgens open en blijven ze open tot de schemering intreedt.
- b) wanneer de buitentemperatuur lager is dan of gelijk is aan nul graden of wanneer de openluchtruimte met sneeuw is bedekt of overstroomd is, mogen de uitgangsluiken gesloten blijven. In dit geval registreert de betrokken exploitant de reden voor het sluiten van de luiken de dag zelf, ten laatste om tien uur 's morgens.
- c) Wanneer een pluimveestal gesitueerd is in een zone waar een opsluiting voortvloeit uit een permanent verbod dat opgelegd werd door het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, blijft de verplichting om over een openluchtruimte te beschikken van toepassing en wordt de toegang ertoe mogelijk gemaakt met elk beschermingsmiddel dat de naleving van de voorgeschreven sanitaire maatregelen toelaat.

### **Hoofdstuk 3. Regels voor de traceerbaarheid van dieren en dierlijke producten**

#### *3.1° Algemene principes*

3.1.1 Bovenop de controle- en voorzorgsmaatregelen die vastgelegd zijn in Verordening (EU) 2018/848, in hoofdstuk VI, en in de gedelegeerde Verordening (EU) 2021/771 tot aanvulling van Verordening (EU) 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad met specifieke criteria en voorwaarden voor de controles van de administratie in het kader van de officiële controles op het gebied van biologische productie en de officiële controles van groepen exploitanten en onverminderd de wettelijke bepalingen met betrekking tot de identificatie en de registratie van dieren, zijn de bijkomende maatregelen die hieronder werden opgelegd, van toepassing ter uitvoering van artikel 39, 1 c) van Verordening (EU) 2018/848 om de traceerbaarheid te verzekeren van dierlijke producten in de volledige productie-, verwerkings- en bereidingsketen.

3.1.2 Voor de soorten waarvoor er een Sanitel-identificatie- en registratiesysteem wordt georganiseerd, laat elke producent de erkende controleorganen toe om te beschikken over de informatie van de databank met betrekking tot zijn kudde. Hij moet daarenboven op de hoofdzetel van het bedrijf de opeenvolgende overzichten van het Sanitel-register van zijn kudde permanent bewaren, die hem werden doorgegeven door de vereniging die belast is met de identificatie en de registratie van de dieren.

#### *3.2. Vleesverwerkingscircuit*

3.2.1 Binnen de twee weken die volgen op de geboorte van een rund in de kudde neemt de producent een monster van het biologisch materiaal van het kalf volgens de methode die bepaald wordt door de vereniging die belast is met de identificatie en de registratie van de runderen en zendt deze monsters naar de aangeduide opslagplaats.

3.2.2 De dieren die verhandeld worden met een verwijzing naar de biologische productiemethode, worden vergezeld van een genummerde verhandelingsbon die afgeleverd wordt door het controleorgaan waarvan het model wordt voorgelegd ter advies aan het Overlegcomité voor biologische landbouw en ter goedkeuring aan de Dienst.

De verhandelingsbon begeleidt vervolgens het dier en het karkas tot aan de eerste koper van het karkas. Deze zendt de originele verhandelingsbon terug naar het controleorgaan.

Elke daaropvolgende exploitant tot aan de eerste koper van het karkas formaliseert zijn verbintenis om een dier of een product te leveren dat verkregen werd volgens de biologische productiemethode door het deel van de verhandelingsbon in te vullen dat voor hem bestemd is.

3.2.3 In elk stadium van het verkopen, vervoeren, slachten, uitsnijden en bereiden dragen de karkassen, de kwarten van de karkassen, de stukken vlees, het gehakt vlees en de producten op basis van gehakt vlees een verwijzing naar de biologische productiemethode en worden ze permanent en ondubbelzinnig geïdentificeerd zodat de oorsprong van het product getraceerd kan worden door van de verwerkingsketen terug te gaan naar de betrokken producenten.

3.2.4 Voor de bereiding van gehakt rundsvlees of van een product op basis van gehakt rundsvlees is het aantal runderen waaruit de stukken vlees komen die in de samenstelling van een productlot zitten, niet hoger dan twaalf.

Bij wijze van afwijking kan de exploitant, indien zijn werkwijze hem niet toelaat aan deze voorwaarde te voldoen, bij zijn controleorgaan een toelating aanvragen van de Dienst om een groter aantal runderen te gebruiken om een productlot samen te stellen zonder daarbij ooit zesendertig runderen te overschrijden. De exploitant verbindt zich ertoe om de meerkosten op zich te nemen die verbonden zijn aan de overeenkomstcontrole die voorzien is in punt 4.2 van bijlage 5. De Dienst neemt zijn beslissing op basis van een dossier dat door het betrokken controleorgaan wordt doorgezonden, dat deze meerkosten bepaalt.

Voor elk lot gehakt rundsvlees of product op basis van gehakt rundsvlees, wordt het gewicht van de inkomende producten, van de halfafgewerkte producten en van de uitgaande producten gemeten, geregistreerd en ter beschikking gehouden van het controleorgaan.

### *3.3. Vleesverhandelingscircuit*

3.3.1 De exploitant die biologisch vlees of producten van biologisch vlees verkoopt aan de eindconsument, verkoopt niet-biologisch vlees of producten van niet-biologisch vlees van dezelfde soort uitsluitend in de volgende gevallen:

- het biologisch vlees of de producten van biologisch vlees worden versneden verkocht en het niet-biologisch vlees of de producten van niet-biologisch vlees worden door een derde versneden en voorverpakt;
- het niet-biologisch vlees of de producten van niet-biologisch vlees worden versneden verkocht en het biologisch vlees of de producten van biologisch vlees worden versneden en voorverpakt door een derde of door hemzelf maar in dat geval per volledige en in de tijd gescheiden reeks.

Er kan een afwijking van dit principe worden toegekend door het controleorgaan op gemotiveerde vraag van de exploitant om zonder verwijzing naar de biologische productiemethode niet-gecertificeerde producten te verkopen die afkomstig zijn uit de verwerking van biologisch gecertificeerd vlees. Deze niet-gecertificeerde producten worden niet verkocht met verwijzing naar de biologische productiemethode. De afwijking zal de betrokken producten en zijn toepassingsduur vermelden.

### *3.4. Verhandelings- en verwerkingscircuit van melk en melkproducten*

3.4.1 Voor de toepassing op de melksector van punt 1 van Bijlage III van Verordening (EU) 2018/848 kent de koper aan de producent twee verschillende identificaties toe, de ene voor de levering van biologische melk en de andere voor de levering van melk die de biologische productiemethode niet naleeft, op voorwaarde dat de producent een certificaat bezit dat opgesteld werd door het controleorgaan waarin de overeenkomst van zijn productie-eenheid aangetoond wordt met de biologische productiemethode voor melkproductie. De identificatie voor de biologische melk wordt overgenomen op een medium dat een verwijzing naar de biologische productie en naar het controleorgaan draagt en wordt aangebracht op de melktank voor de leveringen van biologische melk.

De identificatie voor de melk die de biologische productiemethode niet naleeft, wordt overgenomen op een medium dat de vermelding “conventioneel” draagt en wordt aangebracht op de melktank voor melkleveringen die de biologische productiemethode niet naleven.

3.4.2 Voor elke melklevering formaliseert de producent zijn verbintenis om biologische melk te leveren door op de melktank het medium aan te brengen dat verwijst naar de biologische productiemethode. Ingeval van levering van melk die niet biologisch gecertificeerd is, brengt de producent op de melktank het medium aan dat verwijst naar de levering van conventionele melk. Hij verwittigt eveneens zijn koper schriftelijk voor de wijziging van het productietype, zoals aangegeven in de schriftelijke verbintenis die hij tegenover zijn koper heeft ondertekend.

3.4.3 De koper organiseert bij voorkeur ophalingen die uitsluitend voor biologische melk zijn voorbehouden. Indien dit niet het geval is, zijn er één of meerdere compartimenten die van een gescheiden pompsysteem zijn voorzien, uitsluitend voorbehouden voor de biologische melk.

3.4.4. Bij alle productie-, opslag-, vervoer- en verwerkingsstadia van biologische melk worden de tanks, compartimenten, opslagtanks en andere tanks die biologische melk bevatten, geïdentificeerd met een verwijzing naar de biologische productiemethode. De recipiënten die een verwijzing naar de biologische productiemethode dragen, bevatten geen niet-biologische melk.

Gezien om gevoegd te worden bij het Besluit van de Waalse Regering van 13 oktober 2022 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten en tot intrekking van het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 2010 inzake de productiemethode en etikettering van biologische producten.

Namen, 13 oktober 2022.

Voor de Regering,

De minister-president,

E. DI RUPO

De minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME, en Kenniscentra,

W. BORSUS